



RAPPORT
DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU FOND DES MERS ET DES OCÉANS
AU-DELÀ DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

Volume V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 21 (A/9021)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU FOND DES MERS ET DES OCÉANS
AU-DELÀ DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

Volume V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 21 (A/9021)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le volume I du présent rapport contient le rapport du Comité, l'annexe I et ses appendices I et II, l'annexe II et ses appendices I à IV et les annexes III à V. Le volume II contient les appendices III et IV à l'annexe I et l'annexe VI. Le volume III contient l'appendice V à l'annexe II. Le volume IV contient l'appendice VI à l'annexe II. Le volume V contient l'appendice VII à l'annexe II et le volume VI contient l'appendice VIII à l'annexe II.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Volume I</u>	
I. INTRODUCTION	1
II. HISTORIQUE	2
III. TRAVAUX DU COMITE EN 1973	11
IV. RECOMMANDATIONS	15
 ANNEXES	
I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I	17
Appendices au rapport du Sous-Comité I :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité I	28
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité I	30
II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II	42
Appendices au rapport du Sous-Comité II :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1971	66
II. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1972	67
III. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1973	68
IV. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité II	72
III. RAPPORT DU SOUS-COMITE III	79
Appendices au rapport du Sous-Comité III :	
I. Index des propositions soumises au Sous-Comité III de 1971 à 1973	116
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité III de 1971 à 1973	118
IV. LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE EN 1973	123
V. INDEX DES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DU COMITE EN 1973	125

TABLE DES MATIERES (suite)

Volume II

ANNEXES

VI. TEXTES DES PROJETS D'ARTICLES DE TRAITES, ETC., PRESENTES AU COMITE EN 1973

I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I :

Appendice III. Textes montrant les zones d'accord et de désaccord sur les points 1 et 2 du programme de travail du Sous-Comité

Appendice IV. Préambule d'un traité sur l'utilisation du fond des mers à des fins pacifiques

Volume _II

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice V. Textes des propositions présentées au Sous-Comité II pendant ses sessions de 1973

Volume IV

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VI. Variantes présentées par les délégations

Volume V

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VII. Tableau comparatif provisoire des propositions, déclarations, documents de travail, etc., se rapportant aux sujets et questions renvoyés au Sous-Comité II

Volume VI

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VIII. Textes regroupés

ANNEXE II

RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

APPENDICE VII

TABLEAU COMPARATIF PROVISOIRE DES PROPOSITIONS,
DECLARATIONS, DOCUMENTS DE TRAVAIL, ETC. 1/
SE RAPPORTANT AUX SUJETS ET QUESTIONS RENVOYES AU SOUS-COMITE II 2/

Note liminaire

1. Le présent document est soumis au Groupe de travail du Sous-Comité II comme suite à la demande que le Groupe avait faite à sa 12ème séance, le 3 juillet 1973.
2. On y trouvera, dans l'ordre des rubriques et sous-rubriques de la liste convenue de sujets et questions ayant trait au droit de la mer 3/, un tableau comparatif des propositions soumises au Comité pour autant qu'elles se rapportent aux sujets et questions renvoyés au Sous-Comité II 4/.
3. Lorsqu'un texte proposé concerne plus d'une rubrique ou sous-rubrique de la liste convenue, il est reproduit sous chacune d'elles. On trouvera alors, dans la colonne de droite, un renvoi aux autres rubriques.
4. Le tableau est précédé d'une liste des propositions, lesquelles sont indiquées dans l'ordre où elles ont été présentées.
5. Pour certains articles, les passages intéressant plus particulièrement la sous-rubrique sous laquelle l'article est classé sont soulignés.

1/ Publié initialement sous la cote SC.II/WG/Document No 4; sous sa forme actuelle, ce document comprend toutes les propositions présentées avant le 21 août 1973.

2/ Il y a lieu de signaler que dans certains cas la ou les délégations auteurs d'un texte ont déclaré que le document qu'elles soumettaient était présenté pour les besoins de la discussion et ne constituait pas une proposition formelle ni définitive.

3/ Voir le Rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), par. 23, p. 5 à 9.

4/ Voir A/AC.138/L.13/Rev.1, par. 17, p. 6 à 8.

LISTE DES PROPOSITIONS, DECLARATIONS, DOCUMENTS DE TRAVAIL, ETC.

(dans l'ordre où ils ont été présentés)

<u>Titre abrégé</u> ^{1/}	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
1) ETATS-UNIS : zone internationale des fonds marins	Etats-Unis d'Amérique : Projet de convention des Nations Unies sur la zone internationale des fonds marins	A/AC.138/25 (3 août 1970); A/8021, p. 147 à 199
2) TANZANIE : autorité internationale des fonds marins	République-Unie de Tanzanie : Projet de statuts d'une autorité internationale des fonds marins	A/AC.138/33 (24 mars 1971); A/8421, p. 57 à 70
3) URSS : fonds des mers	Union des Républiques socialistes soviétiques : Avant-projet d'articles d'un traité sur l'utilisation pacifique du fond des mers	A/AC.138/43 (22 juillet 1971); A/8421, p. 73 à 81
4) ETATS-UNIS : mer territoriale, détroits, pêche	Etats-Unis d'Amérique : Projets d'articles sur la largeur de la mer territoriale, sur les détroits et sur les pêcheries	A/AC.138/SC.II/L.4 (30 juillet 1971); A/8421, p. 234 à 238
5) MALTE : traité sur l'espace marin voir aussi 37)	Malte : Projet de traité sur l'espace marin	A/AC.138/53 (16 août 1971); A/8421, p. 109 à 191
6) AFGHANISTAN, AUTRICHE, BELGIQUE, HONGRIE, NEPAL, PAYS-BAS et SINGAPOUR : document de travail	Afghanistan, Autriche, Belgique, Hongrie, Népal, Pays-Bas et Singapour : Document de travail préliminaire	A/AC.138/55 du (19 août 1971); A/8421, p. 193 à 194
7) URSS : pêche	Projet d'article relatif à la pêche (dispositions fondamentales et note explicative) présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques	A/AC.138/SC.II/L.6 (18 juillet 1972); A/8721, p. 172 à 176
8) YAOUNDE : conclusions	Conclusions du rapport général du Séminaire régional des Etats africains sur le droit de la mer, tenu à Yaoundé du 20 au 30 juin 1972	A/AC.138/79 (21 juillet 1972); A/8721, p. 83 à 86
9) URSS : détroits	Projet d'article sur les détroits utilisés pour la navigation maritime internationale, présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques	A/AC.138/SC.II/L.7 (25 juillet 1972); A/8721, p. 177 à 179

^{1/} Ce titre abrégé est utilisé dans la classification.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
10) SAINT-DOMINGUE : déclaration	Déclaration de Saint-Domingue approuvée par la réunion des Ministres de la Conférence spéciale des pays de la région des Caraïbes sur les problèmes de la mer, tenue le 7 juin 1972	A/AC.138/80 (26 juil et 1972); A/8721, p. 78 à 82
11) CANADA : ressources biologiques	Document de travail sur la gestion des ressources biologiques de la mer présenté par le Canada	A/AC.138/SC.II/L.8 (27 juillet 1972); A/8721, p. 180 à 189
12) ETATS-UNIS : pêche	Projet d'article révisé sur les pêcheries présenté par les Etats-Unis d'Amérique	A/AC.138/SC.II/L.9 (4 août 1972); A/8721, p. 190 à 194
13) KENYA : zone économique remplacé par 49)	Projet d'articles relatif au concept d'une zone exclusive présenté par le Kenya	A/AC.138/SC.II/L.10 (7 août 1972); A/8721, p. 195 à 197
14) AUSTRALIE et NOUVELLE-ZELANDE : pêche	Document de travail présenté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande	A/AC.138/SC.II/L.11 (11 août 1972); A/8721, p. 198 à 202
15) JAPON : pêche	Propositions relatives à un régime de la pêche en haute mer présentées par le Japon	A/AC.138/SC.II/L.12 (14 août 1972); A/8721, p. 203 à 210
16) MOSCOU : déclaration	Déclaration concernant les principes d'une exploitation rationnelle des ressources biologiques des mers et des océans dans l'intérêt commun de tous les peuples du globe terrestre; adoptée à la réunion des Ministres qui s'est tenue les 6 et 7 juillet 1972, à Moscou	A/AC.138/85 (17 août 1972); A/8721, p. 89 à 91
17) URSS : mer territo- riale (Add.)	Union des Républiques socialistes soviétiques : Projet d'article sur la largeur de la mer territoriale. Additif	A/AC.138/SC.II/L.7/Add.1 (13 mars 1973)
18) FIDJI, INDONESIE, MAURICE et PHILIPPINES : principes proposés au sujet des archipels	Principes proposés par les délégations de Fidji, de l'Indonésie, de Maurice et des Philippines au sujet des archipels	A/AC.138/SC.II/L.15 (14 mars 1973)

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
19) PAYS-BAS : zone intermédiaire.	Pays-Bas : Document de travail relatif à la notion de zone intermédiaire	A/AC.138/86 (16 mars 1973) /remplacé par le document A/AC.138/SC.II/L.59 (19 août 1973)/
20) TURQUIE : mer territoriale Remplacé par 32)	Turquie : Projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 (Largeur de la mer territoriale : critères globaux ou régionaux; mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées)	A/AC.138/SC.II/L.16 (22 mars 1973); et Corr.1 (français seulement)
21) GRECE : ligne médiane 1/	Grèce : amendement au projet d'article figurant dans le document A/AC.138/SC.II/L.16 [20], remplacé ensuite par 32)]	A/AC.138/SC.II/L.17 (27 mars 1973)
22) CHYPRE, ESPAGNE, GRECE, INDONESIE, MALAISIE, MAROC, PHILIPPINES ET YEMEN : mer territoriale, détroits (navigation)	Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen Projet d'articles sur la navigation dans la mer territoriale, y compris les détroits servant à la navigation internationale	A/AC.138/SC.II/L.18 (27 mars 1973)
23) CHYPRE : mer territoriale	Chypre : Projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 (largeur de la mer territoriale)	A/AC.138/SC.II/L.19 (28 mars 1973)
24) ETATS-UNIS : gestion des ressources halieutiques 2/	Espèces anadromes et grands migrateurs- Considérations spéciales sur leur gestion (Document de travail présenté par les Etats-Unis d'Amérique)	A/AC.138/SC.II/L.20 (2 avril 1973)
25) COLOMBIE, MEXIQUE, VENEZUELA : projet d'articles	Colombie, Mexique et Venezuela : Projet d'article de traité.	A/AC.138/SC.II/L.21 (2 avril 1973)
26) TURQUIE : projet d'article Remplacé par 33)	Turquie : Projet d'article relatif aux questions suivantes : 2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale; divers aspects en cause 5.3 Question de la délimitation entre Etats; divers aspects en cause 6.7.2 Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face	A/AC.138/SC.II/L.22 (4 avril 1973)

1/ A la 64ème séance (16 juillet 1973) du Sous-Comité II, le représentant de la Grèce a déclaré que cet amendement s'appliquait aussi au document 32.

2/ Texte non repris dans la classification.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
27) ISLANDE : zone adjacente à la mer territoriale	Juridiction des Etats côtiers sur les ressources naturelles de la zone adjacente à leur mer territoriale. Document de travail présenté par l'Islande	A/AC.138/SC.II/L.23 (5 avril 1973)
28) OUA : déclaration	Déclaration de l'OUA sur les questions relatives au droit de la mer - CM/Res.289(XIX)	A/AC.138/89 (2 juillet 1973)
29) URUGUAY : mer territoriale	Uruguay : Projet d'articles sur la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.24 (3 juillet 1973) et Corr.1 (espagnol seulement) et Corr.2 (français seulement)
30) BELGIQUE : îles artificielles et installations	Iles artificielles et installations : Document de travail présenté par la Belgique	A/AC.138/91 (11 juillet 1973)
31) BOLIVIE : pays sans littoral	Bolivie : Projet d'articles intéressant les pays sans littoral	A/AC.138/92 (12 juillet 1973)
32) TURQUIE : mer territoriale, Rev.1	Turquie : Projet d'article relatif aux rubriques suivantes : 2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale; divers aspects en cause 5.3 Question de la délimitation entre Etats; divers aspects en cause 6.7.2 Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face	A/AC.138/SC.II/L.16/ Rev.1 (12 juillet 1973)
33) TURQUIE : projet d'article, Rev.1	Turquie : Projet d'article (cf. document 26)	A/AC.138/SC.II/L.22/ Rev.1 (13 juillet 1973)
34) BRESIL : projet d'articles	Brésil : Projet d'articles contenant des dispositions fondamentales sur la question de la largeur maximum de la mer territoriale et d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées de l'Etat riverain	A/AC.138/SC.II/L.25 (13 juillet 1973)
35) URSS : plateau continental	Union des Républiques socialistes soviétiques : Avant-projet de dispositions d'articles fondamentales relatives à la question de la limite extérieure du plateau continental	A/AC.138/SC.II/L.26 (13 juillet 1973)

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
36) EQUATEUR, PANAMA et PEROU : projet d'articles	Projet d'articles pour une convention sur le droit de la mer. Document de travail présenté par les délégations de l'Equateur, du Panama et du Pérou	A/AC.138/SC.II/L.27 (13 juillet 1973) et Corr.1 et Corr.2 (anglais seulement)
37) MALTE : juridiction de l'Etat riverain	Malte : Avant-projet d'articles relatif à la délimitation de la juridiction de l'Etat riverain sur l'espace marin et aux droits et obligations des Etats riverains dans la zone soumise à leur juridiction	A/AC.138/SC.II/L.28 (13 juillet 1973)
38) GRECE : régime des îles	Grèce : Projet d'article relatif aux régimes des îles (point 19)	A/AC.138/SC.II/L.29 (16 juillet 1973) et Corr.1 (anglais, français, chinois seulement) et Corr.2 (français seulement)
39) ITALIE : détroits	Projet italien d'article sur les détroits	A/AC.138/SC.II/L.30 (16 juillet 1973)
40) TUNISIE et TURQUIE : amendement au document 23)	Tunisie et Turquie : Amendement au projet d'article contenu dans le document A/AC.138/SC.II/L.19	A/AC.138/SC.II/L.31 (16 juillet 1973)
41) TUNISIE et TURQUIE : amendement au document 21)	Tunisie et Turquie : Sous-amendement à l'amendement (A/AC.138/SC.II/L.17) au projet d'article distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.16	A/AC.138/SC.II/L.32 (16 juillet 1973)
42) TUNISIE et TURQUIE : amendement document 25)	Tunisie et Turquie : Amendement au projet d'articles distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.21	A/AC.138/SC.II/L.33 (16 juillet 1973)
43) CHINE : document de travail	Document de travail sur les espaces marins en deçà des limites de la juridiction nationale présenté par la délégation de la République populaire de Chine	A/AC.138/SC.II/L.34 (16 juillet 1973)
44) ETATS-UNIS : zone côtière d'intérêt économique du fond des mers	Etats-Unis d'Amérique : Projet d'articles pour un chapitre traitant des droits et devoirs des Etats dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers	A/AC.138/SC.II/L.35 (16 juillet 1973) et corr.1

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
45) AUSTRALIE et NORVEGE : zone économique et délimitation	Document de travail soumis par les délégations de l'Australie et de la Norvège contenant certains principes fondamentaux relatifs à la zone économique et à sa délimitation	A/AC.138/SC.II/L.36 (16 juillet 1973) et corr.1
46) ARGENTINE : projet d'articles	Argentine : Projet d'articles	A/AC.138/SC.II/L.37 (16 juillet 1973) et Corr.1 (anglais seulement) et Corr.2 (français seulement)
47) CANADA, INDE, KENYA, MADAGASCAR, SENEGAL et SRI LANKA : pêche	Projet d'articles sur la pêche (proposé par le Canada, l'Inde, le Kenya, Madagascar, le Sénégal et Sri Lanka)	A/AC.138/SC.II/L.38 (16 juillet 1973) et Corr.1 (anglais et russe)
48) AFGHANISTAN, AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, NEPAL et SINGAPOUR : juridiction sur les ressources	Projet d'articles sur la juridiction des Etats côtiers sur les ressources situées au-delà de la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.39 (16 juillet 1973)
49) QUATORZE PUISSANCES : projet d'articles sur la zone économique exclusive	Projet d'articles sur la zone économique exclusive proposé par l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Libéria, Madagascar, Maurice, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et la Tunisie	A/AC.138/SC.II/L.40 (16 juillet 1973) et Corr.1, Corr.2 (anglais seulement) et Corr.3
50) OUGANDA et ZAMBIE : zone économique	Proposition de l'Ouganda et de la Zambie. Projet d'articles concernant la zone économique envisagée	A/AC.138/SC.II/L.41 (16 juillet 1973)
51) FIDJI : passage dans la mer territoriale	Fidji : projet d'articles relatif au passage dans la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.42__ (19 juillet 1973) et Corr.1
52) CAMEROUN, KENYA, MADAGASCAR, TUNISIE et TURQUIE : îles	Cameroun, Kenya, Madagascar, Tunisie et Turquie : projet d'article relatif au point 19, Régime des îles	A/AC.138/SC.II/L.43 (19 juillet 1973)

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
53) AFGHANISTAN, BOLIVIE, HONGRIE, MALI, NEPAL, TCHECOSLOVAQUIE et ZAMBIE : pays sans littoral	Projet d'articles relatifs aux pays sans littoral, présenté par l'Afghanistan, la Bolivie, la Hongrie, le Mali, le Népal, la Tchécoslovaquie et la Zambie	A/AC.138/93 (2 août 1973)
54) ROYAUME-UNI : Etats archipels	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet d'article sur les droits et obligations des Etats archipels	A/AC.138/SC.II/L.44 (2 août 1973)
55) CHINE : espace marin international	Document de travail sur les principes généraux applicables à l'espace marin international, présenté par la délégation chinoise	A/AC.138/SC.II/L.45 (6 août 1973) et Corr.1 (chinois seulement) (remplace le document A/AC.138/SC.I/L.25 et Corr.1 (chinois seulement)
56) PHILIPPINES : eaux historiques	Philippines : projet d'article relatif à la rubrique 2.2, eaux historiques	A/AC.138/SC.II/L.46 (6 août 1973)
57) PHILIPPINES : largeur de la mer territoriale	Philippines : projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2, largeur de la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.47/ Rev.1 (10 août 1973)
58) FIDJI, INDONESIE, MAURICE et PHILIPPINES : archipels	Projet d'articles sur les archipels, présenté par Fidji, l'Indonésie, Maurice et les Philippines	A/AC.138/SC.II/L.48 (6 août 1973)
59) POLOGNE : détroits	Pologne : proposition concernant certains aspects de la navigation à travers les détroits	A/AC.138/SC.II/L.49 (8 août 1973)
60) BULGARIE : mer territoriale et sa largeur	Projet d'articles sur la nature et les caractéristiques de la mer territoriale et sa largeur	A/AC.138/SC.II/L.51 (9 août 1973)
61) PAKISTAN : mer territoriale et zone économique	Proposition du Pakistan : largeur de la mer territoriale et limites de la zone économique exclusive	A/AC.138/SC.II/L.52 (9 août 1973)

<u>Titre abrégé</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
62) ROUMANIE : régime des îles	Roumanie : document de travail concernant certains aspects particuliers du régime des îles dans le contexte de la délimitation des espaces marins entre les Etats voisins	A/AC.138/SC.II/L.53 (10 août 1973)
63) EQUATEUR, PANAMA et PEROU : pêcheries	Projet d'articles relatifs aux pêcheries dans les zones marines nationales et internationales, soumis par les délégations de l'Equateur, du Panama et du Pérou	A/AC.138/SC.II/L.54 (10 août 1973)
64) JAMAÏQUE : moyens régionaux	Jamaïque : projet d'articles sur les moyens régionaux pour développer des Etats riverains géographiquement désavantagés	A/AC.138/SC.II/L.55 (13 août 1973)
65) JAPON : délimitation de la zone côtière des fonds marins	Principes régissant la délimitation de la zone côtière des fonds marins - Texte soumis par le Japon	A/AC.138/SC.II/L.56 (15 août 1973)
66) ETATS-UNIS : règlement des différends	Etats-Unis d'Amérique : projet d'articles pour un chapitre sur le règlement des différends	A/AC.138/97 (21 août 1973)
67) PAYS-BAS : zone intermédiaire	Pays-Bas : proposition concernant une zone intermédiaire	A/AC.138/SC.II/L.59 (17 août 1973) et Corr.1 (anglais seulement) et Corr.2 (espagnol seulement)
68) ZAIRE : pêche	Projet d'articles sur la pêche, présenté par la délégation du Zaïre	A/AC.138/SC.II/L.60 (17 août 1973)
69) IRAN : accords régionaux	Projet d'article présenté par l'Iran - 15. Accords régionaux	A/AC.138/SC.II/L.62 (16 août 1973)
70) YOUGOSLAVIE : accords régionaux	Projet d'article présenté par la Yougoslavie - 15. Accords régionaux	A/AC.138/SC.II/L.63 (16 août 1973)

1. REGIME INTERNATIONAL DU FOND DES MERS ET DES OCEANS AU-DELA DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

1.5 Définition et limites de la zone^{1/}

Titre abrégé

3) URSS : fond des mers

Articles premier, 2 et 3 :

Article premier - Le fond des mers et leur sous-sol, dans les limites prévues aux articles 2 et 3 du présent Traité, sont ouverts à l'utilisation exclusivement pacifique de tous les Etats, qu'ils soient riverains ou dépourvus de littoral, sans aucune discrimination.

Article 2 - Les dispositions du présent Traité s'appliquent au fond de la haute mer et à son sous-sol au-delà des limites du plateau continental. Dans les zones où il n'existe pas de plateau continental, les dispositions du présent Traité s'appliquent au fond marin de la haute mer, à partir de la ligne de démarcation prévue à l'article 3 du présent Traité.

Article 3 - (Question des limites du fond des mers)

Partie I, A et C :

I. Limites et statut de la zone internationale

A. La zone internationale comprend tout le fond des mers et son sous-sol en dehors de la mer territoriale (dont la largeur maximale est de 12 milles à partir de la ligne de base) et au-delà des zones sous-marines adjacentes aux côtes des Etats. Aux fins du présent article, les zones sous-marines sont considérées comme adjacentes à la côte d'un Etat donné

- si leur profondeur n'est pas supérieure à 200 mètres, ou

6) Afghanistan,
Autriche, Belgique,
Hongrie, Népal,
Pays-Bas et
Singapour :
document de travail

Voir aussi

^{1/} Pour l'accord de procédure, voir paragraphe 22 du Rapport du Comité (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421)).

Titre abrégé

- 6) Afghanistan,
Autriche, Belgique,
Hongrie, Népal,
Pays-Bas et
Singapour :
document de travail
(suite)

Dispositions

- si elles sont sous-jacentes à une zone de mer dont la largeur, mesurée à partir de la ligne de base de la mer territoriale, est de 40 milles,

l'Etat en question devant, au moment de la ratification, indiquer celle des deux méthodes de délimitation pour laquelle il opte. Ce choix est définitif et la méthode de délimitation choisie s'applique à la totalité de la ligne de côte de l'Etat en question.

C. A l'intérieur de la zone internationale, une bande de fond marin et de son sous-sol contiguë à la zone sous-marine adjacente déterminée conformément au paragraphe A ci-dessus, et ayant une largeur de 40 milles mesurée à partir de la limite extérieure de ladite zone sous-marine adjacente, constitue une "zone prioritaire de l'Etat riverain". Dans cette dernière zone, l'Autorité internationale ne peut, sans le consentement de l'Etat riverain, ni explorer ou exploiter directement (voir en III ci-dessous) ni délivrer à un Etat un permis d'exploration ou d'exploitation.

Voir aussi

2. MER TERRITORIALE

2.1 Nature et caractéristiques, y compris la question de l'unité ou de la pluralité des régimes dans la mer territoriale

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

10) Saint-Domingue : Mer territoriale, par. 1 :
déclaration

La souveraineté de l'Etat s'étend, au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures, à une zone de mer adjacente à ses côtes, désignée sous le nom de mer territoriale, ainsi qu'à l'espace aérien au lit et au sous-sol de cette mer.

16; 2.3.1

19) Fidji, Indonésie,
Maurice et

Philippines :
principes proposés au
sujet des archipels

Principes 1 et 2 (mer territoriale d'un Etat archipel) :

1. Tout Etat archipel dont les îles et autres éléments naturels qui le composent forment un tout géographique, économique et politique intrinsèque et est ou peut être historiquement considéré comme tel, peut tracer des lignes de base droites reliant les points extrêmes des récifs découverts et des îles les plus éloignées de l'archipel, lignes d'après lesquelles la largeur de la mer territoriale de l'Etat archipel est ou peut être déterminée.

2. Les eaux à l'intérieur des lignes de base, quelles que soient leur profondeur ou leur distance de la côte, ainsi que les fonds et le sous-sol correspondants, l'espace aérien surjacent et toutes leurs ressources appartiennent à l'Etat archipel et relèvent de sa souveraineté.

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Mer territoriale, art. 1, par. 1 à 3 :

Article premier - 1. L'Etat riverain exerce sa souveraineté sur une zone de mer immédiatement contiguë à son territoire et à ses eaux intérieures, désignée sous le nom de mer territoriale,

2. La souveraineté de l'Etat riverain s'étend au fond de cette zone, à son sous-sol et à l'espace aérien surjacent.

3. La souveraineté de l'Etat riverain s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international.

Titre abrégé

Dispositions

MER TERRITORIALE

29) Uruguay :
mer territoriale

Section I - Dispositions générales

Article premier

1. L'Etat riverain exerce sa souveraineté sur une zone de mer adjacente à ses côtes et sur ses eaux intérieures, l'ensemble étant désigné sous le nom de "mer territoriale".

2. La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale ainsi qu'au lit et au sous-sol de cette mer.

36) Equateur, Panama,
Pérou : projet
d'articles

Section IV - Régime des ressources naturelles

Article 6

6.2)

Les ressources renouvelables et non renouvelables de la mer et du lit et du sous-sol de la mer à l'intérieur des limites mentionnées à l'article premier relèvent de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat riverain.

Article 7

6.1

La prospection et l'exploration de la mer adjacente ainsi que l'exploitation de ses ressources non renouvelables sont réglementées par l'Etat riverain qui peut réserver ces activités pour lui-même ou ses ressortissants, comme permettre à des tiers de les exercer conformément aux dispositions de sa législation intérieure et des accords internationaux conclus en la matière.

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Article 2 :

3.2; 6.5

1. La juridiction d'un Etat s'étend à une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, désignée sous le nom d'espace marin national.

2. Cette juridiction s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présentes articles et par les autres règles du droit international.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

38) Grèce : régime
des îles

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.

19 b)

2. Une île fait partie intégrante du territoire de l'Etat auquel elle appartient. La souveraineté territoriale sur une île s'étend à ses eaux territoriales, à l'espace aérien situé au-dessus de l'île et de sa mer territoriale au fond et au sous-sol de cette mer et à son plateau continental aux fins d'exploration et d'exploitation de ses ressources naturelles.

43) Chine : document
de travail

Mer territoriale, par.1 et 7 :

1. La mer territoriale désigne la zone de mer adjacente aux côtes ou aux eaux intérieures de l'Etat riverain, qui est délimitée par lui dans l'exercice de sa souveraineté; celle-ci s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au lit et au sous-sol de cette mer.

7. Les détroits situés en deçà des limites de la mer territoriale, qu'ils servent fréquemment ou non à la navigation internationale, font partie intégrante de la mer territoriale de l'Etat riverain.

46) Argentine : projet
d'articles

1. La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à une zone de mer adjacente à ses côtes désignée sous le nom de mer territoriale, ainsi qu'à l'espace aérien au-dessus de cette mer, à son lit et à son sous-sol.

50) Ouganda et Zambie :
zone économique

Section I : Mer territoriale

Article 1 :

1. La souveraineté de l'Etat s'étend, au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures, à une zone de mer adjacente à ses côtes, désignée sous le nom de mer territoriale.

2. Cette souveraineté s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international.

Article 2 :

La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au lit et au sous-sol de cette mer.

Dispositions

Article ...

Titre abrégé

- 60) Bulgarie : mer territoriale et sa largeur
1. La souveraineté d'un Etat riverain s'étend au-delà de son territoire terrestre et de ses eaux intérieures à une zone de mer adjacente à ses côtes, désignée sous le nom de mer territoriale.
 2. La souveraineté d'un Etat riverain s'étend de même à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au lit et au sous-sol de celle-ci.
 3. L'Etat riverain exerce sa souveraineté dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
---------------------	---------------------	-------------------

63) Equateur, Panama et Pérou : pêcheries	I. <u>Pêcheries dans les zones relevant de la souveraineté et de la juridiction nationales</u>	6.6; 7.3
-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	----------

Article A

Il appartient à l'Etat riverain de prescrire les dispositions juridiques relatives à l'administration et à l'exploitation des ressources biologiques dans la zone marine relevant de sa souveraineté et de sa juridiction, surtout en vue d'assurer la conservation et l'utilisation rationnelle desdites ressources, le développement de son industrie halieutique et des industries connexes et le relèvement du niveau nutritif des peuples.

Article B

L'Etat riverain peut se réserver ou réserver à ses ressortissants l'exploitation des ressources biologiques dans la zone marine qui relève de sa souveraineté et de sa juridiction, compte tenu de la nécessité de promouvoir l'utilisation efficace des ressources, la stabilité économique et les plus grands avantages sociaux.

Article C

Lorsque l'Etat riverain autorise l'exploitation des ressources biologiques dans la zone marine qui relève de sa souveraineté et de sa juridiction par des ressortissants d'autres Etats, il fixe les conditions de cette exploitation, notamment :

Titre abrégé

63) Equateur, Panama
et Pérou :
pêcheries
(suite)

Dispositions

Voir aussi

- a) La délivrance d'avis d'enregistrement et de permis de pêche et de chasse aquatique et le paiement des droits correspondants;
- b) L'indication des espèces dont la capture est autorisée;
- c) L'indication de l'âge et de la taille des poissons et autres ressources dont la capture est autorisée;
- d) L'établissement de zones interdites à la pêche et à la chasse aquatique;
- e) L'indication des périodes durant lesquelles la capture des espèces prescrites est autorisée;
- f) La fixation des volumes maximum des prises;
- g) La limitation du nombre et du tonnage des navires et des appareils qui peuvent être utilisés;
- h) L'indication des appareils autorisés;
- i) Les procédures et sanctions applicables en cas d'infraction.

Article D

6.6.3

1. En adoptant les mesures de conservation des ressources biologiques dans la zone marine qui relève de sa souveraineté et de sa juridiction, l'Etat riverain veille à maintenir la productivité des espèces et à éviter les conséquences préjudiciables sur la survie des espèces biologiques au-delà de ladite zone.
2. Aux fins indiquées, l'Etat riverain favorise la coopération nécessaire avec d'autres Etats et avec les organisations internationales compétentes.

Titre abrégé

- 63) Equateur, Panama,
et Pérou :
pêcheries
(suite)

Dispositions

Article E

Dans les limites de la zone marine qui relève de sa souveraineté et de sa juridiction, l'Etat riverain peut aborder et inspecter les navires de pêche ou de chasse aquatique battant pavillon étranger; s'il trouve la preuve ou des indices que les dispositions légales dudit Etat ont été enfreintes, il saisit le navire en cause et le conduit au port aux fins de jugement.

Article F

Toute contestation relative aux activités de pêche ou de chasse aquatique par des navires battant pavillon étranger dans la zone qui relève de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat riverain, est tranchée par les autorités compétentes dudit Etat.

2.2 Eaux historiques

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

I. b) "Droits historiques" et "Baies historiques" :

1. Il conviendrait de reconnaître et de sauvegarder les "droits historiques" acquis par certains Etats africains limitrophes sur une partie de la mer qui peut relever de la juridiction exclusive d'un autre Etat.

2. L'impossibilité pour un Etat africain de faire la preuve d'une revendication ininterrompue sur une baie historique ne devrait pas constituer un obstacle à la reconnaissance des droits de cet Etat sur ladite baie. Texte adopté sans réserve.

56) Philippines :
eaux historiques

Article ...

Les droits ou le titre historiques acquis par un Etat sur une partie de la mer adjacente à ses côtes doivent être reconnus et sauvegardés.

57) Philippines :
largeur de la mer
territoriale

Article 1) - Voir texte en 2.3.2, à 57).

2.3.2

Voir aussi

2.3 Limites

2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale: divers aspects en cause

Titre abrégé

18) Fidji, Indonésie,
Maurice, Philippines :
principes proposés
au sujet des
archipels

Dispositions

Principes 1 et 2 (mer territoriale de l'Etat archipel) :
texte reproduit sous le point 2.1

-Voir aussi

2.1; 16

23) Chypre : mer
territoriale

Projet d'article :

2.3.2

Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont adjacentes, ces Etats n'ont ni l'un ni l'autre le droit d'étendre la largeur de leur mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base, continentales ou insulaires, à partir desquelles la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats est mesurée.

29) Uruguay : mer
territoriale

Articles 3 à 5 et 7 à 14

Article 3

1. Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont limitrophes, aucun des deux Etats n'est en droit, en l'absence d'un accord entre eux, d'étendre les limites de sa mer territoriale au-delà d'une ligne médiane déterminée exclusivement à cette fin, dont tous les points seront équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats, que ces lignes passent par le continent ou par des îles.

2. La ligne de démarcation entre les mers territoriales de deux Etats dont les côtes se font face ou sont limitrophes est tracée sur les cartes à grande échelle reconnues officiellement par les Etats riverains.

Article 4

Identique à l'article 3 de la Convention de Genève (Ligne de base).

[Article 3]

Sauf disposition contraire des présents articles, la ligne de base normale servant à mesurer la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer longeant la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'Etat riverain.]

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Article 5

Identique à l'article 4 de la Convention de Genève (Ligne de base).

Voir aussi

[Article 4

1. Dans les régions où la ligne côtière présente de profondes échancrures et indentations, ou s'il existe un chapelet d'îles le long de la côte, à proximité immédiate de celle-ci, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés peut être adoptée pour le tracé de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale.

2. Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable de la direction générale de la côte et les étendues de mer situées en deçà de ces lignes doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures.

3. Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences.

4. Dans les cas où la méthode des lignes de base droites s'applique conformément aux dispositions du paragraphe 1, il peut être tenu compte, pour la détermination de certaines lignes de base, des intérêts économiques propres à la région considérée et dont la réalité et l'importance sont clairement attestées par un long usage.

5. Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat de manière à couper de la haute mer la mer territoriale d'un autre Etat.

6. L'Etat riverain doit indiquer clairement les lignes de base droites sur des cartes marines, en assurant à celles-ci une publicité suffisante.]

Article 7

Identique à l'article 6 de la Convention de Genève (Limite extérieure).

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite)

Dispositions

[Article 6

La limite extérieure de la mer territoriale est constituée par une ligne dont chaque point est à une distance égale à la largeur de la mer territoriale du point le plus proche de la ligne de base.]

Voir aussi

Article 8

Identique à l'article 7 de la Convention de Genève (Baies) (à l'étude).

[Article 7

1. Le présent article ne concerne que les baies dont un seul Etat est riverain.

2. Aux fins des présents articles, une baie est une échancrure bien marquée dont la pénétration dans les terres par rapport à sa largeur à l'ouverture est telle qu'elle contient des eaux cernées par la côte et constitue plus qu'une simple inflexion de la côte. Toutefois, une échancrure n'est considérée comme une baie que si sa superficie est égale ou supérieure à celle d'un demi-cercle ayant pour diamètre la ligne tirée en travers de l'entrée de l'échancrure.

3. Aux fins de l'établissement des mesures, la superficie d'une échancrure est celle qui est comprise entre la laisse de basse mer autour du rivage de l'échancrure et une ligne tracée entre les lasses de basse mer de ses points d'entrée naturels. Lorsque, en raison de la présence d'îles, une échancrure a plus d'une entrée, le demi-cercle est tracé en prenant comme diamètre la somme des lignes fermant les différentes entrées. La superficie des îles situées à l'intérieur d'une échancrure est comprise dans la superficie totale de celle-ci.

4. Si la distance entre les lasses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces deux lasses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures.

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Voir aussi

5. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles, une ligne de base droite de 24 milles est tracée à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur.

6. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites "historiques", ni dans les cas où le système des lignes de base droites prévu par l'article 4 est appliqué.]

Article 2

Identique à l'article 8 de la Convention de Genève (Installations permanentes).

[Article 8

Aux fins de délimitation de la mer territoriale, les installations permanentes faisant partie intégrante du système portuaire qui s'avancent le plus vers le large sont considérées comme faisant partie de la côte.]

Article 10

Identique à l'article 9 de la Convention de Genève (Rades).

[Article 9

Les rades qui servent normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires, et qui sans cela seraient situées, totalement ou en partie, en dehors du tracé général de la limite extérieure de la mer territoriale seront comprises dans la mer territoriale. L'Etat riverain doit délimiter nettement ces rades et les indiquer sur les cartes marines avec leurs limites, qui doivent faire l'objet d'une publicité suffisante.]

Article 11

Identique à l'article 10 de la Convention de Genève (Iles).

19 b)

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite).

Dispositions

[Article 10

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.
2. La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions des présents articles.]

Article 12

1. La mer territoriale d'un Etat archipelagique dont les diverses îles et autres caractéristiques naturelles forment une entité intrinsèque géographique, économique et politique qui a été ou a pu être considérée comme telle au cours de l'histoire, peut être mesurée à partir de lignes de base droites qui joignent les points extrêmes des îles et des hauts-fonds découvrants les plus éloignés du centre de l'archipel.

16

2. Les eaux délimitées par les lignes de base tracées comme il est dit au paragraphe 1 ci-dessus, indépendamment de leur profondeur ou de la distance qui les sépare de la côte, sont considérées comme des eaux intérieures. Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de passage inoffensif des navires de tous les Etats.

Article 13

Identique à l'article 11 de la Convention de Genève.

[Article 11

1. Par hauts-fonds découvrants, il faut entendre les élévations naturelles de terrain qui sont entourées par la mer et découvertes à marée basse mais recouvertes à marée haute. Dans les cas où des hauts-fonds découvrants se trouvent, totalement ou partiellement, à une distance du continent ou d'une île ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale, la laisse de basse mer sur ces fonds peut être prise comme ligne de base pour mesurer la largeur de la mer territoriale.
2. Dans les cas où les hauts-fonds découvrants se trouvent totalement à une distance du continent ou d'une île supérieure à la largeur de la mer territoriale, ils n'ont pas de mer territoriale propre.]

Voir aussi

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Article 14

Identique à l'article 13 de la Convention de Genève.

[Article 13

Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites de la marée basse sur les rives.]

33) Turquie :
projet d'article,
Rev.1

Paragraphes 1 à 4 :

2.3.1, 5.3,
6.7.2 et 21

1. Lorsque les côtes de deux ou plusieurs Etats sont limitrophes ou se font face, la délimitation des frontières maritimes respectives est déterminée par voie d'accord entre lesdits Etats, conformément à des principes équitables, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes.

2. Durant les négociations menées en vue d'arriver à un accord, les Etats tiennent compte, entre autres, de circonstances spéciales telles que la configuration générale des côtes respectives, l'existence d'îles ou d'îlots d'un autre Etat et la structure physique ou géologique de la zone marine en cause, y compris le fond et le sous-sol de cette zone.

3. Les Etats ont recours aux méthodes envisagées à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies ou à d'autres moyens et méthodes pacifiques qui leur sont ouverts, en vue de résoudre les différends qui peuvent surgir en cours de négociation.

4. En l'absence de circonstances spéciales, il convient de tenir dûment compte des principes de la ligne médiane ou de l'équidistance lors de délimitation des frontières respectives.

Mer territoriale, par. 4 :

4. Les Etats riverains dont les côtes sont limitrophes ou se font face doivent établir la ligne de démarcation entre leurs mers territoriales selon les principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'égalité et de la réciprocité.

43) Chine : document
de travail.

Voir aussi

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

50) Ouganda et Zambie : Article 3, par. 2 :

zone économique

2. Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont limitrophes et que la distance entre elles est inférieure au double de la largeur uniforme fixée par le présent article, la mer territoriale a pour limite, à défaut d'accord entre ces Etats, la ligne médiane dont chaque point est équidistant des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats. Toutefois, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas lorsqu'un titre historique ou d'autres circonstances spéciales justifient une délimitation des mers territoriales des deux Etats qui déroge auxdites dispositions.

1
26
1

5.2; 6.5; 16

Par. 4 - Voir texte en 16, à 54)

54) Royaume-Uni :
Etats archipels

16

Article II - Voir texte en 16, à 58)

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels

19 b)

Par. 2 - Voir texte en 19 b), à 62)

62) Roumanie :
régime des îles

2.3.2 Largeur de la mer territoriale. Critères globaux et régionaux.
Mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

4) Etats-Unis d'Amérique: Article premier, paragraphes 1 et 2 :
mer territoriale,
détroits, pêche

1. Tout Etat a le droit, sous réserve des dispositions de l'article II, de fixer la largeur de sa mer territoriale à 12 milles marins au maximum, mesurés conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë.

2. Dans les cas où la largeur de la mer territoriale d'un Etat est inférieure à 12 milles marins, cet Etat peut établir une zone de pêche contiguë à sa mer territoriale à condition, toutefois, que la largeur totale de la mer territoriale et de la zone de pêche n'excède pas 12 milles marins. Cet Etat peut, à l'intérieur de cette zone, exercer pour ce qui est de la pêche les mêmes droits que dans sa mer territoriale.

6) Afghanistan, Autriche, I.A : Limites et statut de la zone internationale
Belgique, Hongrie, Népal
Népal, Pays-Bas, La zone internationale comprend tout le fond des mers et son sous-sol
Singapour : document en dehors de la mer territoriale (dont la largeur maximale est de 12 milles à partir de la ligne de base) et au-delà des zones sous-marines adjacentes aux côtes des Etats.

concerne
essentiellement
1.5

8) Yaoundé : conclusions I.a) 2) :

2) La largeur de la mer territoriale ne devrait pas dépasser 12 milles nautiques.[Il est noté dans les Conclusions : "Toutefois, certains participants ont exprimé des réserves sur la formule consistant à fixer à 12 milles la largeur de la mer territoriale et sur la formule consistant à fixer une limite précise."]

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer territoriale, paragraphe 2 :

2. La largeur de cette zone et la manière dont elle est délimitée doivent faire l'objet d'un accord international, de préférence de portée universelle. Tout Etat a, entre-temps, le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale jusqu'à une limite de 12 milles marins à partir de la ligne de base applicable.

Titre abrégé

Dispositions

Article unique :

Sous réserve des dispositions des articles 2 et 3^{1/}, chaque Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans des limites n'excédant pas 12 milles marins, mesurés conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë.

3. En l'absence d'un tel accord, aucun Etat n'a le droit d'étendre la largeur de sa mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base, continentales ou insulaires, à partir desquelles la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats est mesurée.

[Note : Ce paragraphe a été soumis par la Grèce pour compléter la proposition de la Turquie 20) et s'applique également au projet amendé présenté par la Turquie qui est reproduit sous 32)./

Projet d'article

"Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont adjacentes, ces Etats n'ont ni l'un ni l'autre le droit d'étendre la largeur de leur mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base, continentales ou insulaires, à partir desquelles la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats est mesurée."

2.3.1

Article 2 :

La largeur de cette zone ne peut dépasser 12 milles marins, mesurés à partir des lignes de base applicables.

.... Les Etats africains approuvent le principe selon lequel les lignes de base de tout Etat archipel peuvent être tracées en reliant les points extrêmes des îles de l'archipel les plus écartées en vue de délimiter la mer territoriale de l'Etat archipel.

16

1/ Il s'agit du projet d'articles sur les détroits utilisés pour la navigation internationale, présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques [Voir 9)].

Titre abrégé

29) Uruguay :
mer territoriale

Dispositions

Section II. Limites de la mer territoriale

Article 2

1. Tout Etat a le droit de déterminer la largeur de sa mer territoriale dans des limites ne dépassant pas la distance de 200 milles marins comptés à partir des lignes de base existantes, sans préjudice des dispositions contenues dans les paragraphes suivants.

2. Dans les régions présentant des caractéristiques spéciales, telles que les mers semi-fermées ou fermées, qui ne permettent pas aux Etats riverains intéressés de porter au maximum les limites de leurs mers territoriales, la détermination de la largeur de ces mers se fera par voie d'accord entre les Etats riverains de la même région.

32) Turquie : mer
territoriale, Rev.1

1. Chaque Etat a le droit de déterminer la largeur de sa mer territoriale dans des limites n'excédant pas (...) milles, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

2. Dans des zones qui présentent des caractéristiques spéciales, telles que les mers semi-fermées et les mers fermées, où l'exercice de ce droit par un Etat aux fins d'étendre la largeur de sa mer territoriale peut porter préjudice aux droits et aux intérêts d'autres Etats de la zone, la détermination de la largeur de la mer territoriale doit être, dans les limites spécifiées au paragraphe 1 ci-dessus, effectuée par voie d'accord entre les Etats de ladite zone.

34) Brésil : projet
d'articles

ARTICLE A

1. Tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans des limites raisonnables, compte tenu des facteurs géographiques, sociaux, économiques, écologiques, ou ayant trait à la sécurité nationale.

2. En aucun cas, la largeur de la mer territoriale ne sera supérieure à deux cents milles marins calculés à partir des lignes de base déterminées conformément à l'article ... de la présente Convention.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

34) Brésil : projet
d'articles
(suite)

3. Les Etats dont les côtes ne font pas face à la haute mer procéderont à des consultations avec les autres Etats de la région en vue de fixer de commun accord une largeur maximum de la mer territoriale adaptée aux caractéristiques de la région.

ARTICLE B

Dans les limites fixées par l'article A, tout Etat a le droit d'établir d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées dans la zone de mer adjacente à ses côtes.

3.1; 6.5

36) Equateur, Panama
et Pérou :
projet d'articles

Articles 1 - 3 :

Article premier

1. La souveraineté de l'Etat riverain et, partant, l'exercice de sa juridiction, s'étendent à la mer adjacente à ses côtes jusqu'à une limite qui n'est pas distante de plus de 200 milles marins des lignes de base applicables.

2. La souveraineté et la juridiction de l'Etat riverain s'étendent, de même, à l'espace aérien au-dessus de la mer adjacente ainsi qu'au lit et au sous-sol de celle-ci.

Article 2

Il appartient à chaque Etat riverain de fixer les limites de la mer adjacente relevant de sa souveraineté et de sa juridiction, dans la zone délimitée par la distance maximale indiquée à l'article premier et conformément à des critères raisonnables tenant compte des facteurs géographiques, géologiques, écologiques, économiques et sociaux pertinents ainsi que de la protection du milieu marin et de la sécurité nationale.

16

Article 3

1. La zone de souveraineté et de juridiction d'un Etat archipel peut être délimitée par rapport aux lignes de base droites qui relient les points extrêmes des îles et des éminences émergées extérieures de l'archipel.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

36) Equateur, Panama
et Pérou : projet
d'articles (suite)

2. Dans un tel cas, les eaux délimitées par les lignes de base font partie des eaux intérieures de l'Etat mais peuvent être traversées par les navires quel que soit leur pavillon, conformément aux dispositions adoptées par l'Etat archipel.

..... (Dispositions complémentaires)

38) Grèce : régime
des îles

3. La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions applicables au mesurage de la mer territoriale de la partie continentale du territoire de l'Etat.

19

40) Tunisie, Turquie :
amendement à 23)

Supprimer les mots "ou insulaires" dans 23) ci-dessus.

41) Tunisie, Turquie :
amendement à 21)

Supprimer les mots "ou insulaires" dans 21) ci-dessus.

42) Chine : document
de travail

2. L'Etat riverain a le droit de déterminer de façon rationnelle la largeur et les étendues de la mer territoriale en fonction de ses particularités géographiques ainsi que de ses besoins dans les domaines du développement économique et de la sécurité nationale, tout en tenant compte des intérêts légitimes des pays voisins et des facilités pour la navigation internationale, et il rendra publiques ces décisions.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
43) Chine : document de travail (<u>suite</u>)	3. Les Etats riverains d'une même zone peuvent définir, au moyen de consultations menées sur un pied d'égalité, la largeur ou les limites unifiées de la mer territoriale dans cette zone.	
	5. La largeur et les étendues de la mer territoriale délimitées par l'Etat riverain s'appliquent en principe aux îles qui lui appartiennent.	19
	6. Un groupe ou un chapelet d'îles proches l'une de l'autre est considéré comme un tout dans la délimitation de la mer territoriale.	16
46) Argentine : projet d'articles	2. Il appartient à chaque Etat de fixer la largeur de sa mer territoriale, jusqu'à une distance maximum de 12 milles marins à partir des lignes de base applicables.	
50) Ouganda et Zambie : zone économique	Section I : Mer territoriale, Article 3 :	
	<u>Article 3</u>	
	1. La mer territoriale a pour limite extérieure uniforme la ligne dont chaque point est distant de _____ milles marins du point le plus proche de la ligne de base.	

Titre abrégé

57) Philippines :
largeur de la mer
territoriale

Dispositions

Article premier

Tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans les limites n'excédant pas ... milles marins mesurés à partir des lignes de base applicables.

La limite maximale prévue dans le présent article ne s'applique pas aux eaux historiques qui relèvent d'un Etat en tant que mer territoriale.

Un Etat qui, avant l'approbation de la présente Convention, a déjà fixé à sa mer territoriale une largeur supérieure au maximum prévu dans le présent article, n'est pas tenu par ce maximum.

Voir aussi

2.2

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

Article ...

60) Bulgarie : mer
territoriale et sa
largeur

Chaque Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale jusqu'à une limite ne dépassant pas 12 milles marins, mesurés à partir de lignes de base déterminées conformément aux articles ... de la présente Convention et sous réserve des dispositions des articles ... concernant les détroits utilisés pour la navigation internationale.

6.5

61) Pakistan : mer
territoriale et
zone économique

Tout Etat riverain a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans des limites n'excédant pas 12 milles marins, mesurés à partir des lignes de base existantes déterminées conformément à l'article ... de la présente Convention.

Tout Etat riverain a également le droit d'établir sa zone économique exclusive dans des limites n'excédant pas 200 milles marins, calculés à partir des lignes de base utilisées pour la détermination des limites de la mer territoriale.

Titre abrégé

64) Jamaïque : moyens
régionaux

Dispositions

Voir aussi

Article 1

1. Dans toute région où il y a des Etats riverains géographiquement désavantagés, les ressortissants de ces Etats ont le droit d'exploiter, sur une base réciproque et préférentielle, les ressources renouvelables à l'intérieur de zones maritimes au-delà de 12 milles à partir des côtes des Etats de la région aux fins de promouvoir le développement économique de leur industrie halieutique et de satisfaire les besoins de leur population en matière de nutrition.

2. Les procédures régissant le régime préférentiel mentionné au paragraphe 1 sont déterminées par voie d'accords régionaux, sous-régionaux ou bilatéraux.

Article 2

Lorsque, en raison de la géographie d'une région ou d'une sous-région, les zones marines au-delà de 12 milles à partir des côtes d'Etats riverains de cette région ou sous-région convergent l'une dans l'autre et que, dans la zone de convergence, il existe des Etats riverains géographiquement désavantagés, les ressortissants de ces Etats ont un droit d'égalité d'accès aux ressources biologiques des zones marines dans ces régions convergentes.

Article 3

Sauf pour ce qui est prévu à l'article 4, rien dans les articles 1 et 2 ne s'applique aux territoires sous domination étrangère ou faisant partie intégrante de puissances métropolitaines en dehors de la région.

Titre abrégé

64) Jamaïque : moyens
régionaux (suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 4

Dans l'application des articles 1 et 2 aux Etats associés, aux territoires autonomes et aux territoires sous domination étrangère, les droits ainsi conférés sont appliqués de façon à ne conférer aux habitants de ces territoires de droits qu'aux fins de leurs besoins locaux.

Article 5

Aux fins des présents articles :

- a) On entend par "Etats riverains géographiquement désavantagés" des Etats en voie de développement qui, pour des raisons géographiques, biologiques ou écologiques :
 - i) Ne retirent pas d'avantage substantiel de l'extension de leur juridiction maritime; ou
 - ii) Sont affectés de façon défavorable par l'extension de la juridiction maritime d'autres Etats;
 - iii) Ont des côtes de courte longueur et ne peuvent pas étendre uniformément leur juridiction maritime;
- b) On entend par "ressortissants" les entreprises qui sont substantiellement la propriété et qui sont effectivement contrôlées par des ressortissants.

2.4 Passage inoffensif dans la mer territoriale

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer territoriale, par. 3:

3. Les navires de tout Etat, riverain ou non de la mer, jouissent du droit de passage innocent à travers cette zone, conformément au droit international.

18) Fidji, Indonésie,
Maurice et Philippines:
principes proposés au
sujet des archipels

Principe 3 :

3. Le passage inoffensif des navires étrangers dans les eaux de l'Etat archipel se fera conformément à la législation nationale de celui-ci, compte tenu des règles en vigueur du droit international et en empruntant les voies de navigation désignées à cette fin par ledit Etat.

22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits (navigation)

Articles 1 à 23 :

Section I. - Règles applicables à tous les navires
Sous-section . - Droit de passage inoffensif

Article premier. Sous réserve des dispositions des présents articles, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Article 2 1. Le passage est le fait de naviguer dans la mer territoriale, soit pour la traverser sans entrer dans les eaux intérieures, soit pour se rendre dans les eaux intérieures, soit pour prendre le large en venant des eaux intérieures.

2. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage, mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au navire en état de relâche forcée ou de détresse.

Article 3 1. Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain. Ce passage doit s'effectuer en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international.

Titre abrégé

22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

2. Le passage doit être continu et rapide. Les navires de passage doivent s'abstenir de manoeuvrer sans nécessité, d'errer ou de se livrer à toute activité autre que le simple passage.

3. Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif doivent se conformer aux lois et règlements édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international.

4. Le passage des bateaux de pêche étrangers n'est pas considéré comme inoffensif si ces bateaux ne se conforment pas aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier en vue de leur interdire la pêche dans la mer territoriale.

5. Les navires et autres véhicules sous-marins sont tenus de passer en surface et d'arborer leur pavillon.

Article 4 L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage inoffensif dans la mer territoriale. En particulier, il ne doit pas empêcher le passage inoffensif d'un navire étranger battant le pavillon d'un Etat déterminé ou transportant des marchandises appartenant à un Etat déterminé en provenance ou à destination du territoire de cet Etat.

Article 5 1. L'Etat riverain peut prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour empêcher tout passage qui n'est pas inoffensif.

2. En ce qui concerne les navires qui se rendent dans les eaux intérieures, l'Etat riverain a également le droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans lesdites eaux.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, l'Etat riverain peut, sans établir de discrimination entre les navires étrangers, suspendre temporairement et dans des zones déterminées de sa mer territoriale, l'exercice du droit de passage inoffensif de navires étrangers si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité. La suspension ne prendra effet qu'après avoir été dûment publiée.

Voir aussi

Titre abrégé

22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

4. Sous réserve des dispositions de l'article 8, du paragraphe 3 de l'article 22 et de l'article 23, le passage inoffensif des navires étrangers ne peut être suspendu dans les détroits servant à la navigation internationale qui font partie de la mer territoriale.

Sous-section B.- Réglementation du passage

Article 6 L'Etat riverain peut édicter des réglementations relatives à la navigation dans sa mer territoriale. Lesdites réglementations peuvent porter, entre autres, sur les questions ci-après :

- a) La sécurité en mer et le trafic maritime et, en particulier, l'établissement de routes et de systèmes de régulation du trafic;
- b) L'installation, l'utilisation et la protection des installations et systèmes d'aides à la navigation;
- c) L'installation, l'utilisation et la protection des installations destinées à l'exploration et à l'exploitation des ressources de la mer;
- d) Les transports maritimes;
- e) Le passage des navires possédant des caractéristiques spéciales;
- f) La préservation du milieu marin et du milieu côtier et la prévention de toutes formes de pollution;
- g) La recherche sur le milieu marin.

Article 7 Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale ne sont pas autorisés à se livrer à des activités telles que :

- a) Se livrer à tout acte d'espionnage ou rassembler des renseignements touchant la sécurité de l'Etat riverain;
- b) Se livrer à tout acte de propagande contre l'Etat riverain ou d'interférence avec ses systèmes de communications;

Voir aussi

Titre abrégé

- 22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

c) Embarquer ou débarquer des troupes, des membres de l'équipage, des hommes-grenouilles ou tout autre personne ou engin sans l'autorisation de l'Etat riverain;

d) Se livrer à un commerce illicite;

e) Détruire ou endommager des câbles, canalisations ou pipe-lines sous-marins ou aériens ou toutes formes d'installations et de constructions;

f) Explorer ou exploiter les ressources de la mer et de son sous-sol sans l'autorisation de l'Etat riverain.

Article 8 L'Etat riverain peut, dans sa mer territoriale, établir des routes et des systèmes de régulation du trafic, compte tenu de ceux qui auront été recommandés par les organisations internationales compétentes, et décréter que l'utilisation desdites routes et desdits systèmes de régulation du trafic sera obligatoire pour les navires de passage.

Article 9 1. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale.

2. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée la présence dans sa mer territoriale de toutes installations ou de tous systèmes d'aide à la navigation et de toutes installations d'exploration et d'exploitation des ressources de la mer qui risquent de faire obstacle à la navigation, et il est tenu d'installer les moyens permanents de signalisation qui sont nécessaires pour indiquer la présence de ces installations et systèmes.

Article 10 L'Etat riverain peut enjoindre à tout navire étranger qui n'observerait pas les dispositions régissant le droit de passage de quitter sa mer territoriale.

Voir aussi

Titre abrégé

- 22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

Section II. - Règles applicables à certaines catégories de navires
Sous-section A. - Navires de commerce

Article 11 1. Il ne peut être perçu de taxes sur les navires étrangers à raison de leur simple passage dans la mer territoriale.

2. Des taxes ne peuvent être perçues sur un navire étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce navire. Ces taxes sont perçues sans discrimination.

3. L'Etat riverain a le droit de se faire rembourser à raison des travaux entrepris pour faciliter le passage.

Article 12

1. La juridiction pénale de l'Etat riverain ne devrait pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans la mer territoriale, pour l'arrestation d'une personne ou l'exécution d'actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise à bord de ce navire lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après :

- a) Si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;
- b) Si l'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays ou le bon ordre dans la mer territoriale;
- c) Si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon; ou
- d) Si des mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

2. Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en provenance des eaux intérieures.

Voir aussi

Voir aussi

Titre abrégé

- 22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain doit, si le capitaine le demande, aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon avant de prendre des mesures quelconques, et faciliter le contact entre cette autorité et l'équipage du navire. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution.
4. En examinant si l'arrestation doit être faite, et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir compte des intérêts de la navigation.
5. L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale, en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale, si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale, sans entrer dans les eaux intérieures.

Article 13 1. L'Etat riverain ne devrait ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour l'exercice de la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.

2. L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce navire, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire au cours ou en vue de la navigation lors de ce passage dans les eaux de l'Etat riverain.

3. Les dispositions du paragraphe précédent ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale, ou qui passe dans la mer territoriale en provenance des eaux intérieures.

Voir aussi

Titre abrégé

- 22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

Sous-section B. - Navires possédant des caractéristiques spéciales

Article 14 L'Etat riverain peut réglementer le passage dans sa mer territoriale :

- a) De navires à propulsion nucléaire ou transportant des armes nucléaires;
- b) De navires transportant des substances nucléaires ou tout autre produit pouvant constituer un danger pour l'Etat riverain ou polluer gravement le milieu marin;
- c) De navires effectuant des recherches sur le milieu marin.

Article 15 1. L'Etat riverain peut exiger que le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers à propulsion nucléaire ou transportant des armes nucléaires soit notifié à ses autorités compétentes ou autorisé par elles, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne portent pas atteinte aux accords auxquels l'Etat riverain peut être partie.

Article 16 L'Etat riverain peut assujettir le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers transportant des substances nucléaires ou tout autre produit pouvant constituer un danger pour l'Etat riverain ou polluer gravement le milieu marin aux conditions suivantes ou à certaines d'entre elles et exiger :

- a) Que le passage soit préalablement notifié à ses autorités compétentes;
- b) Que les risques que comporte un tel transport soient couverts par une assurance ou un certificat de garantie internationaux;
- c) Que les navires empruntent les routes de navigation qu'il désigne.

Titre abrégé

- 22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen:
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 17 1. L'Etat riverain peut exiger que le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers effectuant des recherches sur le milieu marin soit préalablement notifié à ses autorités compétentes, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.

2. Pendant leur passage dans la mer territoriale, les navires étrangers effectuant des recherches sur le milieu marin ne peuvent effectuer aucune opération de recherche scientifique ou aucun levé hydrographique sans l'autorisation expresse de l'Etat riverain.

Article 18 Afin d'accélérer le passage, l'Etat riverain doit éviter que la procédure de notification mentionnée dans différents articles de la présente section ne cause un retard injustifié.

Sous-section C. - Navires d'Etat autres que les navires de guerre

Article 19 Les règles prévues aux sous-sections A et B de la présente section s'appliquent également aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.

Article 20 1. Les règles prévues aux articles 11, 15, 16 a) et c), 17 et 18 de la présente convention s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins non commerciales.

2. A l'exception des dispositions auxquelles se réfèrent les paragraphes précédents, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent ces navires en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international.

Sous-section D. - Navires de guerre

Article 21 L'Etat riverain peut exiger que le passage de navires de guerre étrangers dans sa mer territoriale soit préalablement notifié à ses autorités compétentes ou autorisé par elles, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.

Article 22 1. Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif doivent se conformer aux lois et règlements édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

22) Chypre, Espagne,
Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc,
Philippines et Yémen;
mer territoriale,
détroits
(navigation) (suite)

2. Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif ne doivent accomplir aucun acte n'ayant pas de rapport direct avec le passage et doivent notamment s'abstenir :

- a) De procéder à des exercices ou à des manoeuvres comportant l'emploi d'armes d'aucune sorte;
- b) De placer l'équipage aux postes de combat;
- c) De faire voler leurs aéronefs;
- d) De se livrer à des manoeuvres d'intimidation ou à un déploiement de forces;
- e) D'effectuer des opérations de recherche d'aucune sorte.

3. Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif peuvent être requis d'emprunter certaines routes désignées à cette fin par l'Etat riverain.

Article 23 Au cas où un navire de guerre n'observerait pas les règles de l'Etat riverain sur le passage dans la mer territoriale et ne tiendrait pas compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut exiger la sortie du navire hors de la mer territoriale.

25) Colombie, Mexique,
Venezuela :
projet d'articles

Article 3 :

Sous réserve des dispositions des présents articles, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Titre abrégé

- 29) Uruguay :
mer territoriale

Dispositions

Articles 6, 15, 16 et 17

Article 6

1. Les eaux situées du côté de la ligne de base de la mer territoriale qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures de l'Etat.
2. Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 4 a pour effet d'englober comme eaux intérieures des zones qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage inoffensif prévu aux articles 14 à 23 s'applique à ces eaux.

Article 15 Dans les mers territoriales dont la largeur n'est pas supérieure à douze milles marins comptés à partir des lignes de base existantes, les navires de tous les Etats riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif sans préjudice des dispositions énoncées aux articles

Article 16 Dans les mers territoriales dont la largeur dépasse douze milles marins comptés à partir des lignes de base existantes, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans les conditions stipulées à l'article 15, dans la limite des douze premiers milles marins.

Au-delà de ces douze milles marins, les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont le droit de naviguer librement dans la mer territoriale et de la survoler sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter des règlements relatifs à sa sécurité, à la préservation de l'environnement, à l'exploration, à la conservation et à l'exploitation des ressources, à la recherche scientifique et à la sécurité de la navigation maritime et aérienne édictés par l'Etat riverain, ainsi que des mesures que cet Etat adopte en corrélation avec lesdits règlements, conformément au droit international.

Article 17 et suivants. Définition du passage inoffensif. Règles applicables à certains types de navires.

Voir aussi

Titre abrégé

36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles

Dispositions

Articles 4 et 5

Article 4 1. Les navires, quel que soit leur pavillon, peuvent traverser librement la mer relevant de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat riverain sans être soumis à d'autres restrictions que celles qu'imposent les devoirs découlant de la coexistence pacifique et le respect des dispositions adoptées par l'Etat riverain en matière de prospection, d'exploration, de conservation et d'exploitation des ressources, de protection du milieu marin, de recherche scientifique, ainsi qu'en matière d'installations et de dispositifs de sécurité prévus pour la navigation et le transport maritimes.

2. Les dispositions pertinentes du paragraphe précédent s'appliquent également aux aéronefs.

Article 5

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4, l'Etat riverain peut, pour protéger la paix, le bon ordre et la sécurité nationale, adopter des dispositions complémentaires visant le passage des navires et des aéronefs étrangers à l'intérieur de limites proches de ses côtes.

... (Dispositions complémentaires concernant notamment le passage par les détroits qui servent à la navigation internationale).....

37) Malte: juridiction
de l'Etat riverain

Articles 32 à 35

Article 32 Dans une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, d'une largeur n'excédant pas douze milles marins, mesurée à partir des lignes de base applicables, l'Etat riverain, outre les mesures envisagées dans les articles qui précèdent, peut :

- a) établir des plans obligatoires de navigation en imposant une distance minimale entre les bâtiments, désigner des couloirs de navigation de manière à assurer la sécurité et fixer des limites de tirant d'eau pour la navigation dans certaines zones;
- b) exiger que le passage soit continu et rapide;

Titre abrégé

37) Malte: juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

- c) prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface à un submersible non identifié qui se dissimule dans la mer ou s'est posé sur le fond marin;
- d) empêcher un passage qui, à son avis, risque de porter une atteinte grave à la paix, au bon ordre et à la sécurité sur son territoire;
- e) sous réserve des dispositions des articles 36 et 37, interrompre provisoirement dans des zones déterminées le passage de bâtiments étrangers si cette interruption est indispensable à sa sécurité;
- f) sous réserve des dispositions des articles 36 et 37, délimiter avec précision des zones qui seront fermées aux bâtiments de guerre étrangers pour des raisons de sécurité nationale;
- g) dans le cas de bâtiments se dirigeant vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments dans ces zones ^{1/}.

Article 33 1. Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), d), e) et f) de l'article qui précède n'auront aucun caractère discriminatoire et ne prendront effet qu'à partir du moment où elles seront notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées.

2. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander que l'Etat riverain abroge ou modifie les mesures qu'elles considèrent comme discriminatoires ou qui à leur avis sont une entrave déraisonnable à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.

^{1/} Voir l'article 16, paragraphes 1, 2 et 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte : juridiction
des Etats riverains
(suite)

Article 34 Les bâtiments de guerre étrangers exerçant le droit de passage dans une zone d'espace marin adjacente à la côte d'un Etat, n'excédant pas une largeur de douze milles marins, mesurée à partir de la ligne de base applicable, ne feront pas survoler cette zone par leurs aéronefs et ne feront pas de tirs, ne se livreront à aucune opération de recherche ou de rassemblement de renseignements, ou à aucune autre forme d'activité jugée inamicale par l'Etat riverain; ils n'exerceront leur droit de passage que dans la mesure où celui-ci n'entrave pas la navigation d'autres bâtiments.

Article 35 1. L'Etat riverain peut inviter un bâtiment de guerre étranger à quitter son espace marin national si ce bâtiment ne se conforme pas aux dispositions de l'article qui précède et passe outre à la demande qui lui est adressée de s'y conformer.

6.3

2. Des infractions graves et réitérées aux dispositions de cet article et à celles de l'article 42 relatif à l'exercice du droit de passage des bâtiments de guerre peuvent être portées par l'Etat riverain à l'attention des Institutions internationales de l'espace aérien.

43) Chine : document
de travail

Mer territoriale, par. 8

8. L'Etat riverain peut élaborer les lois et règlements nécessaires en vue de régir la mer territoriale, et les rendre publics. Les navires ou les avions étrangers doivent s'y conformer lorsqu'ils traversent la mer territoriale de cet Etat ou l'espace aérien situé au-dessus de cette mer.

Le passage inoffensif dans la mer territoriale est permis aux navires étrangers non militaires.

Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, à la sécurité ou au bon ordre de l'Etat riverain.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

43) Chine : document de travail (suite)

L'Etat riverain peut, conformément aux lois et règlements par lui édictés, exiger que les navires militaires étrangers, avant de passer dans la mer territoriale, en informent ses autorités compétentes ou obtiennent l'autorisation de celles-ci.

46) Argentine :
projet d'articles

Par. 3

3. Les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale, conformément aux dispositions suivantes :

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
---------------------	---------------------	-------------------

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale

Articles 1 à 14

4.I

Section I. Règles applicables à tous les navires

Sous-section A. Droit de passage inoffensif

Article premier

Sous réserve des dispositions des présents articles, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Article 2

1. Le passage est le fait de naviguer dans la mer territoriale, soit pour la traverser sans entrer dans un port de l'Etat riverain, soit pour se rendre de la haute mer dans un port de l'Etat riverain, soit pour prendre le large en venant d'un port de l'Etat riverain.

2. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au navire en état de relâche forcée ou en détresse; dans tous les autres cas, le passage doit être continu et rapide.

3. Aux fins des présents articles, le terme "port" comprend tout port ou rade qui sert normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires.

Titre abrégé

- 51) Fidji : passage dans la mer territoriale (suite)

DispositionsArticle 3

1. Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain. Ce passage doit s'effectuer en conformité des présents articles et des autres règles du droit international.
2. Le passage d'un navire étranger est considéré comme portant atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain si, pendant qu'il se trouve dans la mer territoriale, ledit navire sert à l'une quelconque des activités suivantes :
 - a) actes hostiles dirigés contre l'Etat riverain ou tout autre Etat;
 - b) exercices ou manoeuvres comportant l'emploi d'armes offensives de quelque sorte que ce soit;
 - c) décollage ou réception d'aéronefs;
 - d) lancement, débarquement ou embarquement d'engins de guerre;
 - e) embarquement ou débarquement de personnes;
 - f) actes d'espionnage portant atteinte à la défense ou à la sécurité de l'Etat riverain;
 - g) actes de propagande portant atteinte à la sécurité de l'Etat riverain;
 - h) actes de nature à perturber le fonctionnement de tout système de communication de l'Etat riverain;
 - i) actes de nature à perturber le fonctionnement de tout autre équipement ou installation de l'Etat riverain;
 - j) toute autre activité n'ayant pas un rapport direct avec le passage.
3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'appliquent pas aux activités entreprises avec l'autorisation préalable de l'Etat riverain ni à celles qui sont nécessaires du fait d'un cas de force majeure ou d'une situation de détresse ou aux fins de porter secours à des personnes ou à des bâtiments en danger ou en détresse.

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

4. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage inoffensif dans la mer territoriale et, en particulier, lorsqu'il applique les présents articles ou toute loi ou règlement adopté en application des présents articles, il ne doit pas soumettre à un traitement discriminatoire les navires d'un Etat déterminé ou les navires transportant des marchandises en provenance ou à destination d'un Etat déterminé ou pour le compte d'un Etat déterminé.
5. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les obstacles et dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale.
6. L'Etat riverain peut prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour empêcher tout passage qui n'est pas inoffensif.
7. En ce qui concerne les navires qui se rendent dans un port de l'Etat riverain, celui-ci a également le droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans ledit port.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat riverain peut, sans établir de discrimination entre les navires étrangers, suspendre temporairement, dans des zones déterminées de sa mer territoriale, l'exercice du droit de passage inoffensif de navires étrangers si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité. La suspension ne prendra effet qu'après avoir été dûment publiée.
2. Sauf dans la mesure où les présents articles l'autorisent, le droit de passage inoffensif des navires étrangers par les détroits qui servent à la navigation internationale ou par les couloirs de navigation désignés en application des présents articles ne peut être suspendu.

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage dans
la mer territoriale
(suite)

Dispositions

Sous-section B. Réglementation du passage

Article 5

1. L'Etat riverain peut adopter, en conformité des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international, des lois et règlements applicables au passage dans sa mer territoriale, ces lois et règlements pouvant porter sur l'une quelconque ou sur l'ensemble des questions ci-après :

- a) sécurité de la navigation et régulation du trafic maritime;
- b) utilisation des installations et système d'aides à la navigation et prévention de la destruction ou de la détérioration de ces installations et systèmes;
- c) prévention de la destruction ou de la détérioration des systèmes ou installations destinés à la recherche et à l'exploitation des ressources marines, y compris celles du fond de la mer et du sous-sol, dans la mer territoriale;
- d) prévention de la destruction ou de la détérioration des câbles et pipe-lines sous-marins ou aériens;
- e) sauvegarde de l'environnement de l'Etat riverain et prévention de la pollution;
- f) recherche sur le milieu marin;
- g) prévention des infractions aux règlements douaniers, fiscaux, d'immigration, sanitaires ou de quarantaine de l'Etat riverain.

2. L'Etat riverain est tenu de faire dûment connaître toutes les lois et tous les règlements adoptés en application des dispositions du présent article.

3. Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale doivent se conformer à toutes lesdites lois et à tous lesdits règlements de l'Etat riverain.

Sous-section C. Navires possédant des caractéristiques spéciales

Article 6

1. Les sous-marins et autres bâtiments submersibles peuvent être requis de passer en surface et d'arborer leur pavillon, à l'exception des cas où :

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage dans
la mer territoriale
(suite)

DispositionsVoir aussi

- a) ils ont donné à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et,
- b) la demande en ayant été faite par l'Etat riverain, ils n'empruntent que les couloirs de navigation désignés par l'Etat riverain à cet effet.

2. Les navires-citernes et les navires transportant des substances ou des matériaux radioactifs ou tout autre produit de nature dangereuse ou nocive peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.

3. Aux fins du présent article, le terme "navire-citerne" s'applique à tout navire utilisé pour le transport en vrac à l'état liquide des hydrocarbures, du gaz naturel ou de tout autre produit hautement inflammable, explosible ou polluant.

4. Les bâtiments de la recherche océanographique et de levé hydrographique peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.

5. Pendant leur passage dans la mer territoriale, les navires étrangers de recherche océanographique et de levé hydrographique ne peuvent effectuer aucune opération de recherche ou de levé sans l'autorisation préalable de l'Etat riverain.

6. L'Etat riverain qui établit des couloirs de navigation en vertu des dispositions du présent article peut aussi prescrire pour la régulation du passage des navires empruntant ces couloirs, des systèmes de séparation du trafic, y compris des systèmes de séparation en profondeur.

7. L'Etat riverain peut de temps à autre, après l'avoir annoncé de façon appropriée, remplacer par d'autres couloirs tous couloirs de navigation qu'il aurait désignés antérieurement en vertu des dispositions du présent article.

8. Lorsqu'il établit des couloirs de navigation et prescrit des systèmes de séparation du trafic en vertu des dispositions du présent article, l'Etat riverain tient compte :

- a) des recommandations des organisations internationales compétentes;
- b) de tous chenaux utilisés habituellement en navigation maritime internationale;
- c) des caractéristiques particulières de certains chenaux;
- d) des caractéristiques particulières de certains navires.

Titre abrégé

51) Fidji : passage dans
la mer territoriale
(suite)

Dispositions

9. L'Etat riverain délimite de façon claire tous couloirs de navigation établis par lui en vertu des dispositions du présent article et les indique sur des cartes marines qu'il fait connaître de façon appropriée.

10. Afin de faciliter le passage des navires dans sa mer territoriale, l'Etat riverain doit veiller à ce que les procédures de notification prévues par le présent article ne soient pas de nature à causer un retard injustifié.

Section II - Règles applicables aux navires de commerce

Article 7

1. Il ne peut être perçu de taxes sur les navires étrangers à raison de leur simple passage dans la mer territoriale.

2. Des taxes ne peuvent être perçues sur un navire étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce navire. Ces taxes sont perçues sans discrimination.

Article 8

1. La juridiction pénale de l'Etat riverain ne doit pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans la mer territoriale, pour l'arrestation d'une personne ou l'exécution d'actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise à bord de ce navire lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après :

- a) si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;
- b) si l'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays ou le bon ordre de la mer territoriale;
- c) si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon; ou
- d) si des mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage dans
la mer territoriale
(suite)

Dispositions

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en provenance d'un port de l'Etat riverain.
3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain doit, si le capitaine le demande, aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon avant de prendre des mesures quelconques, et faciliter le contact entre cette autorité et l'équipage du navire. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution.
4. En examinant si l'arrestation doit être faite et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir compte des intérêts de la navigation.
5. L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale, en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale, si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale, sans entrer dans aucun des ports de l'Etat riverain.

Article 9

1. L'Etat riverain ne doit ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour l'exercice de la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.
2. L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce navire, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire au cours ou en vue de son passage dans les eaux de l'Etat riverain.
3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale, ou qui passe dans la mer territoriale en provenance d'un port de l'Etat riverain.

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale (suite)

Dispositions

Section III. Règles applicables aux navires d'Etat

Sous-section A. Navires d'Etat autres que les navires de guerre

Article 10

Les règles prévues aux sections I et II des présents articles s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.

Article 11

1. Les règles prévues à la section I et à l'article 7 des présents articles s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins non commerciales.

2. A l'exception des dispositions auxquelles se réfère le paragraphe 1 du présent article ou prévues à l'article 14 ci-après, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent ces navires en vertu des dispositions desdits articles ou des autres règles du droit international.

Sous-section B. Navires de guerre

Article 12

1. Aux fins du présent article, l'expression "navire de guerre" désigne un navire appartenant à la marine de guerre d'un Etat et portant les signes extérieurs distinctifs des bâtiments militaires de sa nationalité. Le commandant doit être au service de cet Etat, son nom doit figurer sur la liste des officiers de la flotte militaire, et l'équipage doit être soumis aux règles de la discipline militaire.

2. Les règles prévues à la section I des présents articles s'appliquent aux navires de guerre.

3. Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif ne doivent pas, dans la mer territoriale :

- a) procéder à d'autres manoeuvres que celles qui sont en rapport direct avec le passage; ni
- b) entreprendre aucune activité de levé hydrographique ou de recherche océanographique.

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale (suite)

Dispositions

Voir aussi

4. En cas d'inobservation par un navire de guerre des lois et règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou des dispositions du paragraphe 3 du présent article, et faute par ce navire de tenir compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut suspendre l'exercice du droit de passage de ce navire de guerre et exiger sa sortie hors de la mer territoriale pour la route de navigation qu'il lui désignera. Outre cette suspension de l'exercice du droit de passage, l'Etat riverain peut interdire le passage de ce navire de guerre dans la mer territoriale pour la période qu'il fixera.

Article 13

A l'exception des dispositions prévues aux articles 12 et 14, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international.

Sous-section C. Responsabilité des navires d'Etat

Article 14

Si l'inobservation, par un navire de guerre ou par tout autre navire d'Etat affecté à des fins non commerciales, de l'une quelconque des lois ou des règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou de l'une quelconque des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international cause un dommage quelconque à l'Etat riverain, y compris son environnement, ses équipements et ses installations ou autres biens, ou à l'un quelconque des navires de son pavillon, la responsabilité en est portée par l'Etat du pavillon arboré par le navire qui a causé le dommage.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
54) Royaume-Uni : Etats archipels	Par. 8 - Voir texte en 16, à 54).	16
58) Fidji, Indonésie, Maurice et Philippines : archipels	Articles IV et V - Voir texte en 16, à 58).	16

2.5 Liberté de navigation et de survol résultant de la question de
la pluralité des régimes dans la mer territoriale

Titre abrégé

9) URSS : détroits

Dispositions

Article (premier), par. 3 a)
(Détroits situés dans les eaux territoriales d'un ou de plusieurs
Etats riverains)
(Texte reproduit sous le point 4.2)

Voir aussi

Relève surtout
du point 4.2

3. ZONE CONTIGUE

3.1 Nature et caractéristiques

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

Dispositions

Partie I a) En ce qui concerne la mer territoriale, la zone contiguë et la haute mer :

Voir aussi

1) Les Etats africains ont le droit de déterminer les limites de leur juridiction sur les mers adjacentes à leurs côtes, selon des critères raisonnables qui tiennent compte particulièrement de leurs propres facteurs géographiques, géologiques et biologiques et des facteurs de leur sécurité nationale.

34) Brésil :
projet d'articles

2.3.2; 6.5

Article B :

Dans les limites fixées par l'article A, tout Etat a le droit d'établir d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées dans la zone de mer adjacente à ses côtes.

Le texte de l'Article A est reproduit sous le point 2.3.2, sous point 34.7

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

2.3; 6.5

Article 2 :

1. La juridiction d'un Etat s'étend à une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, désignée sous le nom d'espace marin national.

2. Cette juridiction s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international".

(SC.II/WG/Document No 4)
3.2

Page 2

Voir aussi

3.2 Limites

Dispositions

Titre abrégé

3.3 Droits des Etats riverains en matière de sécurité nationale, de douane
et de contrôle fiscal, de contrôle sanitaire et de contrôle des immigrations

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

4. DETROITS SERVANT A LA NAVIGATION INTERNATIONALE

4.1 Passage inoffensif

Voir aussi

2.4

Titre abrégé

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen : mer territoriale, détroits (navigation)

Articles 1 à 23

Il est indiqué notamment, dans la partie liminaire de cette proposition, que : "La navigation dans la mer territoriale et dans les détroits servant à la navigation internationale doit être considérée comme un tout car les détroits en question font partie de la mer territoriale."

En conséquence, la proposition, qui est déjà classée sous le point 2.4 (liberté de navigation dans la mer territoriale), est aussi classée sous le point 4.1.

Le texte intégral de la proposition est reproduit sous le point 2.4.

28) OUA : déclaration Partie A, par. 3 :

(Déclare que) "Les Etats africains, compte tenu de l'importance de la navigation internationale dans les détroits utilisés à cette fin, approuvent, en principe, le régime du passage inoffensif dans les détroits en question, mais reconnaissent que le régime demande à être précisé."

39) Italie : détroits B) Le transit et le survol sont réglés par les dispositions relatives au passage inoffensif dans les détroits qui sont caractérisés par :

- 1) Une largeur non supérieure à 6 milles;
- 2) Le fait de baigner des côtes appartenant au même Etat, et
- 3) La proximité d'autres routes de liaison entre les parties de mer que ces détroits mettent en communication.

43) Chine : document de travail 7. Les détroits situés en deçà des limites de la mer territoriale, qu'ils servent fréquemment ou non à la navigation internationale, font partie intégrante de la mer territoriale de l'Etat riverain.

2.4

Voir aussi

Dispositions

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale

Articles 1 à 14

Section I. Règles applicables à tous les navires

Sous-Section A. Droit de passage inoffensif

Article premier

Sous réserve des dispositions des présents articles, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Article 2

1. Le passage est le fait de naviguer dans la mer territoriale, soit pour la traverser sans entrer dans un port de l'Etat riverain, soit pour se rendre de la haute mer dans un port de l'Etat riverain, soit pour prendre le large en venant d'un port de l'Etat riverain.

2. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au navire en état de relâche forcée ou en détresse; dans tous les autres cas, le passage doit être continu et rapide.

3. Aux fins des présents articles, le terme "port" comprend tout port ou rade qui sert normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires.

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Article 3

Voir aussi

1. Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain. Ce passage doit s'effectuer en conformité des présents articles et des autres règles du droit international.

2. Le passage d'un navire étranger est considéré comme portant atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain si, pendant qu'il se trouve dans la mer territoriale, ledit navire sert à l'une quelconque des activités suivantes :

- a) Actes hostiles dirigés contre l'Etat riverain ou tout autre Etat;
- b) Exercices ou manoeuvres comportant l'emploi d'armes offensives de quelque sorte que ce soit;
- c) Décollage ou réception d'aéronefs;
- d) Lancement, débarquement ou embarquement d'engins de guerre;
- e) Embarquement ou débarquement de personnes,
- f) Actes d'espionnage portant atteinte à la défense ou à la sécurité de l'Etat riverain;
- g) Actes de propagande portant atteinte à la sécurité de l'Etat riverain;
- h) Actes de nature à perturber le fonctionnement de tout système de communication de l'Etat riverain;
- i) Actes de nature à perturber le fonctionnement de tout autre équipement ou installation de l'Etat riverain;

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

j) Toute autre activité n'ayant pas un rapport direct avec le passage.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'appliquent pas aux activités entreprises avec l'autorisation préalable de l'Etat riverain ni à celles qui sont nécessaires du fait d'un cas de force majeure ou d'une situation de détresse ou aux fins de porter secours à des personnes ou à des bâtiments en danger ou en détresse.

4. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage inoffensif dans la mer territoriale et, en particulier, lorsqu'il applique les présents articles ou toute loi ou règlement adopté en application des présents articles, il ne doit pas soumettre à un traitement discriminatoire les navires d'un Etat déterminé ou les navires transportant des marchandises en provenance ou à destination d'un Etat déterminé ou pour le compte d'un Etat déterminé.

5. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les obstacles et dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale.

6. L'Etat riverain peut prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour empêcher tout passage qui n'est pas inoffensif.

7. En ce qui concerne les navires qui se rendent dans un port de l'Etat riverain, celui-ci a également le droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans ledit port.

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Article 4

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat riverain peut, sans établir de discrimination entre les navires étrangers, suspendre temporairement, dans des zones déterminées de sa mer territoriale, l'exercice du droit de passage inoffensif de navires étrangers si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité. La suspension ne prendra effet qu'après avoir été dûment publiée.

2. Sauf dans la mesure où les présents articles l'autorisent, le droit de passage inoffensif des navires étrangers par les détroits qui servent à la navigation internationale ou par les couloirs de navigation désignés en application des présents articles ne peut être suspendu.

Sous-Section B. Réglementation du passage

Article 5

1. L'Etat riverain peut adopter, en conformité des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international, des lois et règlements applicables au passage dans sa mer territoriale, ces lois et règlements pouvant porter sur l'une quelconque ou sur l'ensemble des questions ci-après :

- a) Sécurité de la navigation et régulation du trafic maritime;
- b) Utilisation des installations et système d'aides à la navigation et prévention de la destruction ou de la détérioration de ces installations et systèmes;
- c) Prévention de la destruction ou de la détérioration des systèmes ou installations destinés à la recherche et à l'exploitation

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Voir aussi

des ressources marines, y compris celles du fond de la mer et du sous-sol, dans la mer territoriale;

d) Prévention de la destruction ou de la détérioration des câbles et pipelines sous-marins ou aériens;

e) Sauvegarde de l'environnement de l'Etat riverain et prévention de la pollution;

f) Recherche sur le milieu marin;

g) Prévention des infractions aux règlements douaniers, fiscaux, d'immigration, sanitaires ou de quarantaine de l'Etat riverain.

2. L'Etat riverain est tenu de faire dûment connaître toutes les lois et tous les règlements adoptés en application des dispositions du présent article.

3. Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale doivent se conformer à toutes lesdites lois et à tous lesdits règlements de l'Etat riverain.

Sous-Section C. Navires possédant des caractéristiques spéciales

Article 6

1. Les sous-marins et autres bâtiments submersibles peuvent être requis de passer en surface et d'arborer leur pavillon, à l'exception des cas où :

a) Ils ont donné à l'Etat riverain notification préalable de leur passage; et

b) La demande en ayant été faite par l'Etat riverain, ils n'empruntent que les couloirs de navigation désignés par l'Etat riverain à cet effet.

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

2. Les navires-citernes et les navires transportant des substances ou des matériaux radioactifs ou tout autre produit de nature dangereuse ou nocive peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.

3. Aux fins du présent article, le terme "navire-citerne" s'applique à tout navire utilisé pour le transport en vrac à l'état liquide des hydrocarbures, du gaz naturel ou de tout autre produit hautement inflammable, explosible ou polluant.

4. Les bâtiments de la recherche océanographique et de levé hydrographique peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.

5. Pendant leur passage dans la mer territoriale, les navires étrangers de recherche océanographique et de levé hydrographique ne peuvent effectuer aucune opération de recherche ou de levé sans l'autorisation préalable de l'Etat riverain.

6. L'Etat riverain qui établit des couloirs de navigation en vertu des dispositions du présent article peut aussi prescrire pour la régulation du passage des navires empruntant ces couloirs des systèmes de séparation du trafic, y compris des systèmes de séparation en profondeur.

7. L'Etat riverain peut de temps à autre, après l'avoir annoncé de façon appropriée, remplacer par d'autres couloirs tous couloirs de navigation qu'il aurait désignés antérieurement en vertu des dispositions du présent article.

8. Lorsqu'il établit des couloirs de navigation et prescrit des systèmes de séparation du trafic en vertu des dispositions du présent article, l'Etat riverain tient compte :

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

- a) Des recommandations des organisations internationales compétentes;
- b) De tous chenaux utilisés habituellement en navigation maritime internationale;
- c) Des caractéristiques particulières de certains chenaux;
- d) Des caractéristiques particulières de certains navires.

9. L'Etat riverain délimite de façon claire tous couloirs de navigation établis par lui en vertu des dispositions du présent article et les indique sur des cartes marines qu'il fait connaître de façon appropriée.

10. Afin de faciliter le passage des navires dans sa mer territoriale, l'Etat riverain doit veiller à ce que les procédures de notification prévues par le présent article ne soient pas de nature à causer un retard injustifié.

Section II. Règles applicables aux navires de commerce

Article 7

1. Il ne peut être perçu de taxes sur les navires étrangers à raison de leur simple passage dans la mer territoriale.

2. Des taxes ne peuvent être perçues sur un navire étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce navire. Ces taxes sont perçues sans discrimination.

Voir aussi

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 8

1. La juridiction pénale de l'Etat riverain ne doit pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans la mer territoriale, pour l'arrestation d'une personne ou l'exécution d'actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise à bord de ce navire lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après :

- a) Si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;
- b) Si l'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays ou le bon ordre de la mer territoriale;
- c) Si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon; ou
- d) Si des mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en provenance d'un port de l'Etat riverain.

3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain doit, si le capitaine le demande, aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon avant de prendre des mesures quelconques, et faciliter le contact entre cette autorité et l'équipage du navire. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution.

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Dispositions

4. En examinant si l'arrestation doit être faite et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir compte des intérêts de la navigation.

5. L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale, en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale, sans entrer dans aucun des ports de l'Etat riverain.

Article 9

1. L'Etat riverain ne doit ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour l'exercice de la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.

2. L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce navire, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire au cours ou en vue de son passage dans les eaux de l'Etat riverain.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale, ou qui passe dans la mer territoriale en provenance d'un port de l'Etat riverain.

Voir aussi

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Section III. Règles applicables aux navires d'Etat

Sous-Section A. Navires d'Etat autres que les navires de guerre

Article 10

Les règles prévues aux sections I et II des présents articles s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.

Article 11

1. Les règles prévues à la section I et à l'article 7 des présents articles s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins non commerciales.

2. A l'exception des dispositions auxquelles se réfère le paragraphe 1 du présent article ou prévues à l'article 14 ci-après, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent ces navires en vertu des dispositions desdits articles ou des autres règles du droit international.

Sous-Section B. Navires de guerre

Article 12

1. Aux fins du présent article, l'expression "navire de guerre" désigne un navire appartenant à la marine de guerre d'un Etat et portant les signes extérieurs distinctifs des bâtiments militaires de sa nationalité. Le commandant doit être au service de cet Etat, son nom doit figurer sur la liste des officiers de la flotte militaire, et l'équipage doit être soumis aux règles de la discipline militaire.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

2. Les règles prévues à la section I des présents articles s'appliquent aux navires de guerre.

3. Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif ne doivent pas, dans la mer territoriale :

a) Procéder à d'autres manoeuvres que celles qui sont en rapport direct avec le passage; ni

b) Entreprendre aucune activité de levé hydrographique ou de recherche océanographique.

4. En cas d'inobservation par un navire de guerre des lois et règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou des dispositions du paragraphe 3 du présent article, et faute par ce navire de tenir compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut suspendre l'exercice du droit de passage de ce navire de guerre et exiger sa sortie hors de la mer territoriale pour la route de navigation qu'il lui désignera. Outre cette suspension de l'exercice du droit de passage, l'Etat riverain peut interdire le passage de ce navire de guerre dans la mer territoriale pour la période qu'il fixera.

Article 13

A l'exception des dispositions prévues aux articles 12 et 14, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international.

Voir aussi

Dispositions

Sous-Section C. Responsabilité des navires d'Etat

Article 14

Titre abrégé

51) Fidji : passage
dans la mer
territoriale
(suite)

Si l'inobservation, par un navire de guerre ou par tout autre navire d'Etat affecté à des fins non commerciales, de l'une quelconque des lois ou des règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou de l'une quelconque des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international cause un dommage quelconque à l'Etat riverain, y compris son environnement, ses équipements et ses installations ou autres biens, ou à l'un quelconque des navires de son pavillon, la responsabilité en est portée par l'Etat du pavillon arboré par le navire qui a causé le dommage.

4.2 Autres questions connexes, y compris la question du droit de transit

Titre abrégé

- 4) Etats-Unis : mer
territoriale,
détroits, pêche

Dispositions

Voir aussi

Article II :

1. Dans les détroits utilisés pour la navigation internationale entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer ou la mer territoriale d'un Etat étranger, tous les navires et tous les aéronefs en transit jouissent, aux fins du passage à travers les détroits et au-dessus d'eux, de la même liberté de navigation et de survol qu'en haute mer. Les Etats riverains peuvent désigner des couloirs convenant pour le passage de tous les navires et de tous les aéronefs à travers ces détroits et au-dessus d'eux. Dans le cas de détroits dans lesquels des chenaux déterminés de navigation sont habituellement utilisés par les navires en transit, les couloirs, pour ce qui est des navires, suivront le tracé de ces chenaux.

2. Les dispositions du présent article sont sans préjudice des conventions ou autres accords internationaux déjà en vigueur ayant trait spécifiquement à des détroits déterminés.

- 5) Union des Républiques Article 1)

socialistes
soviétiques
détroits

1. Dans les détroits utilisés pour la navigation internationale entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer, tous les navires en transit jouissent, aux fins de passage à travers les détroits, de la même liberté de navigation qu'en haute mer. Les Etats riverains peuvent, dans les détroits de faible largeur, fixer des couloirs convenant pour le passage de tous les navires à travers ces détroits. Dans les détroits où les navires en transit utilisent habituellement des chenaux de navigation spéciaux, les couloirs suivront le tracé de ces chenaux.

2. La liberté de navigation prévue dans le présent article aux fins de passage à travers les détroits s'exerce conformément aux dispositions suivantes :

2.5

Voir aussi

Titre abrégé

- c) Union des Républiques
socialistes
soviétiques :
détroits
(suite)

Dispositions

a) Les navires empruntant les détroits doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute menace à la sécurité des Etats riverains des détroits, et en particulier les navires de guerre empruntant les détroits ne doivent pas, dans la zone des détroits, procéder à des exercices ou à des tirs quelconques, utiliser des armes de type quelconque, faire décoller leurs aéronefs ou effectuer d'autres opérations de ce genre sans rapport avec le passage à travers les détroits;

b) Les navires empruntant les détroits doivent respecter rigoureusement les règlements internationaux concernant la prévention des collisions de navires ou d'autres accidents et, dans les détroits où il est prévu que le mouvement des navires s'effectue dans deux sens, ils doivent respecter rigoureusement la ligne de séparation du trafic. Ils doivent en outre s'abstenir de toute manœuvre injustifiée;

c) Les navires empruntant les détroits sont tenus de prendre des mesures de précaution afin d'éviter de polluer les eaux et le littoral des détroits ou de causer tout autre préjudice aux Etats riverains des détroits;

d) Le préjudice qui pourrait être causé aux Etats riverains des détroits par suite du transit de navires donne lieu à réparation par l'Etat dont le navire qui a causé le dommage bat pavillon, ou par les personnes juridiques se trouvant sous sa juridiction ou agissant en son nom;

e) Aucun Etat n'a le droit d'interrompre ou de suspendre le passage des navires à travers les détroits, de prendre des mesures entravant le passage des navires et d'exiger l'arrêt des navires empruntant les détroits ou la communication de tel ou tel renseignement par ces navires.

3. Les dispositions du présent article :

- a) S'appliquent aux détroits qui sont recouverts par les eaux territoriales d'un ou de plusieurs Etats riverains;

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

9) Union des Républiques

socialistes

soviétiques :

détroits

(suite)

b) Ne préjugent pas les droits souverains des Etats riverains sur la surface et le sous-sol du fond, ainsi que sur les ressources vivantes et sur les ressources minérales des détroits;

c) Ne préjugent pas le régime juridique des détroits où le passage est réglementé par des accords internationaux qui concernent spécialement ces détroits.

Article 2

2.5

1. Dans les détroits dont l'espace aérien est utilisé pour le passage d'aéronefs étrangers entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer, tous les aéronefs jouiront de la liberté de survol au-dessus des détroits, comme dans l'espace aérien au-dessus de la haute mer. Les Etats riverains peuvent désigner des couloirs aériens spéciaux convenant pour le vol des aéronefs, fixer l'altitude de vol dans différentes directions et donner des instructions concernant les radio-communications avec les aéronefs.

2. La liberté de survol prévue dans le présent article pour le passage des aéronefs au-dessus des détroits s'exerce conformément aux dispositions suivantes:

a) Les aéronefs en transit prendront les mesures nécessaires pour ne pas violer les limites des couloirs aériens et de l'altitude de vol au-dessus des détroits telles qu'elles sont fixées par les Etats riverains et pour éviter le survol du territoire de l'Etat riverain, pour autant que le couloir établi par l'Etat riverain ne prévoie pas un tel survol;

b) Les aéronefs en transit devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute menace à la sécurité des Etats riverains et, en particulier, les aéronefs militaires ne devront pas, dans la zone des détroits, procéder à des exercices ou à des tirs quelconques, utiliser des armes de type quelconque, procéder à des prises de vues photographiques ou cinématographiques, au survol de navires, à des vols en piqué ou au ravitaillement en combustible, ou effectuer d'autres opérations de ce genre sans rapport avec le passage au-dessus des détroits;

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

- 9) Union des Républiques socialistes soviétiques :
détroits
(suite)

c) Le préjudice qui pourrait être causé aux Etats riverains par suite du passage d'aéronefs au-dessus des détroits donnera lieu à réparation par l'Etat auquel appartient l'aéronef ayant causé le préjudice, ou par les personnes juridiques se trouvant sous sa juridiction ou agissant en son nom;

d) Aucun Etat n'a le droit d'interrompre ou de suspendre le passage d'aéronefs étrangers dans l'espace aérien au-dessus des détroits, effectué conformément au présent article.

3. Les dispositions du présent article :

a) S'appliquent au passage des aéronefs au-dessus des détroits recouverts par les eaux territoriales d'un ou plusieurs Etats riverains; 2.5

b) Ne préjugent pas le régime juridique des détroits dont le survol est réglementé par des accords internationaux qui concernent spécialement ces détroits.

Articles 36 à 42 :

- 37) Malte : **juridiction**
de l'Etat riverain

Article 36

1. Le passage par des détroits dont la largeur dépasse vingt-quatre milles marins et qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale ne peut être suspendu^{x/}.

2. Sous réserve des dispositions des articles 21, 22 et 23, l'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur dépasse vingt-quatre milles et qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale;

^{x/} Voir les dispositions analogues de l'article 16, paragraphe 4 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 37

Voir aussi

1. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe ci-après et de l'article 38.

2. Dans le cas des détroits dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles marins, qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, l'Etat ou les Etats riverains peuvent subordonner le passage aux conditions suivantes :

- a) Ils peuvent exiger que les bâtiments se conforment aux plans obligatoires de navigation prévoyant une distance minimale entre les bâtiments, respectent les couloirs de navigation désignés de manière à assurer la sécurité et, le cas échéant, se conforment aux limites de tirant d'eau répondant aux exigences de la sécurité;
- b) Ils peuvent exiger que le passage soit ininterrompu et rapide;
- c) Ils peuvent exiger, lorsque le passage est dangereux, que les bâtiments en transit fassent appel à des pilotes désignés par l'Etat riverain;
- d) Ils peuvent exiger que le passage de submersibles étrangers ou de bâtiments de guerre étrangers soit subordonné à un préavis de trois jours..
En outre, l'Etat riverain peut :
 - i) prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface un submersible non identifié qui se dissimule dans le détroit;
 - ii) dans le cas de bâtiments qui se dirigent vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments auxdites eaux.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

3. Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe qui précède ne doivent avoir aucun caractère discriminatoire et ne peuvent prendre effet avant d'être notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées.

4. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier les mesures qu'elles jugent discriminatoires ou déraisonnables ou qui, à leur avis, constituent une entrave inutile à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.

Article 38

L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent prendre de mesures visant à empêcher ou à suspendre le passage par des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, que s'il y a dûment lieu de redouter une menace grave et imminente à sa ou à leur sécurité. Ces mesures doivent être notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin. Elles viennent à expiration trente jours après cette notification si elles ne rencontrent pas l'agrément de ces Institutions.

Article 39

1. L'Etat ou les Etats riverains sont tenus de prendre des mesures efficaces pour assurer et faciliter la navigation par les détroits servant à la navigation internationale dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles marins.

2. L'inobservation des dispositions du paragraphe qui précède engage la responsabilité juridique. En cas d'accidents provoqués par l'inobservation de ces dispositions, la Cour maritime internationale statue sur les demandes d'indemnisation pour les préjudices causés aux personnes, ou pour les pertes ou dommages causés aux bâtiments ou aux cargaisons.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

Article 40

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

1. L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent pas percevoir de taxes ou de droits de passage sur les bâtiments, leur cargaison, leurs équipages ou leurs passagers, lorsqu'ils exercent leur droit de passage par les détroits servant à la navigation internationale.

2. Néanmoins, lorsqu'un détroit servant à la navigation internationale et dont la largeur est inférieure à 24 milles marins :

a) requiert des travaux de dragage, l'installation et l'entretien d'aides à la navigation ou l'adoption d'autres mesures pour assurer ou faciliter un passage sans danger, ou,

b) lorsque le passage de certains types ou catégories de bâtiments peut, en cas d'accident, provoquer la perte de nombreuses vies humaines ou porter une grave atteinte aux activités économiques ou au milieu marin de la région;

L'Etat ou les Etats riverains peuvent prier les Institutions internationales de l'espace marin de fixer une taxe équitable qui sera acquittée sans discrimination par tous les bâtiments ou par tous les bâtiments appartenant à la catégorie ou au type considéré, selon le cas, qui utilisent le détroit.

3. La taxe mentionnée dans le paragraphe qui précède sera perçue par l'Etat ou les Etats riverains et les sommes ainsi recueillies seront versées à un fonds géré par les Institutions internationales de l'espace marin, dont les ressources seront employées pour assurer et faciliter le passage du détroit dans des conditions de sécurité satisfaisantes et pour indemniser l'Etat ou les Etats riverains pour tout préjudice ou dommage qu'ils pourraient subir du fait de l'exercice du droit de passage par des bâtiments étrangers.

4. La taxe versée par les bâtiments exerçant le droit de passage par des détroits d'une largeur inférieure à 24 milles marins est fixée par accords spéciaux entre les institutions internationales de l'espace marin et le ou les Etats intéressés.

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 41

1. Les bâtiments exerçant le droit de passage par des détroits doivent prendre des précautions rigoureuses pour éviter les accidents de navigation et éviter de porter atteinte au milieu marin ou aux installations au large.
2. Les dommages dus à la négligence et causés par un bâtiment exerçant le droit de passage engagent la responsabilité de l'Etat du pavillon.
3. Les tribunaux de l'Etat riverain sont compétents pour juger les affaires d'accidents de navigation et de dommages causés au milieu marin ou aux installations, qui résulteraient de la négligence dans l'exercice du droit de passage.

Article 42

1. Les bâtiments de guerre étrangers traversant des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale doivent :
 - a) se conformer aux dispositions de l'article 34 de la présente Convention;
 - b) observer les règlements qui pourraient être adoptés par l'Etat riverain en vertu de l'article 37 de la présente Convention;
 - c) prendre des précautions rigoureuses pour éviter des accidents de navigation et pour prévenir tous dommages au milieu marin et aux installations hors côte.
2. Les bâtiments de guerre étrangers qui traversent les détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins sont exonérés de toute taxe qui pourrait être perçue en vertu de l'article 40, paragraphe 2, de la présente Convention.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

39) Italie : détroits

A. Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe B), tous les navires et tous les aéronefs jouissent, pour le transit à travers ou au-dessus des détroits mettant en communication deux parties de la haute mer ou une partie de la haute mer avec la mer territoriale d'un Etat étranger, de la même liberté de navigation ou de survol existant dans la haute mer.

2.5

Texte du paragraphe B en 4.1 à 39).

La liberté de transit doit être exercée de façon à éviter toutes entraves (non nécessaires) au trafic. Les Etats riverains peuvent indiquer des couloirs appropriés dans lesquels doit s'exercer le transit à travers les détroits et au-dessus d'eux.

54) Royaume-Uni :
Etats archipels

Paragraphe 7. Voir texte en 16, à 54).

16

59) Pologne : détroits

"L'Etat riverain ne place pas, dans les détroits utilisés pour la navigation internationale, d'ouvrages de quelque nature que ce soit susceptibles de gêner ou d'entraver le passage des navires à travers ces détroits."

5. PLATEAU CONTINENTAL

5.1 Nature et portée des droits souverains des Etats riverains sur le plateau continental. Devoirs des Etats

Titre abrégé

10) Saint-Domingue :
déclaration

Dispositions

Plateau continental, par. 1, 2 et 4

Voir aussi

1. L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et d'exploitation des ressources naturelles qui s'y trouvent. 5.2

2. Le plateau continental comprend le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées au-delà de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou davantage jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions. 5.2

4. Dans la partie du plateau continental couverte par la mer patrimoniale, le régime juridique prévu pour ladite mer est applicable. En ce qui concerne la partie non couverte par la mer patrimoniale, le régime établi par le droit international pour le plateau continental est applicable.

25) Colombie, Mexique,
Venezuela :
projet d'articles

Articles 13, 14, 15

Article 13 - Par plateau continental, on entend :

5.2

a) Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées au-delà de la mer territoriale, jusqu'au rebord externe de la plate-forme continentale contigu aux bassins océaniques ou aux fonds abyssaux.

b) Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines analogues, adjacentes aux côtes d'îles.

Article 14 - L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

5.4

Titre abrégé

Dispositions

25) Colombie, Mexique, Venezuela : projet d'articles (suite)

Article 15 - Dans la partie du plateau continental couverte par la mer patrimoniale, le régime juridique prévu pour ladite mer est applicable.

En ce qui concerne la partie située au-delà de la mer patrimoniale, le régime établi pour le plateau continental conformément au droit international est applicable.

30) Belgique : îles artificielles et installations

Article C) Construction d'îles artificielles sur le plateau continental : texte reproduit sous le point 18.

31) Bolivie : pays sans littoral

Article [14] Droits et obligations des Etats sans littoral (en voie de développement) en matière de ressources naturelles du plateau continental : texte reproduit sous le point 9.2.

35) URSS : plateau continental

3. Dans les régions dépourvues de plateau continental, l'Etat riverain peut exercer, en ce qui concerne le fond marin, les droits qui s'appliqueraient au plateau continental, cela dans les limites prévues au paragraphe 2 du présent projet.

2. Dans les régions où l'isobathe de 500 m, mentionnée au paragraphe 1 du présent projet se trouve à une distance inférieure à 100 milles marins des lignes de base appliquées pour délimiter les eaux territoriales, l'Etat riverain peut faire coïncider la limite extérieure du plateau continental avec une ligne dont chaque point n'est pas distant de plus de 100 milles marins du point le plus proche de ces lignes de base.

42) Tunisie et Turquie : Supprimer l'alinéa b) au No 25 ci-dessus amendement au 25)

43) Chine : document de travail

4. L'Etat riverain peut édicter les lois et règlements de toute nature qui s'avèrent nécessaires pour soumettre le plateau continental à sa réglementation efficace.

Titre abrégé

43) Chine : **document de travail** (suite)

46) Argentine : **projet** d'articles

Dispositions

Si un autre pays veut poser des câbles et pipe-lines sous-marins sur le plateau continental de l'Etat riverain, il doit obtenir le consentement de celui-ci quant au tracé de ces câbles et pipe-lines.

15. La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à son plateau continental. 5.2

Le plateau continental comprend le lit et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes au territoire de l'Etat mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, jusqu'au bord inférieur externe de la marge continentale qui limite les plaines abyssales ou, quand ce bord est situé à une distance inférieure à 200 milles de la côte, jusqu'à cette dernière distance.

16. Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime juridique des eaux surjacentes ni à celui de l'espace aérien correspondant.

17. Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive, ainsi que de toute proclamation.

18. L'Etat riverain exerce sa souveraineté sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, de son plateau continental. Ces 5.4

ressources comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol ainsi que les organismes vivants végétaux et les animaux qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire ceux qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.

19. La prospection et l'exploration du plateau continental ainsi que 5.4

l'exploitation de ses ressources naturelles sont soumises à la réglementation de l'Etat riverain, qui peut se réserver ou réserver à ses nationaux lesdites activités ou en permettre aussi l'exercice à des tiers, selon les dispositions de sa législation interne et les accords internationaux qu'il aura conclus à ce sujet.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

46) Argentine : projet
d'articles (suite)

20. La protection et la conservation des ressources renouvelables du plateau continental sont de même soumises à la réglementation de l'Etat riverain et aux accords que celui-ci aura conclus à ce sujet, compte tenu, s'il y a lieu, de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.

5.4

21. Il appartient aussi à l'Etat riverain d'édicter les mesures destinées à prévenir, à atténuer ou à éliminer toute contamination du plateau continental ou provenant de celui-ci, ainsi que la contamination de ses ressources naturelles, compte tenu de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.

65) Japon : délimitation
de la zone côtière
des fonds marins

"1. L'Etat riverain a le droit d'établir, au-delà de la limite de sa mer territoriale, une zone côtière de fond marin dont l'étendue maximale ne dépasse pas milles marins à partir de la ligne de base applicable pour déterminer la largeur de la mer territoriale. L'Etat riverain exerce des droits de souveraineté en ce qui concerne l'exploration de la zone côtière de fond marin et l'exploitation de ses ressources minérales."

5.2; 5.3

5.2 Limite extérieure du plateau continental : critères applicables

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

10) Saint-Domingue :
déclaration

Plateau continental, par. 2 et 3

5.1

2. Le plateau continental comprend le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées au-delà de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou davantage jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions:

3. En outre, les Etats participant à la présente Conférence émettent l'avis que les délégations latino-américaines au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans des Nations Unies devraient préconiser une étude relative à l'utilité et à l'opportunité de fixer pour le plateau des limites extérieures précises, compte tenu de la limite extérieure de l'émersion continentale.

25) Colombie, Mexique et
Venezuela :
projet d'articles

Article 13 : Par "plateau continental", on entend :

5.1

a) Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées au-delà de la mer territoriale, jusqu'au rebord externe de la plate-forme continentale contigu aux bassins océaniques ou aux fonds abyssaux.

b) Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines analogues, adjacentes aux côtes d'îles.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

35) URSS : plateau
continental

1. La limite extérieure du plateau continental peut être fixée par l'Etat riverain au maximum à l'isobathe de 500 m.

2. Dans les régions où l'isobathe de 500 m, mentionnée au paragraphe 1 du présent projet, se trouve à une distance inférieure à 100 milles marins des lignes de base appliquées pour délimiter les eaux territoriales, l'Etat riverain peut faire coïncider la limite extérieure du plateau continental avec une ligne dont chaque point n'est pas distant de plus de 100 milles marins du point le plus proche de ces lignes de base.

3. Dans les régions dépourvues de plateau continental, l'Etat riverain peut exercer, en ce qui concerne le fond marin, les droits qui s'appliqueraient au plateau continental, cela dans les limites prévues au paragraphe 2 du présent projet. 5.1

38) Grèce : îles

4. Comme règle générale, les dispositions applicables à la détermination du plateau continental et des zones de juridiction nationale de la partie continentale de l'Etat sont applicables aux îles. 19

42) Tunisie, Turquie :
amendement à 25)

Supprimer l'alinéa b) sous la rubrique 25) ci-dessus. 5.1

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

43) Chine :
document de travail

3. Plateau continental :

5.3

1. Conformément au principe selon lequel le plateau continental est le prolongement naturel du domaine terrestre, l'Etat riverain peut, compte tenu de ses conditions géographiques spécifiques, définir de façon rationnelle, au-delà de la mer territoriale ou de la zone économique, la largeur du plateau continental soumis à sa juridiction exclusive, dont les limites maximales sont déterminées par accord entre divers pays.

46) Argentine :
projet d'articles

5.1

15. La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à son plateau continental. Le plateau continental comprend le lit et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes au territoire de l'Etat mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, jusqu'au bord inférieur externe de la marge continentale qui limite les plaines abyssales ou, quand ce bord est situé à une distance inférieure à 200 milles de la côte, jusqu'à cette dernière distance.

54) Royaume-Uni :
Etats archipels

Par. 4 - voir texte en 16, à 54).

2.3.1; 6.5; 16

Voir aussi

5.1; 5.3

Dispositions

Titre abrégé

- 65) Japon : délimitation de la zone côtière des fonds marins
1. L'Etat riverain a le droit d'établir au-delà de la limite de sa mer territoriale, une zone côtière de fond marin dont l'étendue maximale ne dépasse pas ... milles marins à partir de la ligne de base applicable pour déterminer la largeur de la mer territoriale. L'Etat riverain exerce les droits de souveraineté en ce qui concerne l'exploration de la zone côtière de fond marin et l'exploitation de ses ressources minérales.

7.1

Note de l'article 1 b) - voir texte en 7.1, à 67).

- 67) Pays-Bas : zone intermédiaire

5.3 Question de la délimitation entre Etats : divers aspects en cause

Titre abrégé

33) Turquie :
projet d'article,
Rev. 1

Dispositions

Par. 1, 2 et 3 :

1. Lorsque les côtes de deux ou plusieurs Etats sont limitrophes ou se font face, la délimitation des frontières maritimes respectives est déterminée par voie d'accord entre lesdits Etats, conformément à des principes équitables, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes.

2. Durant les négociations menées en vue d'arriver à un accord, les Etats tiennent compte, entre autres, de circonstances spéciales telles que la configuration générale des côtes respectives, l'existence d'îles ou d'îlots d'un autre Etat et la structure physique et géologique de la zone marine en cause, y compris le fond et le sous-sol de cette zone.

3. Les Etats ont recours aux méthodes envisagées à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies ou à d'autres moyens et méthodes pacifiques qui leur sont ouverts, en vue de résoudre les différends qui peuvent surgir en cours de négociation.

4. En l'absence de circonstances spéciales, il convient de tenir dûment compte des principes de la ligne médiane ou de l'équidistance lors de délimitation des frontières respectives.

3. Plateau continental

1. Conformément au principe selon lequel le plateau continental est le prolongement naturel du domaine terrestre, l'Etat riverain peut, compte tenu de ses conditions géographiques spécifiques, définir de façon rationnelle, au-delà de la mer territoriale ou de la zone économique, la largeur du plateau continental soumis à sa juridiction exclusive, dont les limites maximales sont déterminées par accord entre divers pays.

43) Chine :
document de travail

Voir aussi

2.3.1; 6.7.2

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

43) Chine :
document de travail
(suite)

5. Dans le cas où des Etats adjacents ou opposés ont des plateaux contigus, la ligne de démarcation entre leurs zones de juridiction respectives dans lesdits plateaux continentaux est déterminée d'un commun accord entre ces Etats, au moyen de consultations menées sur un pied d'égalité.

5.4

5. Dans le cas où des Etats adjacents ou opposés ont des plateaux contigus, ces Etats doivent, sur la base de la sauvegarde et du respect de leur souveraineté respective, mener les consultations nécessaires pour trouver une solution raisonnable aux problèmes tels que, notamment, l'exploitation et la réglementation des ressources naturelles dans les parties contiguës des plateaux continentaux.

45) Australie, Norvège :
zone économique et
délimitation

2. Délimitation

6.7.2

A. Les Etats qui sont limitrophes ou se font face s'emploieront activement à parvenir à un accord sur la délimitation de leurs (zones économiques - mers patrimoniales) respectives et de la zone du fond de la mer correspondante en s'appuyant sur des principes équitables.

B. Lorsqu'il existe un accord entre les Etats intéressés, les questions relatives à la délimitation de leurs (zones économiques - mers patrimoniales) respectives et de la zone du fond de la mer correspondante seront réglées conformément aux dispositions de cet accord.

D. Sous réserve des principes A, B et C ci-dessus, et sauf dans le cas où l'établissement d'une autre limite est justifiée par des circonstances spéciales, la limite (de la zone économique - mer patrimoniale) est une ligne équidistante dans le cas d'Etats dont les côtes sont limitrophes et une ligne médiane dans le cas d'Etats dont les côtes se font face.

Le texte du
par. C
figure sous
le 45) du
point 6.5

46) Argentine :
projet d'articles

28. Délimitation.

29. Sauvegarde des accords en vigueur (internationaux, bilatéraux ou régionaux) concernant la délimitation du plateau continental.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
62) Roumanie : régime des îles	Par. 1 - voir texte en 19 b), à 62).	19 b)
65) Japon : délimitation de la zone côtière des fonds marins	"2. Lorsque les côtes de deux Etats ou plus sont limitrophes ou se font face, la délimitation entre les zones côtières de fond marin relevant de la juridiction de ces Etats est déterminée par voie d'accord conformément au principe d'équidistance. 3. Les dispositions qui précèdent ne portent en rien atteinte aux accords déjà conclus entre les Etats riverains intéressés au sujet de la délimitation de leurs zones côtières de fond marin respectives."	5.1; 5.2 5.1; 5.2

5.4 Ressources naturelles du plateau continentalTitre abrégéDispositionsVoir aussi

8) Yaoundé : conclusions Partie III 1) :

6.1; 6.2

1. La Zone économique englobe toutes les ressources économiques comprenant tant les ressources biologiques que les ressources non biologiques telles que le pétrole, le gaz naturel et autres ressources minérales.

25) Colombie, Mexique et Venezuela :
projet d'articles

Plateau continental, article 14 :

5.1

L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

43) Chine : document
de travail

2. Les ressources naturelles du plateau continental, qui comprennent les richesses minérales du lit de la mer et du sous-sol ainsi que leurs ressources biologiques appartenant aux espèces sédentaires, sont le patrimoine de l'Etat riverain.

6. Dans le cas où des Etats adjacents ou opposés ont des plateaux contigus, ces Etats doivent, sur la base de la sauvegarde et du respect de leur souveraineté respective, mener les consultations nécessaires pour trouver une solution raisonnable aux problèmes tels que, notamment, l'exploitation et la réglementation des ressources naturelles dans les parties contiguës des plateaux continentaux.

46) Argentine :
projet d'articles

18. L'Etat riverain a souveraineté sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, de son plateau continental. Ces ressources comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol ainsi que les organismes vivants végétaux et les animaux qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire ceux qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.

5.1

Dispositions

Titre abrégé

46) Argentine :
projet d'articles
(suite)

19. La prospection et l'exploration du plateau continental ainsi que l'exploitation de ses ressources naturelles sont soumises à la réglementation de l'Etat riverain, qui peut se réserver ou réserver à ses nationaux lesdites activités ou en permettre aussi l'exercice à des tiers, selon les dispositions de sa législation interne et les accords internationaux qu'il aura conclus à ce sujet.

5.1

20. La protection et la conservation des ressources renouvelables du plateau continental sont de même soumises à la réglementation de l'Etat riverain et aux accords que celui-ci aura conclus à ce sujet, compte tenu, s'il y a lieu, de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.

5.1

21. Il appartient aussi à l'Etat riverain d'édicter les mesures destinées à prévenir, à atténuer ou à éliminer toute contamination du plateau continental ou provenant de celui-ci, ainsi que la contamination de ses ressources naturelles, compte tenu de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.

5.1

5.5 Régime des eaux surjacentes du plateau continental

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

43) Chine : document
de travail

3. Plateau continental

3. Les eaux surjacentes au plateau continental situé en dehors de la mer territoriale, de la zone économique ou de la zone de pêche ne relèvent pas de la juridiction de l'Etat riverain.

Le passage normal des navires ou des avions d'un Etat quelconque dans les eaux surjacentes au plateau continental ou dans l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux ne doit pas être entravé.

46) Argentine : projet
d'articles

27. L'exercice des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne doit pas causer d'entrave injustifiée à la liberté de navigation dans les eaux surjacentes et de survol dans l'espace aérien correspondant ni faire obstacle à l'utilisation des routes ordinaires indispensables à la navigation internationale.

5.6 Recherche scientifique

<u>Titre abrégé.</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
46) Argentine : projet d'articles	22. Il appartient également à l'Etat riverain d'autoriser les activités de recherche scientifique dans le plateau continental, ledit Etat ayant le droit d'y participer et de recevoir les résultats. La réglementation que l'Etat riverain édictera à cet égard tiendra spécialement compte de l'intérêt qu'il y a à promouvoir et à faciliter de telles activités.	

6. ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE AU-DELA DE LA MER TERRITORIALE

Titre abrégé

64) Jamaïque :
moyens régionaux

Dispositions

Voir aussi

Article premier

2.3.2; 5; 7;
10; 15.

1. Dans toute région où il y a des Etats riverains géographiquement désavantagés, les ressortissants de ces Etats ont le droit d'exploiter, sur une base réciproque et préférentielle, les ressources renouvelables à l'intérieur de zones maritimes au-delà de 12 milles à partir des côtes des Etats de la région aux fins de promouvoir le développement économique de leur industrie halieutique et de satisfaire les besoins de leur population en matière de nutrition.

2. Les procédures régissant le régime préférentiel mentionné au paragraphe 1 sont déterminées par voie d'accords régionaux, sous-régionaux ou bilatéraux.

Article 2

Lorsque en raison de la géographie d'une région ou d'une sous-région, les zones marines au-delà des 12 milles à partir des côtes d'Etats riverains de cette région ou sous-région convergent l'une dans l'autre et que dans la zone de convergence, il existe des Etats riverains géographiquement désavantagés, les ressortissants de ces Etats ont un droit d'égalité d'accès aux ressources biologiques des zones marines dans ces régions convergentes.

Article 3

Sauf pour ce qui est prévu à l'article 4, rien dans les articles 1 et 2 ne s'applique aux territoires sous domination étrangère ou faisant partie intégrante de puissances métropolitaines en dehors de la région.

Titre abrégé

64) Jamaïque :
moyens régionaux
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 4

Dans l'application des articles 1 et 2 aux Etats associés, aux territoires autonomes et aux territoires sous domination étrangère, les droits ainsi conférés sont appliqués de façon à ne conférer aux habitants de ces territoires de droits qu'aux fins de leurs besoins locaux.

2.3.2; 5; 7;
10; 15.

Article 5

Aux fins des présents articles :

a) On entend par "Etats riverains géographiquement désavantagés" des Etats en voie de développement qui, pour des raisons géographiques, biologiques ou écologiques -

- i) Ne retirent pas d'avantage substantiel de l'extension de leur juridiction maritime; ou
- ii) Sont affectés de façon défavorable par l'extension de la juridiction maritime d'autres Etats;
- iii) Ont des côtes de courte longueur et ne peuvent pas étendre uniformément leur juridiction maritime;

b) On entend par "ressortissants" les entreprises qui sont substantiellement la propriété et qui sont effectivement contrôlées par des ressortissants.

6.1 Nature et caractéristiques, y compris les droits et la juridiction des Etats riverains en rapport avec les ressources, la lutte contre la pollution et la recherche scientifique dans cette zone. Devoirs des Etats

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

8) Yaoundé :
conclusions

Partie I a), par. 3 :

3) Les Etats africains ont également le droit d'établir au-delà de la mer territoriale une Zone économique sur laquelle ils auront une juridiction exclusive aux fins d'une réglementation de contrôle et de l'exploitation nationale des ressources biologiques de la mer et de l'affectation de ces ressources au service des intérêts primordiaux de leurs peuples et de leurs économies respectives, ainsi qu'aux fins de la prévention de la pollution et de la lutte contre celle-ci.

6.2; 6.8

Partie II :

Recommandent aux Etats africains d'étendre leur souveraineté sur toutes les ressources de la haute mer adjacente à leur mer territoriale dans le cadre d'une zone économique à établir et qui comprendra au moins le plateau continental.

Partie III :

1) La Zone économique englobe toutes les ressources économiques comprenant tant les ressources biologiques que les ressources non biologiques telles que le pétrole, le gaz naturel et autres ressources minérales.

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer patrimoniale, par. 1 :

1. L'Etat riverain exerce des droits de souveraineté sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, qui se trouvent dans les eaux, sur le lit et dans le sous-sol, d'une zone adjacente à la mer territoriale, dénommée mer patrimoniale.

6.7.3; 6.8.1

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Articles 4, 11, par. 1 et 15 :

6.7.3

Article 4. L'Etat riverain exerce des droits souverains sur les ressources naturelles, renouvelables ou non renouvelables, qui se trouvent dans les eaux, sur le fond et dans le sous-sol d'une zone adjacente à la mer territoriale, désignée sous le nom de mer patrimoniale.

Article 11. 1. L'exploration et l'exploitation des ressources, renouvelables ou non renouvelables, de cette zone, ainsi que d'autres activités connexes, sont soumises à la juridiction et au contrôle de l'Etat riverain. 6.6.1; 6.7.3

Article 15. Dans la partie du plateau continental couverte par la mer patrimoniale, le régime juridique prévu pour ladite mer est applicable. 5.1

En ce qui concerne la partie située au-delà de la mer patrimoniale, le régime établi pour le plateau continental conformément au droit international est applicable.

27) Islande : zone
adjacente à la
mer territoriale

6.5

Les Etats côtiers peuvent déterminer l'étendue de la juridiction et du contrôle exclusifs qu'ils exercent sur les ressources naturelles de la zone marine adjacente à leur mer territoriale.

Les limites extérieures de cette zone sont raisonnables, eu égard aux considérations locales pertinentes, géographiques, géologiques, écologiques, économiques et autres, et ne sont pas à plus de 200 milles marins de la côte.

28) OUA : déclaration

Partie C, par. 7, 8 et 14 :

7. Dans cette zone, les Etats riverains exerceront une souveraineté permanente sur toutes les ressources biologiques et minérales et ils gèreront la zone sans porter indûment atteinte aux autres utilisations légitimes de la mer, à savoir la liberté de navigation et de survol et la pose de câbles et de pipe-lines.

6.2; 6.3

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

28) OUA : déclaration (suite) 8. Les pays africains reconnaissent que la recherche scientifique et la lutte contre la pollution maritime dans la zone économique seront soumises à la juridiction des Etats riverains. 6.8; 6.9

Le texte du paragraphe 14 est reproduit sous le point 6.9 6.9

2.1

36) Equateur, Panama et Pérou : projet d'articles Section IV - Régime des ressources naturelles Article 7 :

La prospection et l'exploration de la mer adjacente ainsi que l'exploitation de ses ressources non renouvelables sont réglementées par l'Etat riverain qui peut réserver ces activités pour lui-même ou ses ressortissants, comme permettre à des tiers de les exercer conformément aux dispositions de sa législation intérieure et des accords internationaux conclus en la matière.

43) Chine : document de travail 2. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive 2), 5) - 7) :

2. Toutes les ressources naturelles dans la zone économique de l'Etat riverain, qui comprennent les ressources biologiques et non biologiques de l'ensemble des eaux, du lit de la mer et du sous-sol, appartiennent à cet Etat riverain.

L'Etat riverain exerce sa juridiction exclusive dans la zone économique aux fins de la préservation, de l'utilisation, de l'exploration et de l'exploitation des ressources ci-dessus visées.

5. Les autres pays peuvent se livrer, conformément aux accords qu'ils ont passés avec l'Etat riverain, à la pêche, à la mise en valeur des minerais ou à d'autres activités dans la zone économique de celui-ci.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

43) Chine : document
de travail (suite)

6. L'Etat riverain peut édicter les lois et règlements nécessaires pour soumettre la zone économique à sa réglementation efficace.

Les autres pays qui exercent des activités, quelles qu'elles soient, dans la zone économique de l'Etat riverain doivent se conformer aux lois et règlements pertinents édictés par celui-ci.

7. L'Etat riverain a le droit de prendre des mesures nécessaires vis-à-vis de ceux qui se livrent à la pêche, à la mise en valeur de minerais ou à d'autres activités dans la zone économique sans avoir obtenu son autorisation, ou qui, bien que l'ayant obtenue, enfreignent ses lois et règlements s'y rapportant.

44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers

Articles 1 (paragraphe 1 et 3) et 2 - 3 :

Article 1

6.2

1. L'Etat riverain a le droit exclusif d'explorer et d'exploiter, et d'autoriser l'exploration et l'exploitation, des ressources naturelles du fond des mers et du sous-sol conformément à sa propre législation, dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers.

18

3. L'Etat riverain a en outre le droit exclusif de fixer et de régler dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers ou dans les eaux surjacentes :

a) la construction, l'exploitation et l'utilisation d'installations d'avant-côte qui affectent ses intérêts économiques, et

b) le forage à des fins autres que l'exploration et l'exploitation de ressources.

Titre abrégé

44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers (suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 2

L'Etat riverain, dans l'exercice des droits énoncés à l'article 1, s'assure que sa législation, ainsi que toutes les mesures qu'il prend pour en assurer l'application dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers, sont strictement conformes aux dispositions du présent chapitre et aux autres dispositions en vigueur de la présente Convention. En particulier :

6.3 ; 6.8

a) L'Etat riverain s'assure qu'il n'en résulte aucune gêne injustifiable pour d'autres activités dans le milieu marin, et veille au respect des normes internationales existantes ou promulguées par l'autorité ou par l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, selon le cas, qui auraient pour objet d'assurer le libre exercice de ces activités.

b) L'Etat riverain prend les mesures appropriées pour prévenir la pollution du milieu marin résultant des activités énumérées à l'article 1 et veille au respect des normes internationales existantes ou promulguées par l'autorité ou par l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime selon le cas, qui auraient pour objet de prévenir cette pollution.

c) L'Etat riverain ne prend aucune mesure susceptible de gêner l'Autorité dans l'exercice de ses fonctions d'inspection découlant de l'alinéa b) ci-dessus. Il coopère avec elle à cette fin.

d) L'Etat riverain veille à la stricte observation des conditions stipulées dans les licences, baux, ou autres arrangements contractuels qu'il conclut avec les organes ou entités d'autres Etats ou avec des personnes physiques ou morales qui ne sont pas ses ressortissants, en vue de rechercher ou d'exploiter les ressources du fond des mers. Les biens de ces organes, entités ou personnes ne pourront être saisis, sauf pour des raisons d'intérêt public et sans faire l'objet d'aucune discrimination, toute saisie devant donner lieu sans retard au versement d'une juste indemnité. L'indemnisation prendra la forme d'un avoir effectivement

Titre abrégé

- 44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers (suite)

Dispositions

mobilisable et représentera l'équivalent intégral du bien saisi. Des montants adéquats auront été réservés au préalable ou lors de la saisie, de manière à assurer l'exécution des dispositions du présent paragraphe.

- e) L'Etat riverain réserve sous forme de disponibilités, conformément aux dispositions de l'article _____, la part spécifiée dans le présent article des recettes tirées de l'exploitation des ressources minérales de la partie de la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers qui est définie dans cet article.

Article 3

1. Toutes les activités ayant pour siège le milieu marin sont exercées en tenant raisonnablement compte des droits de l'Etat riverain énoncés à l'article 1. 6.3; 18

2. Les Etats veillent au respect des normes internationales existantes ou énoncées par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime en consultation avec l'Autorité :

- a) concernant la largeur des zones de sécurité qui entourent les installations d'avant-côte - si cette largeur est définie;
b) concernant la navigation en dehors des zones de sécurité, mais au voisinage des installations d'avant-côte.

- 45) Australie et
Norvège : zone
économique et
délimitation

1. Zone économique, par. A et B
A. L'Etat riverain a le droit de délimiter, au-delà de sa mer territoriale et conformément aux présents principes, une (zone économique - mer patrimoniale) dans laquelle il exercera des droits souverains sur les ressources naturelles afin d'en réserver en premier lieu les avantages à sa population et à son économie.

- B. Les ressources naturelles de la (zone économique - mer patrimoniale) comprennent les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables des eaux, du fond de la mer et de son sous-sol. 6.2

Voir aussi

Titre abrégé

46) Argentine : projet
d'articles

Par. 4 et 7

Dispositions

6.5

4. L'Etat riverain a des droits souverains sur une zone de mer adjacente à sa mer territoriale jusqu'à une distance de 200 milles marins mesurés à partir de la ligne de base depuis laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale ou jusqu'à une distance plus grande correspondant à la limite de la mer épicontinentale.

Aux fins du présent article et de ceux qui suivent, on entend par "mer épicontinentale" la colonne d'eau qui recouvre le lit et le sous-sol marins situés à une profondeur moyenne de 200 mètres.

L'étendue des droits visés est déterminée par les articles qui suivent.

7. L'Etat riverain a des droits souverains sur les ressources naturelles (vivantes et non vivantes), renouvelables et non renouvelables, qui se trouvent dans ladite zone.

6.6.1, 6.7.3

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal,
Sri Lanka : pêche

Article 3

6.6.1

L'Etat riverain notifie à l'autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer les limites de la zone exclusive de pêche, qui seront définies soit par des coordonnées géographiques soit par toute autre méthode internationalement agréée et seront indiquées sur des cartes à grande échelle officiellement reconnues par ledit Etat.

49) Quatorze puissances :
projet d'articles
sur la zone
économique exclusive

Articles II, V, VII et XI

ARTICLE II

Conformément à l'article qui précède, tous les Etats ont le droit d'établir, au-delà de la mer territoriale, dans l'intérêt essentiel de leurs populations et de leurs économies respectives, une zone économique dans laquelle ils exerceront des droits de souveraineté sur les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, aux fins d'exploration et d'exploitation. A l'intérieur de cette zone, ils seront exclusivement compétents pour contrôler, réglementer, exploiter et préserver les ressources tant biologiques que non biologiques de la zone et pour empêcher et combattre la pollution.

Article I
reproduit
sous les
points 6.5,
6.6.1, 6.7,
6.7.3, 6.8

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

49) Quinze puissances : Les droits exercés sur la zone économique sont exclusifs et aucun autre projet d'articles Etat ne peut explorer ni exploiter les ressources qui s'y trouvent si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat riverain et aux conditions qui économique exclusive pourraient être fixées conformément aux lois et règlements dudit Etat.
(suite)

L'Etat riverain exercera sa juridiction sur sa zone économique et les Etats tiers ou leurs ressortissants seront responsables de tous dommages résultant des activités exercées par eux dans la zone.

ARTICLE V

2.2

Chaque Etat fera en sorte que toute activité d'exploration ou d'exploitation dans sa zone économique soit exercée exclusivement à des fins pacifiques et de manière à ne pas porter indûment atteinte aux intérêts légitimes des autres Etats de la région ni à ceux de la communauté internationale.

ARTICLE VII

6.6.3; 6.8; 6.9

Sans préjudice de la compétence juridictionnelle générale conférée à l'Etat riverain par l'article II ci-dessus, l'Etat peut établir, à l'intérieur de sa zone économique, des règlements spéciaux concernant :

- a) l'exploration et l'exploitation exclusives des ressources marines renouvelables;
- b) la protection et la conservation des ressources renouvelables;
- c) la prévention, la répression et la suppression de la pollution du milieu marin;
- d) la recherche scientifique.

ARTICLE XI

Aucun Etat qui exerce une domination ou une autorité étrangère sur un territoire n'est habilité à créer une zone économique ni à jouir, en ce qui concerne ledit territoire, d'aucun autre droit ou privilège mentionné dans les présents articles.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8. Voir textes en 7.1, à 67)	7.1; 7.2; 7.3; 7.5; 9.2; 9.4; 10.2; 10.3; 15

6.2 Ressources de la zone

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

Dispositions

Partie I a), par. 3 et 4 :

3) Les Etats africains ont également le droit d'établir au-delà de la mer territoriale une Zone économique sur laquelle ils auront une juridiction exclusive aux fins d'une réglementation de contrôle et de l'exploitation nationale des ressources biologiques de la mer et de l'affectation de ces ressources au service des intérêts primordiaux de leurs peuples et de leurs économies respectives, ainsi qu'aux fins de la prévention de la pollution et de la lutte contre celle-ci.

6.1; 6.8

4) La possibilité d'exploiter les ressources biologiques dans la Zone économique devrait être ouverte à tous les Etats africains qu'ils soient sans littoral ou presque, étant entendu que les entreprises de ces Etats souhaitant exploiter ces ressources seront effectivement contrôlées par des capitaux et du personnel africains. Les droits des Etats sans littoral devront, pour être effectifs, être complétés par le droit de transit.

9.2; 9.4

Partie II :

Recommandent aux Etats africains d'étendre leur souveraineté sur toutes les ressources de la haute mer adjacente à leur mer territoriale dans le cadre d'une zone économique à établir et qui comprendra au moins le plateau continental.

6.1; 6.6; 6.8

Partie III :

1. La Zone économique englobe toutes les ressources économiques comprenant tant les ressources biologiques que les ressources non biologiques telles que le pétrole, le gaz naturel et autres ressources minérales.

5.4; 6.1

Dispositions

Titre abrégé

- | | | | | |
|-----|-----------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 28) | OUA : déclaration | Par. 7 | 7. Dans cette zone, les Etats riverains exerceront une souveraineté permanente sur toutes les ressources biologiques et minérales et ils géreront la zone sans porter indûment atteinte aux autres utilisations légitimes de la mer, à savoir la liberté de navigation et de survol et la pose de câbles et de pipe-lines. | |
| 36) | Equateur, Panama et Pérou : projet d'articles | Section IV, article 6 | Article 6 Les ressources renouvelables et non renouvelables de la mer et du lit et du sous-sol de la mer à l'intérieur des limites mentionnées à l'article premier relèvent de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat riverain. | 2.1 |
| 37) | Malte : juridiction de l'Etat riverain | Article 80 | 1. L'exploration et l'exploitation des ressources naturelles de l'espace marin national doivent être menées compte raisonnablement tenu des autres utilisations de l'espace marin national, notamment de la navigation, de la recherche scientifique et de la pose et de la réparation de câbles et de pipe-lines sous-marins.
2. L'Etat riverain est tenu de céder aux Institutions internationales de l'espace marin une partie des avantages financiers retirés de l'exploitation des ressources naturelles de l'espace marin national. Les institutions établiront sur cette question un projet spécial de convention qu'elles soumettront à l'examen des Parties contractantes. | |

Titre abrégé

44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique

Dispositions

Article 1 et article 2, alinéas d) et e)

6.1

Article 1 1. L'Etat riverain a le droit exclusif d'explorer et d'exploiter, et d'autoriser l'exploration et l'exploitation, des ressources naturelles du fond des mers et du sous-sol conformément à sa propre législation, dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers.

Article 2 L'Etat riverain, dans l'exercice des droits énoncés à l'article 1, s'assure que sa législation, ainsi que toutes les mesures qu'il prend pour en assurer l'application dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers, sont strictement conformes aux dispositions du présent chapitre et aux autres dispositions en vigueur de la présente Convention. En particulier :

6.1

d) L'Etat riverain veille à la stricte observation des conditions stipulées dans les licences, baux, ou autres arrangements contractuels qu'il conclut avec les organes ou entités d'autres Etats ou avec des personnes physiques ou morales qui ne sont pas ses ressortissants, en vue de rechercher ou d'exploiter les ressources du fond des mers. Les biens de ces organes, entités ou personnes ne pourront être saisis, sauf pour des raisons d'intérêt public et sans faire l'objet d'aucune discrimination, toute saisie devant donner lieu sans retard au versement d'une juste indemnité. L'indemnisation prendra la forme d'un avoir effectivement mobilisable et représentera l'équivalent intégral du bien saisi. Des montants adéquats auront été réservés au préalable ou lors de la saisie, de manière à assurer l'exécution des dispositions du présent paragraphe;

6.1

e) L'Etat riverain réserve sous forme de disponibilités, conformément aux dispositions de l'article _____, la part spécifiée dans le présent article des recettes tirées de l'exploitation des ressources minérales de la partie de la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers qui est définie dans cet article.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

- | | | | |
|-----|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 45) | Australie et Norvège : zone économique et délimitation | 1. Zone économique, par. B.
B. Les ressources naturelles de la (zone économique - mer patrimoniale) comprennent les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables des eaux, du fond de la mer et de son sous-sol. | 6.1 |
|-----|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

- | | | |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 49) | Quatorze puissances :
Projet d'articles sur la zone économique exclusive | Article VI
L'exercice de la souveraineté sur les ressources de la zone et la juridiction sur la zone s'étendront à toutes les ressources économiques de la région, biologiques et non biologiques, se trouvant soit à la surface de l'eau ou dans l'espace marin sous-jacent, soit sur le fond de la mer ou dans son sous-sol. |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

6.3 Liberté de navigation et de survol

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
---------------------	---------------------	-------------------

8) Yaoundé :
conclusions

Partie I a) 3) deuxième phrase :

L'établissement de cette zone économique ne devra pas porter atteinte aux libertés suivantes : liberté de navigation, liberté de survol, liberté de poser des câbles et des pipe-lines sous-marins.

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer patrimoniale, par.5 :

5. Dans la mer patrimoniale, les navires et aéronefs de tous les Etats, possédant ou non un littoral maritime, jouissent du droit de libre navigation et survol, sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter de l'exercice, par l'Etat riverain, de ses droits sur ladite mer. Sous réserve de ces seules limitations, est libre aussi la pose de câbles et conduites sous-marins.

18

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Article 9 - Dans la mer patrimoniale, les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent de la liberté de navigation et de survol, sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter de l'exercice, par l'Etat riverain, de ses droits sur ladite mer.

18

Article 10 - Sous réserve des seules limitations prévues à l'article précédent, l'Etat riverain doit respecter la liberté de pose de câbles et de pipe-lines sous-marins.

28) OUA :
déclaration

Partie C, paragraphe 7

7. Dans cette zone, les Etats riverains exerceront une souveraineté permanente sur toutes les ressources biologiques et minérales et ils gèreront la zone sans porter indûment atteinte aux autres utilisations légitimes de la mer, à savoir la liberté de navigation et de survol et la pose de câbles et de pipe-lines.

18

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain

Dispositions

Articles 5, 20 à 35 et 43 à 52 :

Article 5

6.5

1. Les eaux situées du côté de la ligne de base de l'espace marin national qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures d'un Etat 1/.
2. Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 4 ou conforme à la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale a, ou a eu, pour effet d'englober comme eaux intérieures des eaux qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage défini dans la présente Convention s'applique à ces eaux 2/.

Article 20

1. Sous réserve des dispositions des présents articles, les bâtiments de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage dans l'espace marin national.
2. Le passage est le fait de naviguer dans l'espace marin national, soit pour le traverser sans entrer dans les eaux intérieures, soit pour se rendre dans les eaux intérieures, soit pour se diriger vers l'espace marin international en venant des eaux intérieures.
3. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage, mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au bâtiment en état de relâche forcée ou de détresse 3/.

1/ Voir l'article 5, paragraphe 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2/ Voir les dispositions analogues de l'article 5 paragraphe 2 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3/ Voir l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Dispositions

Article 21

L'Etat riverain ne doit entraver d'aucune manière l'exercice du droit de passage dans son espace marin national lorsque ce passage obéit aux normes et règles générales et non discriminatoires régissant la navigation, qui pourraient être adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin ou qui sont énoncées dans des conventions multilatérales ratifiées par des nombreux pays 1/

Article 22

En l'absence de normes et règles pertinentes adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin ou contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays, l'Etat riverain peut édicter des règlements raisonnables et non discriminatoires concernant la navigation dans son espace marin national, notamment en matière de sécurité et de trafic maritime, de transport maritime et de prévention de la pollution.

Article 23

1. Les bâtiments étrangers qui exercent leur droit de passage doivent se conformer a) aux règles et règlements applicables à la navigation, adoptés par les Institutions internationales de l'espace marin ou édictés par l'Etat riverain, ou encore contenus dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays; b) aux règlements douaniers, fiscaux, sanitaires et d'immigration de l'Etat riverain auxquels les Institutions internationales de l'espace marin ont donné une publicité suffisante 2/.

2. Les bâtiments de pêche étrangers ainsi que les bâtiments étrangers qui transforment les produits de la pêche exerçant leur droit de passage doivent se conformer aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier par les soins des Institutions internationales de l'espace marin en vue d'interdire à ces bâtiments de se livrer à la pêche ou à la transformation des produits de la pêche dans l'espace marin national 3/.

1/ Voir l'article 15, paragraphe 1 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2/ Voir les dispositions analogues de l'article 17 et de l'article 24, paragraphe 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3/ Voir les dispositions analogues de l'article 14, paragraphe 5 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37) Malte :

juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 24

L'Etat riverain peut obliger tout bâtiment étranger qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à l'exercice du droit de passage contenues dans les articles qui précèdent à quitter l'espace marin national.

Voir aussi

Article 25

1. Les règlements édictés par un Etat riverain et dont il est fait mention dans les articles qui précèdent peuvent être signalés à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin par toute Partie contractante si celle-ci considère, soit que ces règlements sont discriminatoires, soit qu'ils entravent la navigation de manière déraisonnable, soit qu'ils sont contraires à la pratique internationale généralement admise, soit qu'ils ne sont pas conformes aux normes et règles adoptées par lesdites Institutions ou à celles qui sont contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays.

2. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier lesdits règlements s'il s'avère que ceux-ci sont discriminatoires ou qu'ils entravent la navigation de manière déraisonnable, ou qu'ils sont contraires à la pratique internationale généralement admise ou encore s'ils sont contraires aux normes et règles adoptées par les Institutions ou à celles qui sont contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays.

3. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.

Article 26

1. L'Etat riverain est tenu de faire connaître immédiatement et de façon appropriée par l'intermédiaire des Institutions internationales de l'espace marin tous les dangers ou obstacles à la navigation dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans son espace marin national 1/.

1/ Voir article 15, paragraphe 2, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

Voir aussi

Dispositions

37)

Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Article 24

2. L'Etat riverain est tenu de prendre dans les limites de son espace marin national, des mesures efficaces conformes aux normes et pratiques internationales, pour assurer la sécurité de la navigation, y compris l'installation d'aides appropriées à la navigation, pour porter secours aux bâtiments en détresse et pour le sauvetage des vies humaines. Ces mesures, ainsi que ces installations, sont notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin 1/.

3. L'inobservation des dispositions énoncées dans les paragraphes précédents du présent article engage la responsabilité juridique. Si cette inobservation provoque la perte de vies humaines ou de biens, la Cour maritime internationale statuera sur les demandes d'indemnisation.

Article 27

1. Il ne peut être perçu de taxes sur les bâtiments étrangers à raison de leur simple passage dans l'espace marin national.

2. L'Etat riverain ne peut percevoir de taxes sur un bâtiment étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce bâtiment. Ces taxes doivent être raisonnables et perçues sans discrimination 2/.

3. Les différends concernant le caractère raisonnable des taxes visés au paragraphe précédent sont réglés par la Cour maritime internationale.

1/ Voir les dispositions analogues de l'article 12, paragraphe 2, de la Convention de 1958 sur la haute mer.

2/ Voir l'article 18 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte :

juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Article 28

1. La juridiction pénale de l'Etat riverain ne doit pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans l'espace marin national, à raison d'une infraction pénale commise à bord de ce bâtiment lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après :

- a) Si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;
 - b) Si l'infraction est de nature à troubler gravement la paix publique du pays ou le bon ordre dans l'espace marin soumis à sa juridiction;
 - c) Si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du bâtiment ou par le consul de l'Etat dont le bâtiment bat pavillon; ou
 - d) Si ces mesures sont indispensables pour la répression de la traite des esclaves, de la piraterie ou du trafic illicite des stupéfiants.
2. Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un bâtiment étranger qui traverse l'espace marin national en provenance des eaux intérieures.

3. En examinant si une arrestation doit être faite, et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir dûment compte des intérêts de la navigation 1/.

1/ Voir l'article 19, paragraphes 1, 2 et 4 de la Convention de 1958, sur la mer territoriale.

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

4. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain ne doit agir que sur la base de présomptions sérieuses. Il doit aussi aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon; si le capitaine le demande, il doit de même aviser les Institutions internationales de l'espace marin avant de prendre des mesures quelles qu'elles soient. L'autorité de l'Etat riverain doit faciliter le contact entre l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon ou les Institutions internationales de l'espace marin et l'équipage du bâtiment. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution 1/.

5. Si les mesures prises en application des paragraphes 1 et 2 se révèlent sans fondement, le bâtiment, l'équipage, les passagers et l'Etat du pavillon doivent être indemnisés de toute perte ou de tout dommage qu'ils ont pu subir.

6. L'inobservation des obligations prévues au paragraphe 4 du présent article peut être portée à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin par l'Etat du pavillon.

7. Tout différend concernant l'observation ou l'inobservation des dispositions figurant dans les paragraphes précédents peut être soumis, soit sur l'initiative de l'Etat du pavillon, soit sur celle de l'Etat riverain, à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.

Article 29

1. L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un bâtiment étranger qui traverse l'espace marin national en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du bâtiment dans l'espace marin soumis à sa juridiction, si le bâtiment, en provenance d'un port étranger, ne fait que traverser l'espace marin national, sans entrer dans les eaux intérieures 2/.

1/ Voir les dispositions analogues de l'article 19, paragraphe 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2/ Voir l'article 19, paragraphe 5, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

2. L'inobservation des obligations énoncées au paragraphe 1 du présent article peut être portée à l'attention des organes compétents des Institutions internationales de l'espace marin et engage la responsabilité juridique à moins que les mesures prises ne l'aient été à la demande du capitaine du bâtiment ou de l'Etat du pavillon.

Article 30

1. L'Etat riverain ne peut ni arrêter ni dérouter un bâtiment étranger traversant l'espace marin national pour exercer la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord de ce bâtiment.

2. L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce bâtiment, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit bâtiment au cours ou en vue de la navigation lors de ce passage dans les eaux de l'Etat riverain.

3. Les dispositions du paragraphe précédent ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un bâtiment qui stationne dans les eaux soumises à sa juridiction, ou qui traverse lesdites eaux en provenance des eaux intérieures 1/.

Article 31

1. Les règles énoncées dans les articles qui précèdent s'appliquent également aux bâtiments d'Etat exploités à des fins commerciales.

2. Les règles énoncées dans les articles qui précèdent s'appliquent également aux bâtiments d'Etat exploités à des fins non commerciales, à l'exception des articles 28, 29 et 30.

1/ Article 20 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

3. A l'exception des dispositions énoncées dans le paragraphe précédent, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les bâtiments d'Etat exploités à des fins non commerciales, en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international 1/.

Article 32

2.4

Dans une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, d'une largeur n'excédant pas douze milles marins, mesurée à partir des lignes de base applicables, l'Etat riverain, outre les mesures envisagées dans les articles qui précèdent, peut :

- a) établir des plans obligatoires de navigation en imposant une distance minimale entre les bâtiments, désigner des couloirs de navigation de manière à assurer la sécurité et fixer des limites de tirant d'eau pour la navigation dans certaines zones;
- b) exiger que le passage soit continu et rapide;
- c) prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface à un sous-marin non identifié qui se dissimule dans la mer ou s'est posé sur le fond marin;
- d) empêcher un passage qui, à son avis, risque de porter une atteinte grave à la paix, au bon ordre et à la sécurité sur son territoire;
- e) sous réserve des dispositions des articles 36 et 37, interrompre provisoirement dans des zones déterminées le passage de bâtiments étrangers si cette interruption est indispensable à sa sécurité;
- f) sous réserve des dispositions des articles 36 et 37, délimiter avec précision des zones qui seront fermées aux bâtiments de guerre étrangers pour des raisons de sécurité nationale;
- g) dans le cas de bâtiments se dirigeant vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments dans ces zones 2/.

1/ Articles 21 et 22 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.
2/ Voir l'article 16, paragraphes 1, 2 et 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37) Malte :

juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 33

2.4

1. Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), d), e) et f) de l'article qui précède n'auront aucun caractère discriminatoire et ne prendront effet qu'à partir du moment où elles seront notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées.

2. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander que l'Etat riverain abroge ou modifie les mesures qu'elles considèrent comme discriminatoires ou qui à leur avis sont une entrave déraisonnable à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.

Article 34

2.4

Les bâtiments de guerre étrangers exerçant le droit de passage dans une zone d'espace marin adjacente à la côte d'un Etat, n'excédant pas une largeur de douze milles marins, mesurée à partir de la ligne de base applicable, ne feront pas survoler cette zone par leurs aéronaves et ne feront pas de tirs, ne se livreront à aucune opération de recherche ou de rassemblement de renseignements, ou à aucune autre forme d'activité jugée inamicale par l'Etat riverain; ils n'exerceront leur droit de passage que dans la mesure où celui-ci n'entrave pas la navigation d'autres bâtiments.

Article 35

2.4

1. L'Etat riverain peut inviter un bâtiment de guerre étranger à quitter son espace marin national si ce bâtiment ne se conforme pas aux dispositions de l'article qui précède et passe outre à la demande qui lui est adressée de s'y conformer 1/.

2. Des infractions graves et réitérées aux dispositions de cet article et à celles de l'article 42 relatif à l'exercice du droit de passage des bâtiments de guerre peuvent être portées par l'Etat riverain à l'attention des Institutions internationales de l'espace aérien.

1/ Voir les dispositions analogues de l'article 16, paragraphe 4 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 43

Sous réserve des dispositions des présents articles, les appareils de tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont le droit de survoler l'espace marin national.

Par "survol" on entend le droit pour les appareils de voler au-dessus de l'espace marin national pour le traverser ou pour atterrir sur les bâtiments passant par l'espace marin national.

Le survol comprend l'atterrissage ou l'amérissage dans l'espace marin national, le vol en cercles et les manoeuvres à basse altitude dans la mesure où il s'agit de conséquences naturelles de la navigation aérienne ou d'opérations rendues nécessaires par un cas de force majeure ou de détresse.

Article 44

L'Etat riverain ne doit en aucune manière gêner le survol de son espace marin national lorsque ce survol s'effectue en conformité avec les règlements d'un caractère général et non-discriminatoire qui peuvent être adoptés par les institutions internationales compétentes ou qui sont contenues dans des conventions internationales largement ratifiées.

Article 45

A défaut de règlements pertinents adoptés par les institutions internationales compétentes ou contenus dans des conventions internationales largement ratifiées, l'Etat riverain peut promulguer des règlements raisonnables et non-discriminatoires concernant la navigation aérienne au-dessus de son espace marin national.

Article 46

Les appareils étrangers exerçant le droit de survol se conforment aux règlements en matière de navigation aérienne adoptés par les institutions internationales compétentes ou contenus dans des conventions multilatérales largement ratifiées ou promulguées par l'Etat riverain, selon le cas.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 47

En exerçant le droit de survol, les appareils étrangers ne se livrent à aucune activité qui porte atteinte à la sécurité de l'Etat riverain ni à aucune manoeuvre susceptible de mettre en péril la navigation ou les installations dans l'espace marin national.

Article 48

L'Etat riverain peut exiger que tout appareil étranger qui ne se conforme pas aux dispositions des articles précédents quitte l'espace aérien au-dessus de l'espace marin national.

Article 49

1. L'Etat riverain est tenu de prendre des mesures efficaces conformes aux normes et à la pratique internationales pour la sûreté de la navigation aérienne au-dessus de son espace marin national.

2. L'inobservation des dispositions du paragraphe précédent entraîne la responsabilité juridique.

Article 50

1. Dans une bande d'espace marin adjacente à sa côte et dont la largeur ne dépasse pas douze milles marins à partir de la ligne de base applicable, l'Etat riverain peut, en dehors des mesures envisagées dans l'article précédent :

- a) exiger qu'avis lui soit donné trois jours à l'avance de tout survol par des appareils militaires étrangers;
- b) exiger que le survol soit continu et rapide;
- c) empêcher tout survol qu'il estime porter sérieusement atteinte en ce qui le concerne à la paix, au bon ordre et à la sécurité.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

- d) sans pratiquer de discrimination entre les appareils étrangers, suspendre temporairement l'exercice du droit de survol par des appareils étrangers au-dessus de zones déterminées si cette suspension est essentielle pour assurer sa sécurité.
2. L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent prendre des mesures pour empêcher ou suspendre le survol de détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins et qui sont, ou peuvent être, utilisés pour la navigation internationale que dans le cas d'une crainte raisonnable d'une menace grave et imminente à sa ou à leur sécurité. Les mesures prises par l'Etat ou les Etats riverains sont notifiées immédiatement aux institutions internationales compétentes et elles prennent fin à l'expiration de trente jours à moins que les institutions ne consentent à ce que de telles mesures soient appliquées.

Article 51

1. Les appareils militaires étrangers exerçant le droit de survol au-dessus d'une bande d'espace marin national dont la largeur ne dépasse pas douze milles marins à partir de la ligne de base applicable s'abstiennent de se livrer à des exercices d'utilisation de leurs armes, à des manœuvres d'intimidation ou à des opérations de recherche ou de rassemblement de renseignements ou à des activités que l'Etat riverain estime inamicales; ils n'exercent pas le droit de survol d'une manière susceptible de gêner ou de mettre en péril le passage des appareils commerciaux.

2. L'Etat riverain peut exiger qu'un appareil militaire étranger, qui ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe précédent, quitte immédiatement l'espace aérien qui relève de sa juridiction.

Article 52

1. L'Etat riverain peut établir au-dessus d'une bande d'espace marin national adjacente à sa côte et dont la largeur ne dépasse pas cent milles marins des zones exactement délimitées d'espace aérien fermées aux appareils militaires étrangers pour des raisons de sécurité nationale.

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

De telles zones sont établies en tenant dûment compte de l'exercice normal du droit de survol. Les mesures établissant des zones aériennes fermées aux appareils militaires étrangers ne prennent effet que si elles sont notifiées aux institutions internationales compétentes et sont dûment publiées.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 50, la disposition du paragraphe précédent ne porte pas atteinte à l'exercice du droit de survol au-dessus de détroits qui sont ou peuvent être utilisés pour la navigation aérienne.

2. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive (par.4) : 18

4. Le passage normal des navires ou des avions de n'importe quel pays sur les eaux de la zone économique ou dans l'espace aérien situé au-dessus de cette zone ne doit pas être entravé. La pose de câbles et de pipe-lines dans le fond de la zone économique doit suivre le tracé approuvé par l'Etat riverain.

- 43) Chine :
document de travail

- 44) Etats-Unis
d'Amérique : **zone**
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers

Article 3, paragraphes 2 et 2b) et article 4 :

Article 3, paragraphes 2 et 2 b) :

2. Les Etats veillent au respect des normes internationales existantes ou énoncées par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime en consultation avec l'Autorité : ...

b) concernant la navigation en dehors des zones de sécurité, mais au voisinage des installations d'avant-côte.

Article 4 :

Article 4*

Aucune disposition du présent chapitre n'affectera les droits de liberté de navigation et de survol ni les droits d'exercer des activités étrangères à l'exploration ou à l'exploitation des ressources du fond des mers et conformes aux principes généraux du droit international, sauf disposition contraire expressément spécifiée dans la présente Convention.

* / On a supposé qu'au nombre des articles de caractère général de la Convention sur le droit de la mer figurera un article analogue à l'article 4, applicable à toutes les zones situées au delà de la mer territoriale. La présence d'un tel article rendrait inutiles un certain nombre d'articles ayant le même objet, à la fois, dans le présent chapitre et dans d'autres chapitres de la Convention.

Titre abrégé

Dispositions

- 45) Australie et Norvège : **zone** économique et délimitation
- I. Zone économique, par. D :
- D. Dans la (zone économique - mer patrimoniale) les navires et les aéronefs de tous les Etats, qu'ils soient riverains ou non, jouissent de la liberté de navigation et de survol.
- 46) Argentine : **projet** d'articles
- Par. 13 :
13. Dans la zone maritime adjacente à la mer territoriale, les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont droit à la liberté de navigation et de survol, sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter de l'exercice par l'Etat riverain de ses droits en matière d'exploration, de conservation et d'exploitation des ressources, de protection contre la contamination et de recherche scientifique. Sous réserve de ces seules limitations, la pose de câbles et de pipe-lines sous-marins est également libre.
- 18.
- 49) **Quatorze puissances :**
projet d'articles sur la zone économique exclusive
- Article IV
- Les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non, jouiront, dans la zone économique, du droit à la liberté de navigation et de survol et du droit de poser des câbles et des pipe-lines sous-marins sans autres restrictions que celles résultant de l'exercice de ses droits, par l'Etat riverain, dans la région.
- 18
- 50) Ouganda et Zambie : **zone** économique
- Article 4 :
1. Au-delà des limites uniformes de la mer territoriale des Etats riverains, il sera établi des zones économiques ayant pour limite extérieure une ligne dont chaque point sera distant de _____ milles marins au maximum des lignes de base, dénommées zones économiques régionales ou sous-régionales.
- 6.5

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

50) Ouganda et Zambie :
zone économique
(suite)

2. Les pêcheries situées à l'intérieur des zones économiques régionales ou sous-régionales seront réservées à l'utilisation, l'exploration et l'exploitation exclusives de tous les Etats compris dans la région ou sous-région considérée.

6.4; 6.6

3. Les autorités régionales ou sous-régionales compétentes auront le droit exclusif d'explorer les zones économiques régionales ou sous-régionales et d'en exploiter et d'en gérer les ressources non biologiques au nom de tous les Etats de la région ou de la sous-région.

6.4; 6.7.3

4. La réglementation et la surveillance des activités exercées dans ces zones économiques régionales ou sous-régionales incomberont aux commissions régionales ou sous-régionales compétentes.

6.4

5. Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article ne portent pas atteinte aux libertés de navigation, de survol et de pose de câbles et pipe-lines sous-marins mentionnées à l'article _____, qui s'applique aux zones régionales ou sous-régionales.

6.3; 18

6.4 Arrangements régionaux

Titre abrégé

- 8) Yaoundé :
conclusions

Dispositions

- Partie I a) 4) :

La possibilité d'exploiter les ressources biologiques dans la Zone économique devrait être ouverte à tous les Etats africains qu'ils soient sans littoral ou presque, étant entendu que les entreprises de ces Etats souhaitant exploiter ces ressources seront effectivement contrôlées par des capitaux et du personnel africains.

Les droits des Etats sans littoral devront, pour être effectifs, être complétés par le droit de transit.

Ces droits devront être énoncés dans des accords, soit multilatéraux, soit régionaux, soit bilatéraux.

- 28) OUA : déclaration

- Partie D, par. 11 :

15

Pour mettre en valeur et pour gérer les ressources de la région, les Etats africains prendront toutes mesures possibles, en ce qui concerne notamment la coopération en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques, de prévention et de répression de la pollution afin de préserver le milieu marin, créeront les institutions régionales dont le besoin pourra se faire sentir et régleront leurs différends conformément à des arrangements régionaux.

- 36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles

Articles 13 et 14

15

Section VIII - Régimes régionaux et sous-régionaux

Article 13

1. Dans les régions ou sous-régions où certains Etats riverains ne sont pas en mesure, pour des raisons d'ordre géographique ou écologique, d'étendre sur toute la longueur de leurs côtes les limites de leur souveraineté et de leur juridiction jusqu'à des distances identiques à celles adoptées par d'autres Etats riverains de la même région ou sous-région, les premiers bénéficient dans les mers des deuxièmes

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles (suite)

d'un régime préférentiel par rapport aux Etats tiers pour ce qui est de l'exploitation des ressources renouvelables, par voie d'accords régionaux, sous-régionaux ou bilatéraux tenant compte des intérêts des Etats parties.

2. Le régime préférentiel mentionné dans le paragraphe précédent est réservé aux ressortissants des Etats usagers aux fins de la consommation intérieure.

Article 14

Les Etats riverains d'une même région ou sous-région encouragent les modes de coopération et de consultation qui leur paraissent les mieux appropriés dans les domaines juridique, économique, scientifique et technologique se rapportant aux questions relatives à la mer.

... (Dispositions complémentaires sur les accords régionaux et sous-régionaux)

46) Argentine : projet
d'articles

6.6

8. Les Etats d'une même région ou sous-région qui, pour des raisons d'ordre géographique ou économique, ne jugeraient pas opportun d'étendre leurs droits souverains à une zone maritime exclusive adjacente à leur mer territoriale jouiront d'un régime préférentiel en matière de pêche dans les zones maritimes exclusives des autres Etats faisant partie de la région ou de la sous-région, régime qui sera déterminé par voie d'accords bilatéraux réglant de façon équitable leurs intérêts réciproques.

Ce régime sera accordé à la condition que les entreprises des Etats qui désirent exploiter ces ressources soient effectivement contrôlées par des capitaux et des nationaux de l'Etat en cause et que les navires qui opèrent dans la zone battent pavillon dudit Etat.

Titre abrégé

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
projet d'articles
sur la pêche

Dispositions

Articles 5 et 9

ARTICLE 5

Les pays riverains voisins en voie de développement accordent mutuellement à leurs ressortissants respectifs le droit de pêcher dans un secteur déterminé de leurs zones de pêche respectives si cette pratique exprime un usage ancien mutuellement reconnu et que les intérêts dépendent économiquement de l'exploitation des ressources de ce secteur. Les modalités de l'exercice de ce droit sont fixées par voie d'accord entre les Etats intéressés. Ce droit est réservé aux ressortissants de l'Etat intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

ARTICLE 9

Des règlements d'extension régionale peuvent être décrétés en matière d'exploration, d'exploitation, de conservation et de mise en valeur des ressources biologiques de la partie de la mer située au-delà des limites de la zone exclusive de pêche, lorsqu'il s'agit d'espèces dont les migrations sont de faible amplitude et dont la reproduction, la nourriture et la survie dépendent des ressources de la région. Les Etats de la région peuvent arrêter ces règlements par voie d'accord ou de convention, ou prier l'Autorité, désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer, de les formuler pour l'ensemble de la région, sous réserve qu'ils les ratifient.

6.4; 6.6;
8.4

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
49) Quatorze puissances : Zone économique exclusive	Article X Les Etats voisins en voie de développement s'accorderont réciproquement un traitement préférentiel pour l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique respective.	6.4, 6.6.2, 9.4
50) Ouganda et Zambie : zone économique	Article 4 2. Les pêcheries situées à l'intérieur des zones économiques régionales ou sous-régionales seront réservés à l'utilisation, l'exploitation et l'exploitation exclusives de tous les Etats compris dans la région ou sous-région considérée. 3. Les autorités régionales ou sous-régionales compétentes auront le droit exclusif d'explorer les zones économiques régionales ou sous-régionales et d'en exploiter et d'en gérer les ressources non biologiques au nom de tous les Etats de la région ou de la sous-région. 4. La réglementation et la surveillance des activités exercées dans ces zones économiques régionales ou sous-régionales incomberont aux commissions régionales ou sous-régionales compétentes.	6.6 6.7.3

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
68) Zaïre : pêche	<p data-bbox="483 1822 521 2031">ARTICLE 2</p> <p data-bbox="560 442 734 2031">Les Etats sans littoral et les Etats géographiquement désavantagés ont le droit de participer à l'exploitation des ressources vivantes des zones économiques des Etats côtiers voisins, sur un pied d'égalité et sans discrimination.</p>	9.2; 10.3

Les modalités concernant les détails de l'exercice d'un tel droit pourront être déterminées, sur une base bilatérale ou régionale, dans des arrangements appropriés.

Le bénéfice de ce droit sera toutefois réservé aux ressortissants de ces Etats ou à des entreprises sous contrôle réel et effectif desdits Etats et pour leur compte exclusif.

6.5 Limites : critères applicables

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

8) Yaoundé :
conclusions

Partie I a) 5) :

I. a) En ce qui concerne la mer territoriale, la zone contiguë et la haute mer :

9.2

5) La limite de la Zone économique sera fixée en milles nautiques en fonction de considérations régionales tenant dûment compte des ressources de la région ainsi que des droits et des intérêts des Etats sans littoral ou presque, sans préjudice des limites déjà adoptées par certains Etats de la région. 1/

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer patrimoniale, par. 3 :

138

3. La largeur de la mer patrimoniale doit faire l'objet d'un accord international, de préférence de portée universelle. La somme de cette zone et de la mer territoriale, compte tenu des circonstances géographiques, ne doit pas être supérieure au total à 200 milles marins.

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Article 8

La limite extérieure de cette zone ne peut dépasser 200 milles marins, mesurés à partir des lignes de base applicables pour mesurer la mer territoriale.

27) Islande : zone
adjacente à la mer
territoriale

Article unique

Les Etats côtiers peuvent déterminer l'étendue de la juridiction et du contrôle exclusifs qu'ils exercent sur les ressources naturelles de la zone marine adjacente à leur mer territoriale.

6.6.1; 6.7.3

1/ "S'agissant de la recommandation No 5, d'autres participants ont estimé qu'il conviendrait de se référer aux principes généraux du droit international pour la fixation des limites maritimes".

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

Les limites extérieures de cette zone sont raisonnables, eu égard aux considérations locales pertinentes, géographiques, géologiques, écologiques, économiques et autres, et ne sont pas à plus de 200 milles marins de la côte.

Partie C, par. 6 :

Les Etats africains reconnaissent le droit de tous les Etats riverains d'établir au-delà de leur mer territoriale une zone économique exclusive qui ne s'étendra pas au-delà de 200 milles marins, mesurés à partir des lignes de base servant à délimiter leur mer territoriale.

34) Brésil :
projet d'articles

Article B

2.3.2; 3.1

Dans les limites fixées par l'article A, tout Etat a le droit d'établir d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées dans la zone de mer adjacente à ses côtes.

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain

Chapitre II : Dispositions générales

Article 2 :

1. La juridiction d'un Etat s'étend à une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, désignée sous le nom d'espace marin national.

3.2

2. Cette juridiction s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international.

3. La juridiction de l'Etat riverain s'étend à l'espace aérien situé au-dessus de l'espace marin national 1/.

1/ Cet article correspond, avec quelques modifications, à l'article premier et à l'article 2 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Chapitre III : Lignes de base

Article 3 :

1. La ligne de base normale servant à mesurer la largeur de l'espace marin national est la laisse de basse mer longeant la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'Etat riverain et déposées auprès des Institutions internationales de l'espace marin 1/.
2. Les Institutions internationales de l'espace marin doivent donner une large publicité aux cartes marines déposées auprès d'elles.

Article 4

1. Dans les régions où la ligne côtière présente de profondes échantures, ou s'il existe des îles ou îlots à proximité immédiate de la côte, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés du domaine terrestre séparés par une distance maximum de 24 millés marins peut être adoptée pour le tracé des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de l'espace marin national 2/.
 2. Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable de la direction générale de la côte et les étendues situées en deça d. ces lignes doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures 3/.
-
- 1/ Article 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale, légèrement modifié.
- 2/ Ce libellé donne plus de précision à l'article 4, paragraphe 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.
- 3/ Article 4, paragraphe 2, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

3. Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences 1/.
4. Les lignes de base ne sont pas tirées à partir d'îles artificielles ou d'installations fixes ou flottantes au large du rivage, de quelque nature qu'elles soient, reliées ou non au fond de la mer.
5. Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat de manière à couper de l'espace marin international l'espace marin national d'un autre Etat 2/.
6. L'Etat riverain doit indiquer clairement les lignes de base droites sur des cartes marines à grande échelle qui doivent être déposées auprès des Institutions internationales de l'espace marin 3/.
7. Les Institutions internationales de l'espace marin doivent donner la publicité qui convient aux cartes marines ainsi déposées. Les organes compétents des Institutions peuvent contester dans un délai de deux ans à compter de la date de dépôt des cartes marines le tracé des lignes de base adopté par l'Etat riverain qui n'apparaîtrait pas conforme aux dispositions des présents articles : en cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, la question est soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

1/ Article 4, paragraphe 3, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2/ Voir article 4, paragraphe 5, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3/ Voir article 4, paragraphe 6, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37)

Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 5

1. Les eaux situées du côté de la ligne de base de l'espace marin national qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures d'un Etat 1/.

2. Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 4 ou conforme à la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale a, ou a eu, pour effet d'englober comme eaux intérieures des eaux qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage défini dans la présente Convention s'applique à ces eaux 2/.

Article 6

1. Si la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces deux laisses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures 3/.

2. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles marins, une ligne de base droite de 24 milles marins peut être tracée à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur 4/.

1/ Article 5, paragraphe 1, de la Convention sur la mer territoriale.

2/ Voir les dispositions analogues de l'article 5, paragraphe 2, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3/ Article 7, paragraphe 4, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

4/ Article 7, paragraphe 5, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

3. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites historiques, ni dans les cas où le système des lignes de base droites prévu par l'article 4 est appliqué 1/.
4. Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Parties contractantes devront déposer auprès des Institutions internationales de l'espace marin une liste des baies historiques soumises à leur juridiction. Dans un délai de deux ans à compter du dépôt des listes, les organes compétents des Institutions pourront contester le contenu des listes déposées auprès d'elles. En cas de désaccord persistant entre les Institutions et les Etats intéressés, la question sera soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties 2/.

Article 7

1. Aux fins de délimitation de l'espace marin national, les installations permanentes faisant partie intégrante d'un système portuaire côtier qui s'avancent le plus vers le large et qui sont découvertes à marée haute sont considérées comme faisant partie de la côte 3/.
2. Les installations portuaires flottantes qui se déplacent ou peuvent être déplacées ne sont pas considérées comme faisant partie intégrante d'un système portuaire côtier.
-
- 1/ Article 7, paragraphe 6, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.
- 2/ Cette disposition est nécessaire pour éviter les conflits et donner un caractère de certitude à la reconnaissance internationale des droits revendiqués par les Etats sur les baies historiques.
- 3/ Voir article 8 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 8

Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites de la marée basse sur les rives 1/.

Chapitre IV : Limites de l'espace marin national

Article 9

Un Etat ne peut revendiquer de juridiction sur l'espace marin en raison de la souveraineté ou du contrôle qu'il exerce sur : a) des récifs ou des hauts-fonds découvrants, que des phares ou autres installations y aient été ou non construits; b) des îlots; c) des îles artificielles, de quelque dimension qu'elles soient; d) des installations fixes ou flottantes, de quelque nature qu'elles soient, reliées ou non au fond de la mer; e) des installations ou ouvrages sous-marins, de quelque nature qu'ils soient.

Article 10 .

1. Lorsque des récifs, des hauts-fonds découvrants ou des îlots sont situés à l'extérieur de l'espace marin national tel qu'il est défini à l'article 11, il peut être établi autour desdits récifs, hauts-fonds découvrants ou îlots des zones de sécurité d'une largeur n'excédant pas 12 milles marins.

1/ Article 13 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Voir aussi

Titre abrégé

- 37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

2. Lorsque des récifs, des hauts-fonds découvrants ou des îlots sont situés à l'intérieur de l'espace marin national d'un Etat autre que l'Etat qui exerce sur eux sa souveraineté ou son contrôle, la largeur des zones de sécurité et la réglementation applicable dans ces zones sont déterminées par voie d'accord entre les Etats intéressés. En cas de désaccord entre ces Etats, la question est soumise à l'arbitrage ou à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.
3. Lorsque les récifs, hauts-fonds découvrants ou îlots ne sont situés dans l'espace marin national d'aucun Etat, la largeur des zones de sécurité et la réglementation applicable dans ces zones sont déterminées par voie d'accord entre l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle et les Institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord entre les Institutions et l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle, la question est soumise à l'arbitrage ou à la Cour internationale maritime, dont la décision lie les parties.
4. Les Institutions internationales de l'espace marin doivent tenir particulièrement compte des intérêts de l'Etat qui exerce sa souveraineté ou son contrôle sur les récifs, îlots ou hauts-fonds découvrants dans toutes les matières relatives aux utilisations de l'espace marin, y compris l'exploitation des ressources naturelles, à l'intérieur des zones de sécurité mentionnées au paragraphe qui précède.
5. L'Etat qui exerce sa souveraineté ou son contrôle sur des récifs, de hauts-fonds découvrants ou des îlots est tenu d'y édifier et d'y entretenir des phares ou d'autres installations destinées à réduire les dangers de la navigation.

Article 11

1. La juridiction d'un Etat peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente à ses côtes dont la largeur est de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base tracées conformément aux dispositions du chapitre III de la présente Convention.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

16, 19

2. La juridiction d'un Etat insulaire ou d'un Etat formé par un archipel peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île ou des îles principales dont la largeur est de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base tracées conformément aux dispositions du chapitre III de la présente Convention. L'île ou les îles principales d'un Etat formé par un archipel sont désignées par l'Etat intéressé, qui doit en informer les Institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord sur la désignation de l'île ou des îles principales, toute Partie contractante peut soumettre la question à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

19

3. Dans le cas d'îles ayant une superficie inférieure à dix kilomètres carrés, la juridiction de l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle ne peut s'étendre qu'à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île dont la largeur n'excède pas 12 milles marins mesurés à partir de la ligne de base applicable.

Article 16

La limite extérieure de l'espace marin national est constituée par une ligne dont chaque point est à une distance égale à la largeur de l'espace marin national du point le plus proche de la ligne de base 1/.

Article 17

1. Les Parties contractantes conviennent de renoncer, moyennant une compensation équitable et appropriée, à revendiquer toute juridiction sur le fond de la mer ou les eaux situées au-delà des limites indiquées par les présents articles.

1/ Article 6 de la Convention sur la mer territoriale.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

DispositionsVoir aussi

2. La compensation mentionnée au paragraphe qui précède est fixée par les Institutions internationales de l'espace marin compte tenu de tous les facteurs pertinents, y compris les ressources connues des zones d'espace marin auxquelles il est renoncé et des possibilités pratiques d'exploitation. Si la Partie contractante intéressée estime que la compensation offerte par les Institutions internationales de l'espace marin est inadéquate, la question est soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.
3. Aucune compensation ne peut être offerte par les Institutions internationales de l'espace marin dans le cas où il est renoncé à revendiquer une juridiction sur des zones d'espace marin adjacentes à
 - a) des récifs ou des hauts-fonds découvrants; b) des îles artificielles;
 - c) des installations fixes ou flottantes de quelque nature qu'elles soient; d) des installations ou ouvrages sous-marins de quelque nature qu'ils soient; e) des îlots situés dans l'espace marin national d'un Etat autre que l'Etat qui exerce sur eux sa souveraineté ou son contrôle.

Article 18

L'espace marin non compris dans les limites indiquées par les articles qui précèdent fait partie de l'espace marin international, dont aucune partie n'est soumise à une juridiction nationale, à quelque fin que ce soit.

43) Chine :
document de travail

2. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive

1. L'Etat riverain peut, compte tenu de ses conditions géographiques et géologiques, de l'état de ses ressources naturelles ainsi que de ses besoins pour le développement de l'économie nationale, délimiter de façon rationnelle une zone économique exclusive (dénommée ci-après zone économique) dans l'espace marin qui est situé en dehors de la mer territoriale et contigu à cette mer.

La limite extérieure de la zone économique ne s'étendra pas au-delà de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base servant à délimiter la mer territoriale de l'Etat riverain.

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

44) Etats-Unis :
zone côtière
d'intérêt économique

2. La zone côtière d'intérêt économique du fond des mers est la zone du fond des mers qui est située :

- a) vers la mer, au-delà de _____ ; et
- b) vers la terre, au-delà d'une limite extérieure de _____ .

45) Australie, Norvège :
zone économique et
sa délimitation

1. Zone économique

C. L'Etat riverain a le droit de déterminer la limite extérieure de la (zone économique - mer patrimoniale) jusqu'à une distance maximale de 200 milles marins comptée à partir des lignes de base applicables pour mesurer la mer territoriale. Toutefois, lorsque son plateau continental, c'est-à-dire la prolongation naturelle de sa masse continentale, s'étend au-delà de la (zone économique - mer patrimoniale), l'Etat riverain peut conserver les droits souverains qu'il avait sur cette partie du fond de la mer et de son sous-sol en vertu du droit international avant l'entrée en vigueur de la présente convention : ces droits ne s'étendent pas au-delà du rebord externe de la marge continentale.

2. Délimitation

6.7.3

C. Aucun Etat ne peut se prévaloir de la présente Convention pour revendiquer ou exercer des droits sur les ressources naturelles de toute zone du fond de la mer et de son sous-sol sur laquelle un autre Etat avait des droits souverains en vertu du droit international, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente convention, aux fins d'explorer ladite zone ou d'en exploiter les ressources naturelles.

46) Argentine :
projet d'articles

6.1

4. L'Etat riverain a des droits souverains sur une zone de mer adjacente à sa mer territoriale jusqu'à une distance de 200 milles marins mesurés à partir de la ligne de base depuis laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale ou jusqu'à une distance plus grande coïncidant avec la limite de la mer épicontinentale.

Aux fins du présent article et de ceux qui suivent, on entend par "mer épicontinentale" la colonne d'eau qui recouvre le lit et le sous-sol marins situés à une profondeur moyenne de 200 mètres.

L'étendue des droits visés est déterminée par les articles qui suivent.

Titre abrégéDispositionsVoir aussi46) Argentine :
projet d'articles
(suite)

5. Il appartient à chaque Etat riverain de fixer la largeur de la zone adjacente à sa mer territoriale, jusqu'à la distance maximum indiquée à l'article 4, eu égard à des critères qui tiennent compte des facteurs régionaux d'ordre géographique, géologique, écologique, économique et social en jeu, ainsi que des intérêts concernant la préservation du milieu marin.

6. La délimitation de cette zone entre deux ou plusieurs Etats doit se faire en conformité des principes du droit international.

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal,
Sri Lanka : pêcheArticle 2

6.6.1

La zone exclusive de pêche ne peut s'étendre à plus de milles marins 1/ au-delà de la ligne de base à partir de laquelle la largeur de la mer territoriale est mesurée.

49) Quatorze puissances : Article premier
zone exclusive

Tous les Etats ont le droit de fixer les limites de leur juridiction sur les secteurs maritimes adjacents à leurs côtes au-delà d'une mer territoriale de milles, conformément aux critères qui prennent en considération leur situation géographique, géologique, biologique, écologique et économique et les besoins de leur sécurité nationale.

Article III

9.2; 10,3

Les limites de la zone économique seront fixées en milles marins conformément aux critères de chaque région qui prennent en considération les ressources de la région et les droits et intérêts des Etats en voie de développement sans littoral, presque sans littoral, à plateau continental enclavé (shelf-locked) ou à plateau continental étroit, et sans préjudice des limites adoptées par tout Etat dans la région. La zone économique ne dépassera en aucun cas 200 milles marins, mesurée à partir des lignes de base qui servent à déterminer la mer territoriale.

1/ Le chiffre qui sera porté dans cet article correspondra au .
chiffre retenu pour délimiter la zone économique exclusive.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

50) Ouganda, Zambie :
zone économique

Article 4

1. Au-delà des limites uniformes de la mer territoriale des Etats riverains, il sera établi des zones économiques ayant pour limite extérieure une ligne dont chaque point sera distant de _____ milles marins au maximum des lignes de base, dénommées zones économiques régionales ou sous-régionales.

54) Royaume-Uni :
Etats archipels

Paragraphe 4 - Voir texte en 16, à 54).

2.3.1; 5.2; 16

61) Pakistan : mer
territoriale et
zone économique

Tout Etat riverain a également le droit d'établir sa zone économique exclusive dans des limites n'excédant pas 200 milles marins, calculés à partir des lignes de base utilisées pour la détermination des limites de la mer territoriale.

2.3.2

6.6 Pêcheries

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Chapitre XII : Ressources biologiques de l'espace marin national

6.6.3

Texte des articles 81 à 90 reproduit sous 6.6.3 : Gestion
et conservation/

46) Argentine :
projet d'articles

3. Les Etats d'une même région ou sous-région qui, pour des raisons d'ordre géographique ou économique, ne jugeraient pas opportun d'étendre leurs droits souverains exclusifs à une zone maritime adjacente à leur mer territoriale jouiront d'un régime préférentiel en matière de pêche dans les zones maritimes exclusives des autres Etats faisant partie de la région ou de la sous-région, régime qui sera déterminé par voie d'accords bilatéraux réglant de façon équitable leurs intérêts réciproques.

- 151 -

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka : pêche

Ce régime sera accordé à la condition que les entreprises des Etats qui désirent exploiter ces ressources soient effectivement contrôlées par des capitaux et des nationaux de l'Etat en cause et que les navires qui opèrent dans la zone battent pavillon dudit Etat.

Article 9

6.4; 8.4

Des règlements d'extension régionale peuvent être décrétés en matière d'exploration, d'exploitation, de conservation et de mise en valeur des ressources biologiques de la partie de la mer située au-delà des limites de la zone exclusive de pêche, lorsqu'il s'agit d'espèces dont les migrations sont de faible amplitude et dont la reproduction, la nourriture et la survie dépendent des ressources de la région. Les Etats de la région peuvent arrêter ces règlements par voie d'accord ou de convention, ou prier l'Autorité, désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer, de les formuler pour l'ensemble de la région, sous réserve qu'ils les ratifient.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka : pêche
(suite)

L'exploration, l'exploitation, la conservation et la mise en valeur
des espèces de grands migrants au-delà des limites de la zone exclusive
de pêche sont soumises aux règlements arrêtés par l'Autorité désignée à
cet effet par la Conférence sur le droit de la mer.

63) Equateur, Panama :
et Pérou :
pêcheries

Première partie - Articles A, B, C, D, E et F - Voir le texte en 2.1, 2.1; 7.3
à 63).

6.6.1 Zone exclusive de pêche

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

4) Etats-Unis : mer
territoriale,
détroits et
pêcheries

Article premier :

1. ...
2. Dans les cas où la largeur de la mer territoriale d'un Etat est inférieure à 12 milles marins, cet Etat peut établir une zone de pêche contiguë à sa mer territoriale à condition, toutefois, que la largeur totale de la mer territoriale et de la zone de pêche n'excède pas 12 milles marins. Cet Etat peut, à l'intérieur de cette zone, exercer pour ce qui est de la pêche les mêmes droits que dans sa mer territoriale.

14) Australie et
Nouvelle-Zélande :
pêcheries

Paries I à XV :

6.6.3

I. L'Etat riverain aura juridiction exclusive, conformément aux Principes énoncés ci-dessous, sur les ressources biologiques de la mer dans les limites d'une zone suffisamment vaste de la haute mer adjacente à sa mer territoriale.

II. Il appartiendra à l'Etat riverain de gérer et d'utiliser efficacement des ressources biologiques vivant dans la zone soumise à sa juridiction exclusive, et en particulier :

- a) De conserver les peuplements à un niveau capable d'assurer le rendement le plus élevé qu'il soit, possible de soutenir;
- b) D'utiliser rationnellement les ressources et de promouvoir la stabilité économique, tout en maintenant une production alimentaire aussi élevée que possible;
- c) Lorsque les ressources en question sont indispensables à la consommation humaine directe dans l'Etat riverain, attribuer la priorité la plus élevée possible à la production de poisson destiné à la consommation humaine directe.

Titre abrégé

14) Australie et
Nouvelles-Zélande :
pêcheries (suite)

Dispositions

Voir aussi

- III. L'Etat riverain pourra prendre certaines mesures, et en particulier :
- a) Rendre obligatoire, pour les navires et les engins de pêche qui opèrent dans la zone, la possession d'un permis délivré par lui;
 - b) Limiter le nombre des navires et des engins qui pourront être utilisés;
 - c) Spécifier le type d'engins qui pourra être utilisé;
 - d) Fixer la période pendant laquelle la capture de poissons appartenant à une espèce ou une catégorie donnée sera autorisée;
 - e) Fixer les dimensions des poissons qui pourront être pris;
 - f) Spécifier les méthodes de pêche qui pourront être utilisées dans une zone spécifiée, ou en vue de capturer une espèce ou une catégorie de poissons spécifiés, et interdire l'utilisation de toute autre méthode.
- IV. Dans l'exercice de sa juridiction exclusive, l'Etat riverain pourra déterminer le volume maximal des prises de toute espèce, et se réserver la proportion de ces prises qu'il sera en mesure de capturer, et qui pourra en atteindre la totalité.
- V. Lorsque l'Etat riverain n'est pas en mesure de capturer la totalité des prises admissibles d'une espèce, telles qu'elles auront été déterminées en vertu des présents Principes, il autorise l'entrée de navires de pêche étrangers de manière à maintenir au niveau le plus élevé possible l'approvisionnement en aliments.
L'accès de ces navires aux lieux de pêche sera autorisé à concurrence du volume maximal des prises autorisées et dans des conditions équitables; il ne sera pas subordonné à des conditions déraisonnables, et il ne sera fait aucune discrimination entre les ressortissants d'autres Etats, sous réserve des dispositions que pourraient prévoir des accords transitoires approchant de leur terme et conclus conformément aux présents Principes.

- VI. Les mesures adoptées par l'Etat riverain devront tenir compte de la pêche de subsistance traditionnelle dans telle ou telle partie de la zone de pêche.

Titre abrégé

14) Australie et
Nouvelle-Zélande :
pêcheries (suite)

Dispositions

Voir aussi

VII. Si l'Etat riverain se propose de s'attribuer la totalité de la prise permise d'une espèce conformément aux présents Principes, il doit entrer en consultation avec tout autre Etat qui demande de telles consultations et qui est en mesure de démontrer que ses navires procèdent à la pêche dans la zone de ressources halieutiques dans une mesure importante depuis au moins 10 ans, en vue :

- a) D'analyser les statistiques de prise et d'activité de l'autre Etat afin de déterminer le volume des opérations de pêche effectuées dans la zone par l'autre Etat;
- b) De négocier des accords spéciaux avec l'autre Etat, en vertu desquels les navires de ce dernier seraient "graduellement éliminés" de la pêche eu égard au développement de la capacité de pêche de l'Etat riverain;
- c) Dans le cas où l'accord ne se ferait pas par voie de consultation, il y aura une période d'"élimination graduelle" de 5 ans.

VIII. L'Etat riverain, dans l'exercice de sa juridiction sur les ressources de la zone, aura le pouvoir d'aborder, de saisir et de détenir des bateaux de pêche. Toute violation de l'une des clauses d'un permis, d'une loi ou d'un règlement s'appliquant à la zone conformément aux présents principes relèvera de la compétence des tribunaux de l'Etat riverain intéressé.

IX. En ce qui concerne les espèces pélagiques de poisson qui sont exploitées dans les limites de la zone, l'Etat riverain participera à l'élaboration et à l'application d'accords internationaux relatifs à la gestion de ces espèces.

Titre abrégé

14.) Australie et
Nouvelle Zélande :
pêcheries (suite)

Dispositions

Voir aussi

X. Il incombe à l'Etat riverain d'effectuer des recherches sur les ressources situées à l'intérieur de la zone pour pouvoir satisfaire à l'obligation d'assurer une gestion convenable et une utilisation rationnelle de ces ressources. Il publiera les résultats de ces recherches dans un délai raisonnable. D'autres Etats opérant à l'intérieur de la zone aideront à l'exécution des programmes de recherche et fourniront des données complètes sur les prises, les activités et les ressources biologiques à des intervalles de temps raisonnables, selon les besoins.

XI. Il est reconnu qu'une espèce anadrome est une espèce au sujet de laquelle l'Etat riverain intéressé exerce des responsabilités lourdes et exceptionnelles. Partant, ledit Etat riverain aura le droit exclusif de gérer les peuplements d'espèces anadromes qui se reproduisent dans ses eaux nationales.

XII. Lorsqu'un Etat prétend :

- a) Que les ressources biologiques de la zone sont notablement sous-exploitées;
- b) Ou que l'Etat riverain intéressé s'écarte substantiellement des principes de conservation générale admis;

il peut prier l'Etat riverain de revoir les mesures prises par lui. L'Etat auteur de l'allégation peut demander qu'il soit déféré à un groupe consultatif d'experts qui serait habilité à faire connaître ses conclusions aux Etats intéressés et, si ce groupe le juge souhaitable, à faire des recommandations en vue de résoudre la controverse.

Titre abrégé

14) Australie et
Nouvelle-Zélande :
pêche (suite)

Dispositions

Voir aussi

XIII. Des organisations internationales, y compris éventuellement des commissions internationales des pêches, seront créées pour assurer la gestion des espèces pélagiques et, s'il y a lieu, des espèces bathypélagiques et d'autres espèces qui habitent dans les eaux situées au-delà des limites de la juridiction nationale des ressources halieutiques. Tous les Etats auront également le droit de faire partie de telles organisations.

XIV. [Le rôle d'organismes internationaux]

(Observation : Comme il est indiqué dans le document de travail canadien, la notion de responsabilité de l'Etat riverain n'empêche pas les commissions internationales de pêche de jouer un rôle. Ces commissions pourraient avoir un caractère mondial ou régional. Elles pourraient jouer un rôle consultatif important auprès de l'Etat riverain pour l'exercice de ses responsabilités.)

XV. Il incombera à l'Etat riverain de faire en sorte que les activités de pêche ayant lieu dans la zone de pêche soient exercées compte dûment tenu des autres activités exercées dans l'environnement marin. Les autres activités seront exercées compte dûment tenu des opérations de pêche exercées dans la zone.

16) Moscou : déclaration

Par. 1 :

La coopération de tous les Etats intéressés en vue de l'étude et de la réglementation de l'exploitation des ressources biologiques marines représente une condition nécessaire de leur utilisation rationnelle et de l'accroissement de la productivité de la pêche dans les mers et les océans. Cette tâche risquerait toutefois de devenir irréalisable dans le cas où une proportion notable des zones biologiquement interdépendantes de la haute mer serait partagée entre les Etats par suite de la création, par des Etats riverains, de zones spéciales de grande largeur (plus de 12 milles par exemple), dans lesquelles ces Etats bénéficieraient de droits exclusifs sur les bancs de poissons en migration permanente.

8.4

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

27) Colombie, Mexique et
Venezuela : projet
d'articles

Article 11 :

1. L'exploration et l'exploitation des ressources, renouvelables ou non renouvelables, de cette zone, ainsi que d'autres activités connexes, sont soumises à la juridiction et au contrôle de l'Etat riverain.

6.1; 6.7.3

2. Dans l'exercice de ces compétences, l'Etat riverain prend les mesures appropriées pour faire en sorte que ces activités soient menées à bien compte dûment tenu des autres utilisations légitimes de la mer par les autres Etats.

6.8.1

43) Chine : document
de travail

9. Les dispositions susmentionnées relatives à la zone économique exclusive s'appliquent aussi à la zone de pêche que l'Etat riverain a délimitée de façon rationnelle au-delà de la mer territoriale; cependant, les ressources de la zone de pêche exclusive se limitent aux ressources biologiques se trouvant dans les eaux de ladite zone.

Les dispositions susmentionnées" dont il est question au paragraphe 9 sont celles des par. 1 à 8 de l'article 2 (Zone économique exclusive ou Zone de pêche exclusive); voir A/C.138/SC.II/L.34/

46) Argentine :
projet d'articles

7. L'Etat riverain a des droits souverains sur les ressources naturelles (vivantes et non vivantes) renouvelables et non renouvelables, qui se trouvent dans ladite zone.

6.1; 6.7.3

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
pêche

ARTICLE PREMIER

Tout Etat riverain a le droit de fixer une zone exclusive de pêche au-delà de sa mer territoriale. Il exerce des droits souverains aux fins de l'exploration, de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des ressources biologiques, y compris les ressources halieutiques de cette zone et adopte de temps à autre les mesures qu'il juge nécessaires et appropriées à cette fin. Les ressources biologiques s'entendent de la flore et de la faune; elles peuvent être situées à la surface de l'eau, dans l'espace marin sous-jacent, sur le fond de la mer ou dans son sous-sol.

Titre abrégé

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
pêche (suite)

Dispositions

ARTICLE 2

La zone exclusive de pêche ne peut s'étendre à plus de ... milles marins 1/ au-delà de la ligne de base à partir de laquelle la largeur de la mer territoriale est mesurée.

6.5

ARTICLE 3

L'Etat riverain notifie à l'autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer les limites de la zone exclusive de pêche, qui seront définies soit par des coordonnées géographiques soit par toute autre méthode internationalement agréée et seront indiquées sur des cartes à grande échelle officiellement reconnues par ledit Etat.

6.1

ARTICLE 4

L'Etat riverain peut autoriser des ressortissants d'autres Etats à pêcher dans sa zone exclusive de pêche sous réserve des conditions et règlements qu'il peut fixer de temps à autre. L'Etat riverain peut notamment :

- a) délivrer une licence aux bateaux de pêche et à leurs engins moyennant le paiement de droits et autres formes de rétribution;
- b) limiter le nombre de bateaux et le nombre d'engins qui peuvent être utilisés;

1/ Le chiffre qui sera porté dans cet article correspondra au chiffre retenu pour délimiter la zone économique exclusive.

Titre abrégé

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
pêche (suite)

Dispositions

- c) spécifier les types d'engins autorisés;
- d) fixer les périodes pendant lesquelles les espèces indiquées peuvent être pêchées;
- e) fixer l'âge et la taille des poissons qui peuvent être pêchés;
- f) fixer le volume maximal des prises, soit par espèces, soit par bateau pendant une certaine période, soit pour l'ensemble des ressortissants d'un Etat pendant une période donnée.

ARTICLE 5

6.4; 6.6.3

Les pays riverains voisins en voie de développement accordent mutuellement à leurs ressortissants respectifs le droit de pêcher dans un secteur déterminé de leurs zones de pêche respectives si cette pratique exprime un usage ancien mutuellement reconnu et que les intéressés dépendent économiquement de l'exploitation des ressources de ce secteur. Les modalités de l'exercice de ce droit sont fixées par voie d'accord entre les Etats intéressés. Ce droit est réservé aux ressortissants de l'Etat intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

ARTICLE 6

6.6.3; 9.4

Les ressortissants d'un pays en voie de développement sans littoral jouissent du privilège de pêcher dans le secteur avoisinant la zone exclusive de pêche de l'Etat riverain limitrophe dans des conditions d'égalité avec les ressortissants de cet Etat. Les modalités de l'exercice de ce privilège, ainsi que le secteur auquel il s'applique, sont fixés par voie d'accord entre l'Etat riverain et l'Etat sans littoral intéressés. Ce privilège est réservé aux ressortissants de l'Etat sans littoral intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en

Titre abrégé

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
pêche (suite)

Dispositions

association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

ARTICLE 7

Aucun Etat qui exerce une domination ou une autorité étrangère sur un territoire n'est habilité à fixer une zone exclusive de pêche ni à jouir, en ce qui concerne ce territoire, d'aucun autre droit ou privilège mentionné dans les présents articles.

ARTICLE 11

(Espèces anadromes)

ARTICLE 12

Toutes les activités de pêche dans la zone exclusive de pêche et au-delà de cette zone sont exercées en tenant dûment compte des intérêts que les autres Etats ont à participer aux usages légitimes de la mer. Dans l'exercice de leurs droits, les autres Etats s'abstiennent de gêner les activités de pêche dans la zone exclusive de pêche.

ARTICLE 13

Toutes les activités de pêche dans la zone exclusive de pêche relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain intéressé. Tout litige ou différend concernant les limites de la zone, ou l'interprétation ou la validité des conditions ou règlements dont il est fait mention à l'article 5, ou l'interprétation et l'application des présents articles, sera réglé par les institutions compétentes de l'Etat riverain intéressé.

2.1

Titre abrégé

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
pêche (suite)

49) Projet des quatorze
Puissances : zone
économique exclusive

Dispositions

Tout litige ou différend concernant les activités de pêche en dehors de la zone exclusive de pêche sera renvoyé à l'autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer.

ARTICLE II

Conformément à l'article qui précède, tous les États ont le droit d'établir au-delà de la mer territoriale, dans l'intérêt essentiel de leurs populations et de leurs économies respectives, une zone économique dans laquelle ils exerceront des droits de souveraineté sur les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, aux fins d'exploration et d'exploitation. A l'intérieur de cette zone, ils seront exclusivement compétents pour contrôler, réglementer, exploiter et préserver les ressources tant biologiques que non biologiques de la zone et pour empêcher et combattre la pollution.

6.1; 6.6.1;
6.7; 6.7.3;
6.8

Les droits exercés sur la zone économique sont exclusifs et aucun autre État ne peut explorer ni exploiter les ressources qui s'y trouvent si ce n'est avec l'autorisation de l'État riverain et aux conditions qui pourraient être fixées conformément aux lois et règlements dudit État.

L'État riverain exercera sa juridiction sur sa zone économique et les États tiers ou leurs ressortissants seront responsables de tous dommages résultant des activités exercées par eux dans la zone.

50) Ouganda et Zambie :
zone économique

ARTICLE 4

2. Les pêcheries situées à l'intérieur des zones économiques régionales ou sous-régionales seront réservées à l'utilisation, l'exploration et l'exploitation exclusives de tous les États compris dans la région ou sous-région considérée.

Voir aussi

6.6.2 Droits préférentiels des Etats riverains

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

11) Canada : **ressources**
biologiques

Partie III

III. INTERET SPECIAL DE L'ETAT RIVERAIN

6.6.3; 7.3

L'Etat riverain a un intérêt spécial et une responsabilité spéciale en ce qui concerne la conservation des ressources biologiques de la mer adjacente à ses côtes et doit jouir de l'autorité nécessaire pour gérer ces ressources d'une manière compatible avec son intérêt spécial et sa responsabilité spéciale, ainsi que de droits préférentiels pour l'exploitation de ces ressources.

16) Moscou :
déclaration

Paragraphe 5

5. Compte tenu de la différence qui existe entre les possibilités économiques et techniques des Etats en voie de développement, riverains ou autres, d'une part, et celles des pays qui organisent des expéditions de pêche lointaine dans les mêmes régions qu'eux, d'autre part, il conviendrait d'accorder aux pays en voie de développement certains droits préférentiels qui leur donneraient la possibilité de développer leur industrie nationale de la pêche et de combler leur retard sur le plan technique.

7.3; 7.5

49) Projet des
quatorze

puissances :
zone économique
exclusive

Article X :

Les Etats voisins en voie de développement s'accorderont réciproquement un traitement préférentiel pour l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique respective.

6.4; 9.4

Voir aussi

7.3; 9.4

Dispositions

Article premier

Les Etats voisins en voie de développement (EVD) s'accorderont réciproquement un traitement préférentiel dans leurs zones économiques respectives en ce qui concerne l'exploitation des ressources vivantes. Les modalités de l'exercice de tels droits seront réglées par voie d'arrangements entre les Etats concernés.

Le bénéfice du traitement préférentiel prévu à l'alinéa 1 sera toutefois réservé aux ressortissants de ces Etats ou à des entreprises sous contrôle réel et effectif desdits Etats.

La conservation et la gestion des ressources de la zone économique tout entière relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain.

Titre abrégé

68) Zaïre : pêche

6.6.3 Gestion et conservation

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

14) Australie et
Nouvelle-Zélande :
pêche

Parties I-XV

Texte reproduit à la partie 6.6.1 sous 14)

36) Equateur, Panama
et Pérou : projet
d'articles

Article 8 La prospection, la protection, la conservation et l'exploitation des ressources renouvelables de la mer adjacente sont également réglementées par l'Etat riverain et par les accords qu'il pourrait conclure en la matière, compte tenu, le cas échéant, de la coopération avec d'autres Etats et des recommandations formulées par les organismes techniques internationaux.

... (Dispositions complémentaires sur les ressources naturelles)

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Chapitre XII : Ressources biologiques de l'espace marin national

Article 81 1. L'expression "conservation des ressources biologiques" s'entend de l'ensemble des mesures rendant possible le rendement optimum constant de ces ressources.

2. Les programmes de conservation doivent être établis en vue d'assurer, en premier lieu, l'approvisionnement en denrées alimentaires pour la consommation humaine.

Article 82 1. Il appartient au premier chef à l'Etat riverain d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes appropriés et efficaces de conservation des ressources biologiques de l'espace marin national. Ces programmes ne doivent pas faire de discrimination entre les pêcheurs nationaux et les pêcheurs étrangers et doivent être fondés sur des données scientifiques appropriées et dignes de foi.

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

2. Les programmes de conservation prévoient :

a) les mesures de gestion biologique qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour maintenir ou accroître le stock de ressources biologiques de l'espace marin national;

b) les mesures de gestion économique qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour maintenir les activités de pêche dans l'espace marin national à un niveau qui assure un rapport net maximum, compte tenu du volume de prises réalisable de façon soutenue;

c) les mesures de réglementation - concernant, notamment, l'octroi de permis, les zones interdites, les périodes interdites, les limitations relatives à la taille et à l'état de ressources biologiques déterminées dont la pêche est autorisée et aux types d'engins de pêche - destinées à assurer l'application efficace des mesures de gestion biologique et économique.

3. L'Etat riverain donne la publicité voulue aux programmes de conservation des ressources biologiques de l'espace marin national et les communique aux Institutions internationales de l'espace marin.

Article 83 1. La communauté internationale ayant un intérêt vital au maintien de la productivité des ressources halieutiques, l'Etat riverain est tenu :

6.6

a) de consulter les autres Etats de la région et les Institutions internationales de l'espace marin avant d'entreprendre ou de permettre que soient entreprises dans l'espace marin national des activités de nature à réduire sensiblement les ressources biologiques de l'espace marin au-delà des limites de sa juridiction;

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

b) de conserver au milieu marin de l'espace marin national un degré de qualité tel qu'il n'ait pas i) d'effets dommageables sur les lieux de frai situés dans les limites de sa juridiction et ii) d'effets délétères importants sur les ressources biologiques de l'espace marin au-delà des limites de sa juridiction;

c) d'élaborer et de mettre en oeuvre en coopération avec les Institutions internationales de l'espace marin, des programmes de conservation des ressources biologiques de son espace marin national, lorsque les recommandations des Institutions sont fondées sur des données scientifiques appropriées et dignes de foi;

d) d'élaborer et de mettre en oeuvre, en coopération avec les Etats riverains de la région, des programmes de conservation des ressources biologiques de l'espace marin national, lorsque l'état connu des ressources halieutiques exige l'application de mesures régionales de conservation.

Article 84 1. Les Institutions internationales de l'espace marin et les personnes ou entités agissant sous leurs auspices peuvent, sous réserve d'en avertir au préalable l'Etat riverain, procéder à des études dans l'espace marin national au-delà de 12 milles marins des côtes aux fins d'obtenir les échantillons biologiques et les renseignements scientifiques concernant les ressources biologiques de l'espace marin qui pourraient être nécessaires pour élaborer des programmes de conservation rationnels et efficaces.

2. Les Institutions internationales de l'espace marin doivent offrir à l'Etat riverain une possibilité raisonnable de désigner des ressortissants pour participer aux études visées dans le paragraphe précédent et, en tout état de cause, lui communiquer la totalité des données recueillies accompagnées d'une interprétation.

6.6

Voir aussi

6.6

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

3. Les Institutions internationales de l'espace marin sont tenues d'aider tout Etat qui le demande à élaborer et à mettre en oeuvre des programmes appropriés et efficaces de conservation des ressources biologiques de son espace marin national.

Article 85 Les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat ou les Etats riverains intéressés établissent en étroite collaboration et mettent en oeuvre par l'intermédiaire d'organes régionaux appropriés des programmes visant à conserver les ressources biologiques de l'espace marin national dont le parcours migratoire s'étend dans l'espace marin international. Les ressources biologiques en question comprennent notamment les espèces anadromes et les mammifères marins.

Article 86 Les différends qui peuvent surgir entre les Etats riverains ou entre les Institutions internationales de l'espace marin et un Etat riverain au sujet des questions visées aux articles 83 et 85 sont soumis à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

Article 87 Chaque Etat prendra les mesures législatives nécessaires pour que toute infraction aux programmes de conservation des ressources biologiques, adoptés par l'Etat riverain ou conjointement par l'Etat riverain et les Institutions internationales de l'espace marin, par les bâtiments arborant son pavillon ou par des personnes soumises à sa juridiction, soit un délit punissable.

Article 88 1. L'Etat riverain peut réserver à ses ressortissants le droit d'exploiter une partie ou la totalité des ressources biologiques de son espace marin national.

Voir aussi

2.1

6.6

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

2. Les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat ou les Etats riverains intéressés élaboreront et mettront en oeuvre en consultation étroite, éventuellement par l'intermédiaire d'organismes régionaux compétents, des programmes non discriminatoires d'exploitation des espèces vivantes de l'espace marin national dont les parcours migratoires s'étendent jusque dans l'espace marin international.

3. Aucune des dispositions des paragraphes qui précèdent ne doit porter atteinte à la pêche traditionnelle de subsistance ou à la capture des poissons qui seront immédiatement consommés par des pêcheurs étrangers dans l'espace marin national : ces activités seront définies et réglementées par des conventions particulières qui feront l'objet de négociations entre les Etats de la région.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, l'Etat riverain est tenu de laisser les pays limitrophes sans littoral accéder librement aux ressources biologiques de son espace marin national à des conditions similaires à celles qui sont applicables à ses propres ressortissants.

Article 89 1. L'Etat riverain est tenu d'exploiter, ou laisser exploiter, les ressources biologiques de son espace marin national, conformément à des programmes de conservation appropriés et efficaces.

6.6

2. L'inobservation des dispositions du paragraphe ci-dessus engage la responsabilité juridique à raison du préjudice causé et peut être portée à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin dans les cas où cette inobservation a pour conséquence de réduire sensiblement les stocks de poissons ou de produire des effets dommageables importants sur les ressources biologiques de l'espace marin situé en dehors des limites de la juridiction de l'Etat riverain.

Dispositions

Titre abrégé

10. La protection et la conservation des ressources renouvelables se trouvant dans la zone sont de même soumises à la réglementation de l'Etat riverain et aux accords qu'il aura conclus à ce sujet, compte tenu, s'il y a lieu, de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.

Article 5 Les pays riverains voisins en voie de développement accordent mutuellement à leurs ressortissants respectifs le droit de pêcher dans un secteur déterminé de leurs zones de pêche respectives si cette pratique exprime un usage ancien mutuellement reconnu et que les intéressés dépendent économiquement de l'exploitation des ressources de ce secteur. Les modalités de l'exercice de ce droit sont fixées par voie d'accord entre les Etats intéressés. Ce droit est réservé aux ressortissants de l'Etat intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

Article 6 Les ressortissants d'un pays en voie de développement sans littoral jouissent du privilège de pêcher dans le secteur avoisinant la zone exclusive de pêche de l'Etat riverain limitrophe dans des conditions d'égalité avec les ressortissants de cet Etat. Les modalités de l'exercice de ce privilège, ainsi que le secteur auquel il s'applique, sont fixés par voie d'accord entre l'Etat riverain et l'Etat sans littoral intéressés. Ce privilège est réservé aux ressortissants de l'Etat sans littoral intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

46) Argentine : projet d'articles

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal et Sri Lanka : pêche

6.4; 6.6.1

6.6.1; 9.4

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

49) Projet des quatorze
puissances : zone
économique exclusive

Article II Conformément à l'article qui précède, tous les Etats ont le droit d'établir, au-delà de la mer territoriale, dans l'intérêt essentiel de leurs populations et de leurs économies respectives, une zone économique dans laquelle ils exerceront des droits de souveraineté sur les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, aux fins d'exploration et d'exploitation. A l'intérieur de cette zone, ils seront exclusivement compétents pour contrôler, réglementer, exploiter et préserver les ressources tant biologiques que non biologiques de la zone et pour empêcher et combattre la pollution.

6.1; 6.6.1; 6.7,
6.7.3; 6.8

Article VII Sans préjudice de la compétence juridictionnelle générale conférée à l'Etat riverain par l'article II ci-dessus, l'Etat peut établir, à l'intérieur de sa zone économique, des règlements spéciaux concernant :

6.1; 6.8; 6.9

- a) l'exploration et l'exploitation exclusives des ressources marines renouvelables;
- b) la protection et la conservation des ressources renouvelables;
- c) la prévention, la répression et la suppression de la pollution du milieu marin;
- d) la recherche scientifique.

63) Equateur, Panama
et Pérou :
pêcheries

Première partie - Article D - Voir texte en 2.1, à 63)

2.1

6.6.4 Protection des pêcheries des Etats riverains
dans les mers fermées et semi-fermées

6.6.5 Régime des îles sous domination et contrôle étrangers
par rapport aux zones de juridiction exclusive de pêche

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

28) OUA : déclaration

Partie C, par. 10

10. Aucune disposition de la présente déclaration ne doit être interprétée comme reconnaissant aux territoires sous domination coloniale, étrangère ou raciste un quelconque droit de se prévaloir des propositions qui précèdent.

68) Zaïre : pêche

Article 4. Aucun Etat exerçant une domination coloniale ou analogue ne peut se prévaloir des dispositions des articles qui précèdent pour agir en lieu et place d'un autre pays situé hors de son territoire national.

6.7 Fond des mers sous juridiction nationale

Titre abrégé

31) Bolivie :
pays sans littoral

Dispositions

Article [14]

Les Etats sans littoral (en voie de développement) et les Etats riverains limitrophes (en voie de développement) assument des obligations et exercent des droits identiques en matière de participation à l'exploitation des ressources biologiques des mers adjacentes de la région, des ressources naturelles de plateau continental et de celles des fonds marins et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de la mer soumise à juridiction (zone économique exclusive).

Voir aussi

5.1; 9.4

6.7.1 Nature et caractéristiques

6.7.2. Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

10) Saint-Domingue :
déclaration

33) Turquie : projet
d'articles, Rev.1

Dispositions

Partie I a), par. 6 :

6) Les limites entre deux ou plusieurs Etats seront fixées en conformité avec la Charte des Nations Unies et celle de l'Organisation de l'unité africaine.

Mer patrimoniale, par. 4 :

4. La délimitation de cette zone entre deux ou plusieurs Etats se fait conformément aux procédures pacifiques prévues dans la Charte des Nations Unies.

1. Lorsque les côtes de deux ou plusieurs Etats sont limitrophes ou se font face, la délimitation des frontières maritimes respectives est déterminée par voie d'accord entre lesdits Etats, conformément à des principes équitables, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes.

2. Durant les négociations menées en vue d'arriver à un accord, les Etats tiennent compte, entre autres, de circonstances spéciales telles que la configuration générale des côtes respectives, l'existence d'îles ou d'îlots d'un autre Etat et la structure physique et géologique de la zone marine en cause, y compris le fond et le sous-sol de cette zone.

3. Les Etats ont recours aux méthodes envisagées à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies ou à d'autres moyens et méthodes pacifiques qui leur sont ouverts, en vue de résoudre les différends qui peuvent surgir en cours de négociation.

4. En l'absence de circonstances spéciales, il convient de tenir dûment compte des principes de la ligne médiane ou de l'équidistance lors de délimitation des frontières respectives.

Voir aussi

2.3.1; 5.3

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Dispositions

Chapitre V : Délimitation de l'espace marin national

Voir aussi

Article 19 :

1. Dans le cas où deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face sont séparés par une zone d'espace marin d'une largeur inférieure à 400 milles marins, la délimitation de l'espace marin national entre ces Etats est constituée par la ligne médiane dont chaque point est équidistant des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de l'espace marin national de chacun de ces Etats.

2. Lorsque deux Etats sont limitrophes, la délimitation de l'espace marin entre ces Etats est déterminée par application du principe de l'équidistance par rapport aux points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de l'espace marin national 1/.

3. Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas dans le cas où, en raison d'un titre historique ou d'autres circonstances exceptionnelles, il est nécessaire de délimiter l'espace marin national des Etats limitrophes ou dont les côtes se font face autrement qu'il n'est prévu dans ces dispositions.

4. En cas de désaccord entre des Etats limitrophes ou dont les côtes se font face sur la manière de délimiter leurs espaces marins nationaux respectifs, la question est, à la demande de l'un des Etats intéressés, soumise à l'arbitrage ou à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

5. En cas de désaccord entre un ou des Etats riverains et les Institutions internationales de l'espace marin sur la manière de délimiter l'espace marin international d'une part et l'espace marin national de l'autre, la question est, à la demande de l'une des parties intéressées, soumise à l'arbitrage ou à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

1/ Voir les dispositions analogues de l'article 6 de la Convention de 1958 sur le plateau continental.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

6. La ligne de démarcation entre les espaces marins nationaux de deux Etats limitrophes ou dont les côtes se font face est tracée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par les Etats intéressés et déposées auprès des Institutions internationales de l'espace marin 1/.

43) Chine : document de
travail

II. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive

8. La ligne de démarcation entre les zones économiques des Etats riverains dont les côtes sont limitrophes ou se font face est déterminée d'un commun accord entre eux au moyen de consultations menées sur un pied d'égalité.

Les Etats riverains dont les côtes sont limitrophes ou se font face doivent mener, sur la base de la sauvegarde et du respect de leur souveraineté respective, les consultations nécessaires afin de trouver une solution raisonnable aux problèmes tels que l'exploitation et la réglementation des ressources naturelles de la zone située aux confins de leurs zones économiques.

45) Australie, Norvège :
zone économique

2. Délimitation

5.3

A. Les Etats qui sont limitrophes ou se font face s'emploieront activement à parvenir à un accord sur la délimitation de leurs (zones économiques - mers patrimoniales) respectives et de la zone du fond de la mer correspondante en s'appuyant sur des principes équitables.

B. Lorsqu'il existe un accord entre les Etats intéressés, les questions relatives à la délimitation de leurs (zones économiques - mer patrimoniales) respectives et de la zone du fond de la mer correspondante seront réglées conformément aux dispositions de cet accord.

5.3

D. Sous réserve des principes A, B et C ci-dessus, et sauf dans le cas ou l'établissement d'une autre limite est justifiée par des circonstances spéciales, la limite (de la zone économique - mer patrimoniale) est une ligne équidistante dans le cas d'Etats dont les côtes sont limitrophes et une ligne médiane dans le cas d'Etats dont les côtes se font face.

1/ Voir Article 12, par. 2 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
49) Projet des quatorze puissances : Zone économique exclusive	<p>Article IX :</p> <p>Le tracé de la zone économique entre Etats dont les côtes sont limitrophes et les Etats dont les côtes se font face sera effectué conformément au droit international. Les différends résultant de cette opération seront réglés conformément à la Charte des Nations Unies et à tous autres arrangements régionaux pertinents.</p>	21

6.7.3. Droits souverains sur les ressources naturelles

Titre abrégé

10) Saint-Domingue :
déclaration

Dispositions

Voir aussi

6.1; 6.8.1

1. L'Etat riverain exerce des droits de souveraineté sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, qui se trouvent dans les eaux, sur le lit et dans le sous-sol, d'une zone adjacente à la mer territoriale, dénommée mer patrimoniale.

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Articles 4 et 11.1 :

6.1

Article 4 - L'Etat riverain exerce des droits souverains sur les ressources naturelles, renouvelables ou non renouvelables, qui se trouvent dans les eaux, sur le fond et dans le sous-sol d'une zone adjacente à la mer territoriale, désignée sous le nom de mer patrimoniale.

5.1; 6.6.1

Article 11 - 1. L'exploration et l'exploitation des ressources, renouvelables ou non renouvelables, de cette zone, ainsi que d'autres activités connexes, sont soumises à la juridiction et au contrôle de l'Etat riverain.

27) Islande : zone
adjacente à la mer
territoriale

Premier alinéa :

Les Etats côtiers peuvent déterminer l'étendue de la juridiction et du contrôle exclusifs qu'ils exercent sur les ressources naturelles de la zone marine adjacente à leur mer territoriale.

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Chapitre XIV : Ressources minérales et autres ressources non biologiques de l'espace marin national

Article 93

6.7; 9.2

1. L'Etat riverain peut réserver à ses ressortissants le droit d'exploiter les ressources minérales et autres ressources non biologiques de son espace marin national.

6.4

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe ci-dessus, l'Etat riverain est tenu de laisser les pays limitrophes sans littoral accéder librement aux ressources minérales et autres ressources non biologiques de son espace marin national dans des conditions similaires à celles qui sont applicables à ses propres ressortissants.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

45) Australie, Norvège :
zone économique et
délimitation

C. Aucun Etat ne peut se prévaloir de la présente Convention pour revendiquer ou exercer des droits sur les ressources naturelles de toute zone du fond de la mer et de son sous-sol sur laquelle un autre Etat avait des droits souverains en vertu du droit international, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente convention, aux fins d'explorer ladite zone ou d'en exploiter les ressources naturelles.

6.5

46) Argentine :
projet d'articles

7. L'Etat riverain a des droits souverains sur les ressources naturelles (vivantes ou non vivantes), renouvelables ou non renouvelables, qui se trouvent dans ladite zone.

6.1; 6.6.1

9. La prospection et l'exploration de la zone maritime adjacente à la mer territoriale ainsi que l'exploitation des ressources naturelles qui s'y trouvent sont soumises à la réglementation de l'Etat riverain, qui peut se réserver ou réserver à ses nationaux lesdites activités ou en permettre l'exercice à des tiers, selon les dispositions de sa législation interne et des accords internationaux qu'il aura conclus à ce sujet.

49) Projet des quatorze
puissances : Zone
économique exclusive

Conformément à l'article qui précède, tous les Etats ont le droit d'établir, au-delà de la mer territoriale, dans l'intérêt essentiel de leurs populations et de leurs économies respectives, une zone économique dans laquelle ils exerceront des droits de souveraineté sur les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, aux fins d'exploration et d'exploitation. A l'intérieur de cette zone, ils seront exclusivement compétents pour contrôler, réglementer, exploiter et préserver les ressources tant biologiques que non biologiques de la zone et pour empêcher et combattre la pollution.

6.1; 6.6.1;
6.7; 6.8

Les droits exercés sur la zone économique sont exclusifs et aucun autre Etat ne peut explorer ni exploiter les ressources qui s'y trouvent si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat riverain et aux conditions qui pourraient être fixées conformément aux lois et règlements dudit Etat.

L'Etat riverain exercera sa juridiction sur sa zone économique et les Etats tiers ou leurs ressortissants seront responsables de tous dommages résultant des activités exercées par eux dans la zone.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

50) Ouganda, Zambie :
zone économique

Article 4 :

3. Les autorités régionales ou sous-régionales compétentes auront le droit exclusif d'explorer les zones économiques régionales ou sous-régionales et d'en exploiter et d'en gérer les ressources non biologiques au nom de tous les Etats de la région ou de la sous-région.

6.7.4 Limites : critères applicables

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
2) Tanzanie : autorité internationale des fonds marins	Article 3, par. 1 1. La juridiction nationale d'un Etat riverain s'étend à une zone adjacente du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, y compris les ressources de cette zone, jusqu'à une profondeur de ... mètres. Un Etat riverain peut, s'il le désire, déclarer que sa juridiction sur cette zone et ses ressources s'étend jusqu'à une ligne dont aucun point n'est éloigné de plus de ... mètres des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale.	Pour ce qui est des limites de la zone exclusive économique, voir sous-rubrique 6.5

6.8 Prévention et lutte contre la pollution et les autres atteintes au milieu marin

6.8.1 Droits et responsabilités des Etats riverains

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

Dispositions

Partie I a) par.3, première phrase.

3) Les Etats africains ont également le droit d'étendre au-delà de la mer territoriale une Zone économique sur laquelle ils auront une juridiction exclusive aux fins d'une réglementation de contrôle et de l'exploitation nationale des ressources biologiques de la mer et de l'affectation de ces ressources au service des intérêts primordiaux de leurs peuples et de leurs économies respectives, ainsi qu'aux fins de la prévention de la pollution et de la lutte contre celle-ci.

6.1, 6.2

Voir aussi

10) Saint-Domingue :
déclaration

Mer patrimoniale, par.2

2. L'Etat riverain a le devoir de promouvoir et le droit de réglementer les recherches scientifiques dans la mer patrimoniale, comme celui d'adopter les mesures nécessaires pour éviter la pollution du milieu marin et pour assurer sa souveraineté sur les ressources.

6.8.1, 6.9

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Article 5. L'Etat riverain a le droit d'adopter les mesures nécessaires pour assurer sa souveraineté sur les ressources et éviter la contamination du milieu marin dans sa mer patrimoniale.

28) OUA : déclaration

Partie C, par.8

6.1, 6.9

8. Les pays africains reconnaissent que la recherche scientifique et la lutte contre la pollution maritime dans la zone économique seront soumises à la juridiction des Etats riverains.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

36) Equateur, Panama
et Pérou : **projet**
d'articles

Section V - Régime de la lutte contre la pollution
Article 9

Il appartient à l'Etat riverain de fixer les mesures propres à prévenir, atténuer ou supprimer dans sa mer adjacente les dommages et les risques dus à la pollution ainsi que tous autres effets nocifs ou dangereux pour le système écologique du milieu marin, la qualité et l'utilisation des eaux, les ressources biologiques, la santé humaine et les aménagements de loisirs, compte tenu de la coopération avec d'autres Etats et des recommandations formulées par les organismes techniques internationaux.
... (Dispositions complémentaires sur la pollution)

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain

Chapitre XIV : Ressources minérales et autres ressources non biologiques
de l'espace marin national

Article 94

6.7

1. L'exploitation des ressources minérales de l'espace marin national par un Etat riverain ne doit pas altérer sensiblement les conditions naturelles du milieu dans l'espace marin situé en dehors des limites de sa juridiction, ni causer de gêne notable à la navigation, à la recherche scientifique ou à la pose et aux réparations des câbles et pipe-lines sous-marins.

2. L'Etat riverain est tenu de prendre des précautions spéciales avant d'entreprendre ou d'autoriser l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel situés dans des régions de l'espace marin national sujettes à de fréquentes catastrophes naturelles.

3. L'inobservation des dispositions énoncées dans le paragraphe ci-dessus engage la responsabilité juridique et peut être portée par toute Partie contractante à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Chapitre XV : Evacuation et entreposage de déchets^{1/}

Article 96 :

1. Aucun Etat ne peut utiliser l'espace marin national d'un autre Etat pour y évacuer des déchets ou y entreposer des hydrocarbures ou d'autres substances sans l'accord de cet Etat.

2. Aucun Etat ne peut utiliser l'espace marin international pour y évacuer des déchets ou y entreposer des hydrocarbures ou d'autres substances sans l'accord des Institutions internationales de l'espace marin.

Article 97 :

1. Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles il peut être partie, chaque Etat riverain peut utiliser son espace marin national pour y évacuer des déchets ou entreposer des hydrocarbures ou d'autres substances à condition que des mesures efficaces de prévention aient été prises pour empêcher la pollution de l'espace marin international ou de l'espace marin relevant de la juridiction d'un autre Etat.

^{1/} Pour ce chapitre, on se reportera au projet d'articles sur la préservation du milieu marin, présenté par Malte et distribué sous la cote A/AC.138/SC.III/L.33.

Voir aussi

Titre abrégé

Voir aussi

Dispositions

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

2. Lorsqu'il y procède lui-même ou lorsqu'il autorise l'évacuation de déchets ou l'entreposage d'hydrocarbures ou d'autres substances dans son espace marin national, tout Etat riverain est tenu de respecter les normes et les règles internationales qui peuvent être adoptées en la matière par les Institutions internationales de l'espace marin ou qui sont prévues par des conventions internationales largement ratifiées.

3. Tout Etat riverain est tenu de prendre des mesures rigoureuses de précaution pour l'évacuation et l'entreposage dans son espace marin national des déchets radioactifs et des déchets chimiques toxiques, organiques ou inorganiques.

4. Les déchets radioactifs et les déchets chimiques toxiques doivent être entreposés dans des aires réservées spécialement à cette fin et clairement délimitées dont l'emplacement doit être communiqué aux Institutions internationales de l'espace marin. Ces aires ne doivent jamais se trouver dans les zones sujettes à de fréquentes catastrophes naturelles.

Article 98 :

1. Dans les cas où, l'Etat riverain ayant omis de prendre les mesures et les précautions indiquées dans l'article précédent, il en résulte une pollution grave de l'espace marin international, les Institutions internationales de l'espace marin peuvent saisir la Cour maritime internationale de la question; la Cour rend une décision obligatoire et fixe les dommages-intérêts.

2. Dans les cas où, l'Etat riverain ayant omis de prendre les mesures et les précautions indiquées dans l'article précédent, il en résulte une pollution grave de l'espace marin national d'un autre Etat, cet Etat peut saisir de la question la Cour maritime internationale; la Cour rend une décision obligatoire et fixe les dommages-intérêts.

Article 99 :

1. Tout Etat riverain est tenu, dans la mesure de ses possibilités, de surveiller la qualité du milieu marin dans son espace marin national, en coopération avec d'autres Etats de la région, en tant que de besoin.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) . Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

2. Tout Etat riverain est tenu de coopérer avec les Institutions internationales de l'espace marin aux activités de surveillance de la qualité du milieu marin.

3. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent, si elles en avisent au préalable l'Etat riverain, entreprendre dans son espace marin national, à plus de 12 milles de la côte, des études en vue de l'obtention de données scientifiques sur la qualité du milieu marin. L'Etat riverain dispose de possibilités raisonnables pour faire participer ses ressortissants à ces études et, dans tous les cas, reçoit des Institutions un résumé et une interprétation de la totalité des résultats obtenus.

44) Etats-Unis :
zone côtière
d'intérêt
économique du
fond des mers

Article 2 :

L'Etat riverain, dans l'exercice des droits énoncés à l'article 1, s'assure que sa législation, ainsi que toutes les mesures qu'il prend pour en assurer l'application dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers, sont strictement conformes aux dispositions du présent chapitre et aux autres dispositions en vigueur de la présente Convention. En particulier : a)

b) L'Etat riverain prend les mesures appropriées pour prévenir la pollution du milieu marin résultant des activités énumérées à l'article 1 et veille au respect des normes internationales existantes ou promulguées par l'autorité ou par l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime selon le cas, qui auraient pour objet de prévenir cette pollution.

46) Argentine :
projet d'articles

11. L'Etat riverain a également compétence pour faire appliquer dans la zone maritime adjacente à sa mer territoriale les mesures qu'il aura édictées en vue de prévenir, d'atténuer ou d'éliminer les dommages et risques de contamination et tous autres effets nuisibles ou dangereux pour le système écologique du milieu marin, la qualité et l'utilisation des eaux, les ressources vivantes, la santé humaine et le délabrement de sa population, compte tenu de la coopération à établir avec d'autres Etats et conformément aux principes et normes adoptés sur le plan international.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

49) **Projet des quatorze** Article II :

puissances :
zone économique
exclusive

Conformément à l'article qui précède, tous les Etats ont le droit d'établir, au-delà de la mer territoriale, dans l'intérêt essentiel de leurs populations et de leurs économies respectives, une zone économique dans laquelle ils exerceront des droits de souveraineté sur les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, aux fins d'exploration et d'exploitation. A l'intérieur de cette zone, ils seront exclusivement compétents pour contrôler, réglementer, exploiter et préserver les ressources tant biologiques que non biologiques de la zone et pour empêcher et combattre la pollution.

Article VII :

Sans préjudice de la compétence juridictionnelle générale conférée à l'Etat riverain par l'article II ci-dessus, l'Etat peut établir, à l'intérieur de sa zone économique, des règlements spéciaux concernant :

- a) l'exploration et l'exploitation exclusives des ressources marines renouvelables;
- b) la protection et la conservation des ressources renouvelables;
- c) la prévention, la répression et la suppression de la pollution du milieu marin;
- d) la recherche scientifique.

6.9 Recherche scientifique

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

- 10) Saint-Domingue :
déclaration
- Mer patrimoniale, par. 2 :
2. L'Etat riverain a le devoir de promouvoir et le droit de réglementer les recherches scientifiques dans la mer patrimoniale, comme celui d'adopter les mesures nécessaires pour éviter la pollution du milieu marin et pour assurer sa souveraineté sur les ressources.
- 6.8; 6.8.1
- 25) Colombie, Mexique et
Venezuela : projet
d'articles
- Article 6 :
- L'Etat riverain a le devoir de promouvoir et le droit de réglementer la recherche scientifique dans la mer patrimoniale.
- Partie C, par. 8 :
8. Les pays africains reconnaissent que la recherche scientifique et la lutte contre la pollution maritime dans la zone économique seront soumises à la juridiction des Etats riverains.
- 6.1; 6.8
- 27) OUA : déclaration

Partie G, par. 14 :

114. Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ont le droit d'entreprendre des recherches scientifiques dans le milieu marin. Ces recherches doivent être entreprises à des fins pacifiques et ne doivent en aucun cas, porter préjudice au milieu marin.

Les recherches scientifiques dans la mer territoriale ou dans la zone économique exclusive, ne pourront être entreprises qu'avec l'accord de l'Etat riverain intéressé.

Les États conviennent de stimuler la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique en mer dans les zones au-delà de leur juridiction nationale. De telles recherches seront effectuées conformément à des règles et procédures qui seront arrêtées par le mécanisme international.

Titre abrégé

36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles

Dispositions

Section VI - Régime de la recherche scientifique

Article 10

1. Il appartient à l'Etat riverain d'autoriser les activités de recherche scientifique qui seraient entreprises dans sa mer adjacente et d'exercer son droit de participer à ces activités ainsi que de bénéficier de leurs résultats.

2. Dans la réglementation qu'il établit en la matière, l'Etat riverain doit tenir compte tout particulièrement du fait que ces activités doivent être encouragées et facilitées et de l'intérêt que présente la coopération avec d'autres Etats et avec les organismes internationaux en vue de la diffusion des résultats fournis par les travaux de recherche.

... (dispositions complémentaires sur la recherche scientifique) ...

37) Malte : juri-
diction de l'Etat
riverain

Chapitre IX : Recherche scientifique^{1/}

Article 63

1. Sous réserve des dispositions des présents articles, tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont le droit d'entreprendre des activités de recherche scientifique dans l'espace marin national.

2. L'expression "recherche scientifique" s'entend de toute recherche systématique, fondamentale ou appliquée, et de tout travail expérimental connexe, dont le but essentiel est d'accroître la connaissance du milieu marin à des fins pacifiques.

^{1/} Le présent chapitre est à rapprocher du projet d'articles sur la recherche scientifique présenté par Malte et distribué sous la cote A/AC.138/SC.III/L.34. L'ordre des articles a été modifié et des dispositions détaillées ajoutées.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte : juri-
diction de l'Etat
riverain (suite)

Dispositions

3. Les activités de recherche scientifique ne peuvent servir de base à aucune revendication concernant l'exploitation des ressources naturelles de l'espace marin national.

Article 64

L'Etat riverain peut exiger que l'intention d'effectuer des recherches scientifiques dans son espace marin national lui soit notifiée trente jours à l'avance.

Article 65

1. L'acquisition de connaissances relatives à l'espace marin étant de l'intérêt de la communauté internationale tout entière, l'Etat riverain ne doit pas entraver ni empêcher les activités de recherche scientifique dans son espace marin national lorsque la personne ou l'entité qui entreprend les recherches est immatriculée auprès des Institutions internationales de l'espace marin et respecte les normes et règles de caractère général et non discriminatoire que peuvent adopter lesdites Institutions.

2. La personne ou l'entité qui effectue les recherches scientifiques dans l'espace marin national est tenue d'observer les règlements de l'Etat riverain en matière de santé, de douane, de police, de sécurité et de pollution.

Article 66

A défaut de normes et règles adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin, l'Etat riverain peut édicter une réglementation de caractère raisonnable et non discriminatoire applicable à la conduite des activités de recherche scientifique dans son espace marin national.

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 67

1. La réglementation de l'Etat riverain applicable à la conduite des activités de recherche scientifique peut être portée à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin lorsqu'elle est considérée comme discriminatoire, comme constituant une entrave abusive à l'exercice du droit de recherche scientifique ou comme incompatible avec les normes et règles de caractère général que viendraient à adopter lesdites Institutions.

2. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander que l'Etat riverain abroge ou modifie sa réglementation si elles estiment que celle-ci est discriminatoire, constitue une entrave abusive à l'exercice du droit de recherche scientifique ou est incompatible avec les normes et règles de caractère général que viendraient à adopter lesdites Institutions.

3. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, la question est portée devant la Cour maritime internationale dont la décision lie les parties.

Article 68

L'Etat riverain peut exiger d'un bâtiment ou d'un aéronef étranger effectuant des recherches scientifiques qui ne respecterait pas les normes et règles adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin ou édictées par l'Etat riverain en ce qui concerne la conduite des activités de recherche scientifique qu'il quitte son espace marin national.

Article 69

1. Il ne peut être établi de stations, installations, matériels ou dispositifs sous-marins destinés à des fins scientifiques sur ou dans le fond de l'espace marin relevant de la juridiction de l'Etat riverain sans le consentement de celui-ci.

Dispositions

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

2. L'Etat riverain a le droit d'inspecter les stations, installations, matériels et dispositifs destinés à des fins scientifiques établis avec son consentement sur ou dans le fond de l'espace marin relevant de sa juridiction et il a l'obligation de les protéger et de veiller à ce qu'ils soient conformes aux dispositions de l'article 74 et aux normes et règles pertinentes que pourraient adopter les Institutions internationales de l'espace marin.

3. L'Etat riverain est en droit d'enlever les stations, installations, matériels ou dispositifs sous-marins établis sans son consentement sur ou dans le fond de l'espace marin relevant de sa juridiction et de conserver toutes les données scientifiques qu'il y trouverait.

Article 70

1. Il ne peut être établi d'installations flottantes reliées au fond de la mer, quelle qu'en soit la nature, destinées à des fins scientifiques, dans l'espace marin relevant de la juridiction d'un Etat riverain sans le consentement de celui-ci.

2. L'Etat riverain a le droit d'inspecter et l'obligation de protéger les installations flottantes de toute nature reliées au fond de la mer, destinées à des fins scientifiques, établies avec son consentement dans l'espace marin relevant de sa juridiction. Il est tenu de veiller à ce que ces installations soient conformes aux dispositions de l'article 74 et aux normes et règles pertinentes que viendraient à adopter les Institutions internationales de l'espace marin.

3. L'Etat riverain est en droit d'enlever les installations flottantes reliées au fond de la mer, destinées à des fins scientifiques, établies sans son consentement dans l'espace marin relevant de sa juridiction et de conserver toutes les données scientifiques qu'il y trouverait.

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 71

L'autorisation de l'Etat riverain est nécessaire pour pouvoir entreprendre des recherches scientifiques dans une zone d'espace marin adjacente à la côte d'une largeur n'excédant pas 12 milles marins mesurés à partir de la ligne de base applicable.

Article 72

1. Dans le cas de recherches scientifiques effectuées par des navires de surface, l'Etat riverain ne peut refuser son autorisation si :

- a) la demande, accompagnée du programme de recherche, est présentée par une personne ou une entité immatriculée auprès des Institutions internationales de l'espace marin six semaines avant la date envisagée pour le commencement des recherches;
- b) la personne ou l'entité effectuant les recherches s'engage à communiquer à l'Etat riverain la totalité des données recueillies et leur interprétation trois mois avant leur publication et avant leur transmission à toute autre personne ou entité;
- c) la possibilité est offerte à l'Etat riverain de désigner des ressortissants pour participer aux recherches;
- d) la personne ou l'entité effectuant les recherches s'engage à ne pas publier ou transmettre à d'autres personnes ou entités pendant une période n'excédant pas cinq ans les données scientifiques que pourra indiquer l'Etat riverain;
- e) la personne ou l'entité effectuant les recherches se déclare disposée à adapter dans une mesure raisonnable, le programme de recherche envisagé aux objectifs de recherche de l'Etat riverain;
- f) la personne ou l'entité effectuant les recherches offre à l'Etat riverain une part équitable des échantillons qui proviendront des recherches envisagées.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

2. L'Etat riverain peut refuser l'accès ultérieur, à des fins de recherche scientifique, de son espace marin national jusqu'à une distance de 12 milles marins de ses côtes aux personnes ou entités qui ne respectent pas les engagements qu'elles ont pris lorsqu'elles ont obtenu l'autorisation visée à l'article 71.

Article 73

1. Dans le cas de recherches scientifiques effectuées au moyen de dispositifs flottants non ancrés, le consentement de l'Etat riverain ne peut être refusé si :

- a) la demande accompagnée d'indications précises sur la nature des recherches envisagées est présentée par une personne ou une entité immatriculée auprès des Institutions internationales de l'espace marin six semaines avant la date à laquelle il est envisagé de mettre les dispositifs à la mer;
- b) la possibilité est offerte à l'Etat riverain de désigner des ressortissants pour assister à la mise à l'eau des dispositifs;
- c) les dispositifs portent des marques claires et distinctes, sont équipés de moyens de signalisation appropriés et ne constituent pas un danger pour la navigation ni une entrave aux autres activités menées dans l'espace marin;
- d) la personne ou l'entité effectuant les recherches s'engage à communiquer à l'Etat riverain la totalité des données recueillies et leur interprétation avant de les publier et avant de les transmettre à toute autre personne ou entité;
- e) la personne ou l'entité effectuant les recherches s'engage à ne pas publier ou transmettre à d'autres personnes ou entités pendant une période n'excédant pas cinq ans les données scientifiques que l'Etat riverain pourra indiquer.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

2. L'Etat riverain peut refuser l'accès ultérieur à des fins de recherche scientifique de son espace marin national jusqu'à une distance de 12 milles marins de ses côtes aux personnes ou entités qui ne respectent pas les engagements qu'elles ont pris lorsqu'elles ont obtenu l'autorisation visée à l'article 71.
3. L'Etat riverain a le droit d'inspecter et l'obligation de protéger les dispositifs flottants non ancrés destinés à des fins scientifiques introduits dans son espace marin national avec son consentement. Il est tenu de veiller à ce que ces dispositifs soient conformes aux dispositions de l'article 75 de la présente convention.

Article 74

1. L'Etat riverain peut construire, entretenir et faire fonctionner à des fins scientifiques a) des stations, installations, matériels ou dispositifs sous-marins sur ou dans le fond de son espace marin national et b) des installations flottantes de toute nature reliées au fond de la mer, sous réserve :

- a) que les normes et règles de caractère général et non discriminatoire que les institutions internationales de l'espace marin viendraient à adopter soient respectées;
- b) qu'aucune gêne ne soit causée à l'utilisation des routes maritimes nécessaires à la navigation internationale;
- c) que les autres activités menées dans l'espace marin ne soient pas abusivement entravées;
- d) que des zones de sécurité suffisantes soient établies autour desdites stations ou installations ou desdits dispositifs;

Titre abrégé

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

e) que les institutions internationales de l'espace marin soient informées sans délai de l'emplacement desdites stations ou installations ou desdits dispositifs et de la largeur des zones de sécurité établies autour d'eux;

f) que les stations, installations, matériels ou dispositifs abandonnés ou ne servant plus soient entièrement enlevés.

2. L'inobservation des obligations énoncées dans le paragraphe qui précède engage la responsabilité juridique de l'Etat riverain en cas d'accident de la navigation.

Article 75

1. L'Etat riverain peut entretenir et faire fonctionner à des fins scientifiques des dispositifs flottants non ancrés dans son espace marin national sous réserve que lesdits dispositifs a) portent des marques claires et distinctes; b) soient équipés de moyens de signalisation appropriés; c) ne constituent pas un danger pour la navigation ni une entrave aux autres activités menées dans l'espace marin; et d) soient conformes aux normes et règles de caractère général et non discriminatoire que viendraient à adopter les institutions internationales de l'espace marin.

2. L'inobservation des obligations énoncées dans le paragraphe qui précède engage la responsabilité juridique de l'Etat riverain en cas d'accident de la navigation.

46) Argentine :
projet d'articles

12. Il appartient également à l'Etat riverain d'autoriser les activités de recherche scientifique qui sont effectuées dans la zone, ledit Etat ayant le droit d'y participer et d'être informé des résultats obtenus. La réglementation que l'Etat riverain édictera à cet égard tiendra spécialement compte de l'intérêt qu'il y a à promouvoir et à faciliter de telles activités.

Voir aussi

Titre abrégé

49) Projet des quatorze
Puissances : zone
économique exclusive

Dispositions

ARTICLE VII

Sans préjudice de la compétence juridictionnelle générale
conférée à l'Etat riverain par l'article II ci-dessus, l'Etat
peut établir, à l'intérieur de sa zone économique, des règlements
spéciaux concernant :

- a) l'exploration et l'exploitation exclusives des ressources
marines renouvelables;
- b) la protection et la conservation des ressources
renouvelables;
- c) la prévention, la repression et la suppression de la
pollution du milieu marin;
- d) la recherche scientifique.

Voir aussi

7. DROITS PREFERENTIELS OU AUTRE JURIDICTION NON EXCLUSIVE DES ETATS
RIVERAINS SUR LES RESSOURCES AU-DELA DE LA MER TERRITORIALE

7
7.1
Page 1

7.1 Nature, portée et caractéristiques

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

15) Japon : pêche

Par. 1.1 à 1.3, 3.1 et 3.2, 5.1 et 5.2, 6.1 et 6.2

8.4

1.1 Le régime proposé s'applique à la pêche en haute mer dans les zones adjacentes à la limite de 12 milles, mesurée à partir de la côte d'un Etat conformément aux règles pertinentes du droit international (ces zones sont dénommées ci-après "eaux adjacentes").

1.2 Tous les Etats ont droit à ce que leurs ressortissants se livrent à la pêche en haute mer, dans les conditions prévues par le présent régime et sous réserve des obligations découlant des traités auxquels ces Etats sont parties.

1.3 Le régime proposé ne modifie en rien les droits et obligations des Etats qui découlent d'accords internationaux existants relatifs à des lieux déterminés de pêche en haute mer.

Paragraphe 3.1 et 3.2

Textes reproduits sous le point 7.3

5.1 Droit de regard exercé par les Etats riverains

7.3

En ce qui concerne les réglementations adoptées en application du présent régime, les Etats riverains qui peuvent bénéficier de droits préférentiels et/ou d'un statut spécial en ce qui concerne la conservation, ont un droit de regard sur les activités de pêche menées dans leurs eaux adjacentes respectives. Dans l'exercice de ce droit, les Etats riverains peuvent inspecter les bateaux des autres Etats et arraisonner ceux qui violent les réglementations en vigueur. Toutefois, les bateaux arraisonnés sont rapidement remis aux Etats dont ils battent pavillon. Les Etats riverains ne peuvent pas refuser aux autres Etats de participer à l'opération d'inspection, les officiers de bord de ces Etats pouvant même, sur la demande de ceux-ci, y participer à bord des bateaux de surveillance des Etats riverains. Les mesures de contrôle sont fixées, dans le détail, par les parties intéressées.

Dispositions

Titre abrégé

15) Japon : pêche
(suite)

5.2 Jurisdiction

- a) Tout Etat qualifie d'infraction la violation par un de ses ressortissants, de l'une quelconque des dispositions de la réglementation adoptée en vertu du présent régime.
- b) Les ressortissants d'un Etat se trouvant à bord d'un navire qui viole la réglementation en vigueur sont poursuivis par l'Etat de pavillon intéressé.
- c) Les rapports établis par les agents autorisés d'un Etat riverain quant à l'infraction commise par un navire d'un Etat non riverain sont dûment respectés par ledit Etat non riverain, qui informe l'Etat riverain dans les plus brefs délais du jugement rendu en l'espèce.

Paragraphe 6.1 à 6.2
Textes reproduits sous le point 7.6.

7.6

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Article 11 :

1. L'exploration et l'exploitation des ressources, renouvelables ou non renouvelables, de cette zone, ainsi que d'autres activités connexes, sont soumises à la juridiction et au contrôle de l'Etat riverain.

2. Dans l'exercice de ces compétences, l'Etat riverain prend les mesures appropriées pour faire en sorte que ces activités soient menées à bien compte dûment tenu des autres utilisations légitimes de la mer par les autres Etats.

6.1; 6.6.1;
6.7.3

6.8.1

Titre abrégé

48) Afghanistan, Autriche,
Belgique, Bolivie,
Népal et Singapour :
juridiction sur les
ressources

Dispositions

Articles I et II, paragraphe 1

Article I

1. Les Etats riverains ont le droit de délimiter une zone... adjacente à leur mer territoriale qui ne s'étendra pas au-delà de milles nautiques des lignes de base à partir desquelles la largeur de la mer territoriale est mesurée.

2. Les Etats riverains exercent, sous réserve des dispositions des articles II et III, leur juridiction sur la Zone ... et ont le droit d'explorer et d'exploiter toutes les ressources, biologiques et autres, qui s'y trouvent.

Article II

1. Les Etats sans littoral et les Etats riverains qui ne peuvent pas déclarer ou qui ne déclarent pas de Zone ... conformément à l'article premier (désignés ci-après par l'expression "Etats désavantagés"), ainsi que les personnes physiques ou morales placées sous leur autorité, ont le droit de participer à l'exploitation et à l'exploitation des ressources biologiques de la Zone... des Etats riverains voisins dans des conditions d'égalité et de non-discrimination. En vue de faciliter la mise en valeur ordonnée ainsi que la gestion et l'exploitation rationnelles des ressources biologiques de Zones ... particulières, les Etats intéressés peuvent conclure des arrangements appropriés pour réglementer l'exploitation des ressources de ces Zones.

....

7.5, 9.4, 10.2

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

Proposition relative à une zone intermédiaire

) Pays-Bas : zone intermédiaire

Article premier : Limites

La zone intermédiaire comprend :

6.1; 7.2; 7.3;
7.5; 9.2; 9.4;
10.2; 10.3; 15

a) En ce qui concerne les ressources biologiques, à l'exception des espèces halieutiques pélagiques essentiellement migratoires, les eaux surjacentes contiguës à la mer territoriale (12 milles) jusqu'à une limite extérieure de ... milles;

b) En ce qui concerne les ressources non biologiques, le lit de la mer et son sous-sol au-dessous d'une bande de mer s'étendant jusqu'à 40 milles, à partir de la limite extérieure du plateau continental π /mais n'excédant pas ... milles marins mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale.

Article 2 : Délivrance de permis

Toutes les activités d'exploration et d'exploitation des ressources biologiques et non biologiques de la zone intermédiaire sont soumises à la délivrance de permis par l'Etat riverain, sous réserve des réglementations établies par les autorités internationales compétentes (les autorités globales, régionales et/ou sous-régionales).

Article 3 : Limitation des permis

Les Etats riverains qui ont été jugés avantagés, conformément aux dispositions de l'article 5, peuvent limiter la quantité globale de

π / Par "plateau continental" on entend ici le lit de la mer et son sous-sol contigu à la côte :

- qui ne dépassent pas l'isobathe de 200 mètres, ou
 - sous-jacents à une bande de mer large de 40 milles nautiques mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale,
- le choix entre les deux méthodes de délimitation étant fait par l'Etat intéressé au moment de la ratification. Ce choix est définitif et la méthode de délimitation s'applique à toute la côte de l'Etat intéressé.

Titre abrégé
67) Pays-Bas : zone
intermédiaire
(suite)

Dispositions

Voir aussi

ressources biologiques et non biologiques qui peuvent être extraites de la zone intermédiaire pendant une période déterminée et réserver une option sur les permis aux exploitants qui sont leurs propres ressortissants ou les ressortissants d'Etats désavantagés, dans des proportions à fixer conformément aux règles et procédures énoncées à l'article 5.

Article 4 : Limitation de la commercialisation d'une ressource

L'Etat côtier avantagé peut décider que la totalité ou une partie des ressources biologiques ou non biologiques extraites par des exploitants étrangers titulaires de permis de la zone intermédiaire pendant une période déterminée sera offerte aux prix mondiaux du marché pour être traitée ou consommée sur son territoire et sur les territoires des Etats désavantagés dans des proportions à fixer conformément aux règles et procédures énoncées à l'article 5.

Article 5 : Classification des Etats avantagés et désavantagés

1. Les proportions mentionnées aux articles 3 et 4 sont fixées par l'Autorité internationale compétente de telle façon que le total des "avantages" des Etats avantagés dans la zone intermédiaire peuvent être partagés entre les Etats désavantagés au prorata du "désavantage" de chacun d'eux.

Les taux de (dés)avantage peuvent être fixés en deux phases :

- a) L'Autorité internationale compétente détermine tout d'abord, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, des taux de (dés)avantage en se fondant sur la superficie;
- b) L'autorité internationale compétente peut réviser de temps à autre les taux fixés conformément à l'alinéa a), en vue d'égaliser des proportions flagrantes éventuelles entre les avantages réels acquis à certains Etats, si ces disproportions résultent d'une répartition grossièrement inégale des ressources dans les diverses régions de la zone intermédiaire.

Titre abrégé

67) Pays-Bas : zone intermédiaire (suite)

Dispositions

2. Pour le calcul des taux mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe précédent, "l'avantage" d'un Etat donné est la superficie (milles marins carrés) dont la zone intermédiaire réelle de cet Etat excède ... p. 100 d'une superficie théorique. A et le "désavantage" d'un Etat donné est la superficie dont la zone intermédiaire réelle de cet Etat est inférieure à : ... p. 100 de "A".

Par rapport à un Etat quelconque, "A" est la superficie, exprimée en milles marins carrés, d'une zone marine théorique d'une largeur de ... milles marins autour d'une île circulaire théorique d'une dimension égale à la superficie totale terrestre de cet Etat.

Voir aussi

Article 6 : Négociations entre Etats avantagés et désavantagés

2.1

1. Un Etat désavantagé peut entamer des négociations avec tout Etat avantagé, à l'intérieur de groupes d'Etats à déterminer par l'autorité internationale compétente, en vue de convenir d'un commun accord de la part qui lui revient aux fins de l'application des articles 3 ou 4.

Avis est donné à l'autorité internationale compétente de toute négociations de ce genre qui est entamée et de tout accord qui est conclu. (L'autorité internationale compétente peut une fois tous les 20 ans revoir la composition des groupes d'Etats.)

2. Si un accord n'est pas conclu dans un délai de trois ans après le début des négociations, l'autorité internationale compétente est invitée à faire des recommandations aux Parties contractantes intéressées.

Si un accord n'est pas conclu dans un délai d'un an après que de telles recommandations ont été faites, la solution recommandée par l'autorité prend effet à moins que, dans les 90 jours qui suivent, l'une des Parties ne porte l'affaire devant le Tribunal.

Titre abrégé
67) Pays-Bas : zone
intermédiaire
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 7 : Transfert facultatif d'une partie de la zone intermédiaire à l'autorité internationale compétente

Un Etat géographiquement avantagé peut décider de transférer à l'autorité internationale compétente une partie de sa zone intermédiaire égale à son "avantage" pour que cette autorité l'administre conformément aux articles 5 et 6.

Article 8 : Partage des recettes

Un Etat qui perçoit des recettes du fait de l'exploitation de la zone intermédiaire met à la disposition de l'autorité internationale compétente ... p. 100 desdites recettes.

7.2 Ressources du fond des mers

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
48) Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal et Singapour : juridiction sur les ressources	<p data-bbox="501 1731 540 1968"><u>Article III</u></p> <p data-bbox="586 473 746 1968">1. Les Etats riverains versent à l'Autorité internationale des contributions prélevées sur les recettes <u>1/</u> qu'ils tirent de l'exploitation des ressources autres que biologiques de leurs Zones ..., conformément aux dispositions du paragraphe suivant.</p> <p data-bbox="795 516 1079 1968">2. Le taux de ces contributions sera de ... p. 100 <u>2/</u> des recettes provenant des activités d'exploitation menées à l'intérieur de la Zone ... en deça d'une distance de 40 milles ou de l'isobathe 200 mètres, l'Etat côtier pouvant choisir entre ces deux limites, et de ... p. 100 <u>2/</u> des recettes des activités d'exploitation menées à l'intérieur de la Zone ... au-delà d'une distance de 40 milles ou de l'isobathe 200 mètres.</p> <p data-bbox="1128 579 1211 1968">3. L'Autorité internationale répartit ces contributions selon des critères de partage équitables.</p>	7.5
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - Voir texte en 7.1, à 67)	6.1; 7.1; 7.3; 7.5; 9.2; 9.4; 10.2; 10.3; 15

1/ Le terme "recettes" devra être défini.

2/ Il est entendu que des taux différentiels devront être appliqués aux pays développés et aux pays en voie de développement.

7.3. PêcheriesTitre abrégé

7) URSS : pêche

DispositionsVoir aussi

Par. 1, 3 et 5 et 6 :

1. L'Etat riverain en voie de développement peut se réserver chaque année, dans les régions de la haute mer adjacentes à sa mer territoriale ou à sa zone de pêche (qui ne doivent pas être supérieures à 12 milles), une partie de la pêche de poisson permise, que les navires arborant le pavillon dudit Etat sont capables de prendre. 8.4

Au fur et à mesure que se développerait la flotte de pêche de l'Etat riverain en voie de développement, la partie susindiquée de la pêche de poisson permise, réservée par cet Etat, pourrait s'accroître respectivement.

Le volume de la partie réservée de la prise de poisson sera notifié par l'Etat riverain en voie de développement à l'Organisation internationale de la pêche, dont la compétence s'étend à la région donnée, ainsi qu'aux Etats qui se livrent à la pêche dans les régions susmentionnées.

2. Tout Etat riverain peut se réserver chaque année, dans les régions de la haute mer adjacentes à sa mer territoriale ou à sa zone de pêche (qui ne doivent pas être supérieures à 12 milles), une partie de la pêche permise de la réserve du poisson anadrome, frayant dans ses fleuves, que les navires arborant le pavillon dudit Etat sont capables de prendre. 8.4

3. La partie non réservée de la pêche de poisson permise, conformément aux paragraphes 1 et 2, peut être prise par des navires arborant le pavillon d'autres Etats, y compris les Etats sans littoral, sans préjudice à la reproduction des réserves poissonnières. 8.4

5. Dans les régions visées au présent article, auxquelles ne s'étend pas l'effet des mesures mentionnées au paragraphe 4, l'Etat riverain peut décider lui-même, en se basant sur des données scientifiques, des mesures à prendre en matière de réglementation de la pêche. De telles mesures sont adoptées par l'Etat riverain en accord avec ceux des Etats qui se livrent également à la pêche dans lesdites régions.

Titre abrégé

- 7) URSS : pêche
(suite)

Dispositions

Les mesures de réglementation ne doivent pas être discriminatoires, dans leur forme ou quant au fond, à l'encontre des pêcheurs d'un de ces Etats.

6. L'Etat riverain peut exercer lui-même le contrôle sur le respect des mesures de réglementation de la pêche, qu'il a adoptées en vertu du paragraphe 5.

Dans le cas où les autorités compétentes de l'Etat riverain ont de bonnes raisons de penser que le navire étranger qui exerce la pêche contrevient à ces mesures, elles peuvent faire stopper le navire en question et le soumettre à l'inspection, ainsi que dresser un acte sur les contraventions qui ont eu lieu. L'examen des cas qui peuvent surgir à la suite des contraventions aux mesures susindiquées, commises par le navire étranger, ainsi que les sanctions à l'encontre des personnes qui en sont coupables, faisant partie de l'équipage du navire, sont effectués par l'Etat dont le navire qui a commis une contravention bat le pavillon. Ledit Etat notifie à l'Etat riverain les résultats de l'instruction et les mesures qu'il a adoptées.

11) Canada :
ressources
biologiques

Par. III, IV et V :

III. Intérêt spécial de l'Etat riverain - L'Etat riverain a un intérêt spécial et une responsabilité spéciale en ce qui concerne la conservation des ressources biologiques de la mer adjacente à ses côtes et doit jouir de l'autorité nécessaire pour gérer ces ressources d'une manière compatible avec son intérêt spécial et sa responsabilité spéciale, ainsi que de droits préférentiels pour l'exploitation de ces ressources.

6.6.2; 6.6.3

IV. Principes fondamentaux relatifs à la gestion par l'Etat riverain -

7.5

1) Le rendement d'une pêche doit être réparti entre les participants selon une formule appropriée de façon que chaque participant puisse obtenir sa part dans les conditions les plus avantageuses.

2) L'accès aux lieux de pêche devrait être contrôlé selon une formule appropriée, de manière à assurer que la prise n'excède pas le produit biologique maximal et qu'elle n'exige pas d'investissements excessifs en capital et en main-d'oeuvre.

3) La gestion doit se conformer à des critères scientifiques et socio-économiques largement reconnus et acceptables sur le plan international.

4) La gestion devrait prévoir un contrôle sur le taux d'expansion de la pêche.

Titre abrégé

Dispositions

11) Canada :
ressources
biologiques (suite)

- 5) Tous les poissons capturés devraient être déclarés et utilisés.
- 6) La pêche pour la consommation humaine devrait en principe avoir priorité sur d'autres activités de pêche dont le produit doit être transformé en farine de poisson.
- 7) Tout régime de gestion d'un lieu de pêche en exploitation internationale doit accepter de faire rapport à la communauté internationale sur la manière dont il exerce cette gestion; il y a lieu de prévoir des procédures appropriées de règlement des différends.
- 8) Tous les pays ayant une part dans des pêcheries en exploitation internationale devraient coopérer avec l'autorité de gestion désignée.
- 9) La qualité des eaux océaniques doit être préservée.

V. Principes scientifiques - 1) Les groupes doivent être gérés comme des unités distinctes. 7.5

- 2) L'exploitation des groupes unitaires doit être contrôlée de façon à porter au maximum la production de nouveaux groupes d'âge ou "recrues".
- 3) Chaque groupe d'âge d'une espèce, qui devient propre à être pêché, doit l'être au moment où sa contribution aux prises peut être la plus forte.

12) Etats-Unis :
pêche 1/

Parties I à V et Partie X :

I. Pouvoirs de réglementation - Les pouvoirs relatifs à la réglementation des ressources vivantes de la haute mer sont déterminés par leurs caractéristiques biologiques et sont exercés en vue d'assurer leur conservation, leur utilisation maximale et leur répartition équitable. 8.4

II. Ressources biologiques constituées par les espèces côtières et les espèces anadromes - L'Etat riverain réglemente toutes les ressources biologiques de la mer au large de ses côtes, au-delà de la mer territoriale jusqu'aux limites de leur zone de migration et jouit d'un droit préférentiel sur ces ressources. L'Etat riverain dans les eaux douces ou les estuaires duquel se reproduisent des espèces anadromes, telles que les salmonidés, a le pouvoir de réglementer ces ressources au-delà de la mer territoriale jusqu'à leur zone de migration en haute mer, que ces 8.4

1/ Voir aussi la note explicative intitulée "Espèces anadromes et grands migrants - considérations spéciales sur leur gestion" [Document A/AC.138/SC.II/L.20 du 2 avril 1973].

Titre abrégé

Dispositions

12) Etats-Unis : nêche
(suite)

ressources se trouvent eu non au large des côtes dudit Etat, et jouit de droits préférentiels sur ces ressources.

A. L'expression "ressources côtières" désigne toutes les ressources vivantes au large de la côte d'un Etat riverain, à l'exception des espèces essentiellement migratrices énumérées à l'annexe A a/ et des ressources anadromes.

B. L'Etat riverain peut réserver chaque année à ses navires battant pavillon national, conformément au présent article, la part des ressources anadromes et côtières qu'ils peuvent exploiter.

C. Les ressources constituées par les espèces côtières et anadromes présentes dans les eaux adjacentes à plus d'un Etat riverain, ou qui y effectuent des migrations, sont réglementées par accord entre ces Etats.

III. Ressources constituées par les espèces pélagiques essentiellement migratrices - L'exploitation des ressources constituées par les espèces pélagiques essentiellement migratrices énumérées à l'annexe A est réglementée par des organisations internationales appropriées en matière de pêche.

7.5; 8.4

A. Tout Etat riverain partie à la Convention ou tout autre Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitent ou ont l'intention d'exploiter des ressources réglementées ont un droit égal à participer à l'action de ces organisations.

B. Aucun Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitent des ressources réglementées ne peut refuser de coopérer avec ces organisations. Les règlements de ces organisations établis conformément au présent article, s'appliquent à tous les navires pêchant les ressources réglementées, quelle que soit leur nationalité.

C. Dans le cas où les Etats intéressés sont dans l'impossibilité de créer une organisation internationale ou estiment qu'elle est inutile, les ressources sont réglementées par voie d'accord ou de consultation entre ces Etats.

a/ Non reproduite.

Titre abrégéDispositionVoir aussi12) Etats-Unis : pêche
(suite)

IV. Principes de conservation - Afin d'assurer la conservation des ressources pélagiques vivantes, l'Etat riverain ou l'organisation internationale appropriée applique les principes suivants :

7.5; 8.4

A. Le nombre des prises autorisées est déterminé et d'autres mesures de conservation sont adoptées en vue de permettre, d'après les données les plus sûres, de maintenir ou de rétablir le rendement maximal possible, compte tenu des facteurs écologiques et économiques appropriés.

B. A cet effet, il est communiqué et échangé, à intervalles réguliers, des renseignements scientifiques et des statistiques sur les prises et les autres activités, ainsi que toutes autres données pertinentes.

C. Les mesures de conservation et leur application n'ont ni dans leur forme ni quant au fond d'effet discriminatoire à l'encontre de pêcheurs quels qu'ils soient. Les mesures de conservation restent en vigueur en attendant le règlement. Les mesures de conservation aux dispositions pertinentes du présent article, de tout désaccord concernant leur validité.

V. Utilisation et répartition - Pour assurer l'utilisation maximale et la répartition équitable des ressources côtières et anadromes, l'Etat riverain applique les principes suivants : 7.5; 9.4

A. L'Etat riverain peut réserver à ses navires battant pavillon national la part des prises annuelles autorisées qu'elle peut réaliser.

B. L'Etat riverain permet aux autres Etats d'accéder, dans des conditions raisonnables, au volume des ressources non entièrement exploitées par des navires, selon l'ordre de priorité suivant :

1) Etats pêcheant traditionnellement une espèce, sous réserve des conditions indiquées à l'alinéa C;

2) Autres Etats de la région, en particulier les Etats sans littoral et les autres Etats qui ont un accès limité à ces ressources, et avec lesquels des arrangements communs ou réciproques ont été conclus; et

3) Tous les Etats, sans discrimination entre eux.

Titre abrégé

12) Etats-Unis : pêche
(suite)

Dispositions

C. Toutes les fois qu'il est nécessaire de procéder à un compromis, la part allouée aux pêches traditionnelles des Etats riverains peut être réduite sans discrimination entre les Etats qui pêchent traditionnellement une espèce, dans les proportions suivantes :
(Formule à négocier au Sous-Comité II, compte tenu des intérêts des Etats procédant à des pêches traditionnelles).

Les Etats dont les pêcheurs exploitent une ressource réglementée par un Etat riverain peuvent être requis, sans distinction, de verser des droits raisonnables pour acquitter leur part du coût de cette réglementation.

X. Autres utilisations - L'exploitation des ressources biologiques de la haute mer sera conduite en tenant dûment compte des autres activités qui se déroulent dans le milieu marin. 8.4

15) Japon : pêche

Par. 2.1-2.4 et 3.1-3.2 :

2.1 Objectif des mesures de conservation - L'objectif des mesures de conservation est d'obtenir le rendement maximal possible des ressources halieutiques, de façon à assurer et maintenir un approvisionnement maximal en ressources alimentaires et autres produits provenant de la mer. 7.5

2.2 Obligation d'adopter des mesures de conservation - 1) Dans les cas où les ressortissants d'un seul Etat se livrent exclusivement à la pêche d'une espèce particulière de poisson, cet Etat adopte, lorsque cela est nécessaire, des mesures appropriées de conservation.

Dans les cas où les ressortissants de deux Etats ou plus se livrent à la pêche d'une espèce particulière de poisson, ces Etats, à la demande de l'un quelconque d'entre eux, négocient et concluent des arrangements prévoyant des mesures appropriées de conservation. Ces mesures de conservation doivent être compatibles avec l'objectif de conservation mentionné au paragraphe 2.1 ci-dessus et sont adoptées en conformité des principes énoncés au paragraphe 2.3 ci-après.

Titre abrégé

15) Japon : rêche
(suite)

Dispositions

Voir aussi

- 2) Lorsque des Etats ont déjà adopté des mesures de conservation en ce qui concerne une espèce particulière de poisson qui est exploitée par leurs ressortissants, un Etat nouveau venu doit adopter de son côté des mesures de conservation aussi restrictives que les mesures en vigueur, jusqu'à ce que de nouveaux arrangements soient conclus entre tous les Etats intéressés. Si les mesures de conservation qui sont en vigueur comprennent une limitation des prises ou quelque autre réglementation n'autorisant pas les ressortissants de l'Etat nouveau venu à se livrer à la pêche de l'espèce halieutique en cause, les Etats qui appliquent les mesures de conservation en vigueur entament immédiatement des négociations avec l'Etat nouveau venu en vue de conclure de nouveaux arrangements. En attendant la conclusion de ces arrangements, les ressortissants de l'Etat nouveau venu ne se livreront pas à la pêche de l'espèce en cause.
- 3) Les Etats auront recours dans la mesure du possible aux organisations internationales ou régionales de pêche pour adopter des mesures appropriées de conservation.
- 2.3 Principes fondamentaux relatifs aux mesures de conservation - 1) Les mesures de conservation doivent être adoptées compte tenu des meilleurs renseignements scientifiques disponibles. Si les Etats intéressés ne peuvent s'entendre sur l'évaluation des conditions caractérisant l'espèce à laquelle des mesures de conservation doivent être appliquées, ils demandent à un organisme international approprié ou à un autre tiers impartial d'entreprendre cette évaluation. Afin d'obtenir l'évaluation la plus juste possible des conditions caractérisant cette espèce, les Etats intéressés coopèrent à la mise en place d'institutions régionales pour des travaux d'enquête et de recherche sur les ressources halieutiques.
- 2) Aucune mesure de conservation ne doit se traduire par une discrimination de forme ou de fait entre les pêcheurs d'un Etat et ceux des autres Etats.
- 3) Les mesures de conservation sont déterminées, autant que possible, sur la base des prises admissibles estimées pour les diverses espèces de poissons. Ce principe n'empêche cependant pas d'arrêter des mesures de conservation sur d'autres bases dans les cas où, faute de données suffisantes, il n'est pas possible d'établir avec un degré raisonnable de précision une estimation des prises admissibles.

Titre abrégé

15) Japon : pêche
(suite)

Dispositions

- 4) Aucun Etat ne peut être exempté de l'obligation d'adopter des mesures de conservation pour le seul motif qu'il n'existe pas de données scientifiques suffisantes.
- 5) Les mesures de conservation adoptées sont conçues de manière à gêner le moins possible les activités de pêche concernant des espèces de poissons qui, le cas échéant, ne sont pas soumises à de telles mesures.
- 6) Les mesures de conservation et les données sur la base desquelles ces mesures sont adoptées font l'objet d'un réexamen à des intervalles appropriés.

2.4 Statut spécial des Etats riverains sur le plan de la conservation des ressources - Un Etat riverain est reconnu comme jouissant d'un statut spécial en ce qui concerne la conservation des ressources halieutiques de ses eaux adjacentes. C'est ainsi que l'Etat riverain a le droit de participer, sur un pied d'égalité, à toute enquête sur les ressources halieutiques qui est menée dans ses eaux adjacentes à des fins de conservation, que les espèces particulières en cause soient ou non pêchées effectivement par des ressortissants de cet Etat riverain. Les Etats non riverains qui effectuent l'enquête doivent, à la demande de l'Etat riverain, communiquer à ce dernier les résultats de leurs enquêtes et recherches relatives aux espèces en question. De même, à l'exception des mesures intérimaires (par. 6.1 ci-après), aucune mesure de conservation ne peut être adoptée en ce qui concerne une espèce quelconque de poisson sans le consentement de l'Etat riverain dont les ressortissants se livrent à la pêche de l'espèce particulière en question (ou de la majorité des Etats riverains lorsqu'il y en a trois ou davantage).

Un Etat riverain a en même temps l'obligation de prendre, en coopération avec les autres Etats, les mesures nécessaires pour maintenir la productivité des ressources halieutiques de ses eaux adjacentes à un niveau qui permette une utilisation efficace et rationnelle de ces ressources.

Titre abrégé15) Japon : pêche
(suite)DispositionsVoir aussi

7.1

3.1 Droits préférentiels - Dans la limite où le permet l'objectif de conservation des ressources, un Etat riverain jouit d'un droit préférentiel pour assurer à ses pêcheries côtières une protection suffisante effectuée dans ses eaux adjacentes.

i) Etat riverain en voie de développement :

L'Etat riverain peut réserver chaque année à ses navires battant pavillon national la part de la prise autorisée d'une espèce de poisson qu'il peut exploiter compte tenu de la capacité de ses pêcheries côtières. Pour déterminer la part de la prise autorisée à réserver à l'Etat riverain en voie de développement, il est dûment tenu compte du taux d'expansion de la capacité de pêche de cet Etat jusqu'à ce qu'il ait augmenté cette capacité au point de pouvoir pêcher une plus grande part de la prise autorisée de l'espèce.

ii) Etat riverain développé :

L'Etat riverain est autorisé chaque année à réserver à ses navires battant pavillon national la part de la prise autorisée d'une espèce de poisson qui est nécessaire pour que les petites pêcheries côtières opérant localement puissent se maintenir. Les intérêts des pêcheries établies de longue date des autres Etats sont dûment pris en considération pour déterminer la prise à réserver à ces petites pêcheries côtières.

7.1

3.2 Application des droits préférentiels - 1) Les mesures à adopter pour appliquer les droits préférentiels sont déterminées par accord entre l'Etat riverain et les Etats non riverains intéressés, à partir des propositions faites par l'Etat riverain. Pour établir ces propositions, l'Etat riverain peut faire appel à l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ou à d'autres organismes compétents.

2) L'étendue du droit préférentiel d'un Etat riverain est fixée compte tenu du nombre des prises autorisées de l'espèce de poisson qui fait l'objet de la répartition, si la prise autorisée pour cette espèce est déjà estimée aux fins de conservation. Quand il n'y a pas d'estimation de la prise autorisée, l'Etat riverain et les Etats non riverains intéressés s'entendent sur les mesures à prendre de manière à permettre au mieux à l'Etat riverain de bénéficier pleinement de son droit préférentiel.

Titre abrégé

15) Japon : pêche
(suite)

Dispositions

Voir aussi

- 3) Les réglementations adoptées pour permettre à un Etat riverain d'appliquer son droit préférentiel peuvent comprendre une répartition des prises (contingent par pays) et/ou d'autres mesures complémentaires qui s'appliqueront aux bateaux des Etats non riverains pratiquant la pêche dans les eaux adjacentes de l'Etat riverain; ces mesures tendront à :
- a) fixer des saisons pendant lesquelles la pêche sera ouverte et des saisons pendant lesquelles elle sera fermée;
 - b) interdire la pêche dans certaines zones;
 - c) réglementer les engins ou le matériel susceptibles d'être utilisés;
 - d) limiter la prise d'une certaine espèce de poisson qui peut être pêché.
- 4) Les réglementations adoptées sont conçues de manière à entraver le moins possible les activités de pêche des Etats non riverains portant sur les espèces de poissons, s'il en est, auxquelles ces réglementations ne s'appliquent pas.
- 5) Les Etats non riverains coopèrent avec les Etats riverains en vue de procéder à un échange d'informations scientifiques, de statistiques sur les prises et les autres activités et d'autres données pertinentes.
- 6) Quand les ressortissants de deux Etats riverains ou plus, qui sont habilités à bénéficier de droits préférentiels, pêchent une même espèce de poisson, aucun de ces Etats ne peut invoquer son droit préférentiel sur cette espèce sans le consentement de l'autre ou des autres Etats riverains intéressés. Dans ce cas, ces Etats riverains procèdent à des consultations, au niveau régional, avec les autres Etats intéressés en vue d'exercer leurs droits préférentiels.
- 7) Les mesures adoptées conformément aux dispositions de la présente section font l'objet d'un réexamen à des intervalles convenus entre les Etats intéressés.

Titre abrégé

16) Moscou :

déclaration

Dispositions

Par. 5 :

5. Compte tenu de la différence qui existe entre les possibilités économiques et techniques des Etats en voie de développement, riverains ou autres, d'une part, et celles des pays qui organisent des expéditions de pêche lointaine dans les mêmes régions qu'eux, d'autre part, il conviendrait d'accorder aux pays en voie de développement certains droits préférentiels qui leur donneraient la possibilité de développer leur industrie nationale de la pêche et de combler leur retard sur le plan technique.

6.6.2; 7.5

48) Afghanistan,
Autriche, Belgique,
Bolivie, Népal et
Singapour :
juridiction sur
les ressources

Article II, par. 2 :

9.4; 10.2

2. Dans la Zone ..., l'Etat riverain peut chaque année réserver pour lui-même et pour d'autres Etats désavantagés qui se trouvent exercer le droit énoncé au paragraphe précédent, la partie de la prise maximale autorisée, déterminée par l'Organisation internationale des pêche compétente, qui correspond à la capacité de récolte et aux besoins de ces Etats.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
63) Equateur, Panama et Pérou : pêcheries	Première partie - Articles A, B, C, D, E et F. Voir texte en 2.1, à 63)	2.1; 6.6
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Voir texte en 7.1, à 67)	6.1; 7.1; 7.2; 7.5; 9.2; 9.4; 10.2; 10.3; 15

68) Zaïre : pêche

Article 3

Les Etats riverains EVD de la même région se reconnaîtront entre eux leurs droits traditionnels de pêche acquis antérieurement à l'établissement de la zone économique exclusive conformément à la présente Convention - dans les mêmes conditions qu'avant l'entrée en vigueur de la présente Convention et sans préjudice à la réglementation de l'Etat riverain en matière de conservation, de mise en valeur et de gestion des ressources.

7.4 Prévention et lutte contre la pollution et les autres atteintes au milieu marin

7.5 Coopération internationale en matière d'étude et d'exploitation rationnelle
des ressources pélagiques

Titre abrégé

7) URSS : pêche

Paragraphe 4

Dispositions

8.4

4. Dans celles des régions susmentionnées où des mesures de réglementation de la pêche sont appliquées par l'intermédiaire des organisations internationales pour la pêche, ce mode de réglementation restera en vigueur à l'avenir.

Dans les régions en question le contrôle du respect des mesures de réglementation de la pêche continuera à s'effectuer sur la base des dispositions adoptées dans le cadre des organisations de pêche internationale compétentes.

11) Canada : ressources
biologiques

IV, paragraphes 1), 3), 7) et 8)

7.3

1) Le rendement d'une pêche doit être réparti entre les participants selon une formule appropriée de façon que chaque participant puisse obtenir sa part dans les conditions les plus avantageuses.

3) La gestion doit se conformer à des critères scientifiques et socio-économiques largement reconnus et acceptables sur le plan international.

7) Tout régime de gestion d'un lieu de pêche en exploitation internationale doit accepter de faire rapport à la communauté internationale sur la manière dont il exerce cette gestion; il y a lieu de prévoir des procédures appropriées de règlement des différends.

8) Tous les pays ayant une part dans des pêcheries en exploitation internationale devraient coopérer avec l'autorité de gestion désignée.

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

Parties IV et VI

12) Etats-Unis : pêche^{1/}IV. Principes de conservation

8.4

Afin d'assurer la conservation des ressources pélagiques vivantes, l'Etat riverain ou l'organisation internationale appropriée applique les principes suivants :

A. Le nombre des prises autorisé est déterminé et d'autres mesures de conservation sont adoptées en vue de permettre, d'après les données les plus sûres, de maintenir ou de rétablir le rendement maximal possible, compte tenu des facteurs écologiques et économiques appropriés.

B. A cet effet, il est communiqué et échangé, à intervalles réguliers, des renseignements scientifiques et des statistiques sur les prises et les autres activités, ainsi que toutes autres données pertinentes.

C. Les mesures de conservation et leur application n'ont ni dans leur forme ni quant au fond d'effet discriminatoire à l'encontre de pêcheurs quels qu'ils soient. Les mesures de conservation restent en vigueur en attendant le règlement, effectué conformément aux dispositions pertinentes du présent article, de tout désaccord concernant leur validité.

VI. Notification et consultation

L'Etat riverain notifie en temps utile à tous les Etats en cause tout règlement concernant la conservation, l'utilisation ou la réparation, avant de l'appliquer et procède à des consultations avec les autres Etats intéressés.

15) Japon : pêche

Paragraphe 2.1 à 2.4, 3.3, 4.1, 7.1 et 7.2

Le texte des paragraphes 2.1 à 2.4 est reproduit sous le point 7.3.

1/ Voir aussi la note explicative sur les "Espèces anadromes et grands migrateurs - considérations spéciales sur leur gestion" (A/AC.138/SC.II/L.20) du 2 avril 1973.

Titre abrégé

- 15) Japon : pêche
(suite)

Dispositions

3.3 Coopération internationale

Pour favoriser l'expansion de la capacité de pêche d'un Etat riverain en voie de développement et, partant, lui permettre plus facilement de bénéficier pleinement de son droit préférentiel, une coopération internationale s'instaure dans le secteur de la pêche et des industries connexes, entre l'Etat riverain en voie de développement et les autres Etats pêcheurs, en vue de la conclusion d'un accord relatif au droit préférentiel de cet Etat riverain en voie de développement.

Réglementation concernant les espèces pélagiques
essentiellement migratrices

4.1 L'Etat riverain ne bénéficie d'aucun statut spécial pour la conservation des ressources (2.4) ni d'aucun droit préférentiel (3.1), pour ce qui est des espèces pélagiques essentiellement migratrices, y compris les espèces anadromes. La conservation de ces espèces et la réglementation qui les concerne sont assurées, selon le cas, dans le cadre de consultations ou d'accords internationaux auxquels tous les Etats intéressés participent, ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales de pêche.

Dispositions diverses

7.1 Coopération avec les pays en voie de développement

Afin d'encourager le développement de l'industrie de la pêche, la consommation intérieure et l'exportation des produits de la pêche dans les pays en voie de développement, y compris les pays sans littoral, les pays développés non riverains coopèrent par tous les moyens avec les pays en voie de développement dans des domaines tels que l'étude des ressources de la pêche, l'expansion de la capacité de pêche, la construction de facilités de stockage, de transformation et l'amélioration des systèmes de commercialisation.

7.2 Coopération au sein des commissions régionales de pêche

Au titre du présent régime, la coopération entre les Etats riverains et non riverains se fait autant que possible dans le cadre de commissions régionales de pêche. A cette fin, les Etats intéressés s'efforcent de renforcer les commissions existantes et collaborent à la création de nouvelles commissions chaque fois que cela est souhaitable et possible.

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

16) Moscou :
déclaration

Paragraphe 2 :

2. Les Etats socialistes signataires de la présente déclaration se prononcent en faveur d'une gestion rationnelle et scientifiquement fondée de l'industrie de la pêche et appuient les propositions visant à une exécution plus efficace d'études scientifiques par des organisations internationales s'intéressant à la pêche, ainsi qu'à une réglementation de la pêche en haute mer.

7.3; 8.4

Les systèmes existants de réglementation internationale de la pêche doivent être constamment améliorés. Il convient d'accroître le rôle des organisations internationales régionales s'intéressant à la pêche, d'élargir leurs attributions et d'améliorer les échanges d'informations scientifiques, techniques et professionnelles en vue d'une évaluation objective des ressources poissonnières et de donner à tous les Etats intéressés, sans exception, la possibilité de participer à ces organisations sur la base du principe de leur égalité souveraine. Il faut confier aux organisations internationales des fonctions de contrôle international sur l'observation des règles de gestion de l'industrie de la pêche, étant donné qu'une telle mesure contribuerait à assurer plus efficacement la préservation des ressources poissonnières ainsi que leur maintien à un niveau maximal stable.

28) OUA : déclaration

G, paragraphe 14, dernier alinéa :

14. ... Les Etats conviennent de stimuler la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique en mer dans les zones au-delà de leur juridiction nationale. De telles recherches seront effectuées conformément à des règles et procédures qui seront arrêtées par le mécanisme international.

Pour le texte complet, voir 6.9

48) Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal, Singapour :
juridiction sur les ressources

1. Les Etats sans littoral et les Etats riverains qui ne peuvent pas déclarer ou qui ne déclarent pas de Zone ... conformément à l'article premier (désignés ci-après par l'expression "Etats désavantagés"), ainsi que les personnes physiques ou morales placées sous leur autorité, ont le droit de participer à l'exploration et à l'exploitation des ressources biologiques de la Zone ... des Etats riverains voisins dans des conditions

7.1; 9.4; 10

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

48) Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal, Singapour : juridiction sur les ressources (suite)

d'égalité et de non-discrimination. En vue de faciliter la mise en valeur ordonnée ainsi que la gestion et l'exploitation rationnelles des ressources biologiques de Zones ... particulières, les Etats intéressés peuvent conclure des arrangements appropriés pour réglementer l'exploitation des ressources de ces Zones.

5. Un Etat riverain développé qui délimite une Zone ... conformément au paragraphe premier de l'article premier verse à l'Autorité internationale ... % des recettes 1/ qu'il tire de l'exploitation des ressources biologiques de cette zone. Ces contributions sont réparties par l'Autorité internationale selon des critères de partage équitables.

9.4; 10.2

Article III

1. Les Etats riverains versent à l'Autorité internationale des contributions prélevées sur les recettes 1/ qu'ils tirent de l'exploitation des ressources autres que biologiques de leurs Zones ... , conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

7.2

2. Le taux de ces contributions sera de ... % 2/ des recettes provenant des activités d'exploitation menées à l'intérieur de la Zone ... en deçà d'une distance de 40 milles ou de l'isobathe 200 mètres, l'Etat côtier pouvant choisir entre ces deux limites, et de ... % 2/ des recettes des activités d'exploitation menées à l'intérieur de la Zone ... au-delà d'une distance de 40 milles ou de l'isobathe 200 mètres.

3. L'Autorité internationale répartit ces contributions selon des critères de partage équitables.

1/ Le terme "recettes" devra être défini.

2/ Il est entendu que des taux différentiels devront être appliqués aux pays développés et aux pays en voie de développement.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Voir texte en 7.1, à 67)	6.1; 7.1; 7.2; 7.3; 9.2; 9.4; 10.2; 10.3; 15

7.6 Règlement des différends

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

7) URSS : pêche

Par. 7

21

7. Les différends entre Etats sur des problèmes relatifs à l'application des dispositions du présent article peuvent être réglés à la demande de l'une des parties au différend, par voie d'arbitrage à moins que les parties ne conviennent d'un autre moyen de règlement pacifique, prévu par l'article 33 de la Charte des Nations Unies.

12) Etats-Unis : pêche

Partie IX

IX. Règlement des différends

21

Tout différend pouvant surgir entre Etats dans l'interprétation du présent article est, à la demande de l'une des parties au différend, soumis à une commission spéciale composée de cinq membres, à moins que les parties ne conviennent d'en rechercher la solution par un autre mode de règlement pacifique conformément à l'article 33 de la Charte des Nations Unies. Ladite commission procède conformément aux dispositions suivantes :

A. Les membres de la Commission, dont l'un est chargé des fonctions de président, sont nommés d'un commun accord par les Etats parties au différend, dans un délai de deux mois compté de la demande de règlement du différend présentée conformément aux dispositions du présent article. A défaut d'accord, ils sont, à la requête de tout Etat partie au différend, nommés dans un nouveau délai de deux mois par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec les Etats en cause ainsi qu'avec le Président de la Cour internationale de Justice et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, parmi des personnes dûment qualifiées, choisies en dehors des Etats parties au différend et spécialistes des questions juridiques, administratives ou scientifiques relatives à la pêche selon la nature du différend à régler. Il est pourvu aux vacances de la même manière qu'aux désignations initiales.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

12) Etats-Unis : pêche
(suite)

B. Tout Etat partie à une procédure prévue dans les présents articles a le droit de désigner l'un de ses ressortissants pour faire partie de la Commission spéciale, avec le droit de participer pleinement aux débats, dans les mêmes conditions que les membres de la Commission; toutefois, ce ressortissant n'a pas le droit de vote et ne peut pas prendre part à la rédaction de la décision de la Commission.

C. La Commission fixe elle-même sa procédure de manière à assurer à chacune des parties la possibilité de se faire entendre et de défendre son point de vue. Elle statue également sur la répartition des frais et dépenses entre les parties, à défaut d'un accord entre celles-ci à ce sujet.

D. Tant que la Commission spéciale n'a pas pris une décision définitive, les mesures qui font l'objet du différend continuent à s'appliquer; la Commission peut décider quelles sont les autres mesures qui doivent éventuellement s'appliquer, et sous quelle forme, en attendant qu'elle ait rendu sa sentence.

E. La Commission spéciale rend sa décision, qui a force obligatoire pour les parties, dans les cinq mois qui suivent la désignation de ses membres, à moins qu'elle ne décide, en cas de nécessité, de prolonger ce délai d'une durée qui ne saurait excéder deux mois.

F. En prenant sa décision, la Commission spéciale se conforme au présent article ainsi qu'à tous accords conclus entre les parties au différend en vue du règlement de ce dernier.

Titre abrégé

15) Japon : pêche

Dispositions

Voir aussi

Par. 6.1 et 6.2

Le texte des par.
2.2 et 3.1
est reproduit sous
7.3 et 7.5

6.1 Mesures intérimaires

Si, au terme de six mois de négociations, les Etats intéressés ne sont pas parvenus à un accord sur les mesures relatives aux droits préférentiels prévus au paragraphe 3.1 et/ou sur des arrangements relatifs aux mesures de conservation prévus au paragraphe 2.2, l'un quelconque des Etats peut entamer la procédure de règlement des différends. En attendant le règlement des différends, les Etats intéressés adoptent des mesures intérimaires. Ces mesures intérimaires ne préjugent en rien la position respective de l'un quelconque des Etats intéressés en ce qui concerne le différend en question.

a) Dans les cas où c'est la limitation de la prise qui fait l'objet du différend, chaque partie prend les mesures nécessaires pour que sa prise de l'espèce en question ne dépasse pas, sur une base annuelle, sa prise annuelle moyenne pour les cing années précédentes.

b) Lorsque d'autres éléments font l'objet du différend - fonds de pêche, engins de pêche ou saison de pêche - et qu'il s'agit de mesures touchant l'application du droit préférentiel d'un Etat riverain, ou d'arrangements touchant les mesures de conservation les autres Etats intéressés adoptent les dernières propositions de l'Etat riverain en ce qui concerne la question controversée. Toutefois, ils ne sont pas tenus de le faire si l'adoption de la proposition de l'Etat riverain risque de modifier considérablement soit sa prise autorisée en vertu de l'alinéa a) ci-dessus, soit sa prise de quelque autre espèce - indépendamment du droit préférentiel de l'Etat riverain - qu'il exploite dans d'importantes proportions. En pareil cas, les autres Etats prennent toutes les mesures qui leur paraissent appropriées et qui sont en leur pouvoir pour protéger les pêcheries côtières visées.

Dispositions

Titre abrégé

15) Japon : pêche
(suite)

- c) Toute partie au différend peut demander à la Commission spéciale d'arrêter des mesures provisoires au sujet de la question en litige.
- d) Tout Etat informe la Commission spéciale établie conformément au paragraphe 6.2 ainsi que tous les autres Etats intéressés, des mesures intérimaires précises qu'il a prises conformément à l'une quelconque des dispositions qui précèdent.

6.2 Procédure relative au règlement des différends (Commission spéciale)

Tout différend pouvant surgir entre Etats dans l'interprétation du présent régime est soumis par l'un des Etats intéressés à une commission spéciale de cinq membres dont le règlement est le suivant, à moins que les parties ne conviennent de le régler par d'autres moyens conformément à l'article 33 de la Charte des Nations Unies.

- a) Deux membres au maximum peuvent être des ressortissants des Etats parties, l'un de l'Etat riverain, l'autre de l'Etat non riverain.
- b) Les décisions de la Commission spéciale sont prises à la majorité et ont force obligatoire pour les parties.
- c) La Commission spéciale rend sa décision dans les six mois qui suivent sa création.
- d) En dépit des mesures intérimaires prises par les parties au titre du paragraphe 6.1, la Commission spéciale peut, à la demande de l'une quelconque des parties ou de sa propre autorité, arrêter des mesures provisoires, si elle le juge nécessaire. La Commission rend sa décision définitive dans les six mois qui suivent sa décision concernant ces mesures provisoires.

7.7 Autres droits et obligationsVoir aussiTitre abrégéDispositions

12) Etats-Unis : pêche

Partie VIII : APPLICATION

Les mesures prises en vertu du présent paragraphe sont appliquées de manière à entraver le moins possible la pêche et d'autres activités dans le milieu marin.

A. Etat riverain - l'Etat riverain peut inspecter et arraisonner tout bateau qui pêche en violation de ses règlements. Il peut mettre en jugement et punir les navires qui pêchent en violation de ses règlements, à condition que, si l'Etat dont le bateau a la nationalité a fixé des procédures pour le jugement et l'imposition de sanctions en cas de violation du règlement établi par l'Etat riverain en matière de pêche conformément au présent article, le bâtiment arraisonné soit remis sans délai pour jugement et aux agents dûment autorisés de l'Etat dont le bateau a la nationalité; ledit Etat notifie à l'Etat riverain dans un délai de six mois le jugement rendu en l'espèce.

B. Organisations internationales des pêches - Chaque Etat partie à une organisation internationale qualifiée d'infraction, pour les bateaux naviguant sous son pavillon, le fait de violer le règlement sur la pêche adopté par cette organisation conformément au présent article. Les agents de l'Organisation internationale appropriée, ou de tout Etat qui y est autorisé par l'organisation, peuvent inspecter et arraisonner les bateaux coupables d'avoir violé le règlement sur la pêche adopté par cette organisation. Tout bâtiment arraisonné est remis sans délai aux agents dûment autorisés de l'Etat dont il bat pavillon. Seul l'Etat de pavillon du bâtiment coupable d'infraction a compétence pour juger l'affaire ou pour imposer des peines, quelles qu'elles soient, ayant trait à la violation de règlements sur la pêche adoptés par les organisations internationales aux termes du présent article. Il incombe à cet Etat de notifier à l'organisation poursuivante, dans un délai de six mois, la décision prise en l'espèce.

8.2

8. HAUTE MER

8.1. Nature et caractéristiques

Voir aussi

Titre abrégé

10) Saint-Domingue :
déclaration

Haute mer ;

Les eaux situées au-delà de la limite extérieure de la mer patrimoniale constituent une zone internationale dénommée "haute mer", dans laquelle existe la liberté de navigation, de survol et de pose de câbles et conduites sous-marins. La liberté de la pêche dans cette zone ne doit pas être illimitée ou exercée sans discrimination; elle doit faire l'objet d'une réglementation internationale appropriée, de préférence de portée universelle et d'acceptation générale.

8.3; 8.4

36) Equateur, Panama et
Férou : **projet**
d'articles

Troisième partie . Haute mer

8.3

Article 17

On entend par haute mer la partie de la mer qui n'est pas soumise à la souveraineté et à la juridiction des Etats riverains.

Article 18

La haute mer est ouverte à tous les Etats, qu'ils aient ou non un littoral maritime, et son utilisation doit être réservée à des fins pacifiques.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

- 55) Chine : espace marin international
1. On entend par espace marin international toutes les parties de la mer se trouvant au-delà des limites de la juridiction nationale. Cet espace marin international ainsi que l'ensemble de leurs ressources appartiennent en principe aux peuples de tous les pays.

8.2. Droits et devoirs des Etats

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

12) Etats-Unis : pêche

Partie VIII :

Les mesures prises en vertu du présent paragraphe sont appliquées de manière à entraver le moins possible la pêche et d'autres activités dans le milieu marin.

A. Etat riverain	} Pour le texte complet, voir 7.7
B. Organisations internationales des pêches	

30) Belgique : îles artificielles et installations

Article e)

36) Equateur, Panama et Pérou : projet d'articles

Troisième partie : Haute mer
Article 22

Tout Etat est tenu de se conformer aux réglementations internationales destinées à prévenir, atténuer ou éliminer les dommages et les risques dus à la pollution ainsi que tous autres effets nocifs ou dangereux pour le système écologique de la haute mer, la qualité et l'utilisation des eaux, les ressources biologiques et la santé humaine.

... (Dispositions complémentaires sur la pollution)

Article 23

La recherche scientifique en haute mer est ouverte à tout Etat et doit être encouragée et facilitée par des formes de coopération et d'assistance qui permettent la participation de tous les Etats, quel que soit leur degré de développement et qu'ils aient ou non un littoral.

... (Dispositions complémentaires sur la recherche scientifique) ...

Les passages de la proposition qui intéressent cette rubrique sont reproduits sous 7.3 et 7.5

Le passage de la proposition qui intéresse cette rubrique est reproduit sous 18

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

- 55) Chine : espace marin international
3. L'utilisation de l'espace marin international par un Etat ne doit pas porter atteinte aux intérêts légitimes d'autres Etats ni aux intérêts communs de tous les Etats.
4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, les navires et les aéronefs de tous les Etats ont le droit de naviguer dans l'espace marin international ou de le survoler, à condition de battre le pavillon de l'Etat auquel ils appartiennent, ou d'arborer les signes distinctifs de cet Etat.
5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, tous les Etats ont le droit de poser des câbles et pipe-lines sur le fond de l'espace marin international.

8.3. Question des libertés de la haute mer et de leur réglementation

Titre abrégé

10) Saint-Domingue :
déclaration

Dispositions

Haute mer :

Les eaux situées au-delà de la limite extérieure de la mer patrimoniale constituent une zone internationale dénommée "haute mer", dans laquelle existe la liberté de navigation, de survol et de pose de câbles et conduites sous-marins. La liberté de la pêche dans cette zone ne doit pas être illimitée ou exercée sans discrimination; elle doit faire l'objet d'une réglementation internationale appropriée, de préférence de portée universelle et d'acceptation générale.

Voir aussi

8.1; 8.3

25) Colombie, Mexique et
Venezuela : projet
d'articles

Article 16 :

La liberté de navigation, de survol et de pose de câbles et de pipe-lines sous-marins existe en haute mer. La liberté de la pêche dans cette zone n'est pas illimitée et ne doit pas s'exercer sans discrimination.

8.4

36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles

Troisième partie. Haute mer. Article 18.

La haute mer est ouverte à tous les Etats, qu'ils aient ou non un littoral maritime, et son utilisation doit être réservée à des fins pacifiques.

Article 19

Le régime de la haute mer comporte les libertés suivantes :

- 1) la liberté de la navigation;
- 2) la liberté de survol;
- 3) la liberté d'y poser des câbles et des pipe-lines sous-marins;
- 4) la liberté d'y placer des îles artificielles et d'autres installations autorisées par le droit international, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 24.
- 5) la liberté de la pêche, sous réserve des conditions formulées à l'article 20;
- 6) la liberté de la recherche scientifique, sous réserve des conditions formulées à l'article 23.

Ces libertés sont exercées par tous les Etats, compte dûment tenu des intérêts des autres Etats dans l'exercice des mêmes libertés.

... (Dispositions complémentaires)

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques

Titre abrégé

7) URSS : pêche

Dispositions

Paragraphe 1 à 4 :

1. L'Etat riverain en voie de développement peut se réserver chaque année, dans les régions de la haute mer adjacentes à sa mer territoriale ou à sa zone de pêche (qui ne doivent pas être supérieures à 12 milles), une partie de la pêche de poisson permise, que les navires arborant le pavillon dudit Etat sont capables de prendre.

Au fur et à mesure que se développerait la flotte de pêche de l'Etat riverain en voie de développement, la partie susmentionnée de la pêche de poisson permise, réservée par cet Etat, pourrait s'accroître respectivement.

Le volume de la partie réservée de la prise de poisson sera notifié par l'Etat riverain en voie de développement à l'Organisation internationale de la pêche, dont la compétence s'étend à la région donnée, ainsi qu'aux Etats qui se livrent à la pêche dans les régions susmentionnées.

2. Tout Etat riverain peut se réserver chaque année, dans les régions de la haute mer adjacentes à sa mer territoriale ou à sa zone de pêche (qui ne doivent pas être supérieures à 12 milles), une partie de la pêche permise de la réserve du poisson anadrome, frayant dans ses fleuves, que les navires arborant le pavillon dudit Etat sont capables de prendre.

3. La partie non réservée de la pêche de poisson permise, conformément aux paragraphes 1 et 2, peut être prise par des navires arborant le pavillon d'autres Etats, y compris les Etats sans littoral, sans préjudice à la reproduction des réserves poissonnières.

4. Dans celles des régions susmentionnées où des mesures de réglementation de la pêche sont appliquées par l'intermédiaire des organisations internationales pour la pêche, ce mode de réglementation restera en vigueur à l'avenir.

Voir aussi

7.3

Titre abrégé

7) URSS : pêche
(suite)Dispositions

Dans les régions en question le contrôle du respect des mesures de réglementation de la pêche continuera à s'effectuer sur la base des dispositions adoptées dans le cadre des organisations de pêche internationales compétentes.

10) Saint-Domingue :
déclaration

Haute mer :

Les eaux situées au-delà de la limite extérieure de la mer patrimoniale constituent une zone internationale dénommée "haute mer", dans laquelle existe la liberté de navigation, de survol et de pose de câbles et conduites sous-marins. La liberté de la pêche dans cette zone ne doit pas être illimitée ou exercée sans discrimination; elle doit faire l'objet d'une réglementation internationale appropriée, de préférence de portée universelle et d'acceptation générale.

12) Etats-Unis :
pêche

Parties I, III, IV, VI, VII et X :

7.3

I. Pouvoirs de réglementation - Les pouvoirs relatifs à la réglementation des ressources vivantes de la haute mer sont déterminés par leurs caractéristiques biologiques et sont exercés en vue d'assurer leur conservation, leur utilisation maximale et leur répartition équitable.

7.3; 7.5

III. Ressources constituées par les espèces pélagiques essentiellement migratrices 1/ - L'exploitation des ressources constituées par les espèces pélagiques essentiellement migratrices énumérées à l'annexe A est réglementée par des organisations internationales appropriées en matière de pêche.

A. Tout Etat riverain partie à la Convention ou tout autre Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitent ou ont l'intention d'exploiter des ressources réglementées ont un droit égal à participer à l'action de ces organisations.

1/ Voir "Espèces anadromes et grands migrateurs - considérations spéciales sur leur gestion" : Document de travail présenté par les Etats-Unis d'Amérique (A/AC.138/SC.II/L.20 du 2 avril 1973).

Titre abrégé

12) Etats-Unis :
pêche
(suite)

Dispositions

B. Aucun Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitent des ressources réglementées ne peut refuser de coopérer avec ces organisations. Les règlements de ces organisations établis conformément au présent article, s'appliquent à tous les navires pêchant les ressources réglementées, quelle que soit leur nationalité.

C. Dans le cas où les Etats intéressés sont dans l'impossibilité de créer une organisation internationale ou estiment qu'elle est inutile, les ressources sont réglementées par voie d'accord ou de consultation entre ces Etats.

IV. Principes de conservation - Afin d'assurer la conservation des ressources pélagiques vivantes, l'Etat riverain ou l'organisation internationale appropriée applique les principes suivants :

7.5; 8.4

A. Le nombre des prises autorisé est déterminé et d'autres mesures de conservation sont adoptées en vue de permettre, d'après les données les plus sûres, de maintenir ou de rétablir le rendement maximal possible, compte tenu des facteurs écologiques et économiques appropriés.

B. A cet effet, il est communiqué et échangé, à intervalles réguliers, des renseignements scientifiques et des statistiques sur les prises et les autres activités, ainsi que toutes autres données pertinentes.

C. Les mesures de conservation et leur application n'ont ni dans leur forme ni quant au fond d'effet discriminatoire à l'encontre de pêcheurs quels qu'ils soient. Les mesures de conservation restent en vigueur en attendant le règlement, effectué conformément aux dispositions pertinentes du présent article, de tout désaccord concernant leur validité.

VI. Notification et consultation - L'Etat riverain notifie en temps utile à tous les Etats en cause tout règlement concernant la conservation, l'utilisation ou la répartition, avant de l'appliquer, et procède à des consultations avec les autres Etats intéressés.

7.5

Titre abrégé

- 12) Etats-Unis :
pêche
(suite)

Dispositions

VII. Assistance technique - Un registre international d'experts indépendants de la pêche est établi et tenu à jour par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Tout Etat en voie de développement partie à la présente Convention ayant besoin d'une assistance peut désigner un nombre approprié d'experts choisis sur ce registre pour former un groupe consultatif en matière de gestion des pêches, chargé de lui fournir des avis.

X. Autres utilisations - L'exploitation des ressources biologiques de la haute mer sera conduite en tenant dûment compte des autres activités qui se déroulent dans le milieu marin.

- 15) Japon : pêche

Paragraphe 1.1 à 1.3 :

1.1 Le régime proposé s'applique à la pêche en haute mer dans les zones adjacentes à la limite de 12 milles, mesurée à partir de la côte d'un Etat conformément aux règles pertinentes du droit international (ces zones sont dénommées ci-après "eaux adjacentes").

1.2 Tous les Etats ont droit à ce que leurs ressortissants se livrent à la pêche en haute mer, dans les conditions prévues par le présent régime et sous réserve des obligations découlant des traités auxquels ces Etats sont parties.

1.3 Le régime proposé ne modifie en rien les droits et obligations des Etats qui découlent d'accords internationaux existants relatifs à des lieux déterminés de pêche en haute mer.

7.5

7.1

Titre abrégé16) Moscou :
déclarationDispositions

Paragraphe 1, 2, 6 et 7 :

6.6.1

1. La coopération de tous les Etats intéressés en vue de l'étude et de la réglementation de l'exploitation des ressources biologiques marines représente une condition nécessaire de leur utilisation rationnelle et de l'accroissement de la productivité de la pêche dans les mers et les océans. Cette tâche risquerait toutefois de devenir irréalisable dans le cas où une proportion notable des zones biologiquement interdépendantes de la haute mer serait partagée entre les Etats par suite de la création, par des Etats riverains, de zones spéciales de grande largeur (plus de 12 milles par exemple), dans lesquelles ces Etats bénéficieraient de droits exclusifs sur les bancs de poissons en migration permanente.

7.3

2. Les Etats socialistes signataires de la présente déclaration se prononcent en faveur d'une gestion rationnelle et scientifiquement fondée de l'industrie de la pêche et appuient les propositions visant à une exécution plus efficace d'études scientifiques par des organisations internationales s'intéressant à la pêche, ainsi qu'à une réglementation de la pêche en haute mer.

Les systèmes existants de réglementation internationale de la pêche doivent être constamment améliorés. Il convient d'accroître le rôle des organisations internationales régionales s'intéressant à la pêche, d'élargir leurs attributions et d'améliorer les échanges d'informations scientifiques, techniques et professionnelles en vue d'une évaluation objective des ressources poissonnières et de donner à tous les Etats intéressés, sans exception, la possibilité de participer à ces organisations sur la base du principe de leur égalité souveraine. Il faut confier aux organisations internationales des fonctions de contrôle international sur l'observation des règles de gestion de l'industrie de la pêche, étant donné qu'une telle mesure contribuerait à assurer plus efficacement la préservation des ressources poissonnières ainsi que leur maintien à un niveau maximal stable.

Titre abrégé

16) Moscou :
déclaration
(suite)

Dispositions

6. Etant fermement convaincus de la nécessité de résoudre au plus tôt le problème que pose l'utilisation intégrale des ressources biologiques des mers et des océans, sur une base rationnelle et dans l'intérêt commun de tous les peuples du globe terrestre, les pays socialistes signataires de la présente déclaration estiment qu'il serait possible de trouver une solution de ce genre grâce à une harmonisation judicieuse des intérêts des Etats riverains et des pays qui organisent des expéditions de pêche lointaine fondée sur une réglementation internationale de la pêche et non sur l'adoption de mesures unilatérales par des pays agissant à titre individuel.

7. Les ressources biologiques des mers et des océans doivent devenir une source permanente de relèvement du bien-être et du niveau de vie des peuples de notre planète et servir les intérêts de l'humanité entière.

25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Article 17 :

L'Etat riverain porte un intérêt particulier au maintien de la productivité des ressources biologiques de la mer dans une zone adjacente à la mer patrimoniale.

28) OUA : déclaration

Partie E (Pêche en haute mer) par. 12

Les Etats africains reconnaissent que les activités de pêche en haute mer ont un effet direct sur les pêcheries de la mer territoriale et de la zone économique. Par conséquent, ces activités doivent être réglementées, en particulier en ce qui concerne les espèces de poisson essentiellement migratrices et les espèces anadromes. Les Etats africains préconisent donc l'établissement d'un régime international ou d'une autorité internationale pour la pêche en mer ayant des pouvoirs suffisants pour faire respecter des principes de gestion des pêches, largement acceptés, ou le renforcement des commissions de pêcheries créées par la FAO ou d'autres organismes chargés de réglementer la pêche afin de leur permettre d'établir des règlements appropriés qui s'appliquent dans toutes les parties de la haute mer.

Titre abrégé

36) Equateur, Panama
et Pérou :
projet d'articles

Dispositions

Troisième partie : Haute mer

Article 20

1. La pêche et la chasse marine en haute mer sont sujettes à des réglementations de caractère mondial ou régional.
2. Ces activités sont exercées selon des procédés et avec des moyens qui ne mettent pas en péril la conservation adéquate des ressources renouvelables de la haute mer.

Article 21

L'Etat riverain a un intérêt particulier au maintien de la productivité des ressources renouvelables dans toutes les parties de la haute mer contiguë à la zone soumise à sa souveraineté et à sa juridiction.

ARTICLE 8

L'Etat riverain a directement intérêt au maintien de la productivité des ressources biologiques de la partie de la mer contiguë à sa zone exclusive de pêche. Il peut prendre les mesures propres à protéger cet intérêt. L'Etat riverain jouit de droits préférentiels sur les ressources de cette partie de la mer et peut réserver à ses ressortissants une partie des prises maximales autorisées qui correspondent à sa capacité de pêche.

ARTICLE 9

Des règlements d'extension régionale peuvent être décrétés en matière d'exploration, d'exploitation, de conservation et de mise en valeur des ressources biologiques de la partie de la mer située au-delà des limites de la zone exclusive de pêche, lorsqu'il s'agit d'espèces dont les migrations sont de faible amplitude et dont la reproduction, la nourriture et la survie dépendent des ressources de la région. Les Etats de la région peuvent arrêter ces règlements par voie d'accord ou de convention, ou prier l'Autorité.

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
projet d'articles
sur la pêche

Titre abrégé

Dispositions

47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka :
projet d'articles
sur la pêche
(suite)

désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer, de
les formuler pour l'ensemble de la région, sous réserve qu'ils les
ratifient.

ARTICLE 10

6.6

L'exploration, l'exploitation, la conservation et la mise en
valeur des espèces de grands migrateurs au-delà des limites de la
zone exclusive de pêche sont soumises aux règlements arrêtés par
l'Autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de
la mer.

55) Chine : espace marin
international

6. La pêche dans l'espace marin international sera dûment réglementée
pour interdire la pêche sans discrimination et toutes autres violations
des règlements relatifs à la conservation des ressources halieutiques.

En attendant l'établissement d'une organisation internationale
unifiée de la pêche, les Etats d'un espace marin donné peuvent
constituer une commission régionale chargée de promulguer les
règlements appropriés en matière de pêche et de conservation des
ressources biologiques marines dans l'espace marin international. Les
bateaux de pêche des Etats d'autres régions peuvent se livrer à des
activités de pêche dans ledit espace marin, pourvu qu'ils se conforment
aux règlements pertinents qui y sont en vigueur.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

63) Equateur, Panama
et Pérou : pêcheries

II. Pêcheries en mer internationale

Article G

Les activités de pêche et de chasse aquatique dans la mer internationale se déroulent conformément aux dispositions de la présente Convention et des accords qui seront conclus sur les plans mondial ou régional.

Article H

1. Les réglementations adoptées pour régir la pêche et la chasse aquatique dans la mer internationale doivent assurer la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources biologiques et la participation équitable de tous les Etats dans leur utilisation, compte tenu des besoins particuliers des pays en voie de développement et, notamment, des pays sans littoral.

2. Dans les règlements en question, on fixe les conditions et méthodes de pêche et de chasse aquatique propres à éviter une exploitation désordonnée des espèces et le danger de leur extinction.

Article I

L'Etat riverain jouit de droits préférentiels pour l'exploitation des ressources biologiques dans un secteur de la mer contigu à la zone qui relève de sa souveraineté et de sa juridiction, et peut se réserver ou réserver à ses ressortissants une partie de la prise autorisée desdites ressources.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

63) Equateur, Panama
et Pérou : pêcheries
(suite.)

Article J

En ce qui concerne les ressources biologiques d'une région marine située au-delà des limites des zones qui relèvent de la souveraineté et de la juridiction de deux ou plusieurs Etats, qui se reproduisent, s'alimentent et subsistent grâce aux ressources de la région, les Etats intéressés peuvent convenir entre eux de règles appropriées pour l'exploration, la conservation et l'exploitation de telles ressources.

Article K

Les Etats doivent veiller à ce que les navires battant leur pavillon se conforment aux règles relatives à la pêche et à la chasse aquatique applicables dans la mer internationale; s'ils ont connaissance de quelque infraction ils doivent châtier les responsables.

Article L

Lorsqu'un Etat a des raisons fondées de croire que les navires battant pavillon d'un autre Etat ont enfreint les règlements de pêche et de chasse aquatique applicables dans la mer internationale, le premier Etat peut demander à l'Etat de pavillon de prendre les mesures nécessaires pour châtier les responsables.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

21

Article M

63) Equateur, Panama
et Pérou : pêcheries
(suite)

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application des articles G à L de la présente Convention et des règlements internationaux ou régionaux qui seront adoptés, ou relatif aux activités de pêche et de chasse aquatique dans la mer internationale, sera tranché conformément à la procédure de règlements pacifiques prévue dans la Convention.

8.5. Esclavage, piraterie, stupéfiants

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

8.6. Poursuite

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

9. PAYS SANS LITTORAL

9.1 Principes généraux du droit de la mer concernant les pays sans littoral

Titre abrégé

31) Bolivie : pays
sans littoral

Dispositions

Voir aussi

Articles [1] à [14] :

Article [1] - Le droit des Etats sans littoral à accéder librement à la mer (quelles que soient l'origine et les caractéristiques de leur situation géographique) est un principe essentiel du droit de la mer et fait partie intégrante des principes du droit international. 9.2.1

Article [2] - Les Etats situés entre la mer et un ou plusieurs Etats sans littoral conservent leur pleine souveraineté sur leur territoire, ainsi que le droit de prendre les mesures propres à assurer que l'exercice du droit des Etats sans littoral à accéder librement à la mer ne porte atteinte en aucune manière à leurs intérêts légitimes.

Article [3] - Pour jouir de la liberté des mers et participer à l'exploitation des ressources du fond des mers et des océans et de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale dans des conditions d'égalité avec les Etats riverains, les Etats sans littoral exercent leur droit à accéder librement à la mer dans la forme et selon les modalités fixées par la présente Convention. 9.2.3

Article [4] -

1. L'existence et les caractéristiques du droit des pays sans littoral à accéder librement à la mer trouvent leur origine dans l'application des principes de la liberté des mers et dans la qualité de patrimoine commun de l'humanité reconnue au fond des mers et des océans ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, de même qu'aux ressources de cette zone. 9.2.3
9.2.4

2. La matérialité et l'exercice de ce droit ne procèdent pas exclusivement de la volonté unilatérale (ni des lois nationales) des Etats situés entre la mer et un ou plusieurs Etats sans littoral, mais concernent la communauté des nations tout entière.

Titre abrégé

31) Bolivie : pays
sans littoral
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article [4] -

3. Dans chaque cas d'espèce, l'exercice de ce droit est réglementé par accord entre les Etats sans littoral et les Etats situés entre eux et la mer.

Article [5] - Les conventions ou autres accords internationaux réglementant l'exercice de ce droit ne doivent contenir aucune clause ou disposition qui limite les droits reconnus par la présente Convention comme éléments constitutifs et irréfragables du droit des Etats sans littoral à accéder librement à la mer. 9.2.1

Article [6] - L'absence de conventions ou autres accords internationaux ou les lacunes existant dans ces instruments, touchant la réglementation du droit des pays sans littoral à accéder librement à la mer dans des cas particuliers, ne peuvent avoir pour effet de mettre fin ou de porter atteinte à l'exercice de ce droit dans la forme et selon les modalités reconnues par la présente Convention (articles). 9.2.1

Article [7] - Les Etats situés entre la mer et un ou plusieurs Etats sans littoral leur garantissent ce qui suit, sans aucune discrimination entre eux, et conformément aux principes énoncés dans la présente Convention (articles) : 9.2.1

- a) Le libre transit sans restriction sur leur territoire (de toutes catégories de biens meubles, cheptel vif, objets, marchandises et personnes);
- b) aux navires battant pavillon de l'Etat sans littoral le même traitement qu'à leurs propres navires ou à ceux de n'importe quel autre Etat en ce qui concerne l'accès aux ports maritimes et la sortie de ces ports; 9.2.2
- c) l'utilisation de ces ports, de leurs installations et des appareils de manutention nécessaires au transport en transit, dans des conditions identiques à celles qui leur sont assurées à eux-mêmes; 9.2.2

Titre abrégé

31.) Bolivie : nays
sans littoral
(suite)

Dispositions

Article [7] -

d) à défaut, l'usage de zones franches dans les ports où les Etats sans littoral peuvent aménager ou construire pour leur propre compte des magasins et des entrepôts, des installations permettant la rupture de charge, des gares et des raccordements ferroviaires; des citernes pour le stockage du pétrole et du gaz et des canalisations pour le chargement des bateaux-citernes; des bâtiments administratifs et des logements pour le personnel; etc.;

9.2.2

e) Le droit de détacher dans les ports de transit ou dans les zones franches leurs propres fonctionnaires des douanes habilités à ordonner, sans préavis, contrôle ou surveillance de la part des autorités locales, l'amarrage des navires dont le chargement est pour sa plus grande part destiné au pays sans littoral ou qui en provient; organiser et surveiller les opérations de chargement et de déchargement de ces navires ainsi que les services du port ou de la zone franche qui peuvent être nécessaires à ces fins, sans autres restrictions que celles qu'exigent la sécurité, la santé et l'ordre publics de l'Etat riverain de transit;

9.2.2

f) l'usage des moyens de transport et de communication existant sur son territoire, dans les mêmes conditions que pour eux-mêmes.

9.2.1

Article [8] - Lorsque entre les Etats situés entre la mer et un ou plusieurs Etats sans littoral il n'existe pas de moyens de transport et de communication propres à donner effet au droit des pays sans littoral à accéder librement à la mer, ou lorsque ces moyens de transport et de communication ainsi que les installations et les appareils de manutention des ports sont insuffisants ou peuvent recevoir telle ou telle amélioration, les Etats sans littoral peuvent les construire, les modifier ou les améliorer pour leur propre compte.

9.2.1; 9.2.2

Article [9] - Si les installations et les appareils de manutention des ports ainsi que les moyens de transport et de communication existant dans le pays de transit sont utilisés dans une proportion égale ou supérieure à 50 % de leur capacité par l'Etat ou les Etats sans littoral, les tarifs, redevances et autres taxes pour services fournis sont fixés d'un commun accord entre les Etats intéressés.

9.2.1

Dispositions

Titre abrégé

9.2.1

Article [10] - Les biens et les personnes qui font route vers l'Etat sans littoral ou qui viennent en transit de cet Etat ne sont soumis ni à la juridiction ni à la compétence des autorités judiciaires de l'Etat de transit riverain.

31) Bolivie : pays
sans littoral
(suite)

9.2.1

Article [11] - La réciprocité du libre transit, lorsque celui-ci fait partie intégrante du droit des Etats sans littoral à accéder librement à la mer, n'a pas de caractère obligatoire mais peut être décidée par accord entre les parties.

9.2.1

Article [12] - Les droits et les facilités reconnus aux termes de la présente Convention comme découlant du droit des pays sans littoral à accéder librement à la mer en raison de leur situation géographique particulière n'ouvrent pas droit au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

9.3

Amendement [13] - Modifié comme suit la fin du texte des principes 7 et 9 de la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale (résolution 2749 (XXV)) :

"... et compte tenu particulièrement des intérêts et des besoins des pays en voie de développement", NOTAMMENT DE CEUX D'ENTRE EUX QUI SONT SANS LITTORAL.

9.4

5.1

5.4

6.7

Article [14] - Les Etats sans littoral (en voie de développement) et les Etats riverains limitrophes (en voie de développement) assument des obligations et exercent des droits identiques en matière de participation à l'exploitation des ressources biologiques des mers adjacentes de la région, des ressources naturelles du plateau continental et de celles des fonds marins et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de la mer soumise à juridiction (zone économique exclusive).

9.2; 9.2.1

Article II, par. 1 - voir texte en 9.2, à 53)

53) Afghanistan,
Bolivie, Hongrie,
Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral

9.2 Droits et intérêts des pays sans littoral

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

8) Yaoundé : conclusions

Partie I a) 5) :

5. La limite de la Zone économique sera fixée en milles nautiques en fonction de considérations régionales tenant dûment compte des ressources de la région ainsi que des droits et des intérêts des Etats sans littoral ou presque, sans préjudice des limites déjà adoptées par certains Etats de la région.

10

36) Equateur, Panama
et Pérou :
projet d'articles

Section IX - Régime applicable aux pays sans littoral

Article 15

1. Les Etats sans littoral ont le droit de libre accès à la mer pour l'exercice de leurs utilisations et du régime préférentiel dont ils sont convenus avec les Etats riverains limitrophes à l'intérieur des mers adjacentes de ces derniers, ainsi que pour la puissance des libertés de la haute mer.

2. Les utilisations et le régime préférentiel qui sont convenus dans les mers adjacentes aux Etats riverains limitrophes sont réservés aux entreprises nationales de l'Etat sans littoral.

Article 16

Les Etats riverains qui ne sont pas limitrophes d'Etats sans littoral appartenant à la même région ou sous-région, consentent des utilisations et un régime préférentiel à l'intérieur de leurs mers adjacentes aux entreprises nationales de ces derniers Etats, par la voie d'accords régionaux, sous-régionaux ou bilatéraux conformes aux intérêts des Etats respectifs.

... (Dispositions complémentaires sur le régime applicable aux pays sans littoral)

Voir aussi

Dispositions

Chapitre XIV : Ressources minérales et autres ressources non biologiques de l'espace marin national

Article 93

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe ci-dessus, l'Etat riverain est tenu de laisser les pays limitrophes sans littoral accéder librement aux ressources minérales et autres ressources non biologiques de son espace marin national dans des conditions similaires à celles qui sont applicables à ses propres ressortissants.

6.7.3

43) Chine : document de travail

II. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive

10.3

3. En principe, l'Etat riverain est tenu de partager dans une certaine proportion, avec les pays sans littoral et les pays à plateau enclavé, le droit de propriété sur la zone économique. L'Etat riverain et ces pays doivent négocier les accords bilatéraux ou régionaux relatifs aux questions s'y rapportant, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté.

49) Quatorze Puissances :
Projet d'articles sur
la zone économique
exclusive

Article III

Les limites de la zone économique seront fixées en milles marins conformément aux critères de chaque région qui prennent en considération les ressources de la région et les droits et intérêts des Etats en voie de développement sans littoral, presque sans littoral, à plateau continental enclavé (shelf-locked) ou à plateau continental étroit, et sans préjudice des limites adoptées par tout Etat dans la région. La zone économique ne dépassera en aucun cas 200 milles marins, mesurée à partir des lignes de base qui servent à déterminer la mer territoriale.

10.3

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral

Préambule et articles premier à XXII

Préambule

Reconnaissant que le droit des Etats sans littoral au libre accès à la mer et depuis la mer est l'un des principes essentiels du droit de la mer et fait partie intégrante des principes établis du droit international, étant donné que le droit de libre accès à la mer et depuis la mer pour les Etats sans littoral dérive de l'application des principes fondamentaux de la liberté de la haute mer et qu'il a été encore renforcé par le principe selon lequel la zone des fonds marins est le patrimoine commun de l'humanité.

ARTICLE PREMIER

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a) Par "Etat sans littoral" on entend tout Etat qui ne possède pas de littoral maritime;
- b) i) Le terme "transport en transit" désigne le transit de personnes, de bagages, de biens et de moyens de transport à travers le territoire d'un ou de plusieurs Etats de transit, lorsque le passage à travers ledit territoire, avec ou sans transbordement, entreposage, rupture de charge ou changement dans le mode de transport est qu'une fraction d'un voyage complet qui commence ou se termine sur le territoire de l'Etat sans littoral,

Titre abrégé

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

Dispositions

- ii) Aux fins du transport en transit on entend par "personne en transit" le passage de personnes dont le déplacement ne met pas en péril la sécurité et l'ordre public de l'Etat de transit;
- c) Par "Etat de transit" on entend tout Etat possédant ou non un littoral maritime, situé entre un Etat sans littoral et la mer, à travers le territoire duquel (l'Etat sans littoral aura accès à la mer et depuis la mer);

d) Par "moyen de transport" on entend :

- i) Tous matériel ferroviaire, navires maritimes et fluviaux et véhicules routiers,
- ii) Le cas échéant, les porteurs et les bêtes de charge,
- iii) Les oléoducs, gazoducs et citernes lorsqu'ils sont utilisés pour le transport en transit et d'autres moyens de transport sous réserve d'accords appropriés le cas échéant.

ARTICLE II

9.1
9.2.1

Droit de libre accès à la mer et depuis la mer

1. Le droit des Etats sans littoral au libre accès à la mer et depuis la mer est l'un des principes fondamentaux du droit de la mer et fait partie intégrante des principes du droit international.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie, Hongrie, Mali, Népal, Tchécoslovaquie et Zambie : pays sans littoral (suite)

2. Pour jouir de la liberté des mers et participer à l'exploitation et à l'exploitation du fond des mers et de leurs ressources dans des conditions d'égalité avec les Etats riverains, les Etats sans littoral, quelles que soient l'origine et les caractéristiques de leur statut d'Etat sans littoral, jouissent du droit de libre accès à la mer et depuis la mer conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Le droit des Etats sans littoral au libre accès à la mer et depuis la mer relève de la communauté internationale dans son ensemble et l'exercice de ce droit ne dépend pas exclusivement des Etats de transit.

ARTICLE III

9.2.1

Liberté de transit

Les Etats de transit accordent le droit de transit libre et sans restrictions au transport en transit des Etats sans littoral, sans opérer de discrimination entre eux, à la mer et depuis la mer par tous les moyens de transport et de communications, conformément aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE IV

9.2.1

Droit au pavillon et à l'égalité de traitement

1. Un Etat sans littoral a le droit, dans des conditions d'égalité avec les Etats riverains, de faire battre son pavillon par des navires qui sont dûment immatriculés sur son territoire.

2. En haute mer, les navires battant le pavillon d'un Etat sans littoral jouissent de droits identiques à ceux des navires des Etats riverains.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie, Hongrie, Mali, Népal, Tchécoslovaquie et Zambie : pays sans littoral (suite)

3. Dans la mer territoriale et les eaux intérieures, les navires battant le pavillon d'Etats sans littoral ont des droits identiques et bénéficient d'un traitement égal à ceux dont bénéficient les navires battant le pavillon d'Etats riverains.

ARTICLE V

9.2.1;
9.2.2

Droit à l'utilisation des ports de mer

1. Les navires battant le pavillon d'un Etat sans littoral ont le droit d'utiliser les ports de mer.

2. Les navires des Etats sans littoral ont droit au traitement de la nation la plus favorisée et ils ne reçoivent en aucun cas un traitement moins favorable que celui que reçoivent les navires des Etats riverains en ce qui concerne l'accès aux ports de mer et la sortie de ces ports.

3. L'utilisation de ces ports, de leurs services, installations et matériel de toute nature est consentie dans les mêmes conditions que pour les Etats riverains.

ARTICLE VI

9.2.1;
9.2.2

Droits de douane et autres charges

1. Le transport en transit n'est soumis à aucun droit de douane, taxe ou autre charge à l'exception des charges perçues pour la fourniture de services déterminés en rapport avec ledit transport.

2. Lorsque les installations et le matériel portuaires et/ou les moyens de transport et de communication existant dans un Etat de transit sont utilisés principalement par un ou plusieurs Etats sans littoral, les droits, redevances ou autres charges perçus pour services rendus font l'objet d'accords entre les Etats intéressés.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

3. Les moyens de transport en transit utilisés par l'Etat sans littoral ne sont pas soumis à des taxes, droits ou charges plus élevés que ceux qui sont perçus pour l'utilisation des moyens de transport de l'Etat de transit.

ARTICLE VII

9.2.1;
9.2.2

Zones franches et autres facilités douanières

1. Pour faciliter le transport en transit, des zones franches et/ou d'autres facilités douanières peuvent être prévues aux ports d'entrée et de sortie des Etats de transit par voie d'accord entre lesdits Etats et les Etats sans littoral.

2. Ces zones ne sont pas soumises aux règlements douaniers des Etats riverains. Elles demeurent cependant soumises à la juridiction desdits Etats en ce qui concerne les règlements de police et de santé publique.

ARTICLE VIII

9.2.1;
9.2.2

Droit de nommer des fonctionnaires des douanes

Les Etats sans littoral ont le droit de nommer dans les ports de transit ou les zones franches leurs propres fonctionnaires des douanes habilités conformément à la pratique des Etats à assurer l'amarrage des navires dont la cargaison est à destination ou en provenance de l'Etat sans littoral et à assurer et contrôler les opérations de chargement et de déchargement desdits navires, le service de documentation et d'autres services nécessaires au mouvement rapide et ordonné du transport en transit.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

ARTICLE IX

9.2.1; 9.2.2

Transport, manutention et entreposage des marchandises en transit

Les Etats de transit fournissent des moyens adéquats de transport, d'entreposage et de manutention aux points d'entrée et de sortie et à des points intermédiaires pour le mouvement ordonné du transport en transit.

ARTICLE X

9.2.1; 9.2.2

Amélioration des moyens de transport et de communication

Lorsque les moyens de transport et de communication dans les Etats de transit ne sont pas suffisants pour permettre l'exercice des droits des Etats sans littoral au libre accès à la mer et depuis la mer ou lorsque lesdits moyens de transport et de communication ou les installations et le matériel portuaire sont inadéquats ou peuvent être améliorés en quelque façon que ce soit, les Etats sans littoral ont le droit de les construire, modifier ou améliorer en accord avec le ou les Etats de transit intéressés.

ARTICLE XI

9.2.1; 9.2.2

Retards ou difficultés dans le transport en transit

1. Sauf cas de force majeure, les Etats de transit prennent toutes les mesures pour éviter les retards dans le passage du transport en transit ou les restrictions audit passage.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

2. Au cas où il se produirait des retards ou autres difficultés dans le transport en transit, les autorités compétentes de l'Etat ou des Etats de transit et celles de l'Etat sans littoral coopèrent en vue d'y mettre promptement fin.

ARTICLE XII

9.2.1

Droit d'accès à la mer et depuis la mer par les voies fluviales

Un Etat sans littoral a le droit d'accès à la mer et depuis la mer par les voies fluviales navigables qui passent sur son territoire et sur celui des Etats de transit ou qui constituent une frontière commune entre lesdits Etats et l'Etat sans littoral.

ARTICLE XIII

9.2.1

Choix des routes

Les Etats sans littoral ont le droit d'utiliser une ou plusieurs des routes ou moyens de transport existants aux fins d'accès à la mer et depuis la mer.

ARTICLE XIV

9.2.1

Droit des Etats de transit

Tout en conservant la pleine souveraineté sur son territoire, l'Etat de transit a le droit de prendre toutes les mesures indispensables pour faire en sorte que l'exercice du droit de transit libre et sans restrictions ne porte en aucune façon atteinte à ses intérêts légitimes. Cette disposition ne sera pas interprétée comme préjugant les différends territoriaux de quelque nature qu'ils soient.

Titre abrégé

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

Dispositions

ARTICLE XV

Dérogations temporaires dans des cas exceptionnels

Il peut exceptionnellement, et pour une période aussi limitée que possible, être dérogé aux dispositions des présents articles par des mesures générales ou particulières qu'un des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves mettant en danger la sécurité de l'Etat ou ses intérêts vitaux, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

ARTICLE XVI

Réciprocité

Etant donné que le droit de libre transit des Etats sans littoral fait partie de leur droit de libre accès à la mer et depuis la mer qui leur appartient en raison de leur situation géographique particulière, les Etats de transit ne peuvent subordonner à la réciprocité l'octroi du libre transit aux Etats sans littoral; toutefois cette réciprocité peut être convenue entre les parties intéressées.

ARTICLE XVII

Accès à la zone des fonds marins et depuis cette zone

1. Les Etats sans littoral ont le droit de libre accès à la zone des fonds marins et depuis cette zone afin de leur permettre de participer à l'exploration et à l'exploitation de la zone et de ses ressources et d'en retirer des avantages conformément aux dispositions de la présente Convention.

Voir aussi

9.2.1

9.2.1

9.2.3

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

2. A cette fin les Etats sans littoral ont le droit d'utiliser tous les moyens et facilités prévus dans la présente Convention en ce qui concerne le transport en transit.

ARTICLE XVIII

9.2.4

Représentation des Etats sans littoral

Dans tout organe du mécanisme international des fonds marins où tous les Etats membres ne sont pas représentés, en particulier au Conseil, un nombre de sièges convenable et proportionnel est réservé aux Etats sans littoral, en voie de développement et développés.

ARTICLE XIX

9.2.4

Prise de décisions

1. Dans tout organe du mécanisme, les décisions sur des questions de fond sont prises compte dûment tenu des besoins et problèmes spéciaux des Etats sans littoral.

2. Sur les questions de fond qui touchent aux intérêts des Etats sans littoral, les décisions sont prises avec leur participation.

ARTICLE XX

9.2.1

Rapports avec des accords antérieurs

1. Les dispositions de la présente Convention qui régissent le droit des Etats sans littoral au libre accès à la mer et depuis la mer n'abrogeront pas les accords particuliers existants entre deux ou plusieurs Etats et relatifs à des questions qui sont réglées dans la présente Convention; elles ne mettront pas obstacle à la conclusion de tels accords dans l'avenir.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral (suite)

2. Au cas où de tels accords existants prévoient des conditions moins favorables que celles qui sont énoncées dans la présente Convention, les Etats intéressés s'engagent à les mettre en harmonie avec les présentes dispositions dans le plus bref délai possible.

3. Les dispositions du paragraphe précédent n'affectent pas les accords bilatéraux ou multilatéraux existants relatifs aux transports aériens.

ARTICLE XXI

9.2.1; 9.2.3

Exclusion de l'application de la clause de la nation la plus favorisée

Les dispositions de la présente Convention, ainsi que les accords particuliers qui régissent l'exercice du droit du libre accès à la mer et depuis la mer et à la zone des fonds marins et depuis cette zone, établissant des droits et des facilités en raison de la situation géographique particulière des Etats sans littoral, sont exclues de l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

ARTICLE XXII

21

Règlement des différends

Tout différend portant sur l'interprétation et l'application des articles qui précèdent sera soumis aux procédures de règlement des différends prévues dans la Convention.

67) Pays-Bas :
zone inter-
médiaire

Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - Voir texte en 7.1, à 67).

6.1; 7.1; 7.2;
7.3; 7.5; 9.4;
10.2; 10.3; 15

Titre abrégé

68) Zaïre : pêche

Dispositions

Voir aussi

Article 2 Les Etats sans littoral et les Etats géographiquement désavantagés ont le droit de participer à l'exploitation des ressources vivantes des zones économiques des Etats côtiers voisins, sur un pied d'égalité et sans discrimination.

6.4; 10.3

Les modalités concernant les détails de l'exercice d'un tel droit pourront être déterminées, sur une base bilatérale ou régionale, dans des arrangements appropriés.

Le bénéfice de ce droit sera toutefois réservé aux ressortissants de ces Etats ou à des entreprises sous contrôle réel et effectif desdits Etats et pour leur compte exclusif.

9.2.1 Liberté d'accès à la mer et depuis la mer : liberté de transit;
transports et communications; moyens et facilités

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

8) Yaoundé : conclusions

Partie I a) 4) dernière phrase :

... Les droits des Etats sans littoral devront, pour être effectifs, être complétés par le droit de transit

Le texte du par. 4 est reproduit sous 9.4

28) OUA : déclaration

Partie A, par. 2 :

2. Les Etats africains font leur, le principe selon lequel les pays sans littoral africains ont le droit d'accéder à la mer et approuvent qu'une disposition à cet effet soit incluse dans le traité universel qui doit être négocié à la Conférence sur le droit de la mer.

29) Uruguay : mer territoriale

Section VII. Régime des pays sans littoral

Article ...

1. Les Etats sans littoral peuvent accéder librement aux mers territoriales des Etats riverains voisins ou appartenant à la même sous-région, pour exercer les droits stipulés dans les régimes particuliers définis par voie d'accords bilatéraux ou sous-régionaux et pour avoir part aux libertés de la haute mer dans des conditions d'égalité avec les Etats riverains.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

29) Uruguay : mer
territoriale
(suite)

2. Aux fins énoncées au paragraphe précédent, les Etats situés entre la mer et un Etat sans littoral garantiront à ce dernier le libre transit sur leur territoire, accorderont les facilités nécessaires à la construction et à l'installation, pour le compte de l'Etat sans littoral, de moyens de communications et de transport lorsque de tels travaux seront nécessaires à l'exercice effectif de ce transit. Ils accorderont aux navires battant pavillon de l'Etat sans littoral le même traitement qu'à leurs propres navires pour ce qui concerne l'accès à leurs ports maritimes et l'utilisation de ces ports, en conformité de leur législation et des accords bilatéraux ou sous-régionaux qu'ils concluront à cette fin.

31) Bolivie : pays sans
littoral

Articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20,
21, 22 - Voir texte en 9.1, à 31).

9.1

36) Equateur, Panama et
Pérou : projet
d'articles

Section IX - Régime applicable aux pays sans littoral

9.2

Article 15

1. Les Etats sans littoral ont le droit de libre accès à la mer pour l'exercice de leurs utilisations et du régime préférentiel dont ils sont convenus avec les Etats riverains limitrophes à l'intérieur des mers adjacentes de ces derniers, ainsi que pour la jouissance des libertés de la haute mer.

2. Les utilisations et le régime préférentiel qui sont convenus dans les mers adjacentes aux Etats riverains limitrophes sont réservés aux entreprises nationales de l'Etat sans littoral.

Voir aussi

Dispositions

46) Argentine : projet
d'articles

9.4

14. Par voie d'accords bilatéraux (et sous-régionaux, le cas échéant), l'Etat riverain accordera aux Etats sans littoral voisins le droit d'accès à la mer et de transit. De même, les Etats sans littoral bénéficieront d'un régime équitable leur reconnaissant l'exercice dans la zone maritime de droits de pêche ayant un caractère préférentiel par rapport aux droits des Etats tiers. Ces droits préférentiels seront accordés à la condition que les entreprises des Etats qui désirent exploiter ces ressources soient effectivement contrôlées par des capitaines et des nationaux de l'Etat en cause et que les navires qui opèrent dans la zone battent pavillon dudit Etat.

53) Afghanistan,
Bolivie, Hongrie,
Mali, Népal,
Tchécoslovaquie
et Zambie :
pays sans littoral

Articles II à XVII, XX et XXI - Voir texte en 9.2, à 53).

9.1; 9.2; 9.2.2;
9.2.3

55) Chine : espace
marin
international

9.2.3

2. Pour avoir accès à l'espace marin international à des fins commerciales ou à d'autres fins pacifiques, les Etats sans littoral ont le droit de traverser le territoire, la mer territoriale et les autres eaux des Etats riverains limitrophes. Les Etats riverains et les Etats limitrophes sans littoral doivent conclure des accords bilatéraux ou régionaux relatifs aux problèmes pertinents, par des consultations menées sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté.

9.2.2 Egalité de traitement dans les ports des Etats transitaires

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

36) Equateur, Panama,
Pérou : projet
d'articles

Section IX - Régime applicable aux pays sans littoral
Article 15, paragraphe 3 :

3. Aux fins du présent article, les Etats riverains garantissent le libre passage sur leur territoire aux Etats limitrophes sans littoral, ainsi que l'égalité de traitement en ce qui concerne l'entrée dans les ports et leur utilisation, conformément à la législation intérieure et aux accords conclus en la matière.

31) Bolivie : pays sans
littoral

Articles [7 b), c), d), e], [8] - voir texte en 9.1,
à 31

53) Afghanistan, Bolivie,
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral

9.2; 9.2.1

9.2.3 Liberté d'accès à la zone internationale des fonds marins au-delà de la juridiction nationale

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

- 6) Afghanistan, Autriche, Belgique, Hongrie, Népal, Pays-Bas et Singapour : document de travail

Partie IV :

IV. Etats sans littoral - Lorsque le Conseil de l'Autorité internationale délivre à un Etat sans littoral, agissant seul ou avec un autre Etat, un permis d'exploitation d'une partie déterminée de la zone internationale, il recommande, conformément au droit des pays sans littoral au libre accès à la mer, la conclusion d'accords entre l'Etat sans littoral et un ou plusieurs autres Etats membres destinés à assurer effectivement la liberté des communications entre l'Etat sans littoral et la zone sur laquelle porte le permis, aux fins d'exploration, d'exploitation, y compris l'emmagasinement et le traitement et de commercialisation des ressources minérales de la zone en question.

- 31) Bolivie : pays sans littoral

Articles [3], [4, par. 1] - voir texte en 9.1. à 31)

- 49) Quatorze puissances : projet d'articles

Article VIII :

Les ressortissants d'un pays en voie de développement sans littoral et autres Etats géographiquement désavantagés jouissent du privilège de pêcher dans la zone économique exclusive des Etats riverains limitrophes. Les modalités de la jouissance de ce privilège et le secteur auquel il s'applique sont fixés par voie d'accord entre l'Etat riverain et l'Etat sans littoral intéressés. Le droit de prendre des mesures relatives à la gestion du secteur et de les appliquer appartient à l'Etat riverain.

Les Etats africains adhèrent au principe du droit des pays sans littoral d'avoir accès à la mer et d'être accessibles par mer ainsi qu'à l'inclusion d'une disposition y relative dans l'instrument de caractère universel qui sera négocié à la Conférence sur le droit de la mer.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
53) Afghanistan, Bolivie, Hongrie, Mali, Népal, Tchécoslovaquie et Zambie : pays sans littoral	Articles XVII et XXI - voir texte en 9.2, à 53)	9.2.; 9.2.1
55) Chine : espace marin international	<p>2. Pour avoir accès à l'espace marin international à des fins commerciales ou à d'autres fins pacifiques, les Etats sans littoral ont le droit de traverser le territoire, la mer territoriale et les autres eaux des Etats riverains limitrophes. Les Etats riverains et les Etats limitrophes sans littoral doivent conclure des accords bilatéraux ou régionaux relatifs aux problèmes pertinents, par des consultations menées sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté</p>	9.2.1

9.2.4 Participation au régime international, y compris le mécanisme,
et au partage équitable des avantages de la zone

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

31) Bolivie : pays
sans littoral

Voir texte en 9.1, à 31).

53) Afghanistan, Bolivie, Articles XVIII et XIX - voir texte en 9.2, à 53).
Hongrie, Mali, Népal,
Tchécoslovaquie et
Zambie : pays sans
littoral

9.2

9.3 Intérêts et besoins particuliers des pays sans littoral en voie de développement
en ce qui concerne le régime international

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
31) Bolivie : pays sans littoral	Amendement [13] : Amendement Modifier comme suit la fin du texte des principes 7 et 9 de la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale (résolution 2749 (XXV)) : " ... et compte tenu particulièrement des intérêts et des besoins des pays en voie de développement", notamment de ceux d'entre eux qui sont sans littoral.	

9.4 Droits et intérêts des pays sans littoral en ce qui concerne les ressources biologiques de la mer

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

8) Yaoundé : conclusions

Partie I a), paragraphe 4 :

4) La possibilité d'exploiter les ressources biologiques dans la Zone économique devrait être ouverte à tous les Etats africains qu'ils soient sans littoral ou presque, étant entendu que les entreprises de ces Etats souhaitant exploiter ces ressources seront effectivement contrôlées par des capitaux et du personnel africains.

10

12) Etats-Unis : pêche

Partie V, comme suit :

V. Utilisation et répartition. Pour assurer l'utilisation maximale et la répartition équitable des ressources côtières et anadromes, l'Etat riverain applique les principes suivants :

7.3; 7.5

A. ...

B. L'Etat riverain permet aux autres Etats d'accéder, dans des conditions raisonnables, au volume des ressources non entièrement exploitées par ses navires, selon l'ordre de priorité suivant :

1) Etats pêchant traditionnellement une espèce, sous réserve des conditions indiquées à l'alinéa C;

2) Autres Etats de la région, en particulier les Etats sans littoral et les autres Etats qui ont un accès limité à ces ressources, et avec lesquels des arrangements communs ou réciproques ont été conclus; et

3) Tous les Etats, sans discrimination entre eux.

C. ...

Les Etats dont les pêcheurs exploitent une ressource réglementée par un état riverain peuvent être requis, sans distinction, de verser des droits raisonnables pour acquitter leur part du coût de cette réglementation.

Titre abrégé

28) OUA : déclaration

Concept de la zone économique exclusive y compris la zone de pêche exclusive
Paragraphe 9 :

9. Les pays africains, soucieux de permettre à tous les peuples de la région, de tirer parti des ressources qu'elle renferme, reconnaissent que les pays sans littoral et les autres pays défavorisés, ont le droit de participer à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques voisines, sur un pied d'égalité avec les ressortissants des Etats riverains sur la base de la solidarité africaine et en vertu des accords bilatéraux ou régionaux qui pourront être élaborés.

10

29) Uruguay : mer territoriale

Section VII. Régime des pays sans littoral

9.4

Article ... Les Etats riverains accorderont aux Etats sans littoral limitrophes ou appartenant à la même sous-région un traitement préférentiel, par rapport aux Etats tiers, en matière de droit de pêche dans la zone de leur mer territoriale qui n'est pas réservée exclusivement à leurs ressortissants. Ils leur accorderont ce traitement par voie d'accords bilatéraux ou sous-régionaux, selon le cas, dans lesquels il sera équitablement tenu compte des intérêts de toutes les parties. Ce traitement préférentiel sera réservé aux entreprises nationales des Etats sans littoral qui exercent leur activité dans ladite zone en utilisant exclusivement des navires battant pavillon de cet Etat, et dont la pêche est réservée à la consommation intérieure ou à la transformation industrielle dans cet Etat, ou aux entreprises nationales des Etats sans littoral qui ont conclu des accords d'association avec des entreprises nationales des Etats riverains respectifs.

31) Bolivie : pays sans littoral

Article [14] :

Article [14] - Les Etats sans littoral (en voie de développement) et les Etats riverains limitrophes (en voie de développement) assument des obligations et exercent des droits identiques en matière de participation à l'exploitation des ressources biologiques des mers adjacentes de la région, des ressources naturelles de plateau continental et de celles des fonds marins et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de la mer soumise à juridiction (zone économique exclusive).

5.1; 5.4; 6.7

Voir aussiDispositions

9.2.1

14. Par voie d'accords bilatéraux (et sous-régionaux, le cas échéant), l'Etat riverain accordera aux Etats sans littoral voisins le droit d'accès à la mer et de transit. De même, les Etats sans littoral bénéficieront d'un régime équitable leur reconnaissant l'exercice dans la zone maritime de droits de pêche ayant un caractère préférentiel par rapport aux droits des Etats tiers. Ces droits préférentiels seront accordés à la condition que les entreprises des Etats qui désirent exploiter ces ressources soient effectivement contrôlées par des capitaux et des nationaux de l'Etat en cause et que les navires qui opèrent dans la zone battent pavillon dudit Etat.

6.6.1;
6.6.3Article 6

Les ressortissants d'un pays en voie de développement sans littoral jouissent du privilège de pêcher dans le secteur avoisinant la zone exclusive de pêche de l'Etat riverain limitrophe dans des conditions d'égalité avec les ressortissants de cet Etat. Les modalités de l'exercice de ce privilège, ainsi que le secteur auquel il s'applique, sont fixés par voie d'accord entre l'Etat riverain et l'Etat sans littoral intéressés. Ce privilège est réservé aux ressortissants de l'Etat sans littoral intéressé et ne peut être transféré à des tiers par voie de concession ou de licence, par la constitution d'entreprises en association, ou par aucune autre forme d'arrangement. La conservation, la mise en valeur et la gestion des ressources du secteur en question relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain dans la zone duquel ce secteur est situé.

Article II

1. Les Etats sans littoral et les Etats riverains qui ne peuvent pas déclarer ou qui ne déclarent pas de Zone ... conformément à l'article premier (désignés ci-après par l'expression "Etats désavantagés"), ainsi que les personnes physiques ou morales placées sous leur autorité, ont le droit de participer à l'exploration et à l'exploitation des ressources biologiques de la Zone ... des Etats riverains voisins dans des conditions d'égalité et de non-discrimination. En vue de faciliter la mise en valeur ordonnée ainsi que la gestion et l'exploitation rationnelles des ressources biologiques de Zones ... particulières, les Etats intéressés peuvent conclure des arrangements appropriés pour réglementer l'exploitation des ressources de ces Zones.

Titre abrégé

46) Argentine : projet
d'articles

47) Canada, Inde,
Kenya, Madagascar,
Sénégal et Sri Lanka :
projet d'articles
sur la pêche

48) Afghanistan, Autriche,
Belgique, Bolivie,
Népal, Singapour :
juridiction sur les
ressources

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

48) Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal, Singapour : juridiction sur les ressources (suite)

2. Dans la Zone ... , l'Etat riverain peut chaque année réserver pour lui-même et pour d'autres Etats désavantagés qui se trouvent exercer le droit énoncé au paragraphe précédent, la partie de la prise maximale autorisée, déterminée par l'Organisation internationale des pêches compétente, qui correspond à la capacité de récolte et aux besoins de ces Etats.

7.3; 10.2

3. Les Etats autres que ceux qui sont visés au premier paragraphe ont le droit d'exploiter cette partie du reste de la prise autorisée, à condition d'effectuer des paiements dont le montant sera fixé à des conditions équitables et d'observer les règlements énoncés par les Etats riverains pour l'exploitation des ressources biologiques de la Zone ...

10.2

4. Les Etats désavantagés ne peuvent transférer à des tiers le droit qui leur est reconnu au premier paragraphe. Toutefois, la présente disposition ne les empêche pas de conclure des arrangements avec des tiers afin de créer leurs propres industries de la pêche viables.

10.2

5. Un Etat riverain développé qui délimite une Zone ... conformément au paragraphe premier de l'article premier verse à l'Autorité internationale ... % des recettes qu'il tire de l'exploitation des ressources biologiques de cette zone. Ces contributions sont réparties par l'Autorité internationale selon des critères de partage équitables.

10.2

7.5

6. Dans l'exploitation des ressources biologiques, les Etats visés aux paragraphes 1 et 3 du présent article se conforment aux règlements et mesures applicables en matière de gestion et de conservation dans les Zones ... considérées.

10.2

49) Quatorze puissances projet d'articles

Article VIII : Les ressortissants de pays en voie de développement sans littoral et d'autres Etats géographiquement désavantagés jouissent du privilège de pêcher dans la zone économique exclusive des Etats riverains limitrophes. Les modalités de la jouissance de ce privilège sont fixées par voie d'accord entre l'Etat riverain et l'Etat sans littoral intéressés. Le droit de prendre des mesures relatives à la gestion du secteur et de les appliquer appartient à l'Etat riverain.

9.2.3

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

49) Quatorze puissances :
projet d'articles
(suite)

Les Etats africains adhèrent au principe du droit des pays sans littoral d'avoir accès à la mer et d'être accessibles par mer ainsi qu'à l'inclusion d'une disposition y relative dans l'instrument de caractère universel qui sera négocié à la Conférence sur le droit de la mer.

.....

6.4; 6.6.2

Article X : Les Etats voisins en voie de développement s'accorderont réciproquement un traitement préférentiel pour l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique respective.

67) Pays-Bas : zone
intermédiaire

Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - voir texte en 7.1, à 67)

6.1; 7.1; 7.2;
7.3; 7.5; 9.2;
10.2; 10.3; 15

68) Zaïre : pêche

Article premier

6.6.2; 7.3

Les Etats voisins en voie de développement (EVD) s'accorderont réciproquement un traitement préférentiel dans leurs zones économiques respectives en ce qui concerne l'exploitation des ressources vivantes. Les modalités de l'exercice de tels droits seront réglées par voie d'arrangements entre les Etats concernés.

Le bénéfice du traitement préférentiel prévu à l'alinéa 1 sera toutefois réservé aux ressortissants de ces Etats ou à des entreprises sous contrôle réel et effectif desdits Etats.

La conservation et la gestion des ressources de la zone économique tout entière relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain.

10. DROITS ET INTERETS DES ETATS A PLATEAU CONTINENTAL ENCLAVE ET DES ETATS
AYANT UN PLATEAU ETROIT OU UN LITTORAL DE FAIBLE LONGUEUR

Titre abrégé

8) Yaoundé :
conclusions

Dispositions

I. a) point 4:

La possibilité d'exploiter les ressources biologiques dans la Zone économique devrait être ouverte à tous les Etats africains qu'ils soient sans littoral ou presque, étant entendu que les entreprises de ces Etats souhaitant exploiter ces ressources seront effectivement contrôlées par des capitaux et du personnel africains.

Voir aussi

6.2; 9.4

28) OUA : déclaration

C. Concept de la zone économique exclusive y compris la zone de pêche exclusive

9. Les pays africains, soucieux de permettre à tous les peuples de la région, de tirer parti des ressources qu'elle renferme, reconnaissent que les pays sans littoral et les autres pays défavorisés, ont le droit de participer à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques voisines, sur un pied d'égalité avec les ressortissants des Etats riverains sur la base de la solidarité africaine et en vertu des accords bilatéraux ou régionaux qui pourront être élaborés;

9.4

10.1 Régime international

Dispositions

Voir aussi

Titre abrégé

10.2 Pêcheries

Titre abrégé

48) Afghanistan,
Autriche, Belgique,
Bolivie, Népal et ARTICLE II
Singapour :
juridiction sur
les ressources

Dispositions

Article II

1. Les Etats sans littoral et les Etats riverains qui ne peuvent pas déclarer ou qui ne déclarent pas de Zone ... conformément à l'article premier (désignés ci-après par l'expression "Etats désavantagés"), ainsi que les personnes physiques ou morales placées sous leur autorité, ont le droit de participer à l'exploration et à l'exploitation des ressources biologiques de la Zone ... des Etats riverains voisins dans des conditions d'égalité et de non-discrimination. En vue de faciliter la mise en valeur ordonnée ainsi que la gestion et l'exploitation rationnelles des ressources biologiques de Zones ... particulières, les Etats intéressés peuvent conclure des arrangements appropriés pour réglementer l'exploitation des ressources de ces Zones.

2. Dans la Zone ..., l'Etat riverain peut chaque année réserver pour lui-même et pour d'autres Etats désavantagés qui se trouvent exercer le droit énoncé au paragraphe précédent, la partie de la prise maximale autorisée, déterminée par l'Organisation internationale des pêches compétente, qui correspond à la capacité de récolte et aux besoins de ces Etats.

3. Les Etats autres que ceux qui sont visés au premier paragraphe ont le droit d'exploiter cette partie du reste de la prise autorisée, à condition d'effectuer des paiements dont le montant sera fixé à des conditions équitables et d'observer les règlements énoncés par les Etats riverains pour l'exploitation des ressources biologiques de la Zone ...

4. Les Etats désavantagés ne peuvent transférer à des tiers le droit qui leur est reconnu au premier paragraphe. Toutefois, la présente disposition ne les empêche pas de conclure des arrangements avec des tiers afin de créer leurs propres industries de la pêche viables.

Voir aussi

Le texte de
l'article I
est reproduit
sous le
point 7.1.

7.1; 7.5; 9.4

7.3; 9.4

9.4

9.4

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
43) Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal et Singapour : juridiction sur les ressources <u>(suite)</u>	5. Un Etat riverain développé qui délimite une Zone ... conformément au paragraphe premier de l'article premier verse à l'Autorité internationale ... p. 100 des recettes qu'il tire de l'exploitation des ressources biologiques de cette zone. Ces contributions sont réparties par l'Autorité internationale selon des critères de partage équitables.	7.5; 9.4
	6. Dans l'exploitation des ressources biologiques, les Etats visés aux paragraphes 1 et 3 du présent article se conformément aux règlements et mesures applicables en matière de gestion et de conservation dans les Zones ... considérées.	9.4
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - voir texte en 7.1, à 67)	6.1; 7.1; 7.2; 7.3; 7.5; 9.2; 9.4; 10.3; 15

10.3 Intérêts et besoins particuliers des pays en voie de développement à plateau continental enclavé ou ayant un plateau étroit ou un littoral de faible longueur

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
43) Chine : document de travail	2. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive, paragraphe 3 3. En principe, l'Etat riverain est tenu de partager dans une certaine proportion, avec les pays sans littoral et les pays à plateau enclavé, le droit de propriété sur la Zone économique. L'Etat riverain et ces pays doivent négocier les accords bilatéraux ou régionaux relatifs aux questions s'y rapportant, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté.	9.2
49) Quatorze puissances : projet d'articles sur la zone économique exclusive	<u>Article III</u> Les limites de la zone économique seront fixées en milles marins conformément aux critères de chaque région qui prennent en considération les ressources de la région et les droits et intérêts des Etats en voie de développement sans littoral, presque sans littoral, à plateau continental enclavé (shelf-locked) ou à plateau continental étroit, et sans préjudice des limites adoptées par tout Etat dans la région. La zone économique ne dépassera en aucun cas 200 milles marins, mesurée à partir des lignes de base qui servent à déterminer la mer territoriale.	6.1; 7.1; 7.2; 7.3; 7.5; 9.2; 9.4; 10.2; 15
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - voir texte en 7.1, à 67)	

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

68) Zaïre : pêche

Article 2

Les Etats sans littoral et les Etats géographiquement désavantagés ont le droit de participer à l'exploitation des ressources vivantes des zones économiques des Etats côtiers voisins, sur un pied d'égalité et sans discrimination.

6.4; 9.2

Les modalités concernant les détails de l'exercice d'un tel droit pourront être déterminées, sur une base bilatérale ou régionale, dans des arrangements appropriés.

Le bénéfice de ce droit sera toutefois réservé aux ressortissants de ces Etats ou à des entreprises sous contrôle réel et effectif desdits Etats et pour leur compte exclusif.

10.4 Liberté d'accès à la haute mer et depuis la haute mer

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

11. DROITS ET INTERETS DES ETATS A PLATEAU LARGE

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

14. DEVELOPPEMENT ET TRANSFERT DES TECHNIQUES

14.1.2 Formation de personnel des pays en voie de développement

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

28) CUA :
déclaration

Partie F, par. 13

13. Les Etats africains, afin de tirer profit de l'exploration et de l'exploitation des ressources du fond des mers et de leur sous-sol, intensifieront les efforts déployés sur le plan national et régional pour former leur personnel dans tous les domaines des sciences et des techniques de la mer et leur apporter toute assistance nécessaire. De plus, ils demanderont aux organismes intéressés des Nations Unies et aux pays techniquement avancés, d'accélérer le transfert des sciences et techniques de la mer, y compris la formation de personnel.

15. ARRANGEMENTS REGIONAUX

Titre abrégé

- 25) Colombie, Mexique
et Venezuela :
projet d'articles

Dispositions

Article 18 - Aucune des dispositions du présent traité ne pourra être interprétée de manière à entraver ou restreindre le droit de tout Etat de conclure des accords régionaux ou sous-régionaux tendant à régir l'exploitation ou la répartition des ressources biologiques de la mer, la protection du milieu marin ou la recherche scientifique, ou à affecter la validité juridique des accords existants.

- 28) OUA :
déclaration

Partie D, par. 11

11. Pour mettre en valeur et pour gérer les ressources de la région, les Etats africains prendront toutes mesures possibles, en ce qui concerne notamment la coopération en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques, de prévention et de répression de la pollution afin de préserver le milieu marin, créeront les institutions régionales dont le besoin pourra se faire sentir et régleront leurs différends conformément à des arrangements régionaux.

6.4

- 36) Equateur, Panama
et Pérou : **projet**
d'articles

Articles 13.1 et 14 :

Article 13

1. Dans les régions ou sous-régions où certains Etats riverains ne sont pas en mesure, pour des raisons d'ordre géographique ou écologique, d'étendre sur toute la longueur de leurs côtes les limites de leur souveraineté et de leur juridiction jusqu'à des distances identiques à celles adoptées par d'autres Etats riverains de la même région ou sous-région, les premiers bénéficieront dans les mers des deuxièmes d'un régime préférentiel par rapport aux Etats tiers pour ce qui est de l'exploitation des ressources renouvelables, par voie d'accords régionaux, sous-régionaux ou bilatéraux tenant compte des intérêts des Etats parties.

Article 14

Les Etats riverains d'une même région ou sous-région encouragent les modes de coopération et de consultation qui leur paraissent les mieux appropriés dans les domaines juridique, économique, scientifique et technologique se rapportant aux questions relatives à la mer.

Voir aussi

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
64) Jamaïque : moyens régionaux	Articles premier, 2, 3, 4 et 5 - Voir texte en 2.3.2 et 6, à 64)	2.3.2; 5; 6; 7; 10
67) Pays-Bas : zone intermédiaire	Article premier, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 - Voir texte en 7.1, à 67)	6.1; 7.1; 7.2; 7.3; 7.5; 9.2; 9.4; 10.2; 10.3

Article ...

- 69) Iran : accords régionaux
1. Les Etats d'une région ou d'une sous-région peuvent, pour coordonner les questions relatives aux aspects juridiques, économiques et techniques du droit de la mer dans leur région ou sous-région, conclure entre eux les accords appropriés.
 2. Ces accords tiendront compte :
 - a) Des intérêts légitimes des Etats intéressés;
 - b) De la mise en valeur systématique des ressources renouvelables des zones de la mer relevant de leur juridiction.

70) Yougoslavie : accords régionaux

Article ...

1. Les Etats d'une région ou d'une sous-région peuvent, sous réserve des dispositions générales de la présente Convention, sur une base d'égalité et de respect mutuel, procéder à des consultations et négocier telles formes de coopération qu'ils jugent les plus appropriées pour toutes les questions maritimes, y compris celles qui concernent les aspects juridiques, géographiques, économiques et écologiques ainsi que la recherche scientifique et le transfert des techniques.
2. Ces accords doivent tenir compte : a) des intérêts légitimes de tous les Etats intéressés; b) de la mise en valeur systématique et de la gestion rationnelle de la Zone...

16. ARCHIPELS

Titre abrégé

18) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
principes proposés
au sujet des
archipels

Par. 1 à 3 :

1. Tout Etat archipel dont les îles et autres éléments naturels qui le composent forment un tout géographique, économique et politique intrinsèque et est ou peut être historiquement considéré comme tel, peut tracer des lignes de base droites reliant les points extrêmes des récifs découverts et des îles les plus éloignées de l'archipel, lignes d'après lesquelles la largeur de la mer territoriale de l'Etat archipel est ou peut être déterminée.

2. Les eaux à l'intérieur des lignes de base, quelles que soient leur profondeur ou leur distance de la côte, ainsi que les fonds et le sous-sol correspondants, l'espace aérien surjacent et toutes leurs ressources appartiennent à l'Etat archipel et relèvent de sa souveraineté.

3. Le passage inoffensif des navires étrangers dans les eaux de l'Etat archipel se fera conformément à la législation nationale de celui-ci, compte tenu des règles en vigueur du droit international et en empruntant les voies de navigation désignées à cette fin par ledit Etat.

Partie A, par. 4 :

4. Les Etats africains approuvent le principe selon lequel les lignes de base de tout Etat archipel peuvent être tracées en reliant les points extrêmes des îles de l'archipel les plus écartées en vue de délimiter la mer territoriale de l'Etat archipel.

28) OUA :
déclaration

2.3.1

Voir aussi

2.1; 2.4

Titre abrégé

29) Uruguay :
mer territoriale

Dispositions

Article 12

1. La mer territoriale d'un Etat archipelagique dont les diverses îles et autres caractéristiques naturelles forment une entité intrinsèque géographique, économique et politique qui a été ou a pu être considérée comme telle au cours de l'histoire, peut être mesurée à partir de lignes de base droites qui joignent les points extrêmes des îles et des hauts fonds découvrants les plus éloignés du centre de l'archipel.

2. Les eaux délimitées par les lignes de base tracées comme il est dit au paragraphe 1 ci-dessus, indépendamment de leur profondeur ou de la distance qui les sépare de la côte, sont considérées comme des eaux intérieures. Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de passage inoffensif des navires de tous les Etats.

36) Equateur, Panama,
Pérou :
projet d'articles

Section II. Lignes de base

2.3.2

... (Dispositions concernant la délimitation entre Etats dont les côtes se font face ou sont contiguës)

Article 3

1. La zone de souveraineté et de juridiction d'un Etat archipel peut être délimitée par rapport aux lignes de base droites qui relient les points extrêmes des îles et des éminences émergées extérieures de l'archipel.

2. Dans un tel cas, les eaux délimitées par les lignes de base font partie des eaux intérieures de l'Etat mais peuvent être traversées par les navires quel que soit leur pavillon, conformément aux dispositions adoptées par l'Etat archipel.

... (Dispositions complémentaires)

Voir aussi

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

37) Malte : **juridiction**
de l'Etat riverain

Article 11.2

La juridiction d'un Etat insulaire ou d'un Etat formé par un archipel peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île ou des îles principales dont la largeur est de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base tracées conformément aux dispositions du chapitre III de la présente Convention. L'île ou les îles principales d'un Etat formé par un archipel sont désignées par l'Etat intéressé, qui doit en informer les Institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord sur la désignation de l'île ou des îles principales, toute Partie contractante peut soumettre la question à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

38) Grèce : **îles**

Par. 5 :

- 294

5. Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au régime des îles formant un archipel.

Texte des
paragraphe
reproduit sous
le point 19

43)

Chine :
document de travail

I. Mer territoriale

2.3.2

6. Un groupe ou un chapelet d'îles proches l'une de l'autre est considéré comme un tout dans la délimitation de la mer territoriale.

Titre abrégé

54) Royaume-Uni :
Etats archipels

Dispositions

ARTICLE

DROITS ET OBLIGATIONS DES ETATS ARCHIPELS

1. En ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, un Etat peut déclarer qu'il est un Etat archipel lorsque :

- a) Le territoire terrestre de cet Etat est entièrement composé de trois îles ou davantage; et
- b) Il est possible de dessiner un périmètre, composé d'une série de lignes ou de lignes de base droites, autour des points extrêmes des îles extrêmes de façon que :
 - i) Aucun territoire appartenant à un autre Etat ne se trouve à l'intérieur du périmètre;
 - ii) Aucune ligne de base ne dépasse 48 milles marins;
 - iii) Le rapport de la superficie maritime à la superficie du territoire terrestre à l'intérieur du périmètre n'est pas supérieur à 5 à 1 :

Etant entendu que toute ligne de base droite entre deux points situés sur la même île sera tirée conformément aux dispositions des articles ... de la Convention (sur les lignes de base droites).

2. Toute déclaration faite aux termes du paragraphe 1 est accompagnée d'une carte indiquant le périmètre et d'une déclaration certifiant la longueur de chaque ligne de base et le rapport mer/terre à l'intérieur du périmètre.

Voir aussi

Titre abrégé

54) Royaume-Uni :
Etats archipels
(suite)

Dispositions

Voir aussi

3. Dans les cas où il n'est possible d'inclure à l'intérieur d'un périmètre dessiné conformément au paragraphe 1 ci-dessus que certaines des îles appartenant à un Etat, une déclaration peut être faite à l'égard de ces îles. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux autres îles dans les mêmes conditions qu'elles s'appliquent aux îles appartenant à un Etat qui n'est pas un Etat archipel et toute mention dans le présent article d'un Etat archipel doit être interprétée dans ce sens.

4. La mer territoriale, zone économique et tout plateau continental d'un Etat archipel s'étendent à partir de l'extérieur du périmètre conformément aux articles... de la présente Convention.

2.3.1; 5.2; 6.5

5. La souveraineté d'un Etat archipel s'étend aux eaux situées à l'intérieur du périmètre, dénommées eaux archipélagiques : cette souveraineté est exercée sous réserve des dispositions des présents articles et des autres règles du droit international.

6. Un Etat archipel peut tirer des lignes de base conformément aux articles ... (baies) et ... (embouchures) de la présente Convention pour délimiter les eaux intérieures.

7. Lorsque certaines parties des eaux archipélagiques étaient avant la date de ratification de la présente Convention utilisées comme routes de navigation internationale entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer ou la mer territoriale d'un autre Etat, les dispositions des articles ... de la présente Convention s'appliquent à ces routes (ainsi qu'aux parties de la mer territoriale de l'Etat archipel qui leur sont adjacentes) comme s'il s'agissait de détroits. Toute

4.2

Titre abrégé

54) Royaume-Uni :
Etats archipels
(suite)

Dispositions

déclaration faite aux termes du paragraphe 1 du présent article doit être accompagnée d'une liste desdites eaux indiquant toutes les routes utilisées en navigation internationale ainsi que tous systèmes de séparation du trafic en vigueur dans ces eaux conformément aux articles ... de la présente Convention. Ces routes ne peuvent être modifiées ou de nouvelles routes ne peuvent être créées que conformément aux articles ... de la présente Convention.

8. Dans les eaux archipelagiques, autres que celles mentionnées au paragraphe 7 ci-dessus, les dispositions des articles ... (passage inoffensif) sont applicables.

2.4

9. Dans le présent article, toute mention d'une île comprend une partie d'une île et toute mention du territoire d'un Etat comprend sa mer territoriale.

10. Les dispositions du présent article ne portent atteinte à aucune règle de la présente Convention et du droit international applicable aux îles qui forment un archipel mais qui ne sont pas un Etat archipel.

11. Le dépositaire donnera notification à tous les Etats qui peuvent devenir partie à la présente Convention de toute déclaration faite conformément au présent article, en y joignant des copies de la carte et de la déclaration fournies aux termes du paragraphe 2 ci-dessus.

12. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent article qui ne peut être réglé par voie de négociation peut être soumis par l'une ou l'autre partie au différend aux procédures de règlement obligatoire des différends énoncées aux articles ... de la présente Convention.

21

Voir aussi

Titre abrégé

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels

Dispositions

Voir aussi

ARTICLE I

1. Les présents articles ne s'appliquent qu'aux Etats archipels.
2. Un Etat archipel est un Etat constitué entièrement ou principalement par un ou plusieurs archipels.
3. Aux fins des présents articles, un archipel est un groupe d'îles et d'autres éléments naturels qui ont les uns avec les autres des rapports si étroits qu'ils forment un tout géographique, économique et politique ou qui ont historiquement été considérés comme tels.

ARTICLE II

1. Un Etat archipel peut employer la méthode des lignes de base droites reliant les points extrêmes des récifs découverts et des îles les plus éloignées de l'archipel pour le tracé des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.
2. Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable du contour général de l'archipel.
3. Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences ou à moins qu'une de ces éminences ne soit entièrement ou en partie située à une distance de l'île la plus proche ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale.

2.3.1

Titre abrégé

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels (suite)

Dispositions

4. Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat archipel de manière à couper la mer territoriale d'un autre Etat.
5. L'Etat archipel indique clairement les lignes de base droites sur des cartes marines, auxquelles il assure une publicité suffisante.

ARTICLE III

1. Les eaux situées à l'intérieur des lignes de base, qui sont désignées dans les présents articles sous le nom d'eaux archipélagiques, quelles que soient leur profondeur ou leur distance de la côte, appartiennent à l'Etat archipel dont elles dépendent et relèvent de sa souveraineté.
2. La souveraineté et les droits de l'Etat archipel s'étendent à l'espace aérien surjacent à ses eaux archipélagiques ainsi qu'à la colonne d'eau, aux fonds marins et au sous-sol correspondants, et à toutes les ressources qu'ils contiennent.

ARTICLE IV

Sous réserve des dispositions de l'article V, les navires étrangers jouissent du droit de passage inoffensif dans les eaux archipélagiques. 2.4

ARTICLE V

1. Un Etat archipel peut établir des couloirs de navigation permettant le passage rapide et sûr des navires dans les eaux archipélagiques et limiter auxdits couloirs le droit de passage inoffensif des navires étrangers dans ces eaux. 2.4

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels (suite)

2. Un Etat archipel peut de temps à autre, après l'avoir annoncé de façon appropriée, remplacer par d'autres couloirs tous couloirs de navigation qu'il aurait antérieurement établis en vertu des dispositions du présent article.
3. Un Etat archipel qui établit des couloirs de navigation en vertu des dispositions du présent article peut aussi prescrire des systèmes de séparation du trafic pour le passage des navires étrangers empruntant ces couloirs.
4. Lorsqu'il prescrira des systèmes de séparation du trafic en vertu des dispositions du présent article l'Etat archipel prendra notamment en considération :
 - a) Les recommandations ou les conseils techniques des organisations internationales compétentes;
 - b) Les chenaux utilisés habituellement en navigation maritime internationale;
 - c) Les caractéristiques particulières de certains chenaux; et
 - d) Les caractéristiques particulières de certains navires ou de certaines cargaisons.
5. Un Etat archipel peut adopter, en conformité des dispositions des présents articles et compte tenu d'autres règles du droit international en vigueur, des lois et règlements applicables au passage dans les couloirs de navigation et aux systèmes de séparation du trafic établis par l'Etat archipel en vertu des dispositions du présent article, ces lois et règlements pouvant porter, entre autres sur les questions ci-après :

Titre abrégé

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels (suite)

Dispositions

Voir aussi

- a) Sécurité de la navigation et régulation du trafic maritime, y compris pour les navires ayant des caractéristiques spéciales;
- b) Utilisation des installations et systèmes d'aides à la navigation et prévention de la destruction ou de la détérioration de ces installations et systèmes;
- c) Prévention de la destruction ou de la détérioration des systèmes ou installations destinés à la recherche et à l'exploitation des ressources marines, y compris celles de la colonne d'eau, du fond de la mer et du sous-sol;
- d) Prévention de la destruction ou de la détérioration des câbles et pipe-lines sous-marins ou aériens;
- e) Sauvegarde de l'environnement de l'Etat archipel et prévention de la pollution;
- f) Recherche sur le milieu marin;
- g) Prévention des infractions aux règlements douaniers, fiscaux, d'immigration, sanitaires ou de quarantaine de l'Etat archipel;
- h) Maintien de la paix, du bon ordre et de la sécurité de l'Etat archipel.

Voir aussi

Titre abrégé

58) Fidji, Indonésie,
Maurice et
Philippines :
archipels (suite)

Dispositions

6. L'Etat archipel est tenu de donner une publicité suffisante à toutes les lois et à tous les règlements adoptés en application des dispositions du paragraphe 5 du présent article.

7. Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans ces couloirs de navigation doivent se conformer à toutes les lois et à tous les règlements adoptés en vertu des dispositions du présent article.

8. En cas d'inobservation par un navire de guerre des lois et règlements de l'Etat archipel concernant le passage dans un couloir de navigation désigné par l'Etat archipel en vertu des dispositions du présent article, et faute par ce navire de tenir compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat archipel peut suspendre l'exercice du droit de passage de ce navire de guerre et exiger sa sortie hors des eaux archipélagiques par la route de navigation qu'il lui désignera. Outre cette suspension de l'exercice du droit de passage, l'Etat archipel peut interdire le passage de ce navire de guerre dans les eaux archipélagiques pour la période qu'il fixera.

9. Sous réserve des dispositions du paragraphe 8 du présent article, un Etat archipel ne peut suspendre l'exercice du droit de passage inoffensif des navires étrangers dans les couloirs de navigation désignés en application du présent article que si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité, et après lui avoir donné une publicité suffisante et avoir remplacé par d'autres les couloirs de navigation dans lesquels l'exercice du droit de passage inoffensif est suspendu.

Voir aussi

Dispositions

Titre abrégé

- 58) Fidji, Indonésie, Maurice et Philippines : archipels (suite)
10. L'Etat archipel délimite de façon claire tous les couloirs de navigation établis par lui en vertu des dispositions du présent article, et les indique sur des cartes marines auxquelles il assure une publicité suffisante.

17. MERS FERMEES ET SEMI-FERMEES

18. ILES ARTIFICIELLES ET INSTALLATIONS

Titre abrégé

25) Colombie, Mexique et Venezuela :
projet d'articles

Article 7 - Il incombe à l'Etat riverain d'autoriser et de réglementer la construction et l'utilisation d'îles artificielles de tout type d'installations à la surface de la mer, dans la colonne d'eau et dans le fond et le sous-sol de la mer patrimoniale.

Dispositions

Voir aussi

30) Belgique : îles artificielles et installations

A. Mer territoriale :

Article a) : L'Etat riverain a le droit d'édifier dans sa mer territoriale des îles artificielles ou des installations immobiliers; il ne doit pas entraver par de telles constructions l'accès aux ports d'un Etat voisin, ni porter dommage à l'environnement marin des mers territoriales des Etats voisins.

Article b) : Avant d'entamer la construction d'îles artificielles ou d'installations mentionnées à l'article précédent, l'Etat riverain en publiera les plans et prendra en considération les observations qui pourraient lui être soumises par d'autres Etats. En cas de désaccord, l'Etat intéressé qui s'estime lésé pourra introduire un recours devant l'OMCI, laquelle, sans avoir qualité pour interdire la construction, pourra prescrire les modifications ou aménagements qui lui paraîtront indispensables pour garantir les intérêts légitimes d'autres Etats.

B. Plateau continental :

Article c) : L'Etat riverain peut, sous les conditions précisées dans l'article suivant, autoriser la construction sur son plateau continental d'îles artificielles ou installations immobiliers servant à d'autres fins que l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles. Ces constructions seront placées sous sa juridiction, ou sous celle de l'Etat qui en entreprend la construction, et pourront être entourées de zones de sécurité d'une étendue maximum de 500 mètres en vue d'assurer leur protection. Ces îles artificielles ou installations immobiliers n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre.

5.1

Titre abrégé

30) Belgique : îles
artificielles et
installations (suite)

Dispositions

5.1

Article d) : Avant d'entamer la construction d'îles artificielles ou d'installations mentionnées à l'article c), l'Etat en publiera les plans et prendra en considération les observations qui pourraient lui être soumises par d'autres Etats. En cas de désaccord, l'Etat intéressé qui s'estime lésé pourra introduire un recours devant ... 1/ lequel prescrira, le cas échéant, les modifications ou aménagements qui lui paraîtront indispensables pour garantir les intérêts légitimes d'autres Etats.

Voir aussi

C. Haute mer au-delà des limites du plateau continental :

8.2

Article e) : Toute construction d'île artificielle ou d'installation immobile en haute mer au-delà des limites du plateau continental, relève de l'autorité et de la juridiction du mécanisme international des fonds marins. L'autorité internationale peut autoriser un Etat à en édifier et lui déléguer la juridiction sur ladite construction.

1/ Il paraît préférable de ne pas préciser dès maintenant l'organisme qui serait compétent pour recevoir un tel recours. Ce pourrait être le Tribunal du mécanisme international, si on le juge bon, ou la triple possibilité d'un recours devant l'OMCI pour les griefs en matière de navigation, devant l'Organisation régionale de pêche pour ceux touchant à la pêche, ou devant l'autorité internationale en matière d'environnement et de pollution de la mer si l'on en établit une.

Voir aussi

Dispositions

SECTION IV. POSE DE PIPE-LINES ET DE CABLES SOUS-MARINS

Article

Sans préjudice des mesures et règlements visés à l'article 16, l'Etat riverain ne pourra faire obstacle à la pose ou à l'entretien de pipe-lines et de câbles sous-marins sur le fond de la zone de sa mer territoriale située au-delà des douze milles marins comptés à partir des lignes de base existantes.

Ces opérations devraient être précédées, dans chaque cas, de l'envoi d'une notification à l'Etat riverain. Il sera dûment tenu compte des installations de câbles et de pipe-lines existantes; en particulier, la possibilité de les réparer devra être ménagée.

Article

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin dans la zone stipulée à l'article précédent, résultant d'un acte délibéré ou d'une négligence coupable, lorsqu'elle a pour effet d'interrompre ou de gêner les communications télégraphiques ou téléphoniques, ainsi que la rupture ou la détérioration d'un câble à haute tension ou d'un pipe-line sous-marin survenant dans les mêmes conditions, feront l'objet de sanctions et engageront la responsabilité de leurs auteurs conformément à la législation de l'Etat riverain. Elles relèveront de la compétence de ses tribunaux.

La législation de l'Etat riverain en la matière ne pourra créer d'obstacle à l'exercice légitime du droit des autres Etats à poser des pipe-lines et des câbles sous-marins dans les conditions prévues aux articles pertinents, ni prévoir de sanctions à l'encontre de quiconque aura rompu ou endommagé un pipe-line ou un câble sans autre intention que de protéger des vies humaines ou d'assurer la sécurité d'un navire, et après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter le dommage.

Titre abrégé

29) Uruguay : mer
territoriale

Titre abrégé

36) Equateur, Panama et
Pérou :
projet d'articles

Dispositions

SECTION VII et TROISIEME PARTIE, article 24

Section VII - Régime des installations

Article 11

L'Etat riverain autorise la pose de câbles et de pipe-lines sous-marins dans sa mer adjacente, sans autres restrictions que celles qui peuvent découler des dispositions mentionnées au paragraphe 1. de l'article 4.

Article 12

L'Etat riverain autorise et réglemente l'édification et l'utilisation d'îles artificielles et d'autres installations et équipements en surface, sous la surface et sur le lit ou dans le sous-sol de la mer adjacente.

... (Dispositions complémentaires sur les installations)

Troisième partie - Haute mer

Article 24

L'implantation d'îles artificielles et de tout autre type d'installations qui ne sont ni des câbles ni des pipe-lines sous-marins doit faire l'objet d'une réglementation internationale.

... (Dispositions complémentaires sur la haute mer)

Titre abrégé

Dispositions

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

CHAPITRE VIII, Articles 53 à 62, 74 et 100 à 105

Chapitre VIII : Câbles sous-marins

Article 53

Sous réserve des dispositions des présents articles, tout Etat, riverain ou non de la mer, a le droit de poser et d'entretenir des câbles sous-marins sur le lit de l'espace marin national.

Article 54

L'Etat riverain ne peut entraver l'exercice du droit de poser ou d'entretenir des câbles sous-marins sur le lit de l'espace marin national au-delà de douze milles marins à partir de la côte lorsque ces câbles sont posés conformément aux règlements généraux et non discriminatoires qui peuvent être adoptés par les Institutions internationales de l'espace marin ou qui sont contenus dans des conventions multilatérales largement ratifiées.

Article 55

A défaut de règlements pertinents adoptés par les Institutions internationales de l'espace marin ou contenus dans des conventions multilatérales largement ratifiées, l'Etat riverain peut promulguer des règlements raisonnables et non discriminatoires relatifs à la pose de câbles sous-marins dans l'espace marin national.

Article 56

1. Les règlements promulgués par l'Etat riverain et mentionnés dans l'article précédent peuvent être portés à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin par toute Partie contractante lorsque ces règlements sont considérés discriminatoires ou déraisonnables ou incompatibles avec des règlements adoptés par les Institutions ou contenus dans des conventions multilatérales largement ratifiées.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Voir aussi

2. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier des règlements qui sont considérés discriminatoires ou sont estimés constituer un obstacle déraisonnable à l'exercice du droit de poser des câbles sous-marins ou être incompatibles avec des règlements adoptés par les institutions.
3. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, la question est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision est obligatoire.

Article 57

1. En posant des câbles sous-marins il convient de tenir dûment compte des câbles déjà installés sur le lit de la mer. En particulier, il ne faut pas entraver les possibilités de réparation des câbles existants.
2. L'inobservation des dispositions du paragraphe précédent entraîne la responsabilité juridique.

Article 58

1. Les Etats et les personnes relevant de leur juridiction qui sont propriétaires de câbles sous-marins dans l'espace marin national d'un autre Etat sont tenus de communiquer à cet Etat et aux institutions internationales de l'espace marin une carte indiquant la position des câbles qu'ils possèdent.
2. L'Etat riverain est tenu de protéger les câbles sous-marins indiqués sur les cartes qui lui sont communiquées.

Article 59

Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que la rupture ou la détérioration, par un bâtiment battant son pavillon ou par une personne relevant de sa juridiction, d'un câble sous-marin dans l'espace marin national d'un autre Etat, faite volontairement ou par négligence coupable, constitue une infraction passible de sanctions. Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Dispositions

37) Malte :

juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Article 60

1. Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que les personnes qui causent la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin en supportent les frais de réparation.

2. Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que les propriétaires de bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble sous-marin dans l'espace marin national soient indemnisés par le propriétaire du câble, à condition qu'ils aient pris préalablement toutes mesures de précaution raisonnables.

Article 61

L'inobservation des dispositions des articles 58, 59 et 60 peut être portée à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin par toute Partie contractante lorsque les communications télégraphiques ou téléphoniques ou la fourniture de l'énergie électrique ont été interrompues ou entravées.

Article 62

1. La pose de câbles sous-marins dans une bande d'espace marin adjacente à la côte et dont la largeur ne dépasse pas 12 milles marins à partir de la ligne de base applicable est soumise à l'autorisation de l'Etat riverain.

2. L'Etat riverain ne refuse pas normalement son autorisation si la requête est présentée par une personne physique ou morale digne de confiance qui donne l'assurance de se conformer aux lois et règlements de l'Etat riverain.

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 74

1. L'Etat riverain peut construire, entretenir et faire fonctionner à des fins scientifiques a) des stations, installations, matériels ou dispositifs sous-marins sur ou dans le fond de son espace marin national et b) des installations flottantes de toute nature reliées au fond de la mer, sous réserve :

a) que les normes et règles de caractère général et non discriminatoire que les institutions internationales de l'espace marin viendraient à adopter soient respectées;

b) qu'aucune gêne ne soit causée à l'utilisation des routes maritimes nécessaires à la navigation internationale;

c) que les autres activités menées dans l'espace marin ne soient pas abusivement entravées;

d) que des zones de sécurité suffisantes soient établies autour desdites stations ou installations ou desdits dispositifs;

e) que les institutions internationales de l'espace marin soient informées sans délai de l'emplacement desdites stations ou installations ou desdits dispositifs et de la largeur des zones de sécurité établies autour d'eux;

f) que les stations, installations, matériels ou dispositifs abandonnés ou ne servant plus soient entièrement enlevés.

2. L'incobservation des obligations énoncées dans le paragraphe qui précède engage la responsabilité juridique de l'Etat riverain en cas d'accident de la navigation.

Article 100

1. Aucun Etat ne peut utiliser l'espace marin national d'un autre Etat sans son consentement pour y poser des pipe-lines sous-marins.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, l'Etat riverain ne peut entraver l'entretien des pipe-lines sous-marins déjà posés sur le fond de son espace marin national.

Voir aussi

Titre abrégé

37) Malte: **juridiction**
de l'Etat riverain
(suite)

Dispositions

Article 101

1. Tout Etat riverain peut utiliser son espace marin national pour la pose de pipe-lines sous-marins, à condition :

- a) de tenir dûment compte des pipe-lines déjà posés sur le fond de la mer;
- b) de ne pas entraver les possibilités de réparation des pipe-lines existants;
- c) de respecter, dans la construction de ces pipe-lines, les normes internationales qui peuvent être adoptées à ce sujet par les Institutions internationales de l'espace marin;
- d) de ne pas gêner dans une mesure significative du fait des pipe-lines qu'il pose les autres utilisations de l'espace marin et, notamment, la navigation, l'exploitation des ressources biologiques, ainsi que la pose et l'entretien des câbles sous-marins.

2. Tout Etat riverain est tenu de prendre et d'imposer dans son espace marin national des mesures de précautions strictes lors de la construction, de la mise en place et de l'entretien des pipe-lines sous-marins destinés à contenir des hydrocarbures ou d'autres substances qui peuvent avoir des effets nocifs graves sur la santé de l'homme ainsi que sur les ressources biologiques ou la qualité du milieu marin. En aucun cas ces pipe-lines ne sont mis en place dans les zones sujettes à de fréquentes catastrophes naturelles.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

3. L'inobservation de la part de l'Etat riverain des dispositions contenues dans les paragraphes précédents du présent article entraîne sa responsabilité juridique et l'indemnisation des dommages en cas d'effet nocif grave causé à l'espace marin en dehors de la juridiction de cet Etat ou aux ressources qu'il contient.

Article 102

1. Les Etats et les personnes relevant de leur juridiction qui possèdent ou exploitent des pipe-lines sous-marins dans l'espace marin national d'un autre Etat communiquent audit Etat et aux Institutions internationales de l'espace marin une carte indiquant la position des pipe-lines sous-marins qu'ils possèdent ou qu'ils exploitent.

2. L'Etat riverain est tenu de protéger les pipe-lines sous-marins indiqués sur les cartes qui lui sont communiquées.

Article 103

Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que la rupture ou la détérioration, par un bâtiment battant son pavillon ou par une personne relevant de sa juridiction, d'un pipe-line sous-marin dans l'espace marin national d'un autre Etat, faite volontairement ou par négligence coupable, constitue une infraction grave passible de sanctions. Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leur bâtiment, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Article 104

1. Tout Etat est tenu de prendre des mesures législatives nécessaires afin que toute personne qui cause la rupture ou la détérioration d'un pipe-line sous-marin en supporte les frais de réparation et soit responsable de l'indemnisation des dommages en cas d'effets nocifs causés à la qualité ou aux ressources biologiques du milieu marin.

Dispositions

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

2. Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que les propriétaires de bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou tout autre engin pour ne pas endommager un pipe-line sous-marin dans l'espace marin national soient indemnisés par le propriétaire du pipe-line à condition qu'ils aient pris préalablement toutes mesures de précaution raisonnables.

Article 105

L'observation des dispositions des articles 101 et 102 relatives aux précautions et aux mesures à prendre peut être portée à la connaissance des Institutions internationales de l'espace marin par toute partie contractante, s'il en est résulté une interruption du transport du pétrole, de l'eau, du gaz ou de toute autre substance contenue dans le pipe-line.

43) Chine :
document de travail

2. Zone économique exclusive ou zone de pêche exclusive.

4. Le passage normal des navires ou des avions de n'importe quel pays sur les eaux de la zone économique ou dans l'espace aérien situé au-dessus de cette zone ne doit pas être entravé. La pose de câbles et de pipe-lines dans le fond de la zone économique doit suivre le tracé approuvé par l'Etat riverain.

.....

3. Plateau continental

4.

Si un autre pays veut poser des câbles et pipe-lines sous-marins sur le plateau continental de l'Etat riverain, il doit obtenir le consentement de celui-ci quant au tracé de ces câbles et pipe-lines.

Titre abrégé

Dispositions

44) Etats-Unis :
zone côtière
d'intérêt économique
du fond des mers

Article 1, paragraphes 3 à 7 et article 3, paragraphe 2

Article 1 :

3. L'Etat riverain a en outre le droit exclusif de fixer et de réglementer dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers ou dans les eaux surjacentes :

a) la construction, l'exploitation et l'utilisation d'installations d'avant-côte qui affectent ses intérêts économiques, et

b) le forage à des fins autres que l'exploration et l'exploitation de ressources.

4. L'Etat riverain peut, en cas de nécessité, délimiter autour de ses installations d'avant-côte des zones de sécurité d'une superficie raisonnable, à l'intérieur desquelles il peut prendre des mesures appropriées en vue de protéger les personnes, les biens et le milieu marin. Ces zones de sécurité sont déterminées d'une manière raisonnablement compatible avec la nature et la fonction de l'installation en cause. La largeur des zones de sécurité est fixée par l'Etat riverain conformément aux normes internationales existantes ou qui seront établies en vertu de l'article 3.

5. a) Aux fins du présent chapitre, le terme "installations" s'entend de tous équipements, installations ou appareils d'avant-côte autres que ceux qui sont mobiles dans les conditions de leur fonctionnement normal en mer.

b) Les installations ne possèdent pas le statut d'îles. Elles ne possèdent en propre ni mer territoriale ni zone côtière d'intérêt économique du fond des mers, et leur présence n'affecte en rien la délimitation de la mer territoriale de l'Etat riverain.

6. S'agissant des activités énumérées dans le présent article, l'Etat riverain peut mettre en vigueur des normes de protection du milieu marin plus élevées que celles qui sont rendues obligatoires par les règles internationales applicables en vertu de l'article 2.

Titre abrégé

- 44) Etats-Unis :
zone côtière
d'intérêt économique
du fond des mers
(suite)

Dispositions

7. S'agissant des activités énumérées dans le présent article, l'Etat riverain peut prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect de sa législation sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Article 3

2. Les Etats veillent au respect des normes internationales existantes ou énoncées par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime en consultation avec l'Autorité :

- a) concernant la largeur des zones de sécurité qui entourent les installations d'avant-côte - si cette largeur est définie;
- b) concernant la navigation en dehors des zones de sécurité, mais au voisinage des installations d'avant-côte.

6.3

- 46) Argentine :
projet d'articles

Paragraphe 13 et 23 à 26

13. Dans la zone maritime adjacente à la mer territoriale, les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont droit à la liberté de navigation et de survol, sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter de l'exercice par l'Etat riverain de ses droits en matière d'exploration, de conservation et d'exploitation des ressources, de protection contre la contamination et de recherche scientifique. Sous réserve de ces seules limitations, la pose de câbles et de pipe-lines sous-marins est également libre.

23. L'Etat riverain autorisera la pose de câbles et de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental, sans autres restrictions que celles qui pourraient résulter de ses droits sur celui-ci.

24. La mise en place de tout autre type d'installations par des Etats tiers ou leurs nationaux est soumise à l'autorisation de l'Etat riverain.

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

46) Argentine :
projet d'articles
(suite)

25. L'Etat riverain a le droit de construire, d'entretenir ou de faire fonctionner dans ou sur le plateau continental les installations et autres dispositifs nécessaires à l'exercice de ses droits sur ledit plateau, ainsi que d'établir des zones de sécurité autour de ces dispositifs ou installations et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à leur protection. Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité, qui peuvent s'étendre à une distance de 500 mètres autour des installations ou dispositifs.

26. La construction de toute installation ou de tout dispositif doit recevoir une publicité officielle et l'entretien des moyens permanents de signalisation nécessaires doit être assuré. Toute installation ne servant plus doit être enlevée par l'Etat riverain.

49) Quatorze puissances :
zone économique
exclusive

ARTICLE IV

Les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non, jouiront, dans la zone économique, du droit à la liberté de navigation et de survol et du droit de poser des câbles et des pipelines sous-marins sans autres restrictions que celles résultant de l'exercice de ses droits, par l'Etat riverain, dans la région.

6.3

50) Ouganda et Zambie :
zone économique

Article 4, paragraphe 5

5. Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article ne portent pas atteinte aux libertés de navigation, de survol et de pose de câbles et pipelines sous-marins mentionnées à l'article _____, qui s'applique aux zones régionales ou sous-régionales.

6.3

Le texte des paragraphes 1 à 4 est reproduit sous les points 6.4, 6.5 et 6.7.3

19. REGIME DES ILES

19 a) Iles sous dépendance coloniale ou sous domination ou contrôle étrangers

19 b) Autres questions connexes

Titre abrégé

28) OUA :
déclaration

Dispositions

Voir aussi

Partie B, par. 5 :

5. Les Etats africains reconnaissent qu'il faut déterminer avec précision la nature des espaces marins des îles, et recommandent que cette détermination se fasse conformément à des principes équitables, en tenant compte de tous les facteurs pertinents et de toutes les circonstances, y compris :

- a) la superficie des îles
- b) le chiffre, élevé ou non, de leur population
- c) leur proximité par rapport au territoire principal
- d) leur configuration géologique
- e) les intérêts particuliers des Etats insulaires et des Etats archipels.

29) Uruguay : **mer**
territoriale

Article 11

Identique à l'article 10 de la Convention de Genève (IIes).

2.3.1

[Article 10

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.

2. La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions des présents articles.]

Titre abrégé

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain

Dispositions

Articles 11 par. 2 et 3 et 12 à 15 :

2. La juridiction d'un Etat insulaire ou d'un Etat formé par un archipel peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île ou des îles principales dont la largeur est de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base tracées conformément aux dispositions du chapitre III de la présente Convention. L'île ou les îles principales d'un Etat formé par un archipel sont désignées par l'Etat intéressé, qui doit en informer les Institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord sur la désignation de l'île ou des îles principales, toute Partie contractante peut soumettre la question à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

3. Dans le cas d'îles ayant une superficie inférieure à dix kilomètres carrés, la juridiction de l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle ne peut s'étendre qu'à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île dont la largeur n'excède pas 12 milles marins mesurés à partir de la ligne de base applicable.

Article 12

Par atoll on entend un chapelet d'îles ou d'îlots couronnant un récif circulaire ou ovale qui enferme une lagune.

Article 13

1. Dans le cas des atolls, la ligne de base servant à mesurer la largeur de l'espace marin national est le bord du récif qui se trouve du côté de la mer, que le récif soit ou non submergé à marée haute.

2. Si la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels du récif n'excède pas 24 milles marins, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces laisses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures.

Voir aussi

6.5, 16

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte :
juridiction de
l'Etat riverain
(suite)

3. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels du récif excède 24 milles marins, une ligne de base droite de 24 milles marins peut être tracée à l'intérieur du récif, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur.

Article 14

1. Un Etat ne peut revendiquer de juridiction sur l'espace marin extérieur à la zone enfermée par le récif en raison de la souveraineté ou du contrôle qu'il exerce sur l'atoll, lorsque la superficie terrestre totale des îlots qui couronnent le récif n'excède pas un kilomètre carré.

2. Lorsque les îles ou îlots couronnant le récif d'un atoll ont une superficie terrestre totale supérieure à un kilomètre carré mais inférieure à dix kilomètres carrés, la juridiction de l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente au bord extérieur du récif dont la largeur n'excède pas 12 milles marins.

Article 15

L'étendue de la juridiction sur l'espace marin que peut revendiquer un Etat en raison de la souveraineté ou du contrôle qu'il exerce sur des îles ou des atolls autres que ceux dont il est question dans les articles précédents du présent chapitre doit faire l'objet d'une ou de plusieurs conventions spéciales à négocier dans le cadre des Institutions internationales de l'espace marin compte tenu de toutes les circonstances pertinentes.

Titre abrégé

38) Grèce : îles

Dispositions

Paragraphes 1 à 5 :

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.

2. Une île fait partie intégrante du territoire de l'Etat auquel elle appartient. La souveraineté territoriale sur une île s'étend à ses eaux territoriales, à l'espace aérien situé au-dessus de l'île et de sa mer territoriale, au fond et au sous-sol de cette mer et à son plateau continental aux fins d'exploration et d'exploitation de ses ressources naturelles.

2.1

3. La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions applicables au mesurage de la mer territoriale de la partie continentale du territoire de l'Etat.

2.3.2

4. Comme règle générale, les dispositions applicables à la détermination du plateau continental et des zones de juridiction nationale de la partie continentale de l'Etat sont applicables aux îles.

5.2

5. Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au régime des îles formant un archipel.

6

43) Chine : document
de travail

1. Mer territoriale

5. La largeur et les étendues de la mer territoriale délimitées par l'Etat riverain s'appliquent en principe aux îles qui lui appartiennent.

Voir aussi

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

49) Quatorze puissances : Article XII
Projet d'articles

1. L'espace maritime des îles est déterminé selon des principes équitables tenant compte de tous les facteurs et éléments pertinents, notamment :

- a) de la superficie des îles;
- b) de la population ou de l'absence de population;
- c) de la proximité du territoire principal;
- d) du fait qu'elles sont ou non situées sur le plateau continental d'un autre territoire;
- e) de leur structure et de leur configuration géologiques et géomorphologiques.

2. Le présent article n'est pas applicable aux Etats insulaires ni au régime des archipels constitués en Etats tel qu'il est arrêté dans la présente Convention.

52) Cameroun, Kenya,
Madagascar, Tunisie
et Turquie : îles

1. L'espace maritime des îles est déterminé selon des principes équitables tenant compte de tous les facteurs et éléments pertinents, notamment :

- a) de la superficie des îles;
- b) de la population ou de l'absence de population;
- c) de la proximité du territoire principal;
- d) du fait qu'elles sont ou non situées sur le plateau continental d'un autre territoire;
- e) de leur structure et de leur configuration géologiques et géomorphologiques.

2. Le présent article n'est pas applicable aux Etats insulaires ni au régime des archipels constitués en Etats tel qu'il est arrêté dans la présente Convention.

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
62) Roumanie : régime des îles	<p>1. Les îlots et les petites îles, inhabités, sans vie économique, situés sur le plateau continental des côtes n'ont pas en propre du plateau ou autre espace marin de la même nature.</p> <p>2. De telles îles peuvent avoir des eaux - en propre ou faisant partie de la mer territoriale de la côte - dont l'étendue doit être déterminée par voie d'accord, compte tenu de toutes les circonstances de la zone maritime respective, de tous les éléments pertinents de nature géographique, géologique et autre. En tout cas, les eaux ainsi déterminées ne doivent pas porter préjudice aux espaces marins qui reviennent à l'Etat ou aux Etats voisins.</p>	5.3 2.3.1

21. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

7) URSS : pêche

7. Les différends entre Etats sur des problèmes relatifs à l'application des dispositions du présent article peuvent être réglés à la demande de l'une des parties au différend, par voie d'arbitrage à moins que les parties ne conviennent d'un autre moyen de règlement pacifique, prévu par l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

7.6

8) Yaoundé : conclusions

IV. En ce qui concerne le règlement des différends qui pourraient surgir entre des Etats riverains et la Communauté internationale.

Compte tenu de ses délibérations, le Séminaire approuve le principe de la création d'un organe directeur international chargé de gérer le patrimoine commun situé au-delà des limites de la juridiction nationale. Il considère que cet organe doit être conforme à l'esprit de la résolution qui prévoit sa création et que, pour cette raison, il doit être agencé et fonctionner de telle façon que les pays en voie de développement en soient les principaux dirigeants et bénéficiaires.

Le Séminaire recommande que l'organe international donne suite à ses vœux concernant le fond des mers et son sous-sol dans l'intérêt de la communauté internationale.

En conséquence, il considère que l'action de cet organe dépendra du désir des Etats d'étendre les limites de leur juridiction. Le Séminaire a noté qu'il importait que cet organe évite d'être un simple dispositif administratif délivrant des permis et répartissant des redevances.

Il considère que pour être efficace l'organe international devra rechercher les meilleurs moyens de faire participer les entreprises commerciales et industrielles des pays en voie de développement à l'exploitation des ressources existant dans sa zone de compétence et d'utiliser ces ressources pour favoriser le progrès des populations dans les pays en voie de développement de façon à redresser le grave déséquilibre entre les nations.

Le Séminaire considère que tous ces objectifs peuvent être atteints si la participation des pays en voie de développement à la planification, à la création et au fonctionnement de cet organe est assurée sans restriction.

Titre abrégéDispositionsVoir aussi

12) Etats-Unis : pêche

7.6

Tout différend pouvant surgir entre Etats dans l'interprétation du présent article est, à la demande de l'une des parties au différend, soumis à une commission spéciale composée de cinq membres, à moins que les parties ne conviennent d'en rechercher la solution par un autre mode de règlement pacifique conformément à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Ladite commission procède conformément aux dispositions suivantes :

A. Les membres de la Commission, dont l'un est chargé des fonctions de président, sont nommés d'un commun accord par les Etats parties au différend, dans un délai de deux mois compté de la demande de règlement du différend présentée conformément aux dispositions du présent article.

A défaut d'accord, ils sont, à la requête de tout Etat partie au différend, nommés dans un nouveau délai de deux mois par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec les Etats en cause ainsi qu'avec le Président de la Cour internationale de Justice et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, parmi des personnes dûment qualifiées, choisies en dehors des Etats parties au différend et spécialistes des questions juridiques, administratives ou scientifiques relatives à la pêche selon la nature du différend à régler. Il est pourvu aux vacances de la même manière qu'aux désignations initiales.

E. La Commission spéciale rend sa décision, qui a force obligatoire pour les parties, dans les cinq mois qui suivent la désignation de ses membres, à moins qu'elle ne décide, en cas de nécessité, de prolonger ce délai d'une durée qui ne saurait excéder deux mois.

F. En prenant sa décision, la Commission spéciale se conforme au présent article ainsi qu'à tous accords conclus entre les parties au différend en vue du règlement de ce dernier.

28) OUA : déclaration

Partie D, paragraphe 11

Texte reproduit sous le point 15.

15

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Chapitre XII : Ressources biologiques de l'espace marin national

Article 86

Les différends qui peuvent surgir entre les Etats riverains ou entre les Institutions internationales de l'espace marin et un Etat riverain au sujet des questions visées aux articles 83 et 85 sont soumis à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

Chapitre XIV : Ressources minérales et autres ressources non biologiques de l'espace marin national

Article 95

2. En cas de désaccord entre les Etats riverains intéressés, l'affaire sera soumise à un arbitrage ou sera portée devant la Cour maritime internationale pour avis consultatif, à la demande de l'un des Etats intéressés.

3. Les dispositions des paragraphes ci-dessus sont également applicables aux Institutions internationales de l'espace marin dans le cas où une structure ou un gisement de pétrole ou de gaz naturel, ou une structure ou un gisement biologique continué quelconque de toute autre ressource minérale s'étendent au-delà de la ligne qui sépare l'espace marin national de l'espace marin international.

44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers

Article 5

1. Tout différend né de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent chapitre sera résolu, à la demande de l'une ou l'autre des parties, selon la procédure obligatoire de règlement des différends stipulée à l'article __ du chapitre __.

Titre abrégé

44) Etats-Unis : zone
côtière d'intérêt
économique du fond
des mers (suite)

Dispositions

2. Si, dans le cas d'un différend portant sur une infraction à l'alinéa d) de l'article 2 l/ du présent chapitre, la Partie contractante dont une personne physique ou morale est ressortissante ne porte pas plainte en vertu du paragraphe l du présent article, cette personne peut avoir recours pour le règlement du différend à la procédure prévue par les Règles d'arbitrage et de conciliation applicables au règlement des différends internationaux entre deux parties dont une seule est un Etat, adoptées en 1962 par la Cour permanente d'arbitrage.

1/ Le texte de cet alinéa est conçu comme suit :

d) L'Etat riverain veille à la stricte observation des conditions stipulées dans les licences, baux, ou autres arrangements contractuels qu'il conclut avec les organes ou entités d'autres Etats ou avec des personnes physiques ou morales qui ne sont pas ses ressortissants, en vue de rechercher ou d'exploiter les ressources du fond des mers. Les biens de ces organes, entités ou personnes ne pourront être saisis, sauf pour des raisons d'intérêt public et sans faire l'objet d'aucune discrimination, toute saisie devant donner lieu sans retard au versement d'une juste indemnité. L'indemnisation prendra la forme d'un avoir effectivement mobilisable et représentera l'équivalent intégral du bien saisi. Des montants adéquats auront été réservés au préalable ou lors de la saisie, de manière à assurer l'exécution des dispositions du présent paragraphe.

Voir aussi

Voir aussi

Titre abrégé

Dispositions

- 47) Canada, Inde, Kenya,
Madagascar, Sénégal,
Sri Lanka : pêche

Article 13

Toutes les activités de pêche dans la zone exclusive de pêche relèvent de la compétence et de l'autorité de l'Etat riverain intéressé. Tout litige ou différend concernant les limites de la zone, ou l'interprétation ou la validité des conditions ou règlements dont il est fait mention à l'article 5, ou l'interprétation et l'application des présents articles, sera réglé par les institutions compétentes de l'Etat côtier intéressé.

Tout litige ou différend concernant les activités de pêche en dehors de la zone exclusive de pêche sera renvoyé à l'Autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer.

- 48) Afghanistan,
Autriche, Belgique,
Bolivie, Népal,
Singapour : juri-
diction sur les
ressources

Article IV

Tout différend né de l'interprétation et de l'application des dispositions des articles qui précèdent relève des procédures de règlement obligatoire des différends prévues dans la Convention.

- 49) Quatorze puissances :
Projet d'articles
sur la zone
économique exclusive

Article IX

Le tracé de la zone économique entre Etats dont les côtes sont limitrophes et les Etats dont les côtes se font face sera effectué conformément au droit international. Les différends résultant de cette opération seront réglés conformément à la Charte des Nations Unies et à tous autres arrangements régionaux pertinents.

6.7.2

<u>Titre abrégé</u>	<u>Dispositions</u>	<u>Voir aussi</u>
53) Afghanistan, Bolivie, Hongrie, Mali Népal, Tchécos- lovaquie et Zambie : pays sans littoral	Article XXII - voir texte en 9.2, à 53)	9.2
54) Royaume-Uni : Etats archipels	Paragraphe 12 - voir texte en 16, à 54)	16
63) Equateur, Panama et Pérou : pêcheries	Première partie, article F - voir texte en 2.1, à 63) Deuxième partie, article M - voir texte en 8.4, à 63)	2.1 8.4

Titre abrégé

66) Etats-Unis :
règlement des
différends

Dispositions

Voir aussi

Article premier

En cas de différend né entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, toute partie au différend peut inviter l'autre ou les autres parties à ce différend à le régler par voie de négociation directe, de bons offices, de médiation, de conciliation ou d'arbitrage, ou selon des procédures spéciales prévues par une organisation internationale ou régionale.

Article 2

Nonobstant les dispositions de l'article premier, toute Partie contractante qui est partie à un différend touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, lequel, aux termes de la présente Convention, doit faire l'objet de procédures obligatoires de règlement à la demande d'une des parties, peut à tout moment porter le différend devant le Tribunal du droit de la mer (le Tribunal).

Article 3

Nonobstant les dispositions de l'article 2, si les parties à un différend sont convenues par voie d'accord général, régional ou spécial d'avoir recours à l'arbitrage toute partie à ce différend est habilitée à le soumettre à l'arbitrage conformément à cet accord, au lieu de recourir aux procédures spécifiées dans le présent chapitre.

Article 4

Le Tribunal est créé et fonctionne conformément au statut joint en annexe. Les candidatures sont présentées et les membres du Tribunal sont élus conformément à la procédure prévue dans le Statut de la Cour internationale de Justice pour l'élection des juges de la Cour. Les membres sont des juristes possédant une compétence notoire en matière de droit de la mer.

Titre abrégé

66) Etats-Unis :
règlement des
différends
(suite)

Dispositions

Voir aussi

Article 5

Quand un différend touche à des questions techniques, telles que la sécurité de la navigation, la construction navale, la pollution, la recherche scientifique, la pêche, ou l'exploration ou l'exploitation du fond des mers, le Tribunal est assisté dans l'examen de l'affaire par quatre assesseurs techniques qui y siègent, sans droit de vote. Ces assesseurs sont choisis par le Président du Tribunal sur une liste de personnes qualifiées établie conformément au Statut joint en annexe.

Article 6

La compétence du Tribunal s'étend à tous les différends dont il est saisi conformément aux dispositions du présent chapitre et à toutes les questions expressément prévues dans d'autres chapitres de la présente Convention ou dans tout autre accord international, public ou privé, qui donne au Tribunal compétence pour connaître d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention.

Article 7

Les décisions du Tribunal sont obligatoires pour les parties.

Article 8

1. Le Tribunal règle promptement les différends qui ont un caractère urgent et, dans les cas appropriés, rend des ordonnances provisoires ayant force obligatoire pour réduire au minimum les dommages qui peuvent être causés à l'une ou l'autre des parties en attendant le jugement définitif. Le Tribunal peut aussi prendre des mesures provisoires ayant force obligatoire dans les affaires qui sont soumises à l'arbitrage en vertu de l'article premier ou de l'article 3.

Titre abrégé

66) Etats-Unis :
règlement des
différends
(suite)

Dispositions

2. Le propriétaire ou l'exploitant de tout navire détenu par un Etat a le droit de porter la question de la détention du navire devant le Tribunal pour en assurer la libération rapide, conformément aux dispositions applicables à la présente Convention, sans préjudice du bien-fondé de toute action intentée contre le navire.
3. Aucune disposition des présents articles ne porte atteinte à l'immunité souveraine dont certains navires et aéronefs bénéficient en vertu du droit international.

Article 9

Tout engagement de recourir à un moyen particulier de règlement obligatoire d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qu'il soit consigné dans un accord international, général, régional ou spécial, un permis, un bail ou un contrat, constitue une obligation qui doit être exécutée de bonne foi.

67) Pays-Bas :
zone inter-
médiaire

Article 6 - voir texte en 7.1, à 67)

7.1

Voir aussi

22. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE OCEANIQUE; ZONES DE PAIX ET DE SECURITE

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

28) OUA : déclaration

Partie G, paragraphe 14 :

14. Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ont le droit d'entreprendre des recherches scientifiques dans le milieu marin. Ces recherches doivent être entreprises à des fins pacifiques et ne doivent en aucun cas porter préjudice au milieu marin.

Les recherches scientifiques dans la mer territoriale ou dans la zone économique exclusive, ne pourront être entreprises qu'avec l'accord de l'Etat riverain intéressé.

36) Equateur. Panama,
Pérou : projet
d'articles

Article 17

On entend par haute mer la partie de la mer qui n'est pas soumise à la souveraineté et à la juridiction des Etats riverains. 8.1

Article 18

La haute mer est ouverte à tous les Etats, qu'ils aient ou non un littoral maritime, et son utilisation doit être réservée à des fins pacifiques.

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain

Chapitre X : Utilisations pacifiques

Article 76

Aucun Etat ne peut utiliser à des fins militaires le fond de l'espace marin national d'un autre Etat sans le consentement de celui-ci.

Article 78

Il n'est permis de procéder à des explosions nucléaires ou thermonucléaires à des fins pacifiques dans l'espace marin national qu'avec l'autorisation des institutions internationales de l'espace marin.

Titre abrégé

Dispositions

Voir aussi

37) Malte : juridiction
de l'Etat riverain
(suite)

Article 72

L'inobservation des dispositions des articles qui précèdent peut être portée à l'attention des institutions internationales de l'espace marin par toute Partie contractante.

49) Quatorze puissances :
projet d'articles
sur la zone
économique exclusive

Article V

Chaque Etat fera en sorte que toute activité d'exploration ou d'exploitation dans sa zone économique soit exercée exclusivement à des fins pacifiques et de manière à ne pas porter indûment atteinte aux intérêts légitimes des autres Etats de la région ni à ceux de la communauté internationale.

23. TRESORS ARCHEOLOGIQUES ET HISTORIQUES DU FOND DES MERS ET DES OCEANS
AU-DELA DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE

24. TRANSMISSIONS A PARTIR DE LA HAUTE MER

25. MESURES PROPRES A FAVORISER L'ADHESION UNIVERSELLE DES ETATS AUX CONVENTIONS MULTILATERALES
RELATIVES AU DROIT DE LA MER

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
